

Les Journées de septembre 1830 à Bruxelles et en Province

Robert Demoulin

Chapitre premier

L'évolution des esprits. — Du redressement des griefs à la séparation. Patriotes extrémistes et séparatistes modérés

La révolution belge de 1830 ne fut pas préméditée. L'opposition au gouvernement, de 1828 à 1830, reste dans les bornes de la légalité. L'Union des catholiques et des libéraux réalisée depuis 1828 a organisé le pétitionnement : elle réclamait les libertés de presse et d'enseignement, l'application loyale de la Constitution. Mais nulle part n'apparaît, le désir d'un bouleversement. La lutte contre les empiétements du pouvoir est menée par des parlementaires et dans le cadre des institutions existantes. Elle conserve un caractère toujours digne et modéré. Les journaux unionistes s'occupent d'augmenter aux États-Généraux la représentation des antiministériels, en éveillant l'esprit public et en expliquant le mécanisme des élections.

Les « Quatre Glorieuses » chassent de France Charles X, « le tyran ». La température politique monte d'un degré en Belgique. Quelques exaltés, ayant pleine confiance dans l'appui du nouveau gouvernement français, croient le moment propice à un soulèvement. Paris se charge de les calmer. L'armée française est dans une situation déplorable et il faudrait « attendre pendant trois mois au moins sa réorganisation qui serait encore fort incomplète¹ ».

De Potter et Bartels, alors à Paris, et les porte-drapeaux de l'anti-Hollande ne font rien non plus. « De Potter et moi, dit Bartels, nous n'avons jamais prévu ni voulu la Révolution². »

Au 20 août, personne ne songe à une révolution, du moins à date rapprochée. Le 25, jour anniversaire de la naissance du Roi, on pille à Bruxelles ; le peuple qui a faim et qui reporte sur les Hollandais, qu'il n'aime pas, la cause de ses misères, se soulève. « Mouvement désordonné » et sans but, l'émeute dure deux jours. La bourgeoisie, devant la carence de l'armée, descend dans la rue et rétablit l'ordre. Dans le pays, la nouvelle des événements de

Bruxelles provoque de l'agitation : des pillages sont signalés à Verviers et à Bruges, mais, finalement, la populace cède devant la bourgeoisie armée. A Louvain et à Liège, effervescence, mais nul excès. A Liège les troupes se retirent à la Citadelle, le gouverneur Sandberg, s'abouchant avec quelques tenants de l'opposition, arme la bourgeoisie. Dans toutes les autres places fortes, à Mons comme à Anvers, à Gand comme à Namur, le pouvoir militaire et le pouvoir civil ne cèdent pas. Et si des gardes bourgeoises sont constituées, elles n'ont qu'un but : maintenir l'ordre. Une fois les manifestations violentes du mécontentement populaire calmées par la bourgeoisie, celle-ci fait entendre sa voix ; ce qu'elle veut, « c'est la franche et entière exécution de la Loi Fondamentale, le renvoi du ministère antipopulaire dont les actes ont spécialement frappé la Belgique³ ». Elle envoie au roi des députations pour lui exposer les griefs de la nation⁴. Dans son attitude il n'y a rien de révolutionnaire. Elle ne pousse pas à une révolution, elle n'y songe pas. Les journaux patriotes conservent la même mesure : « Nous ne sommes ni en révolution, ni en insurrection, nous ne voulons qu'une satisfaction à de longues souffrances, qu'une garantie à un meilleur avenir⁵. » Il suffirait d'un redressement des griefs pour contenter l'opposition. Par des arrêtés, Guillaume I^{er} pourrait donner quelques satisfactions aux Belges ; il n'oublie pas qu'il a des devoirs envers les grandes Puissances, et il remet toute décision aux États Généraux.

Les gens de l'opposition savent bien qu'ils y trouveront difficilement une majorité favorable à leurs projets ; très vite ils se, rendent compte que le redressement des griefs, vu le désaccord profond entre les deux peuples belge et hollandais, n'est possible que dans un changement complet des institutions. Des députés belges aux États Généraux, réunis à Bruxelles le 3 septembre, lancent la formule magique : « Séparation⁶ ». Elle réunit tous les suffrages des patriotes.

Le *Courrier de la Meuse* est plein d'enthousiasme : « Ne nous efforçons plus d'opérer une fusion entre des éléments qui se combattent ; ne rêvons plus ce monstrueux amalgame, cette chimérique centralisation, cette union contre nature. En un mot, ayons une législation et une administration différente... Soyez Hollandais, nous resterons Belges⁷. »

Le *Courrier des Pays-Bas* déborde d'allégresse. Le *Journal de Verviers* exulte : « Dorénavant, tout sera Belge en Belgique. Quels immenses résultats doivent découler de ce seul fait ! Quel avenir ! Quelle magique et bienfaisante révolution ! »

Le *Politique* ne cache pas sa joie : « Que la dynastie demeure, mais soyons nous-mêmes, soyons Belges, ayons nos chambres belges, notre constitution belge, nos lois belges, notre armée belge ; nous avons le plus beau et le plus riche pays du monde ; qu'il soit séparé de la Hollande, que nous possédions cette forme de gouvernement qui assure le règne de l'opinion nationale, ces institutions libérales qui vont donner tant de force à la France, et que nous manquerait-il encore ? Alors nous aurons une patrie, une patrie qui ne sera plus un mensonge, une patrie qui ne nous aura pas été imposée par un congrès, mais dans nos cœurs ; alors nous pourrions être gouvernés selon nos mœurs, selon un intérêt, selon nos vœux... Nous n'aurons plus, dans notre marche progressive, à traîner comme un lourd boulet cette Hollande stationnaire et rétrograde dont ni les vœux, ni les mœurs, ni les intérêts ne s'accordent avec les nôtres⁸. »

Le prince d'Orange va faire connaître à La Haye les désirs des sujets de son père. Beaucoup de régences, celle de Bruxelles, 'la première, le 4 septembre, adressent au roi des suppliques l'invitant à exaucer les vœux de la nation, en prononçant la séparation. La joie n'est pas de longue durée. Le roi, dans sa proclamation du 5 septembre, remet la décision sur cette grave

question aux États Généraux. Le haut commerce s'insurge d'ailleurs contre une mesure qui peut causer sa ruine. Il craint la fermeture de l'Escaut et l'établissement de douanes⁹. Les patriotes s'efforcent de tourner cette difficulté : « Les lois actuelles sur les douanes resteront en vigueur », mais un observateur ne peut manquer de remarquer : « Le *Courrier* voudrait donc rester uni et se séparer alternativement selon les seules convenances de la Belgique¹⁰. »

On ne réclame donc plus que la séparation « pour l'administration, l'ordre judiciaire, la législation ». La discorde est entre les Belges. « C'est cette question de la séparation, qui semblait si propre à donner à l'insurrection un assentiment national qu'on doit maintenant regarder comme opposant à son triomphe des obstacles insurmontables¹¹ »

Mais les considérations d'ordre économique et de haute politique sont peu accessibles à la masse ; elles ne la frappent pas. Le refus du Roi d'accorder la séparation, les mouvements de troupes, les attaques des journaux hollandais exaspèrent les esprits. D'autre part l'industrie et le commerce subirent le contrecoup de l'agitation politique. Dès lors, dans les villes libérées de l'armée, la bourgeoisie, qui jusqu'ici s'est cantonnée sur le terrain de la légalité, va devoir céder la place aux extrémistes. Pour ceux-ci, la confiance dans les États Généraux est une faute, les solutions modérées, une utopie ; devant les menaces de la troupe royale, il n'y a plus qu'à s'armer. Ce recours à la violence trouve peu de partisans. Seules, les villes libérées de l'armée comptent de ces gens qui expriment ouvertement leur désir de courir aux armes. Ces extrémistes n'ont d'ailleurs pas attendu la mi-septembre pour se mettre en mouvement ; dès la fin du mois d'août, ils ont claironné leurs intentions belliqueuses, non qu'ils cherchent à chasser l'armée du territoire belge, mais ils ne veulent à aucun prix que Guillaume I^{er} brise l'opposition par la force.

Ces extrémistes ne réussissent à diriger le mouvement que dans quelques villes wallonnes, à Liège surtout, et dans une ville flamande, à Louvain. Ici, le 26 août, une garde bourgeoise s'est réunie. L'arrivée de cent cinquante miliciens et des bruits d'intervention armée ont irrité le peuple, qui veut chasser la garnison. La troupe s'est défendue et a fait des victimes chez l'assaillant. Cela provoque un sursaut d'indignation et pour éviter une mêlée générale le commandant de place a décidé le retrait des troupes de la ville. Privée de tout appui, la Régence s'est séparée et le pouvoir est passé en fait aux « Belges » : Jean de Neef, le vicomte de Schrynmakers de Dormael, l'avocat Van Meenen, Eugène Claes, Adolphe Roussel. Le 4 septembre, une commission de sûreté et de police de onze membres et qui compte tous les adversaires du régime, est constitué et la défense de la ville est organisée par un comité présidé par Jean de Neef. Le 6 septembre, la formation de deux compagnies mobiles, à solde, est décrétée ; le 13, elles sont sur pied. Louvain est vraiment une petite république et tout à fait à l'avant-garde du mouvement.

A Liège aussi, l'opposition a pris un caractère plus violent ; dès le 26 août, le gouverneur de la province, Sandberg, avait cédé le pouvoir aux bourgeois, représentants qualifiés de l'opposition parlementaire, en décrétant la formation d'une commission de sûreté, mais les députés liégeois envoyés auprès du roi le 27 août, ne rapportent de La Haye que de mauvaises nouvelles. Le peuple se soulève le 2 et le 3 septembre, et la commission de sûreté doit céder la place à des gens plus avancés. Charles Rogier et le peuple sont maîtres dans Liège, où une garde urbaine, populaire et non plus exclusivement bourgeoise, maintient l'ordre. On est allé très loin à Liège, le 2 et le 3 septembre. Le 2, les magasins du fabricant d'armes Devillers sont pillés ; le 3, Chazal, Ducpétiaux et Pletinckx, accourus de Bruxelles pour réclamer le secours des Liégeois, ont excité le peuple à s'armer et à gagner la capitale. A 10 h. 30 du soir, 500 Liégeois conduits par le chevalier F. Joseph de Bosse de Villenfagne et munis de deux pièces de canon, qu'on est

allé chercher à la caserne des Ecoliers, ont pris le chemin de Bruxelles. Le lendemain, Charles Rogier, à la tête d'un deuxième contingent, part aussi pour Bruxelles. Le 7 septembre, les deux détachements se réunissent aux portes de la capitale ; leur arrivée y bouleverse les esprits et l'on verra plus loin le rôle que ces volontaires joueront dans les luttes révolutionnaires.

Comme c'est de Bruxelles qu'est partie l'explosion du mécontentement populaire et que c'est Bruxelles qui a fait connaître, la première, les desiderata de la nation, c'est à Bruxelles que courent les volontaires de Rogier, c'est à la garde bourgeoise de Bruxelles que les patriotes de nombreuses communes envoient des félicitations et des promesses de secours, en cas d'attaque de l'armée. Les intentions belliqueuses de ces gens sont simplement défensives. Si les troupes restent sur leurs positions, il ne se produira rien ; qu'elles avancent, les patriotes courront aux armes¹²

A ce moment, telle était l'opinion de ces extrémistes. Leur nombre est d'ailleurs assez restreint. Ce sont des Wallons en grande majorité. En Flandre, les autorités ne cèdent pas une parcelle de leur pouvoir et ne permettent pas la moindre démonstration séparatiste ; au surplus, la bourgeoisie est ministérielle ; elle reçoit trop du gouvernement pour ne pas le payer en retour d'une fidélité qu'inspirent les services rendus. Les patriotes décidés sont peu nombreux : des avocats, des étudiants, des rentiers, quelques industriels qui trouvent dans la masse des auxiliaires précieux.

La province attend les événements, prête à marcher au signal d'une attaque sur Bruxelles. Dans la capitale, on s'efforce de maintenir l'exaltation patriotique à un haut degré. Malheureusement, l'état d'incertitude dans lequel on vit, irrite le peuple, ce qui inquiète la bourgeoisie. Aux déclarations des exaltés, les gens rassis répondent aisément : « Nos députés sont à La Haye, attendons leurs décisions ! Le prince d'Orange nous a d'ailleurs promis que tant que la garde bourgeoise maintiendrait l'ordre, l'armée ne rentrerait pas dans Bruxelles. » Il n'y a donc qu'à attendre ; c'est ce que fait la Commission de sûreté.

Mais les extrémistes sont excédés par l'intransigeance royale, les lenteurs parlementaires et surtout les mouvements de troupes, et ils affichent leur mécontentement. Le peuple qui a faim suit évidemment les excitations de ces mécontents. La menace d'une intervention prochaine de l'armée le jette sur la bourgeoisie, parce qu'il veut se défendre et qu'il n'a pas confiance dans des gens qui, depuis quinze jours, n'ont pris aucune mesure efficace. L'anarchie déchire Bruxelles. Le roi qui a attendu que les Belges se disputent entre eux, envoie contre la ville son fils, le prince Frédéric, à la tête de douze mille hommes de bonnes troupes, pour y éteindre la dernière flammèche de la rébellion. L'entreprise paraît aisée : des bourgeois implorent son secours, les révolutionnaires ne sont qu'une poignée. Malgré cela les erreurs grossières de ses généraux, le peu de courage de ses troupes ont fait échouer cette démonstration militaire, qui devait réussir ou provoquer une révolution.

C'est donc à Bruxelles que se joue la partie. C'est bien pourquoi, après avoir essayé de fixer l'attitude du gouvernement, nous exposerons l'évolution des esprits à Bruxelles, l'anarchie qui déchira la ville du 19 au 24 septembre et raconterons les combats du Parc ; nous aborderons ensuite l'étude du soulèvement national et des mouvements locaux.

Notes

1 GARSOU, *Alexandre Gendebien, sa vie, ses mémoires*. Bruxelles, 1930, p. 210.

2 BARTELS, *Documents historiques*. Bruxelles, 1836, p. 294.

3 *Courrier de la Meuse*, 29 août.

4 On trouvera, aux pages 34 et 35 du livre de M. Paul HARSIN, *Liège et la Révolution de 1830*, une liste détaillée des griefs de la bourgeoisie liégeoise, liste remise à la Commission de Sûreté de Liège le 27 août, dans l'après-midi.

5 *Courrier des Pays-Bas*, 1^{er} septembre.

6 Il paraît bien que ce sont les exilés, de Potter et Tielemans, qui ont lancé les premiers le mot et l'idée. Lire à ce sujet une lettre de Tielemans à de Gamond, datée de Paris, 29 août : « Il me semble que les Belges doivent se tirer seuls d'embaras, se constituer en gouvernement provisoire, offrir au roi la souveraineté de la Belgique, mais de la Belgique *entièrement séparée*, entièrement indépendante de la Hollande et gouvernée d'après une constitution qui lui convienne et qu'elle ait librement faite ou acceptée. » JUSTE, *La révolution belge de 1830*, Bruxelles 1872, II, appendice p. 172 et une lettre de de Potter à Gendebien, Paris, 31 août : « Votre attitude est inexplicable. Réclamez la séparation parlementaire et administrative d'avec la Hollande. » *Ibidem* p. 173. Gendebien dans une lettre à de Potter, du 16 septembre, écrit « qu'il a pensé pour la première fois à la séparation, lors de son entrevue avec de la Coste, ministre de l'Intérieur, le 30 août, à La Haye ». *Ibid.*, p. 191.

7 *Courrier de la Meuse*, 5 septembre.

8 *Le Politique*, 6 septembre.

9 Les arguments des économistes sont péremptoires : la séparation, c'est la mort d'Anvers. « La Société de Commerce ne conduirait ses marchandises d'importation que dans les ports du Nord et prendrait les produits européens pour la composition des cargaisons de sortie, de préférence dans tels pays industriels où le meilleur marché l'y engagerait. » L'industrie actuelle verrait ses débouchés se fermer, et, par contrecoup, les exploitations des houillères souffriraient du ralentissement des affaires. L'agriculture elle-même serait frappée : « protégés par des droits très forts nos grains trouvent aujourd'hui en Hollande, de même que nos charbons, un débouché avantageux ; mais aussitôt que nos grains seront assimilés en Hollande aux grains étrangers, la chose changera de face ». *Journal d'Anvers*, 10 septembre.

10 Staedtler, Lettre à d'Arenberg, le 8 septembre, BUFFIN, *Documents inédits sur la révolution belge*, Bruxelles, 1910, p. 99.

11 *Loc. cit.*

12 L'épisode curieux de la prise de la forteresse de Huy, gardée par quelques très vieux soldats, le 7 septembre, est symptomatique. La façon dont les journaux patriotes rapportent l'événement l'est autant. « Quiconque a su apprécier la crise actuelle a prédit que tout symptôme d'hostilité aurait pour résultat d'exalter les esprits au lieu de les comprimer. Les nouveaux détails que nous recevons sur l'occupation du fort de Huy justifient cette précision. Aussi longtemps que les

habitants ne se crurent menacés d'aucune agression extérieure, l'effervescence n'alla point jusqu'à paralyser l'action des autorités ; mais à peine le bruit de l'approche d'une partie de la garnison de Namur fut-il répandu que, d'une voix unanime, les Hutois s'écrièrent qu'il fallait s'emparer du fort. Les exhortations des magistrats ne furent point écoutées, et en quelques minutes l'occupation fut opérée. » *Courrier des Pays-Bas*, 11 septembre.

Les rapports de l'autorité militaire sont concordants R. A. *Staats Secretarie*, 3 463, rapport du lieutenant général, Van Heldring, commandant le 5. Grand Militaire Commando, au Prince Frederic, Maes-tricht, 9 septembre 1830.

Chapitre II.

L'attitude du gouvernement au 17 septembre. — Habileté de Guillaume Ier

L'attitude du gouvernement, c'est celle du roi, puisque c'est celui-ci qui décide. Le 28 août, dès qu'il apprend les événements de Bruxelles, le roi convoque les Etats Généraux pour le 13 septembre, donne l'ordre aux troupes de se porter sur Bruxelles et y envoie ses deux fils¹. Le 28 août il demande à son cousin Frédéric-Guillaume III l'aide des troupes prussiennes pour le cas où ses moyens ne suffiraient point à maintenir le royaume des Pays-Bas, ainsi que ses droits, dans l'état assuré par les traités².

Les princes quittent La Haye le 28 août au soir. Frédéric reste à Vilvorde avec les troupes. Le prince héritier, Guillaume, entre à Bruxelles, le 1^{er} septembre et y reçoit un accueil réservé. A La Haye, les députations belges exposent au roi les desiderata du pays. Le roi cède sur un point : il renvoie Van Maanen, mais, souverain constitutionnel, remet aux Etats Généraux la décision sur toute modification à la Loi Fondamentale. Le 5 septembre, il lance une proclamation qui ne contente personne³ Le roi est désespéré⁴ Malgré tout, il veut toujours s'en tenir à la légalité. Il ne pouvait ni céder à l'émeute, ni la réprimer par la force. Car il perdait à tout coup : d'une part, la Hollande, d'autre part, la Belgique. En suivant la marche légale, il reste souverain des deux peuples séparés. Néanmoins, il ne lui était pas possible de laisser l'opposition se renforcer et s'étendre, en attendant la décision des Etats Généraux. Il prend des mesures répressives : il ordonne aux chefs militaires, tant de l'armée de campagne que de l'armée de forteresse, de n'épargner ni soins ni mesures qui pourraient tendre au maintien du repos, et, s'il le faut, de repousser la force par la force. Aux gouverneurs, son ministre de l'Intérieur recommande de s'intéresser spécialement aux semeurs de discorde, de surveiller la composition des gardes bourgeoises et « de veiller à ce qu'elles ne s'écartent pas du but de leur institution⁵ ». Le but avoué est évidemment de protéger les personnes et les propriétés⁶.

Le discours du trône, à l'ouverture des États Généraux, le 13 septembre, ne fut qu'une paraphrase de la proclamation du 5 septembre. Depuis huit jours, à La Haye, on n'a pas avancé d'un pas. Un passage du discours irrite tous les Belges : « Les intérêts du royaume au milieu des circonstances actuelles demandent impérieusement la réunion de la milice au delà du temps fixé pour l'époque ordinaire des exercices ». Le roi descend la pente qui l'amènera à recourir à la force. Il reçoit de Belgique des avis opposés. Certains lui conseillent « de ne faire la paix, qu'après la victoire ; on se montre d'abord le plus fort, puis on fait des concessions⁷ ». D'autres insistent sur la nécessité de proclamer un assentiment formel à la séparation⁸ Mais en tant que Souverain, il ne peut abdiquer devant le peuple soulevé et dès lors l'obligation de rétablir tout dans la légalité se fait impérieuse⁹. Des informateurs lui ont représenté l'opposition des clans à Bruxelles, et ont insisté sur les dispositions favorables de la grande majorité des « bons citoyens » qui ne demandent que le rétablissement de l'ordre légal¹⁰.

Le 15 septembre, De la Coste, ministre de l'Intérieur, lui soumet un rapport : Bruxelles reste un point noir, on y craint de nouveaux mouvements¹¹ ; de Gand, le gouverneur Van Doorn réclame la réduction de la capitale¹² Le prince Frédéric, rentré à La Haye pour le mariage de la princesse Marianne avec le prince Albert de Prusse le 14 septembre, a exposé à son père la situation des troupes. Le 15, le directeur général de la guerre de Eerens remet un exposé complet : les autorités militaires réclament plus de rigueur, le général Van Geen demande le pouvoir d'établir l'état de siège à Namur¹³.

Dès ce jour le Roi incline à la répression : Van Geen est autorisé à proclamer l'état de siège ; des hommes énergiques sont envoyés dans les places fortes : le lieutenant-général Howen à Mons, le général Dibbets à Maestricht¹⁴.

Quant à Bruxelles, son sort n'est pas encore réglé. Le 16 septembre, le Roi préside un conseil extraordinaire des ministres. Rien n'a transpiré des décisions qui y furent prises. Le ministre de Prusse, Waldburg-Truchsess, écrit à Frédéric-Guillaume III que « le roi semble hésiter encore sur ce qu'il y a à faire¹⁵ ». Le 17 septembre, l'expédition sur Bruxelles est décidée¹⁶. Le Roi tarde cependant avant d'envoyer à son fils l'ordre de marche : la décision est prise le 17, elle parvient seulement le 20 à Anvers¹⁷. Guillaume I^{er} a horreur du sang et il n'a qu'un désir : soumettre Bruxelles avec le moins de fracas possible. Il attend que les querelles qui déchirent les rebelles, et qu'il excite d'ailleurs, aient fait disparaître toute volonté de résistance¹⁸.

Le plan royal était parfait : le gouvernement ne sort à aucun prix de l'ordre légal pendant plus de quinze jours. Il s'efforce tout juste d'empêcher l'émeute de s'étendre. Il laisse les petites républiques se débattre dans des difficultés politiques et économiques qui finissent par devenir inextricables. A Bruxelles, à Liège, à Verviers, il ne tente rien ; dès le 28 août, le très fin diplomate La Moussaye avait vu juste¹⁹. Il entrait dans la politique du gouvernement de laisser les mécontents se déchirer entre eux. Le roi a temporisé ; il a lassé les gardes bourgeoises ; des agents orangistes ont excité la populace. Les bourgeois ont fini par demander des garnisons pour le maintien de leur sûreté²⁰. Le plan royal a cependant échoué. La folie des derniers patriotes retranchés dans Bruxelles a jeté bas les plus belles combinaisons. Les graves erreurs militaires commises le 23 septembre ont achevé de réduire à néant les plus chères espérances d'un homme qui avait beaucoup d'esprit et trop de finesse²¹.

Notes

1 R.A. *Staats Secretarie*, 1830. Arrêtés royaux du 28 août 1830, n^{os} 56 et 57. Les grenadiers de La Haye et le bataillon d'instruction sont envoyés à Anvers par des bateaux à vapeur.

2 *Gedenkstukken*, 1830-1840. III, p. 4.

3 « Il aurait fallu beaucoup moins il y a peu de jours, maintenant je crains bien qu'il ne faille beaucoup plus. » Greban à Van Gobbelschroy. *Gedenkstukken*, 1830-1840, t. IV, p. 106. « Quel espoir peuvent avoir les Belges dans la convocation des Etats Généraux où leurs intérêts ont été constamment méconnus par une majorité hollandaise renforcée par quelques-uns de nos mandataires qui ont sacrifié la patrie à leur ambition. » *Le Belge*, 9 septembre.

4 Mier, ministre autrichien, raconte à Metternich le 10 septembre son entretien du 6 septembre avec Guillaume I^{er} et nous dépeint le roi : « Ses traits sont entièrement décomposés. Il n'avait plus cet air d'assurance, cet air moqueur ; on voyait bien qu'il se sentait humilié. Il n'a pas dit un mot qui dénotât quelque peu d'énergie. Il est entièrement à bas. » *Gedenkstukken*, 1830-1840, III, p. 153.

5 *Staatscourant*, 9 septembre 1830 et R. A. *Staats Secretarie*. Geheim. Lettre du ministre de l'Intérieur aux gouverneurs des provinces méridionales, 8 septembre 1830.

6 *Staatscourant*, 9 septembre 1830 et R. A. *Staats Secretarie*. Geheim. Lettre du ministre de l'Intérieur aux gouverneurs des provinces méridionales, 8 septembre 1830.

7 R.A. *Staats Secretarie*, geheim, 14 septembre 1830, 31 bis, Lettre de Ch. Durand au Roi, La Haye, 7 septembre 1830 (à son arrivée de Gand).

8 R.A. *Staats Secretarie*, geheim, 13 septembre 1830, N³¹. Lettre de Charles Lecocq, secrétaire de la Chambre de Commerce de Tournay, au Roi. Bruxelles 7 septembre 1830 à midi et du même 9 septembre ; *ibid*

9 R.A. *Staats Secretarie*, geheim, 16 septembre 1830, W³¹. Rapport de la Coste au Roi La Haye, 13 septembre 1830, à la suite de la communication des lettres de Lecocq.

10 R.A. *Staats Secretarie*, geheim, 17 septembre 1830, M³². Lettre de Lauts, Amsterdam, 15 septembre 1830. L'informateur, professeur à Bruxelles, a été forcé de quitter cette ville le 11 septembre. R.A. *Staats Secretarie*, *Confidentieel Verhaal*, 5450, de Knijff de Gontreuil, directeur de la police à Bruxelles, « en sûreté » à La Haye, à Van Maanen, La Haye, le 15 septembre 1830 : « J'ai l'honneur d'informer votre Excellence que d'après des rapports que je reçois de Bruxelles, la consternation parmi les bons bourgeois devient de jour en jour plus grande ; ils voyent enfin qu'ils seront les victimes des meneurs et ils commencent à désirer pour la plupart que le gouvernement vienne à leur secours. » Lettre remise au Roi le 16 septembre et R.A. *ibidem*, 5455 et 5456. « Notes sur les Evénements du 13 au 15 septembre, et note sur la situation morale de Bruxelles du 15 au 17 septembre inclusivement. » Ixelles, les 16 et 18 septembre. Tarte cadet, avocat, à De Mey de Streefkerk, Secrétaire d'Etat. R.A. *Staats Secretarie*, 3468, du général Aberson à de Eerens. (Anvers 12 septembre 1830. « Découragement à Bruxelles désir de voir rentrer la troupe. » Voir également la lettre du 16 septembre de Couvreur-Van Maldeghem ; BUFFIN, *op. cit.*, II,

pp. 446-453 ; une lettre adressée au roi publiée par de Bas, *Prins Frederic der Nederlanden*, IV, p. 386 et une autre lettre encore du 17 septembre, *ibid.* pp. 400 et suiv.

[11](#) R.A. *Staats Secretarie*, geheim. Rapport du ministre de la Coste au Roi, La Haye, 15 septembre 1830 (renvoyé au ministre le 17 septembre 1830, Q 32).

[12](#) R.A. *Staats Secretarie*, 3465. Van Doorn au Secrétaire d'Etat. Gand, 15 sept. 1830, reçu le 17 sept. 1830, n° 99.

[13](#) R.A. *Staats Secretarie*, 3468. Van Geen à de Eerens, 13 septembre 1830, communiqué au Roi le 15 sept. 1830.

[14](#) R.A. *Staats Secretarie*, 3465. Arrêté royal n° 71. Lt General Howen, commandant en chef de la place de Mons, et *ibid.*, 3468, Van Geen à de Eerens. Namur, 17 sept. 1830-34 et Dibbets à de Eerens. Maestricht, 19 sept. 1830.

[15](#) *Gedenkstukken, 1830-1840*, X, 3, p. 15.

[16](#) R.A. *Staats Secretarie*, geheim. La Haye, 17 septembre 1830, Q 32 *bis*. Nous publions en appendice ce document important.

[17](#) « Le prince reçoit des ordres et des instructions du roi qu'il me communique. Sa Majesté, sur les demandes qui lui ont été faites de tous côtés, veut que le corps d'armée s'approche de Bruxelles et cherche à s'en emparer, afin d'en expulser les bandes étrangères qui l'occupent et mettre fin à l'anarchie à laquelle, elle est en proie. » Journal du lieutenant général de Constant Rebecque. (BUFFIN, *Mémoires et documents inédits*, tome II, p. 35.)

[18](#) R.A. *Staats Secretarie*, 17 sept. 1830, Q 32 *bis* et R.A. *Staats Secretarie*, geheim, 21 octobre 1830, C⁴⁰ et 28 octobre 1830, B 42 25 000 florins ont été remis au ministre de l'Industrie Nationale Van Gobbelschroy, qui est Belge, et a beaucoup de relations à Bruxelles « om de intrede van de Koninklijke Troepen in Brussel te bevorderen ».

[19](#) *Gedenkstukken, 1830-1840*, tome II, p. 3. (La Moussaye à Molé, 28 août.)

[20](#) Le système adopté : laisser les rebelles se disputer entre eux, mais se fortifier à Anvers et Maestricht, porte déjà ses fruits : découragement à Liège et Bruxelles. Le but de cette politique est d'amener ces deux villes à réclamer la rentrée des troupes. *Gedenkstukken*, X, 4, p. 145. Van Zuylen van Nieveld, homme de confiance de Verstolk van Soelen, ministre des affaires étrangères, à son ami Van den Hoop.

[21](#) GROVESTINS. Portrait du roi d'après Van der Duyn, p. 3.

Chapitre III

La bourgeoisie et le peuple bruxellois

A. — La garde bourgeoise. Ses effectifs et sa composition. — Les autorités. — Le pouvoir passe de la Régence à la commission de sûreté. — La rupture entre les modérés et les extrémistes : le 15 septembre à la réunion plénière à l'hôtel de ville. — Formation d'un club révolutionnaire : la Réunion centrale.

B. — La crise économique et le peuple ; le chômage consécutif aux dévastations des fabriques ; les travaux publics. — Arrêt du commerce et de l'industrie. — Difficultés monétaires. — L'irritation de la masse. Découragement.

La bourgeoisie est descendue dans la rue pour y rétablir l'ordre. Les 27 et 28 août, elle a désarmé la populace par la force ou par des distributions d'argent. Elle a une organisation, des armes ; elle va en profiter, pour extorquer au roi les concessions réclamées, depuis longtemps, par les Belges¹. D'une révolution il n'est pas question : une telle idée lui paraît absurde². Toutes les revendications seront présentées, en suivant la légalité ; à la réunion du 28 août qui groupe les chefs de la bourgeoisie, le plus grand nombre des assistants voient, dans les désordres, des troubles à apaiser et non une révolution qui peut et doit fatalement arriver à terme³. L'annonce d'une arrivée prochaine de troupes reconstitue le front unique. Tout Bruxelles court aux armes, le 31 août et dresse des barricades.

Mais une fois les troupes hors de Bruxelles, le calme renaît. La bourgeoisie a confiance dans les démarches du prince d'Orange⁴. Puis les retards, les lenteurs gouvernementales ont un double effet : elles provoquent d'une part la lassitude chez bien des gens, que l'arrêt des affaires et un service pénible accablent ; elles excitent, au contraire, des caractères mieux trempés, des citoyens qui n'ont rien à perdre dans des perturbations violentes. La bourgeoisie dispose d'une force importante : la garde. Elle compte 8.000 hommes bien armés, dix pièces de canon. Elle a un commandant qui réunit tous les suffrages, Emmanuel d'Hooghvorst, un état-major nombreux, un conseil composé de l'état-major et de quelques civils, qui dirige les mesures de défense contre les excès d'une populace toujours dangereuse et contre une rentrée toujours possible des troupes. La garde bourgeoise a d'ailleurs une existence légale. Le 1^{er} septembre, en entrant à Bruxelles, le prince d'Orange s'est empressé de se déclarer colonel général de la garde bourgeoise⁵ et le 27 août, déjà, le ministre de l'intérieur, de la Coste, a prescrit aux gouverneurs de province de mettre sur pied les « schutterijen » et de constituer des gardes bourgeoises pour aider les premières.

Imposante par ses effectifs, la garde laissait à désirer quant à la qualité. Staedtler assiste le 6 septembre à une revue sur la Place Royale ; il y trouve « beaucoup d'hommes d'une apparence ridiculement insignifiante » et il constate « que s'il s'agissait de se battre contre les troupes du Roi, la plupart des fils de bons bourgeois se retireraient ; leur but n'a jamais été que de veiller à la tranquillité de la ville⁶ ».

Elle ne comptait d'ailleurs pas que des bourgeois. Dès le 1^{er} septembre, écrit Bijlandt, toutes les classes y sont mêlées ; on voyait à côté d'un de Mérode ou d'un Chasteler « een sjouwer, een pakkendrager » (portefaix) et d'autres gens des classes les plus basses⁷. Un millier

d'hommes de la populace ont été enrôlés dans la garde bourgeoise ; ils reçoivent un florin par jour⁸ et remplacent les bourgeois pusillanimes qui ont quitté la ville⁹ ou qui manquent d'énergie¹⁰.

Le conseil de la garde a le pouvoir effectif dans la ville, bien que la régence ne cesse de siéger, du 28 août au 14 septembre. Les décisions de cette dernière ont pour but de préserver de la misère la population ouvrière, en lui procurant du travail et du pain. Elle ouvre des crédits pour acheter des armes à Liège et alloue 60 cents par jour aux Liégeois logés à la caserne Sainte-Élisabeth¹¹. Elle est pourtant orangiste ; mais elle veut maintenir l'ordre. Recourir toujours à ce conseil, dévoué au pouvoir central, devait déplaire à tous les séparatistes, qui forment l'immense majorité des Bruxellois. Établir un pouvoir autonome comblerait tous les vœux. Aussi, le 8 septembre, 32 députés des sections de la garde, des membres des États Généraux, l'état-major de la garde, des notables établissent une liste de 16 membres, parmi lesquels la régence est appelée à choisir 8 membres. Le souci de la légalité est toujours vivace. Le rôle de la commission est d'ailleurs strictement limité ; elle est chargée : 1° de veiller au maintien de la dynastie ; 2° d'assurer le maintien du principe de la séparation du Nord et du Midi ; 3° de veiller aux intérêts commerciaux et industriels. Au sein du conseil de régence, des irréductibles ne veulent pas se laisser déposséder. Le bourgmestre de Wellens, le secrétaire Stevens, les conseillers Cattir et Bourgeois invoquent l'illégalité d'une telle nomination. Les arguments de Stevens sont excellents. « Le maintien de la dynastie est dans le cœur de tous les habitants bien pensants de notre cité ; il n'est besoin d'aucune autorité nouvelle pour faire prévaloir ce principe. »

Quant à la question de la séparation, le vœu a été adressé au roi, mais la régence ne peut pas, par les armes, faire admettre le principe par d'autres villes ou provinces. A Bruxelles, il n'y a pas besoin de le faire prévaloir, puisque tout le monde est d'accord ; et enfin « en ce qui concerne les mesures à prendre dans l'intérêt de l'industrie et du commerce, le conseil de régence, où siègent des négociants, des banquiers et des fabricants est plus à même qu'une autorité nouvelle de connaître les vrais besoins du commerce¹² ». La majorité du conseil est pourtant d'avis de concourir à la formation d'une commission de sûreté publique, chargée : 1° d'assurer la conservation de la dynastie ; 2° de maintenir *le vœu, par les voies légales*, de séparation du Nord et du Midi ; 3° de prendre les mesures nécessaires dans l'intérêt du commerce, de l'industrie et de l'ordre public et de désigner 8 membres. Trois de ceux-ci refusent leur mandat ; Gendebien, Van de Wyer, de Mérode. Meeus et Rouppe ne veulent pas accepter une nomination faite dans de telles conditions. Le 10 septembre, ils envoient une lettre signifiant leur refus. Le 11 septembre, la régence de Bruxelles cède¹³. La commission de sûreté se substitue dès lors à celle-ci et prend possession du pouvoir communal et de sa police. A-t-elle joué un rôle national ? Fut-elle un gouvernement provisoire, comme de Wellens le craignait le 8 septembre ? Il ne paraît pas. Gendebien qui en faisait partie écrit, le 16 septembre, à de Potter que « la commission de sûreté, dont il a le malheur de faire partie, a un mandat exprès et très limité qu'elle tient des sections et de la régence de Bruxelles ; elle ne peut donc, sans contrevenir à son mandat, se mettre en contradiction avec la représentation nationale, se constituer en gouvernement provisoire¹⁴ ».

Elle prend une seule décision révolutionnaire ; elle se débarrasse du procureur du roi Schuermans. Mais elle ne peut pas aller de l'avant : les députés sont à La Haye, et il faudrait rompre avec la représentation nationale. La décision prise par ces derniers à Bruxelles, le 8 septembre, d'assister à la session extraordinaire est donc capitale. Le 3 septembre, ils déclarent

attendre à Bruxelles le résultat de la démarche du prince d'Orange, auprès de son père ; le 6 septembre, ils persistent dans leur attitude ; le 7 septembre, au soir, ils vont trouver à Vilvorde le prince Frédéric et le supplient de représenter à son père, la nécessité d'accorder rapidement la séparation¹⁵. Un revirement se produit le 8 septembre, au matin. Ils partent pour La Haye ; c'était la seule attitude possible. Rester à Bruxelles, c'était se mettre en révolte ouverte. Obtenir la séparation comblait tous les vœux. Un chemin y conduisait ; la voie parlementaire ; sans doute elle était longue, mais le but serait atteint¹⁶. Il n'empêche que ce départ fut jugé une reculade par les exaltés. Lesbroussart écrit à de Potter : « C'est une grande faute née de la faiblesse, de l'égoïsme ou d'une étrange erreur de jugement¹⁷. » Gendebien écrit au même : « Les députés revenus de Paris et ceux qui se sont joints à eux ont paru se mettre à la tête du mouvement tout légal ; puis ils ont fléchi et tout gâté. Ils vont discuter lentement et lâchement à La Haye¹⁸ », et le 16 septembre, il revient encore à la charge : « Après avoir tout compromis, après nous avoir jetés dans la position la plus fautive, ils nous ont abandonnés, accablés de toutes les chances d'anarchie pour aller, eux, se mettre en sécurité à La Haye et discuter lentement une question déjà résolue en fait et qu'un seul mot de leur part pouvait consolider¹⁹. » Dès ce jour la scission est faite entre modérés et exaltés. Entre ceux qui s'en remettent aux décisions des États Généraux et ceux qui n'ont pas confiance dans les voies légales, la scission ira s'accroissant. La commission de sûreté, qui compte cependant parmi ses membres Gendebien, de Mérode, Van de Weyer, reste dans les limites de son mandat. Dès lors plus de doute possible : des frictions vont se produire. L'armée est toujours aux portes de la ville, les journaux hollandais injurient basement les Belges. Le discours royal du 13 septembre n'annonce aucune concession immédiate, la machine parlementaire est lente à mettre en marche. Les Liégeois soufflent sur le feu. Le peuple souffre, crie misère. La rupture complète entre les deux grands groupes de l'opposition est proche.

Le 15 septembre, réunion plénière à l'hôtel de ville. Le voile va se déchirer. Le discours du trône avait provoqué des manifestations. Aussi le conseil de la garde convoque-t-il pour le 15 septembre, au matin, 4 députés par section (32 en tout) auprès de la commission de sûreté et de l'état-major pour aviser aux mesures à prendre. L'assemblée « fut, unanimement, d'accord que le discours du roi avait produit une impression pénible et une effervescence dont il importait de prévenir les résultats ; d'après cela, la commission de sûreté publique présenta un projet d'adresse aux députés des provinces méridionales du royaume, pour protester, par un récit exact des faits émanant de la population entière de Bruxelles, contre l'exposé infidèle de ces faits contenu dans le discours du trône et pour rappeler aux députés les devoirs que leur impose l'état actuel des choses²⁰ ».

La séance fut rendue publique et les députés de chaque section furent invités à donner individuellement leur avis. « Alors un membre de la réunion demanda la parole pour une question préalable ; il désirait savoir s'il ne convenait pas d'insérer dans l'adresse la mention de l'établissement prochain d'un gouvernement provisoire, à défaut d'obtenir promptement justice. Une vive discussion s'éleva : un député de la première section soutint, à l'encontre de cette proposition, que l'adresse était inopportune et intempestive²¹ » Elle était cependant modérée, aussi bien dans le fond que dans la forme, ce qui lui aliéna tous les extrémistes. Aussi elle souleva une discussion orageuse qui dura trois heures entre « Girondins et Montagnards ». Les Liégeois reprochent aux Bruxellois leurs précautions et passent aux menaces : « On fera marcher le Borinage » crient-ils, lorsque les Bruxellois déclarent vouloir rester dans la légalité. Les modérés Spinael, Jottrand, Claes leur répondent : « Vous n'avez pas d'argent²². » Finalement, la scission se trouva consommée : les Liégeois et les extrémistes, Ducpétiaux en tête, s'étaient retirés à l'hôtel de la Paix²³, tandis que les délégués des sections et les notables

décidaient qu'un comité de rédaction modifierait le projet d'adresse, jugé vraiment trop protocolaire.

Le soir, le projet amendé fut adopté à l'unanimité des représentants de la bourgeoisie bruxelloise. Mais les Montagnards n'étaient plus là. A l'hôtel de la Paix, ils avaient rédigé une adresse aux députés, les sommant de rentrer sur le champ, s'ils n'obtenaient pas la séparation immédiate²⁴ ; à la commission de sûreté, ils avaient envoyé un factum, la requérant de prendre des mesures énergiques, des mesures proprement révolutionnaires : *a)* organisation et armement complet de la garde bourgeoise et élargissement de ses cadres ; *b)* organisation de compagnies franches dans les campagnes ; *c)* choix d'un chef pour commander les forces nationales ; *d)* surveillance de la rentrée des deniers publics et leur destination à la cause nationale ; *e)* surveillance rigoureuse du service des postes et des autres administrations dont les agents pourraient se mettre en opposition avec la cause nationale ; *f)* rappel à Bruxelles des députés belges, du moment que le principe de la séparation ne serait pas consacré dans l'adresse ; *g)* appel sous les drapeaux nationaux des militaires belges²⁵.

Ils s'étaient donné rendez-vous, pour le soir, à la salle des beaux-arts, rue de Bavière. Là toutes les têtes chaudes sont réunies ; elles veulent déborder les timides et à cette fin, agir sur le peuple. Elles choisissent un local plus vaste, la salle Saint-Georges, et décident la fondation d'un véritable club, d'un organisme solidement établi, ayant un règlement et un comité. Le but de la société est de « favoriser l'émission libre et la discussion calme de tout principe patriotique, ainsi que la proposition et l'exécution énergique de toute mesure jugée utile au triomphe des intérêts moraux et matériels des provinces méridionales ». Le règlement stipule bien que la Réunion centrale se mettra en rapport avec les autres villes de la Belgique²⁶. Rogier est acclamé président, mais il refuse cet honneur, en sa qualité d'étranger à Bruxelles ; il recommande Ducpétiaux pour la présidence et accepte la vice-présidence²⁷. Feigneaux fils, Grégoire, Adolphe et Félix Bayet, Van Halen, Niellon, Chazal, Stieldorf, Engelspach-Larivière, Nique, Leclercq, Renard, Rodenbach sont les membres les plus actifs. Ce sont pour la plupart des jeunes gens exaltés, bruxellois, liégeois, tournaisiens, tous hommes d'action. Les Liégeois y dominent par leur énergie et le talent oratoire de leur jeune chef, Charles Rogier²⁸. Leur intention de « forcer la main à la Commission de sûreté publique et de la déborder au besoin » apparaît nettement. Le 16 septembre, un inconnu, J. Donies, propose :

« 1° D'envoyer une députation près de la commission de sûreté, à l'effet de prendre des mesures tout de suite pour faire surveiller les opérations de la banque, afin qu'elle n'envoie plus de fonds hors de Bruxelles ;

» 2° De faire verser à la dite commission l'argent qui se trouve entre les mains des receveurs d'ici et de ses environs ;

» 3° De faire surveiller, avec attention, l'entrée et la sortie des individus de Bruxelles.

La Réunion centrale adopte évidemment cette proposition²⁹ Le 17 septembre, nouvel assaut ; la Réunion centrale adresse à la commission de sûreté un véritable ultimatum : « Messieurs, des nouvelles alarmantes parviennent de tous côtés à la réunion centrale, appuyées de preuves authentiques. Tous les citoyens armés pour la défense de la patrie s'émeuvent. Les soussignés demandent au comité de sûreté publique quelles sont les mesures qu'il a prises et se propose de prendre pour tranquilliser les esprits et repousser l'agression du gouvernement³⁰. »

Le 18 septembre, la Réunion centrale est vraiment devenue le centre révolutionnaire. On y reçoit des adhésions de volontaires provinciaux, des nouvelles des soulèvements locaux. Devant l'imminence d'une attaque, un membre proposant de faire élever des barricades, il est décidé que si, le lendemain, la commission de sûreté n'a pas ordonné ces travaux, la réunion les ordonnera elle-même³¹ La Réunion centrale va déborder la commission de sûreté. En fin de séance, il est décidé : 1° que des vedettes et sentinelles seront placées hors de toutes les portes ; 2° que la moitié de la garde bourgeoise sera invitée à rester sous les armes.

L'influence de ce club sur la masse du peuple fut très forte et contribua réellement à entretenir son irritation³² Le résultat le plus clair qu'il obtint fut de faire perdre toute confiance dans la commission de sûreté dont on méprise, dès lors, les ordres toujours anodins³³.

Établir un gouvernement provisoire qui dictât au roi les conditions de la soumission paraissait aux exaltés de la réunion centrale le meilleur moyen pour obtenir l'affranchissement de la Belgique, sous une même dynastie que la Hollande³⁴.

La commission de sûreté et la majorité des bourgeois ne voulaient pas entendre parler de gouvernement provisoire. Il fallait donc soulever le peuple, prêt d'ailleurs à répondre à toute excitation.

Le prolétariat en 1830 était dans la misère. L'hiver avait été désastreux³⁵. Les salaires étaient beaucoup plus bas qu'en Angleterre et seulement un peu plus élevés que dans les pays les plus pauvres de l'Europe³⁶ Les impôts étaient devenus de plus en plus lourds. Ils n'avaient jamais été aussi écrasants en Belgique, ni sous l'Espagne, ni sous l'Autriche, ni sous la France³⁷. Autre source de misère : la récolte était mauvaise et les-vivres à un haut prix³⁸ En outre la situation de l'industrie en août 1830 était difficile. Les créations de Guillaume I^{er} souffraient des conséquences d'un trop rapide développement et des maux de la surproduction. Dès avant le 25 août les demandes de secours parviennent à La Haye et les fonctionnaires provinciaux engagent le gouvernement à intervenir énergiquement.

Le textile gantois ne peut écouler tous ses produits et réclame des fonds au ministre de l'Industrie Nationale, des ordres d'achat à la Société de Commerce³⁹. A Tournay, une grande fabrique de tapis, qui occupe plusieurs milliers d'ouvriers n'a plus de commandes⁴⁰. Des difficultés semblables frappent l'industrie minière et métallurgique. Hannonnet-Gendarme, qui possède dans la région de Couvin la plus importante exploitation du fer après John Cockerill, arrête le travail dans ses mines au début de septembre⁴¹

Guilmain qui vient de créer à Prayon un grand établissement pour le traitement des métaux est à court de capitaux⁴²

Par ailleurs le grand établissement de crédit, la « Société Générale des Pays-Bas pour le développement de l'Industrie Nationale » éprouve, elle aussi, des embarras. Le 1^{er} septembre, les événements politiques l'ont obligée à retarder d'un jour l'expédition des escomptes présentés au conseil de la Direction et elle en a rejeté un cinquième ; de plus elle voit son crédit ébranlé, car les effets escomptés par elle ne sont pas acquittés à mesure de leur échéance⁴³.

La situation économique n'était donc pas claire aux alentours du mois d'août 1830. Rien d'étonnant que, fin août, le peuple réclame du pain à Bruxelles, à Verviers, à Liège. Les premières mesures prises par les autorités tendent à satisfaire les besoins matériels⁴⁴. Dès le 26 août, la régence de Bruxelles supprime l'impôt-mouture « pour calmer les classes inférieures que l'augmentation du prix des grains et du pain irritait⁴⁵. Le *Courrier*⁴⁶ conjure tous les habitants qui par leur position peuvent exercer quelque influence sur la population ouvrière d'intervenir promptement : « Qu'on donne aux ouvriers du travail, même inutile, s'il le faut. » Il y a des sans-travail : la racaille a pillé chez Wilson, à Uccle ; on a saccagé chez Bosdevex-Bal, chez Rey⁴⁷.

A partir du 1^{er} septembre, les travaux du canal de Charleroi à Bruxelles en absorbent un certain nombre⁴⁸, et la ville fait exécuter des travaux extraordinaires aux anciens remparts. Manquant d'argent, elle y emploie au début peu d'ouvriers⁴⁹.

Dans toutes les villes d'ailleurs où les événements de Bruxelles ont eu leur répercussion, c'est à adoucir la misère populaire que les autorités ont immédiatement veillé.

A Verviers, le 29 août, la commission de sûreté a décidé la séquestration des machines à tondre, une baisse de 10 cents sur le prix du pain de trois kilos et la restitution de tous les gages en dessous de 10 florins⁵⁰. Le 1^{er} septembre, elle abolit provisoirement la taxe municipale établie sur le beurre et toute espèce de fromage⁵¹. A Liège, la séance du 30 août du conseil de régence est consacrée à des préoccupations identiques⁵².

A Namur, le 30 août, le droit d'octroi sur l'abattage est aboli⁵³ ; à Mons, le 4 septembre, l'impôt sur le charbon est supprimé⁵⁴ ; à Louvain, mêmes soucis ainsi qu'en témoigne une proclamation de la régence du 9 septembre⁵⁵. A Huy, la régence et la commission de sûreté prennent aussi des mesures qui tendent à soulager la détresse effroyable du prolétariat, dont témoigne une requête d'un garde bourgeois, Daxhelet, à la commission de sûreté de cette ville⁵⁶.

A Bruxelles, la situation va de mal en pis. La cherté des vivres est excessive⁵⁷. Au 5 septembre, la question politique reste sans doute, au premier plan, mais on espère de La Haye une réponse favorable qui permette « de jeter un regard en arrière, de sonder enfin la plaie affreuse du commerce et de porter l'attention sur l'état horrible de la misère publique⁵⁸.

» Le mal va s'étendre ; les manufactures renvoient leurs ouvriers » ; le commerce et tous genres d'industrie languissent⁵⁹. Aussi les meneurs excitent-ils les ouvriers à se porter à des excès.

Les mesures de la régence se révèlent insuffisantes. Dans la nuit du 9 au 10 septembre, des ouvriers tentent, mais en vain, de désarmer des pelotons de la garde bourgeoise⁶⁰. Les salaires des ouvriers employés aux travaux de la ville vident les caisses. Heureusement la direction de la Société Générale consent un prêt de 100.000 florins⁶¹. Le 13 septembre, la régence fait commencer les travaux du boulevard entre la porte de Hal et la porte d'An-der-lecht. Les salaires sont dérisoires⁶². Le crédit public est ébranlé. La Banque ne change ses propres billets qu'en donnant 1/5 en argent, de sorte qu'une personne présentant un billet de 500 florins obtient seulement 100 florins en argent et le reste en billets de banque⁶³. L'état-major et le conseil de la garde s'efforcent de rassurer le public par une proclamation du 10 septembre : « Les principaux négociants s'engagent entre eux et dans l'intérêt du commerce, en général, à accepter ces billets en paiement, et il vient d'être enjoint à tout receveur des deniers publics et taxes de les recevoir aussi, en paiement de taxes et contributions de toute espèce⁶⁴. » En dépit

de ces mesures, la confiance est détruite et la misère augmente. « La crise commerciale et industrielle est, à la vérité, telle que, si les circonstances ne changent pas bientôt, la ruine du pays est inévitable », écrit Staedtler le 15 septembre⁶⁵ Les pauvres assiègent les portes des hôtels du haut de la ville et on leur distribue du pain, jour par jour. Par surcroît, les ouvriers réclament une augmentation de salaire de 25 cents. Armés de pioches et de pelles, ils se présentent, le 16 septembre, devant l'hôtel de ville. On leur accorde 10 cents. Ils se dispersent peu satisfaits et déclarent qu'ils sont bien décidés à revenir bientôt pour obtenir le reste⁶⁶.

La situation économique va provoquer un désastre⁶⁷. Pareille situation ne pouvait que hâter l'heure des violences et dans la ville que guette l'anarchie, les agitateurs ont beau jeu. Les têtes chaudes de la réunion centrale, les agents orangistes se disputent le peuple. Levae écrit à de Potter « qu'un pouvoir occulte excite les ouvriers à élever des prétentions insoutenables ou ridicules » et il craint qu'on ne les pousse un jour à une contre-révolution dont les bons citoyens seront les victimes⁶⁸ Un Anglais, auteur anonyme de la *Narrative of a few weeks in Brussels*, note que les classes ouvrières, privées de leurs moyens ordinaires de subsistance, par la stagnation générale des affaires, écoutent avec empressement les agitateurs machiavéliques qui infestent les cabarets de la capitale⁶⁹.

Le grand danger d'ailleurs, c'est que la populace ne fasse ses propres affaires, comme au 25 août, et qu'elle ne se mette à piller. C'est bien là-dessus que comptent les agitateurs orangistes. Les ouvriers crient famine ; sans pain, ils s'en procureront par des moyens violents. La garde bourgeoise fatiguée, comptant dans ses rangs, à côté de bourgeois craintifs, des hommes du peuple, sera incapable de s'opposer aux excès de la classe ouvrière. La bourgeoisie dès lors réclamera à cor et à cri la rentrée des troupes. Ainsi réfléchissent les ministériels. Le peuple n'écoula pas ces excitations malsaines, mais les discours de Rogier l'enflammèrent. Au 16 septembre, Gendebien voit juste quand il écrit à de Potter : « Nous serons débordés par le peuple qui agira bien ou mal selon la direction qui lui sera imprimée⁷⁰. » Gendebien cependant garde peu d'espoir ; la lassitude finira par vaincre les hommes les mieux disposés. L'enthousiasme dans la garde bourgeoise a sensiblement diminué⁷¹. Nombre de gens appellent de tous leurs vœux le rétablissement de l'ancien ordre. La situation de Bruxelles, au 15 septembre, est trouble⁷² La commission de sûreté est sans autorité⁷³. La Réunion centrale fait de la surenchère. Le peuple crie famine. La bourgeoisie, menacée à la fois par le roi et par la populace, se trouve dans la position la plus critique. Mais le dénouement approche : l'annonce de la marche des troupes royales sur Bruxelles, les récits « apocalyptiques » de Vleminckx et Nicolai précipitent les événements.

Notes

1 Mier à Metternich. *Gedenkstukken, 1830-1840*, tome III, p. 144.

2 DU CHASTEL, 1830, *Les Hollandais avant, pendant et après la révolution*, Bruxelles, 1908, p. 81.

3 Mémoires de Gendebien, éd. Garsou, p. 205.

4 « La ville jouit du plus grand calme ; tout le monde attend avec impatience les nouvelles de La Haye et le retour du prince dans nos murs. » *Le Belge*, 6 septembre. « Le pays tout en continuant ses armements se livrait aux plus bruyantes espérances (dans le prince d'Orange). Malgré les apparences belliqueuses, la révolution, on peut l'affirmer et tous les hommes de 1830 le diront avec moi, n'était pas encore entrée dans les vœux de la Nation. » LUESEMANS, 1830. *Liège-Bruxelles*, Liège, 1880, p. 77.

5 Mémoire Van der Smissen, *Revue de Belgique*, 1896, 2^e série, XVIII, p. 215.

6 Staedtler à d'Arenberg. BUFFIN, *Documents inédits*, Bruxelles, 1910, pp. 89 s.

7 VAN BIJLANDT, *Verhaal van het oproer te Brussel 25 Aug. 1830 en volg. dagen*, 's Gravenhage 1831, p. 88.

8 *Gedenkstukken, 1830-1840*, I, p. 36. Lettre du 10 sept. de Cartwright à Lord Aberdeen.

9 Lettre du 14 de Cartwright à Lord Aberdeen, *ibid.* p. 45.

10 Proclamation d'Hooghvorst, 11 septembre. *Esquisses historiques*, p. 162.

11 Délibérations du conseil de Régence de Bruxelles. *Archives de la ville de Bruxelles*, séances du 6 et du 8 septembre. Le conseil « ouvre un crédit de 40.000 florins pour acheter des armes à Liège ».

12 *Revue de Belgique*, mémoire Stevens, 2^e série, XVIII, pp. 379 s.

13 *Gedenkstukken, 1830-1840*, IV, p. 147. Les raisons qu'elle donne de son attitude sont consignées dans le rapport que Stevens adresse à La Haye, le 11 septembre. Motifs :

- a) Les explications données en séance par d'Hooghvorst ;
- b) La déclaration du gouverneur qui considérait cette commission comme utile et très durable ;
- c) Vu les circonstances très graves, ce qu'on a en vue, c'est le salut du peuple, donc le maintien de la dynastie ;
- d) D'ailleurs l'établissement d'une commission de sûreté n'a rien de contraire à leur serment.

Voir également *Revue de Belgique*, 2^e série, XVIII, p. 383.

14 Lettre de Gendebien à de Potter, 16 septembre. JUSTE, o. c, t. II, append. p. 192.

[15](#) DE GERLACHE. *Histoire du royaume des Pays-Bas depuis 1814 jusqu'en 1830*. Bruxelles 1839, tome II, p. 53.

[16](#) « Le roi nous a convoqués, en vertu de la loi fondamentale, et il en a le droit, car nous ne sommes point légalement séparés de la Hollande. Refuser de se rendre à l'appel du roi, c'est se constituer en révolte ouverte. Or est-ce là ce que nous voulons ? Que demandons-nous ? le redressement des griefs ! Et pourquoi ? Pour prévenir les calamités qu'aucun de nous n'oserait appeler sur son pays. La question de séparation s'agite à La Haye ; nous devons y aller, pour être conséquens avec nous-mêmes ; nous devons y aller pour tâcher de faire prévaloir cette combinaison dans laquelle nous voyons un moyen de salut. » DE GERLACHE, *Histoire du royaume des Pays-Bas depuis 1814 jusqu'en 1830*, tome I, p. 519.

[17](#) JUSTE, o. c, tome II, appendice, p. 181. Lesbroussart à de Potter.

[18](#) *Ibid.*, p. 184. Gendebien à de Potter, le 10 septembre.

[19](#) *Ibid.*, p. 192. Gendebien à de Potter, le 16 septembre.

[20](#) *Le Belge*, 17 septembre.

[21](#) *Le Belge*, 17 septembre.

[22](#) *Gedenkstukken, 1830-1840*, I, p. 48. Cartwright à Aberdeen, 15 septembre.

[23](#) *Ibidem*.

[24](#) *Gedenkstukken, 1830-1840*, I, 48. Cartwright à Aberdeen.

[25](#) Procès-verbal de la délibération du 15 sept. JUSTE, o. c, II, p. 83.

[26](#) Texte du règlement : Événements de Bruxelles, chez de Greef-Laduron, p. 79 s.

[27](#) DISCAILLES, *Charles Rogier d'après des documents inédits*. Bruxelles, 1892-1895, I, 206.

[28](#) Bataille de Bruxelles, 2^e époque de la révolution, p. 6.

[29](#) JUSTE, o. c, II, p. 84.

[30](#) *Ibidem*.

[31](#) *Le Belge*, 20 septembre.

[32](#) A narrative of a few weeks in Brussels, by a resident. Brussels, 1830, p. 59.

[33](#) Bataille de Bruxelles, 2^e époque de la révolution, p. 6.

[34](#) JUSTE, t. II, p. 197. Réponse de Gendebien aux questions contenues au procès-verbal de la réunion belge à Paris dans la séance du 18 septembre.

[35](#) « Un hiver aussi rigoureux que prolongé est venu accabler une grande partie de la population, multiplier ses besoins et occasionner une grande cherté dans les objets de première nécessité. » (*Mémorial administratif du Brabant*. Exposé de la situation de la province du Brabant méridional, présenté par la députation permanente à l'ouverture de la réunion ordinaire de 1830).

« Les dons de la charité privée se sont mis en proportion avec les besoins extraordinaires qu'avait fait naître l'hiver dernier, parmi les classes nombreuses des nécessiteux ; l'extrême misère qu'on devait craindre pour ces classes a été prévenue grâce à ces efforts généreux. » (Exposé de la situation de la province de Liège présenté par la députation permanente à l'ouverture de la session des Etats provinciaux de 1830.)

[36](#) DE BOER, twee memorien over den toestand der Britische en Zuidnederlandsche ijzerindustrie door G. M. Roentgen uit de jaren 1822 en 1823. *Economisch Historisch Jaarboek*, 1923, p. 149.

[37](#) VAN HOGENDORP, *Brieven en Gedenkschriften*, s'Gravenhage 1901-1903. VII, p. 243 (réflexion du 8 février 1832).

[38](#) R.A. *Binnenlandsche Zaken*. Exh., 3 sept. 1830, n° 3, geheim. Rapport gouverneur du Luxembourg Willmar au ministre, 30 août 1830. « Excessive cherté des vivres dont les classes inférieures des villes de Luxembourg et d'Arlon souffrent péniblement. Le prix de la main-d'œuvre ne suffit pas pour fournir le pain aux familles... Les causes qu'on indique sont qu'à cette époque s'achètent les grains pour les semences dont le prix est toujours élevé, que les grains de la récolte ne sont pas battus, que celle-ci laisse appréhender un manquant considérable, que les provisions de pommes de terre sont épuisées, que ce qui en reste et le vieux grain sont fournis aux marchés avec parcimonie et à des prix exorbitans. » et R.A. *Justitie*, 1830, geheim. « La récolte sous le rapport des céréales destinées à la nourriture des personnes présente un fort mauvais résultat. » de Lantremange, premier avocat général, faisant fonction de procureur général, au ministre de la Justice. Maestricht, le 3 septembre 1830 après une « tournée d'inspection dans les environs de Waremme.

[39](#) R.A. *Staats Secretarie*, geheim, 16 août, J. 26. Rapport Van Gob-belschroy, ministre de l'Industrie Nationale au Roi, 14 août 1830.

[40](#) R.A. *Justicie*, geheim. 11-9-1830 Z³³. Bourgmestre de Tournay, comte de Béthune au gouverneur du Hainaut, de Macar, le 22 août 1830, met en cause les successeurs de Piat-Lefebvre et C^{ie}, Schumacher, Overs-man et C^{ie} « quand ils ont acheté la fabrique ils avaient pour 18 mois de commande, ils ont voulu gagner de l'argent, ont augmenté leurs ateliers et en 8 mois ils ont fait ce que prudemment ils n'eussent dû faire qu'en 18 ».

[41](#) R.A. *Justicie*. 21 sept. 1830 R³⁶. Leignes, substitut du procureur général à Liège, au ministre de la Justice, 9 septembre 1830, et R.A. *Staats Secretarie*, 3468. Général Van Geen au directeur général de la guerre, 11 sept. 1830.

[42](#) R.A. *Staats Secretarie*, 3473. Dès avant juin des calamités ont affligé le commerce et l'industrie dans la province de Liège. « De nombreuses et considérables faillites éclatant coup sur coup avaient répandu partout l'alarme et la défiance. Le crédit atteint dans ses sources rendait l'escompte ou ruineux ou extrêmement difficile. Se faire de l'argent en un mot était

chose à peu près impossible. » Guilmain au gouverneur de la Province de Liège, Sandberg. Liège, le 14 septembre 1830.

[43](#) R.A. *Binnenlandsche Zaken*. 17 septembre 1830, n° 1, Geheim. Copies de deux lettres de la direction de la Société Générale, en date du 3 et du 9 septembre 1830 au gouverneur de la province de Hainaut.

La Société Générale manqua bientôt d'espèces. Le 17 septembre 1830, elle implore le ministre des Finances d'intervenir auprès du Syndicat d'Amortissement, afin d'obtenir un emprunt de 3 millions de florins. R.A. *Staats Secretarie*, geheim. 22 sept., S³³, gouverneur de la Société Repelear van Driel au ministre Tets van Goudriaen. Bruxelles, 17 sept. 1830.

[44](#) M. DINGER HATTINK dans son livre *De Brusselsche opstand van Augustus 1830*, Amsterdam, 1930, a montré les dessous économiques de l'émeute du 25 août 1830.

[45](#) *Courrier des Pays-Bas*, 28 août. Voir aussi Mémoires de CAPIAUMONT, p. 677.

[46](#) *Courrier des Pays-Bas*, 28 août. Voir aussi Mémoires de CAPIAUMONT, p. 677.

[47](#) Le 4 septembre 1830 Wilson informe le gouverneur de la Province, Vanderfosse, qu'il a continué à payer leur salaire aux ouvriers qu'il ne pouvait plus employer vu l'état de ses fabriques, mais il réclame un secours rapide. « Les transactions commerciales se trouvant paralysées dans ce moment et plusieurs dépenses à faire pour ma fabrique étant d'une nécessité urgente. » Les frères Rey espèrent que dans peu de temps ils pourront occuper le même nombre d'ouvriers que ci-devant, mais toujours grâce à l'appui gouvernemental, tandis que Bos-devex et Bal demandent une avance de 25.000 florins pour donner du travail « à nos pauvres ouvriers qui vont manquer de pain et qui déjà viennent nous trouver pour avoir une occupation quelconque que nous ne sommes pas en état de leur procurer ». Or le secours de l'Etat ne vint pas, et l'on se demande si ces industriels ont pu continuer leurs débours. R.A. *Binnenlandsche Zaken*. 8 septembre 1830, n° 5. Rapport du gouverneur Van der Fosse au ministre : 6 septembre 1830 avec les lettres des industriels datées du 4 septembre 1830 et R.A. *Staats Secretarie*, geheim, 21 septembre 1830, K³³. Lettre au ministre du Water-staat. de l'Industrie Nationale et des Colonies.

[48](#) *Courrier des Pays-Bas*, 1^{er} septembre et *Kort Verhaal der voor-naamste gebeurtenissen te Brussel*, p. 28.

[49](#) M. Horis, chargé de ces travaux extraordinaires « tant aux anciens remparts qu'en autres lieues » paye aux ouvriers : du 30 août au 4 septembre 1.514 florins 41, du 6 au 11 septembre 1.926 fl. 55 ; du 13 au 18 septembre 4.550 fl. 24 ; du 20 au 25 septembre 8.807 fl. 97 ; du 27 septembre au 2 octobre 6.198 fl. 97, et reçoit de la Régence de la ville de Bruxelles le 4 septembre 1.000 florins, le 11 septembre 1.600 florins, le 17 septembre 2.000 florins, le 18 septembre 2.500 florins, le 24 septembre 1.500 florins reçus de la commission centrale, le 28 septembre 2.800 florins, le 1^{er} octobre 10.150 florins. Les travaux continuèrent jusqu'au 8 janvier 1831 ; 237.472 florins furent distribués en salaires ; 236.250 florins furent reçus par M. Horis, *Archives de la ville de Bruxelles. Pièces à l'appui des comptes, 40-110. Le salaire étant de 50 cents par jour pour les ouvriers de plus de 18 ans, de 25 cents pour ceux qui ont entre 14 et 18 ans, on peut évaluer approximativement les ouvriers occupés à partir de 13 septembre à 1.500.*

[50](#) LEJEAR, *Histoire de la ville de Verviers, période hollandaise et révolution belge de 1830* (*Bulletin de la société verviétoise d'archéologie et d'histoire*, 1906, VII, 211 et s.).

[51](#) *Journal de Verviers*, 2 septembre 1830.

[52](#) « Le bureau central de bienfaisance fera distribuer aux comités de secours de la ville une somme égale à celle que l'on paye pour un demi-mois d'hiver. Les secours ne seront distribués qu'aux seuls ouvriers inoccupés... A partir de demain, mardi, 31 août courant les comités de secours sont autorisés à distribuer à domicile des bons pour obtenir le pain dit de ménage à raison de 20 cents. La différence sera bonifiée aux boulangers par la Régence sur la représentation des bons. » Procès-verbal de la séance du 30 août 1830 du conseil de Régence de la ville de Liège. (*Archives de la ville de Liège*. Registre des délibérations du conseil de Régence.)

[53](#) Leignes à Van Maanen. *Gedenkstukken*, 1830-1840, IV, p. 89.

[54](#) *Observateur du Hainaut*, 5 septembre 1830.

[55](#) DIEU, *Louvain pendant la révolution belge de 1830*. Louvain 1930, p. 53.

[56](#) Proclamation de la Régence et de la commission de sûreté, 8 septembre 1830. « Nous ferons tous nos efforts pour secourir des indigents qui manquent momentanément d'ouvrage. A partir de demain, il leur sera délivré à domicile des bons pour obtenir le pain de 22 cents à raison de 11 cents. » Rapports de la commission de sûreté publiés par M. E. DANTINNE, *La Révolution de 1830 à Huy*. Huy 1931, p. 100.

Le garde Daxhelet suggère de parfaire la rétribution des ouvriers de la garde par une souscription. « Ces ouvriers accablés en ce moment de la plus grande misère, par suite de la privation d'ouvrage, n'auraient plus à lutter contre des bourgeois, mais seulement contre l'étranger et nous rendraient dès lors une tranquillité plus assurée. » *Archives de la garde urbaine*, E. DANTINNE, o. c., p. 95.

[57](#) Mier à Metternich, *Gedenkstukken 1830-1840*, III, p. 149. HALLO, *Bijdragen tot de geschiedenis der Nederlanden*, Amsterdam 1830-1831, p. 96 : « le prix des vivres augmentait journellement, le pain coûtait alors le double du prix ordinaire et la livre de viande, 1 florin »

[58](#) Événements de Bruxelles (de Greef-Laduron), p. 48.

[59](#) BUFFIN, o. c. p. 100. Lettre de Staedtler du 8 septembre. *Gedenkstukken*, 1830-1840, I, p. 36. Lettre de Cartwright à Lord Aberdeen, 10 sept. — *Gedenkstukken*, 1830-1840, I, p. 40. Lettre de Falck à Wellington, 12 septembre : « Le syndic des bouchers est venu se plaindre que la consommation de viande était réduite à la moitié, ce qui prouve surtout l'absence des résidents anglais. » *Le Belge*, 10 septembre : « Une assez grande fermentation continue à régner dans le peuple par l'incertitude dans laquelle on nous laisse, incertitude qui entrave les opérations commerciales, à tel point qu'un grand nombre de petits fabricants et manufacturiers suspendent leurs travaux et grand nombre d'ouvriers privés d'ouvrage sont rejetés, exaspérés au milieu d'une population, si facile dans la situation actuelle, à soulever. »

[60](#) *Le Belge*, 12 septembre.

[61](#) *La Société Générale de Belgique* (1822-1922). Bruxelles 1922, p. 31.

[62](#) *Esquisses historiques*, p. 161.

[63](#) *Gedenkstukken, 1830-181/0*, I, p. 36 : lettre du 10 septembre de Cartwright à Aberdeen.

[64](#) *Esquisses historiques*, p. 161.

[65](#) BUFFIN, *op. cit.*, 119. Lettre de Staedtler du 12 septembre.

[66](#) *Ausführliche Darstellung der Ursachen und Begebenheiten der belgischen Revolution*, Stuttgart 1830 ; 23. — *Gedenkstukken, 1830-1840*, II, 18 : Valazé à Molé, 17 septembre.

[67](#) « Notre commerce est anéanti par l'état bâtard dans lequel on nous laisse, faute d'oser prendre un parti : par là beaucoup d'ouvriers se trouvent sans travail et il en résulte des attroupements et des scènes tumultueuses, Juste, *op. cit.*, II, p. 187. Levae à de Potter, 15-16 sept.

« Le commerce souffre et se plaint, l'industrie est aux abois et cent mille ouvriers seront sans pain avant trois jours. » Juste, *op. cit.*, II, p. 192. Gendebien à de Potter.

[68](#) JUSTE, *op. cit.*, II, p. 187.

[69](#) *A narrative of a few weeks in Brussels by a resident*, Bruxelles 1830 ; 51. Sur la propagande orangiste, voir la lettre de L.-J. Couvreur au prince d'Orange, 16 septembre 1830, BUFFIN, *op. cit.*, II, p. 447. Couvreur distribue 1.500 exemplaires de la brochure *Appel aux bons habitants de Bruxelles*. Une proclamation fut également répandue dans Bruxelles le 20 septembre. Voir le *Journal de Gand* du 26 septembre. Staedtler en touche un mot dans sa lettre du 18 septembre (BUFFIN, *op. cit.*, 153).

Le *Courrier des Pays-Bas*, le 18 septembre, attire l'attention de ses lecteurs sur les sourdes menées d'une police occulte et ministérielle à Bruxelles. Le lendemain, nouvelle allusion : « Le ministre compte sur des troubles intérieurs pour intervenir. Il les désire, il les fomentera. » Cette propagande fut organisée. 25.000 fl. y furent consacrés. Voir également : R.A. *Staats Secretarie*, geheim, 21 octobre 1830 ; R.A. *Staats Secretarie*. Confidentieel Verbaal. Lettre de Knyff à Van Maanen. Le Haye 15 sept. 1830 et Libry Bagnano au même, 14 sept. 1830 (n° 5450).

[70](#) Gendebien à de Potter, 16 septembre. JUSTE, *op. cit.*, II, p. 193.

[71](#) « Les bons bourgeois se retirent de la garde », lettre de Staedtler du 14 septembre. BUFFIN, *op. cit.*, p. 129. — « Les gardes nationaux sont dégoûtés de leur service », Valazé à Molé, 17 sept. *Gedenkstukken, 1830-1840*, II ; 19.

[72](#) *Bataille de Bruxelles*, 2^e époque ; 5.

[73](#) Le 18 septembre, Van de Weyer avoue à Staedtler qu'il ne voit pas d'issue et Jottrand, rédacteur du *Courrier*, convient que si le gouvernement promettait dès à présent l'oubli de tous les actes politiques, un accommodement deviendrait facile. BUFFIN, *op. cit.*, p. 155.

Chapitre IV

L'anarchie à Bruxelles

Les sorties audacieuses vers Vilvorde et Tervueren. — Proclamation malheureuse de la commission de sûreté. — Envahissement de l'hôtel de ville. — Désarmement de la garde bourgeoise. — Les détachements. — Premier essai d'un Gouvernement Provisoire. — Le triste état de Bruxelles le 20 septembre. — Le 21 et le 22 septembre, escarmouches à Dieghem, Evere et Zellick. — En ville, débâcle, fuite des patriotes. — Les derniers défenseurs de la cité ; leur activité dans la nuit tragique du 22 au 23 septembre.

Nicolai et Vleminckx, chargés de porter à La Haye les adresses belges aux membres méridionaux des États Généraux sont de retour à Bruxelles dans la soirée du 18. Ils exposent le résultat de leurs démarches à la commission de sûreté et à l'état-major de la garde bourgeoise réunis à l'hôtel de ville. Ils dénoncent les préparatifs de l'armée, la volonté des députés hollandais de ne délibérer avant que Bruxelles ne soit rentrée dans le devoir et qu'elle n'ait reçu dans ses murs la garnison qui en est sortie¹. Alors il fallut bien que la commission de sûreté se décidât à faire construire des barricades, tandis que la réunion centrale lançait des patrouilles hors des portes. Les volontaires liégeois répondent les premiers à son appel. Le soir du 18 septembre se forment deux détachements dont l'un se dirige vers Vilvorde, l'autre vers Tervueren. « La patrouille qui avait marché sur Vilvorde fut rencontrée par la diligence de Bruxelles-Anvers : cette patrouille craignait que la diligence ne donnât l'éveil à la garnison de Vilvorde et ne compromît ainsi la vie de tous les citoyens qui la composaient ; elle arrêta cette diligence et lui enjoignit de ne pas la devancer ; il paraît que le conducteur ou le postillon comprit mal cet ordre : toutefois il est de fait que la diligence revint en ville. La patrouille qui s'était dirigée sur Tervueren s'empara de quatre chevaux appartenant à des gendarmes et les ramena en ville². »

La commission de sûreté et l'état-major devinrent immédiatement le danger : le prince Frédéric va profiter de cette atteinte aux conventions et juger l'occasion propice pour rentrer en ville. La commission doit choisir entre une rupture avec le prince et un désaveu formel de l'attitude des extrémistes. Elle ne pouvait approuver les seconds.

Les deux expéditions étaient bien « une violation expresse du droit des gens comme des engagements contractés » et elles détruisaient toute autorité. Mais n'approuvant pas les révolutionnaires, la commission s'en faisait des ennemis. La proclamation que les autorités lancent le 19, à midi, excita le mécontentement du peuple. « Partout elle fut arrachée et lacérée. » Une foule immense se réunit autour de l'hôtel de ville ; la troupe liégeoise s'y porta avec son drapeau et monta, tambour battant, à la commission de sûreté. Elle y fut suivie par un grand nombre de bourgeois. Il paraît qu'une vive altercation s'y éleva entre les citoyens qui réclamaient des fusils et la commission. La présence de Rogier vint tout calmer. Chacun rentra dans l'ordre à sa voix ; il se porta au milieu de la Grand'Place, où il harangua la multitude avec l'énergie qu'inspire le patriotisme ; il l'invita au bon ordre ; il promit de lui délivrer 40 fusils

qui appartenait à son corps ; il demanda que la population de Bruxelles, par sa bonne conduite, prouvât qu'elle voulait la liberté, non le pillage, non l'incendie et que l'on punît sur-le-champ, militairement, celui qui ferait de ses armes un coupable usage ou menacerait la tranquillité publique. La voix de Rogier fut à chaque instant couverte par des cris d'enthousiasme ; il conduisit la multitude, dans le plus grand ordre, à la caserne Sainte-Élisabeth ; les cris de « vive la liberté ! » interrompaient seuls la tranquillité qui régnait dans cette colonne. Lorsqu'elle fut arrivée à la caserne, sur l'ordre de Rogier, on lui en ouvrit l'entrée et les armes disponibles furent distribuées, après qu'on eut pris les noms, qualité et domicile des citoyens auxquels on les confiait. Toute cette troupe partit et forma une patrouille nombreuse qui parcourut toute la ville en poussant des cris de « vive la liberté ! » et en chantant, en chœur, des refrains patriotiques³.

Le peuple restait exaspéré : il accusait de trahison les membres de la commission et, évidemment, aussi ceux de la régence : « Notre régence nous trahit ! Les ramifications royales s'étendent jusque dans son conseil et dans celui du comité de sûreté publique. Nous sommes vendus. Où sont la haute classe et les grands seigneurs de Bruxelles que nous appelons à notre aide ? Ils ont disparu, leurs hôtels sont fermés pour nous, mais ils vont s'ouvrir pour la troupe qui vient nous fusiller⁴ » L'inaction de la garde bourgeoise indigna la masse. Dès lors, celle-ci cherche à s'armer : elle ne trouvera des armes que dans les mains des bourgeois. Elle désarmera la garde.

Il n'y a pourtant pas dans le peuple de haine sociale. Ce qu'il reproche à la bourgeoisie, c'est de ne rien faire pour empêcher l'entrée des troupes dans la ville. S'il accuse de trahison d'Hooghvorst et les membres de la commission, c'est parce qu'ils ont montré trop de faiblesse devant le pouvoir militaire. Celui-ci représente le despotisme aux yeux d'une foule qui a faim et qui depuis un mois est ballottée en tous sens. Empêcher l'entrée des troupes, c'est le seul désir du peuple. Si la bourgeoisie veut s'allier à lui dans ses efforts patriotiques, elle sera reçue à bras ouverts. « Dans tous les groupes on entendait protester que l'on ne voulait pas se servir de ces armes contre la bourgeoisie ; en plusieurs endroits de la ville, des colonnes de gens du peuple passèrent devant le corps de garde en criant : « Vive la garde bourgeoise⁵ ! »

Un malheureux accident va élargir le fossé qui sépare peuple et bourgeoisie. Dans le style 1830, *Le Belge* le rapporte ainsi : « Un homme imprudent, s'il n'est pas un pervers, qui avait l'intention de jeter la discorde entre la bourgeoisie et le peuple, lâcha à minuit, sur la Grand'Place, du milieu d'un groupe, un coup de pistolet ; suivant les uns, le coup fut tiré en l'air ; suivant d'autres, la balle siffla à côté d'un garde bourgeois. Ceux-ci, à leur tour, par une imprudence que tout le monde s'accorde à condamner, firent feu sur le peuple. Un homme tomba roide mort, un jeune homme eut les doigts emportés, deux autres encore furent grièvement blessés. » Le peuple quitte la place, mais furieux, désarme quelques postes⁶ Les Liégeois sont à la tête de ces ouvriers robustes et résolus, de ces anciens militaires qui veulent du pain et des fusils⁷. Ils sont plusieurs centaines et l'ordre règne parmi eux⁸. Sur la place Saint-Michel (place des Martyrs), des ouvriers hurlent des refrains populaires, pendant toute la nuit. Puis ils se dirigent vers la caserne des Liégeois. Là ils trouvent 200 hommes armés et décidés à tout tenter ; 400 à 500 ouvriers s'étaient déjà procuré des armes pendant la nuit. Ils se dirigent tous vers la Grand'Place, suivis d'une foule non armée. Les postes de l'hôtel de ville et de l'amigo sont désarmés sans coup férir. Un cri s'élève tout à coup : « Il y a des armes à l'hôtel de ville ! » Rogier exhorte la foule à s'en emparer. « On enfonça les portes et on monta dans les greniers, où l'on trouva quelques caisses de fusils et de pistolets... A côté de ces armes se trouvaient des caisses remplies de cocardes orange⁹. Ces découvertes redoublent l'exaspération et font perdre le peu de confiance qui restait dans la commission de sûreté ! La

veille, on avait réclamé des armes et elle avait affirmé n'en avoir point ! Quant aux cocardes, elles devaient sûrement servir pour fêter la rentrée des troupes. » Ainsi raisonne le peuple¹⁰.

La Réunion centrale a dirigé tous ces mouvements. Elle a atteint son objectif : supprimer la commission de sûreté¹¹ L'insistance de Rogier à mener l'assaut contre l'hôtel de ville est symptomatique. L'envahissement de l'hôtel de ville provoque la disparition, en fait, de la commission de sûreté. L'acte de décès n'en sera dressé que le lendemain, à l'aube, par Van de Weyer¹² Gendebien, d'ailleurs, un de ses membres les plus actifs, avait quitté Bruxelles pour Lille, dès le 18, au soir, avant l'explosion populaire, afin de ramener dans la capitale le tribun de Potter. Les autres s'éclipsèrent. Ils n'avaient plus de rôle à jouer : ils avaient voulu rester dans la légalité. Le peuple, maître aujourd'hui souverain, en était sorti. Le désarmement de la garde s'était poursuivi et étendu pendant toute la matinée. Il s'était opéré dans un ordre relatif, dans la plupart des postes les bourgeois n'offrant aucune résistance¹³ Avec la disparition de la garde s'évanouissait l'autorité de l'état-major et du conseil qui depuis trois semaines gouvernaient en fait Bruxelles. Mais il restait des bourgeois armés, des sections assez bien constituées et tous les chefs n'avaient pas déserté. D'Hooghvorst avait encore quelque influence ; il eut l'audace de convoquer pour le 21 septembre tous les gardes à l'effet de passer une revue générale, et sa témérité fut récompensée. Néanmoins, les détachements armés du peuple étaient maîtres du pavé. Une discipline assez lâche était imposée par des hommes énergiques. Ernest Grégoire, le Namurois Gillain, le Liégeois Lambinon avaient organisé un premier corps franc¹⁴ et, par des trésors de sagacité, ils étaient parvenus à éviter toute friction avec les gardes restés en service et à maintenir l'ordre¹⁵.

Le peuple s'était procuré des armes. Depuis deux jours, il en réclamait pour empêcher l'entrée des troupes. N'était-il pas à craindre qu'il ne s'en servît maintenant pour faire ses propres affaires ? Non, car malgré l'absence de toute autorité, il n'y eut pas le moindre pillage¹⁶.

Les meneurs rappelèrent immédiatement à leurs hommes le but qui avait guidé le désarmement : s'opposer efficacement à la sujétion de Bruxelles. Aussi accepte-t-on avec empressement l'aide des bourgeois prêts à marcher à l'ennemi¹⁷. La séance du soir de la Réunion centrale est consacrée entièrement aux mesures de défense et à l'organisation des colonnes mobiles.

Niellon, qui a participé aux événements de la matinée, s'offre à conduire une de ces colonnes dans la direction de Louvain ; d'autres, à diriger des patrouilles sur la route de Flandre et celle d'Anvers. Il fut décidé que ces colonnes partiraient, dès le lendemain, à 7 heures du matin¹⁸.

Le club, maître de Bruxelles, s'apprête à soulever les campagnes, la province ; l'exagération règne chez ces jeunes révolutionnaires, qui préparent pour le 21 septembre, une proclamation appelant la Belgique à un armement général contre la Hollande, dont on fait entrevoir la conquête (!) et qui, pour comprimer toute désapprobation de leurs actes, organiseront au besoin la terreur¹⁹.

Les Liégeois sont à l'avant-plan. Dans la débandade générale, ils sont un corps organisé. Au surplus, ils sont la force de la réunion centrale. La caserne Sainte-Elisabeth est leur centre de ralliement ; le 19, au soir, Rogier y a distribué des armes ; le 20, au matin, c'est de là qu'on est parti pour le désarmement de la garde ; dans l'après-midi, on y a procédé à une petite revue des effectifs²⁰.

Les gens du club vont de l'avant : à 4 heures de l'après-midi, les Liégeois, diverses sections et plusieurs autres corps armés descendent en ville, promenant un nouveau drapeau, jaune et rouge, sur lequel se lisaient attachés en lettres de drap noir, les mots : GOUVERNEMENT PROVISoire, DE POTTER, GENDEBIEN, D'OULTREMONT DE LIÉGE. D'autres noms écrits à la main sont attachés au drapeau ; ce sont : Van Meenen, de Mérode, Raikem, Van de Weyer, de Stassart. Le tambour du Bois ne cesse de tambouriner et Rogier commande toute la marche, sabre au clair²¹. La décision avait été prise à la suite des événements de la matinée. Rogier avait mené l'assaut contre la commission de sûreté. On avait abattu une autorité jugée trop tiède. Un gouvernement provisoire s'imposait. Les termes marquaient une rupture complète avec la légalité, le désir d'aller aux extrêmes. C'est la vieille idée révolutionnaire qui reparait : les députés aux États-Généraux, au début de septembre, ont été sur le point d'en constituer un. La crainte, le désir de conciliation, l'amour invincible de formes légales les en ont écartés. A la réunion plénière du 15 septembre, Rogier a proposé d'établir un gouvernement provisoire. Il est bafoué. Aujourd'hui qu'il est le maître de Bruxelles, le tribun liégeois prend sa revanche. Il préside la séance de la Réunion centrale, où l'on convient de la formation d'un gouvernement provisoire « dont les membres seraient M. de Potter, Gendebien et le comte d'Oultremont, de Liège²² ».

Staedtler, par bonheur, a assisté à cette assemblée mémorable, « qui groupait tout au plus 40 individus, armés et non armés, peu de Bruxelles, mais des Liégeois, et quelques hommes des environs ». Il arrive au moment où la décision vient d'être prise de constituer un gouvernement provisoire. « J'entendis le président dire : « de Potter est à Lille, on s'est mis en correspondance avec lui, M. Gendebien est allé à sa rencontre. De Potter est l'homme du peuple ; Gendebien, celui des classes moyennes ; le comte d'Oultremont est une véritable puissance dans le pays de Liège, il aura pour lui la noblesse. Tous les trois sont tellement compromis auprès du journal que nous ne risquons rien à les mettre en avant. » On rédigea ensuite une proclamation qui devait associer ce nouveau gouvernement au peuple impatient... Cette proclamation déjà livrée à l'impression a été retirée plus tard, puisqu'on a voulu adjoindre au nouveau gouvernement encore quelques membres. Ce sont Félix de Mérode, Van de Weyer, Van Meenen, de Stassart, Raikem ; on aurait voulu de Mérode à la tête, mais il a déclaré ne pas se croire les capacités nécessaires, ajoutant cependant que toute sa fortune était à leur disposition²³. »

16Le soir, une liste portant ces noms est placardée dans Bruxelles. Un terme « on dit » y marque bien le peu de confiance que les meneurs avaient dans les patriotes qu'ils nommaient membres d'un gouvernement provisoire, sans leur demander leur avis. « Un gouvernement provisoire s'organise ; on dit qu'il sera composé de la manière suivante :

MM. RAIKEM, de Liège, des États Généraux ;
FÉLIX DE MÉRODE ;
GENDEBIEN ;
VAN DE WEYER ;
DE POTTER ;
D'OULTREMONT, de Liège ;
DE STASSART, des États Généraux²⁴. »

Bruxelles est donc sous la coupe d'un club qui ne dispose, pour l'instant, que de quelques centaines d'hommes armés. A l'intérieur, cette force, aidée de quelques sections de la garde

bourgeoise restées courageusement à leur poste, suffit. Elle empêche tout pillage. Aussi bien la populace se tient tranquille. La menace est ailleurs. Les soubresauts révolutionnaires ont été déclenchés par l'annonce d'une attaque prochaine. Les yeux sont tournés vers l'extérieur, vers l'armée. Bon nombre de bourgeois aussi regardent vers Vilvorde ; ils craignent pour leur vie et pour leurs biens. Jusqu'aujourd'hui le peuple a été contenu par une garde imposante. Ce qui reste de celle-ci serait totalement impuissant à réprimer toute tentative de pillage, de simple vol, fort à craindre dans cette période de chômage et de disette. La bourgeoisie a donc peur de la populace. Mais elle réproouve aussi les excès de langage et d'allure des extrémistes qui par leur attitude vont attirer sur la ville les foudres royales. Volontiers elle se disculperait à La Haye et réclamerait l'entrée des troupes pour rétablir l'ordre social. L'opération militaire se ferait d'ailleurs aisément, et c'est ce qui excuse les bourgeois. Les forces à opposer à l'armée royale sont insignifiantes et le succès de la résistance bien aléatoire. La passivité de la bourgeoisie ne gênera guère les meneurs. Qu'elle réagisse, la situation tournerait au tragique. Mais de cela il n'est point question. On désapprouve la réunion centrale, « mais personne n'agit, on ne veut pas s'exposer, on n'ose déjà plus exprimer son opinion²⁵ ». Sans doute, dans l'ombre, les orangistes travaillent toujours : le 20 septembre, ils répandent une proclamation, mais ils prêchent des convertis, les bourgeois timorés, et les irréductibles, ils ne font que les exciter. S'ils parvenaient à détourner la masse, le fait serait grave ; mais les chefs du mouvement s'entendent à merveille à entretenir les sentiments patriotiques, à ne pas laisser s'éteindre l'ardeur combative de leurs troupes.

Le 20 septembre, au soir, le chemin parcouru depuis 24 heures est immense. On est en rébellion ouverte avec La Haye. Cependant les chances de succès sont minimes, pour ne pas dire nulles. Malgré les quelques embryons d'autorités qui subsistent, vraiment on ne peut s'empêcher d'avouer que l'anarchie déchire Bruxelles. Un chroniqueur, peut-être un peu sombre et qui vise au pathétique, avec assez de mauvais goût, résume la situation au 20 septembre, en quelques lignes pourtant suggestives : « La régence n'existe plus ; ses autorités ont pris la fuite. La commission de sûreté est dissoute. L'hôtel de ville est banal, presque tout l'état-major a disparu. On ne voit plus d'hommes à cheval, les postes bourgeois sont abandonnés, on ferme les boutiques, les portes des riches se barricadent à l'intérieur, il n'y a pas de marché pour les provisions de bouche, les campagnards n'osent plus s'approcher des faubourgs ; on ferme les volets et les persiennes ; les riches se cachent dans leurs caves ; on ne voit plus de dames dans les rues, les églises sont fermées, les cloches sont mortes, la populace est armée jusqu'aux dents, des pelotons circulent dans les rues en criant : « mort aux traîtres ! » ; la terreur pénètre dans toutes les maisons ; les honnêtes gens craignent le pillage. Les royalistes dont la disparition est une profession de foi, craignent pour leur vie. La pâleur est sur toutes les figures ; la classe moyenne est consternée, et l'honnête artisan se groupe tristement au sein de sa famille en pleurs, qui leur demande du pain²⁶. »

La nuit du 20 au 21 septembre s'écoula dans le calme, calme étonnant, mais qui prouve les excellentes dispositions du peuple. Ce calme favorise certainement la tentative audacieuse de d'Hooghvorst de passer une revue générale de la garde. Elle eut lieu, le 21, à dix heures, sur la Grand'Place, et réunit 3.000 hommes environ. Deux corps de volontaires, celui de Grégoire et celui de Borremans s'étaient joints aux gardes. Après la revue, le baron d'Hooghvorst communique aux chefs des volontaires et aux commandants des sections, la décision prise par le conseil de la garde, quelques heures auparavant : « Lui, resterait à la tête de la garde bourgeoise comme chef civil et pour le maintien du bon ordre intérieur ; mais la direction des forces qui devront se porter à l'extérieur et prendre part à des opérations militaires sera confiée à M. le comte Van der Meere²⁷. »

Par là, Emmanuel d'Hooghvorst reste fidèle à ses principes. C'est un modéré, qui a toujours gardé sa confiance à la dynastie et qui n'a jamais voulu de révolution. Sauvegarder l'ordre dans Bruxelles fut toujours sa grande idée, et il lui aurait donné sa vie. Son attitude ne cesse à aucun moment d'être civique, mais jamais elle n'est révolutionnaire. Grâce à ses efforts, une partie de la garde bourgeoise a surnagé après la tempête du 19 et du 20 ; c'est lui aussi qui provoque, le 21 septembre de très bonne heure, la réunion où le grand conseil de la garde, « pressé par l'impatience d'un peuple soulevé et par l'attitude d'une armée menaçante aux portes de la ville²⁸ », modifie son attitude et se résoud enfin à organiser un corps de troupes destiné à combattre l'armée royale, mais le conseil entend bien conserver à la garde bourgeoise proprement dite son ancien rôle. Ainsi donc, il donne un caractère régulier, officiel, est-on tenté d'écrire, aux colonnes mobiles que depuis 24 heures les hommes de la Réunion centrale ont mises sur pied.

Le conseil aurait pu jouer un beau rôle. Il aurait pu grouper toutes les forces vives de Bruxelles d'abord, du pays entier ensuite. La plupart de ses membres préférèrent s'éclipser, et le chef lui-même, Van der Meere, le « dictateur » qu'ils avaient placé à la tête des troupes de choc, prit la clef des champs, le 21 septembre, à 9 heures du soir²⁹.

Après leur fuite, le désarroi va de nouveau régner dans Bruxelles. Le 21 septembre, au matin, on était bien près de l'union sacrée. Le soir, les mauvais résultats des expéditions de la journée, la masse imposante de l'armée royale, la lassitude diminuent l'ardeur des bourgeois.

Les plus exaltés étaient absents de Bruxelles ce jour-là. Partis à 6 h. 1/2 du matin, le 21, sous le commandement de Pierre Rodenbach, ces audacieux « parmi lesquels une trentaine de jeunes gens des meilleures familles de Bruxelles » et beaucoup d'hommes du peuple arrivèrent à Louvain à 1 heure de l'après-midi. Ils quittèrent la cité universitaire, en révolte ouverte, elle aussi, dans la nuit, renforcés d'un contingent de volontaires, commandés par Adolphe Roussel, et rentrèrent à Bruxelles, le 22 septembre, dans la matinée³⁰ Les plus bouillants des révoltés avaient exécuté cette escapade, dangereuse surtout par la répercussion que ne laisse pas d'avoir leur absence, assez longue, sur l'état d'esprit des défenseurs bruxellois. Ceux qui étaient restés dans la capitale furent mis également à contribution.

La matinée s'était passée dans la plus grande tranquillité. A 2 heures de l'après-midi, l'alarme est donnée : on a vu un détachement de dragons à peu de distance de la porte de Schaerbeek. On sonne le tocsin, on bat la générale ; la garde se range, en ordre de bataille, aux principales portes qu'on barricade de nouveau. Dans toutes les rues, hommes, femmes, enfants dépaient et élèvent des barricades. Vraiment, les habitants sont décidés à la résistance. Les Liégeois sont les plus acharnés ; ils font preuve d'un zèle, d'une activité inlassables. Une heure après l'alarme, l'ennemi ne se montrant pas, ils quittent la ville par la porte de Schaerbeek, avec quelques détachements de la garde bourgeoise et vont à la rencontre de l'ennemi. « Plusieurs centaines de personnes, sans armes, marchent à la suite des compagnies organisées pour remplacer ceux qui seraient frappés d'un coup mortel³¹. »

Au delà de la porte de Schaerbeek a lieu une escarmouche avec des dragons légers du 4^e régiment. Puis on pousse jusqu'à Evere ; les grenadiers venaient d'arriver à Dieghem et préparaient le cantonnement. Les avant-postes sont assaillis, mais la riposte ne se fait pas attendre et les volontaires sont refoulés et rentrent en ville vers 6 heures du soir. Il y a des pertes des deux côtés : les majors Thierry et Kenens sont blessés ; deux volontaires ont été tués et plusieurs blessés³². Un enthousiasme extra-ordinaire s'était emparé des volontaires, et d'une bonne partie des Bruxellois, lorsque l'approche des troupes avait été annoncée. Parmi les

Bruxellois, toutefois, il y a beaucoup de spectateurs³³. La nuit, nouvelle alarme ; les défenseurs se présentent encore en masse aux portes, mais c'est une fausse alerte qui a des résultats déplorables : les braves bourgeois, harassés de fatigue, ont été sur pied aux premiers coups de tocsin. On les a réveillés sans motif. Leur lassitude augmente³⁴ et il est à craindre qu'en cas de véritable péril ils ne restent chez eux.

Le soir, les chances de succès avaient bien diminué. On n'avait pas profité de l'exaltation patriotique des « hommes de tous les rangs et de toutes les opinions qui avaient senti bouillonner leur sang à ce cri : « les soldats sont aux portes ! ». Si une autorité forte, reconnue de tous, avait existé, elle eût pu organiser la résistance armée ; « car la vue de cette ardeur entraînait les plus tièdes et les sections auraient concouru presque unanimement à une défense active ». Le gouvernement provisoire dont, la veille, les Liégeois avaient proclamé partout la formation, ne vit jamais le jour. Et pour cause : les clubmen, avec désinvolture, s'étaient passé de l'avis des principaux intéressés qu'ils n'avaient même pas avertis ! On comprend le « grand embarras de Rogier³⁵ » et le découragement profond des patriotes qui « abandonnés d'abord par leurs députés, puis par la commission de sûreté publique, enfin par les élus de leur choix, ne voyant personne qui voulût se mettre en avant pour les diriger, tombèrent dans une sorte de stupeur morne³⁶. »

Le désir de combattre restait intense chez les volontaires. Le 22, à 8 heures du matin, les colonnes mobiles vont à nouveau harceler l'ennemi. Elles ne comptaient que quelques centaines d'hommes, dont 160 Liégeois, qui rencontrèrent les flanqueurs et les chasseurs du côté de Dieghem et tirillèrent jusqu'à 6 heures du soir. L'attitude d'expectative de l'armée royale paraît étrange : elle oppose aux insurgés une demi-batterie d'artillerie, des pelotons de cavalerie et un assez fort cordon de tirailleurs. Mais le gros de l'armée ne bouge pas³⁷ Le but semble être d'attirer dans un guêpier ces enragés mutins qui, aux yeux de l'état-major, constituent le seul noyau de résistance. Le danger qu'ils font courir aux soldats est d'ailleurs des plus mince, et ces volontaires, postés dans les maisons et les jardins d'Evere, vraiment se font tuer ou blesser en pure perte. A 6 heures du soir, le baron van Coehoorn se décide à une action plus énergique. Il masque son artillerie derrière un escadron de lanciers, et met en fuite les insurgés. Une charge à fond de l'escadron amène la prise de 100 mutins. « Les autres rentrent en ville³⁸. »

Du côté de Zellick, la fusillade ne cessa pas non plus de toute l'après-midi. Les volontaires y rencontrèrent les hussards du colonel Van Balveren, arrivés depuis peu d'Alost. On fit venir l'artillerie : 3 pièces sortirent de la porte de Flandre et furent traînées à l'aide de chevaux de réquisition sur la hauteur occupée par les volontaires. Mais les hussards s'étaient éclipsés et force fut de rentrer les 3 pièces. Trois bataillons d'infanterie s'étaient mêlés aussi au combat : ils étaient complètement à découvert, tandis qu'ils n'apercevaient pas les mutins embusqués dans les haies. Mais ceux-ci durent se retirer, des paysans les renseignant sur les manœuvres des hussards « qui faisaient un cercle pour leur couper la ville³⁹ ». Ces escarmouches, qui trahissaient de la part des insurgés l'absence de toute direction, furent plus sanglantes que celles de la veille⁴⁰.

A l'intérieur, fébrilement, les préparatifs de défense se poursuivaient⁴¹. Ils étaient l'œuvre du petit peuple ; celui-ci était maître souverain, mais travaillait sans plan d'ensemble. Il n'y avait plus la moindre autorité. Les chefs de bande, Grégoire, Parent, Rogier, Niellon commandaient à des groupes de fidèles, qui ne comptaient jamais plus de 200 à 300 hommes, et qui, nous l'avons vu, escarmouchaient au dehors des portes.

Un petit nombre de gardes bourgeois ont continué leur service⁴². Certains se sont joints aux volontaires, la plupart restent en ville⁴³. Ils n'ont d'ailleurs nullement l'intention de s'opposer à la résistance populaire, bien au contraire. Quant à la majorité de la bourgeoisie, elle se cache et réclame instamment l'entrée des troupes, qui mettra fin au régime anarchique pesant sur la ville depuis trois jours et à une crise qui autrement ne se résoudrait que dans le pillage et l'émeute⁴⁴.

A l'hôtel de ville, quelques chefs de la garde, quelques officiers des sections siègent en permanence. Le baron Fellner remplace le comte Van der Meere et s'occupe de l'organisation des corps francs.

Les membres de la défunte commission de sûreté sont partis : Gendebien, en mission le 18, Van de Weyer, le 21, de Mérode est à Rixensart le 22 et de là se rend à Solre-sur-Sambre⁴⁵ ; les chefs de l'état-major de la garde les ont imités. Van der Meere a quitté Bruxelles dans la soirée du 21⁴⁶ ; Moyard, le comte Vanderburg sont à Valenciennes, le 22 au soir ; le comte Van der Smissen, Fleury-Duray, Hotton abandonnent Bruxelles le 22 septembre à minuit et retrouvent les fugitifs à Valenciennes, à l'hôtel de la Poste aux Chevaux, le soir du 23⁴⁷.

Les révolutionnaires de la Réunion centrale ont pris aussi la clef des champs. Niellon s'en va le 22, Chazal avec le Liégeois Robert quelques heures après lui⁴⁸. Rogier est de loin le plus courageux, il ne se décide à abandonner la ville que le 23 septembre au matin, lorsque tout espoir de succès a disparu. Levae, de même, ne part que le 23, à 9 h. 30 du matin⁴⁹.

C'est la proclamation du prince Frédéric qui les a effrayés ; elle est connue dès le 22 au matin⁵⁰ et une phrase les a engagés à gagner l'étranger : « Les auteurs principaux d'actes trop criminels pour espérer d'échapper à la sévérité des lois, les étrangers, qui abusant de l'hospitalité, sont venus organiser parmi vous le désordre, seront seuls et justement frappés. » Ils ont bien compris le peu de chance de victoire : ils disposaient à peine d'un millier de volontaires, de quelques centaines de bourgeois à opposer à une armée de 15.000 hommes. Aucun reproche ne peut leur être adressé : c'était de la folie que de vouloir résister. Pour qui jugeait sagement la situation, le 22 septembre au soir, il n'y avait pas d'autre parti à prendre ; ils étaient les chefs, les seuls visés ; rester à Bruxelles, c'était la mort certaine et sans bénéfice⁵¹.

Cependant des héros restèrent à leur poste : des chefs de la garde bourgeoise et les commandants de volontaires, Parent, Grégoire, Stieldorf, Roussel. Ils voulaient la résistance à tout prix. Tel n'était pas l'avis des notables bruxellois qui n'avaient pas quitté la ville. Ces derniers se réunirent dans une des salles de l'hôtel de ville, le 22, vers 4 heures de l'après-midi ; assistèrent entre autres à cette assemblée d'Hooghvorst, Michiels, marchand de drap, Falise, Thienpont, négociant, De Proft, de l'hôtel de Belle-Vue, les deux frères Baillet⁵². Les chefs de section y avaient tous été appelés ; quelques-uns seulement s'y rendirent, ainsi que des membres du conseil de la garde, Pletinckx, Nique, Ducpétiaux. Dans cette réunion, il fut principalement question de l'état affligeant de la Belgique et de la ville de Bruxelles, en particulier, menacée par une forte armée du dehors, déchirée par l'anarchie au dedans ; il s'agissait de prévenir la guerre civile avec toutes les calamités qu'elle entraîne à sa suite, de préserver l'honneur avec le sang des Bruxellois. Après une discussion chaleureuse et prolongée, la grande majorité des assistants fut d'avis qu'il y avait lieu d'entrer en pourparlers avec S. A. R. le prince Frédéric, et que tous les moyens honorables devaient être mis en œuvre pour empêcher l'effusion d'un sang précieux. On n'avait rien à attendre à cet égard de la proclamation datée du quartier général d'Anvers ; il fallait s'efforcer d'obtenir d'autres

conditions moins absolues, plus rassurantes, plus capables de calmer l'effervescence populaire et de concilier les opinions.

Le principe était admis ; restait seulement à savoir qui serait chargé de cette mission de conciliation et de paix⁵³. Mais tandis que la multitude assiège l'hôtel de ville, de nouvelles discussions s'élèvent. Pletinckx et quelques irréductibles veulent qu'on empêche coûte que coûte l'entrée des troupes, et Pletinckx ordonne aux personnes qui ne font point partie du conseil de la garde de sortir immédiatement des salles de l'hôtel de ville. Dès lors, l'assemblée se disperse. Il ne reste à l'hôtel de ville que MM. Godfroid Nique, Ducpétiaux, le baron Fellner, Ernest Grégoire, Roussel, Ed. Fischer et quelques autres⁵⁴. Ils sont bien décidés à s'opposer à la soumission de la ville, mais ils se rendent compte des difficultés immenses, quasi insurmontables de leur tâche. Aussi se résignent-ils à tenter une démarche auprès du prince Frédéric⁵⁵.

Ducpétiaux offre d'aller lui-même trouver le prince à Vilvorde et de lui exposer les conditions capables d'empêcher le recours aux armes : éloignement de l'armée, rétablissement de l'ordre légal, rentrée de la garnison, abandon de la question politique à la loyauté des députés, conservation pour la ville de Bruxelles de tous les avantages dont elle jouissait auparavant, organisation définitive de la garde urbaine comme une juste récompense des éminents services qu'elle avait rendus, oubli des actes extralégaux, mais punition exemplaire des incendiaires et des pillards⁵⁶.

Ces derniers patriotes sont sages et prudents. Ils n'ont qu'une confiance limitée dans la démarche qu'un des leurs va tenter. Aussi prennent-ils des mesures de défense. Ils n'ont à leur disposition que des moyens de fortune et peu efficaces. Cependant Pletinckx, devenu chef suprême, « dictateur », reconnu d'ailleurs par un très petit nombre d'hommes, car « c'est le peuple qui commande au peuple », donne ordre de faire brûler ou couper tous les ponts qui donnent issue sur le bas de la ville, place des hommes à Sainte-Gudule pour sonner le tocsin, remplace les défaillants, s'occupe des munitions ; il est secondé par quelques braves : Grégoire arme des volontaires à la caserne du Petit-Château et va quérir l'artillerie aux Annonciades. Les Liégeois Pourbaix et Nique dirigent la confection des cartouches. Adolphe Roussel, le tribun louvaniste, remplit les fonctions de secrétaire de ce comité de défense improvisé.

D'autres préoccupations assaillent encore ces dévoués : sous prétexte de découvrir des armes, des malveillants entraient dans les maisons. Pletinckx rétablit l'ordre et fait appel aux bons sentiments du peuple ; résister à l'armée, d'une part, au pillage, de l'autre, voilà la tâche ardue de la dernière, en date, des autorités improvisées à Bruxelles⁵⁷ Le premier de ces devoirs était, le 23, à minuit, le plus impérieux : la marche en avant des troupes sur Bruxelles n'était plus qu'une question d'heures.

Très peu d'hommes sont prêts à les recevoir. Le corps de Niellon et Rodenbach s'est séparé⁵⁸ ; les volontaires liégeois ont perdu des leurs et sont à bout⁵⁹ ; les gardes bourgeois sont dégoûtés du service. Un auteur anonyme dit qu'il y avait 14 hommes au palais du roi, 6 aux États Généraux et 10 à chaque porte⁶⁰. La nuit, Pletinckx qui visite les postes vers deux heures du matin, trouve à la porte de Laeken un officier et 8 hommes, à la porte de Schaerbeek, un sergent et un caporal, à la porte de Louvain, un officier et 3 hommes et ces braves étaient abattus par la fatigue et surtout par le découragement de se voir dans un tel abandon. Tous se plaignaient de l'absence des chefs qu'ils avaient vus jusque-là à leur tête⁶¹.

Notes

[1](#) Le 15 septembre, aux États Généraux, le député Donker-Curtius propose qu'on nomme une commission de dix membres, cinq du Sud et cinq du Nord, pour délibérer et présenter, à l'assemblée, les mesures qui pourraient être prises, en rapport avec les attributions de la Chambre, pour ramener à l'ordre les habitants des villes, et rétablir l'autorité légale, tandis que le député Van Sytzama veut charger les ministres de faire un rapport sur les causes de l'insurrection et sur les moyens employés pour la combattre.

[2](#) *Le Belge*, 21 septembre. Le récit du *Courrier*, 21 sept., est identique. Il n'est pas resté de relation de participants à ces expéditions. Une lettre d'un membre de la légion liégeoise en garnison à Bruxelles, envoyée le 20 sept. à 4 h. du soir au *Politique* raconte ces expéditions, mais en intervertissant l'épisode de la diligence. Il nous dit que les patrouilleurs étaient des Liégeois : « deux compagnies des nôtres se dirigèrent, la nuit, en reconnaissance sur Vilvorde et Tervueren. » *Le Politique*, 22 septembre 1830.

Charlier dans ses mémoires fantaisistes, p. 18, raconte ainsi l'événement : « Vers 5 heures du soir, on apprit que l'armée hollandaise, concentrée à Vilvorde, se disposait à marcher sur Bruxelles ; on appela des hommes de bonne volonté pour aller faire une reconnaissance. 47 de nos volontaires sortirent des rangs et se formèrent en 2 détachements. L'un se dirigea sur les Deux-Fontaines, l'autre sur Tervueren. » Il exagère le danger couru : « Le premier détachement tira sur la sentinelle hollandaise, attaqua le poste avancé de l'ennemi ; mais n'étant pas en nombre suffisant, ce détachement dut se retirer et rentra en ville le 19 au matin. » Le récit de l'expédition de Tervueren concorde avec les autres sources. Mais il ajoute une troisième sortie faite sous le com-* mandement du capitaine Vandenstein par la Porte de Louvain, pour attaquer un escadron de cavalerie qui devait se trouver à Cortenberg. Pas la moindre rencontre ne se produisit.

[3](#) *Le Belge*, 21 sept. Nous suivons le récit de ce journal ; Rogier lui-même nous y invite : « La proclamation est lacérée, l'hôtel de ville envahi par les Liégeois, tambour battant. Ma harangue sur la place publique. Je distribue des fusils de la caserne Sainte-Élisabeth. Voir le récit du *Belge*. » DISCAILLES, op. cit., I, 207.

[4](#) LE CHARLIER, *Tableaux historiques*, 72. Voir aussi *Gedenkstukken, 1830-1840*, I, 62, Cartwright à Aberdeen.

[5](#) *Le Belge*, 21 septembre.

[6](#) BUFFIN, op. cit., 161. Staedtler à d'Arenberg : lettre du 20 au soir.

[7](#) *Bataille de Bruxelles*, 2^e époque de la Révolution, p. 10.

[8](#) M. R. A. 0.655 d. 6 : « Levae déclare que dans la nuit du 19 au 20 septembre, il a vu le baron Gérard Henri de Villers sur la place Saint-Michel, à la tête d'une colonne de quatre à cinq cents hommes du peuple qui venaient de désarmer quelques postes de la garde urbaine et dans laquelle il a maintenu le plus grand ordre pendant toute la nuit. » Déclaration du 12 décembre 1830.

[9](#) BUFFIN, op. cit. ; 162. Lettre de Staedtler du 20 septembre.

[10](#) Il convient de remarquer la parfaite bonne foi des « autorités bruxelloises ». « Ces armes n'appartenaient pas à la garde bourgeoise de Bruxelles ; elles y avaient été déposées par le propriétaire d'une de nos diligences qui les avait reçues de Paris pour les remettre à plusieurs particuliers de la ville et des environs. C'étaient des armes de luxe qui n'avaient aucun rapport avec l'armement des bourgeois, et les cocardes orange avaient été préparées pour le jour de l'entrée du prince, sans qu'on en eût cependant fait usage. » BUFFIN, *ibid.* D'après la relation de Parent, il y avait 6 caisses de fusils, 1 caisse de pistolets, 1 caisse de cocardes orange (*Relations des faits d'armes*, de PARENT, p. 4.)

D'après la brochure : *Bataille de Bruxelles*, 2^e ép. de la révolution, p. 10, on découvrit 5 à 600 fusils, mais dont près de 200 étaient à deux coups et à piston.

[11](#) BUFFIN, *op. cit.*, p. 161. Lettre de Staedtler du 20 septembre et mémoires Chazal. BUFFIN, *op. cit.*, I, 75-76.

[12](#) *Revue de Belgique*, 2^e s., XVIII, p. 388.

[13](#) Désarmement caractéristique du poste du Palais de Justice, NIELLON, *Histoire des événements militaires*, 21, et récit de Lambinon M. R. A. o. 147, dossier n° 1 ; Lambinon, dans une lettre à Jolly, du 2 novembre 1830, fait valoir les services qu'il a rendus.

[14](#) M. R. A., 0.147, dossier n° 4, attestation, sans date, de Gillain et *Esquisses historiques*. 213.

[15](#) « d'Hooghvorst à la tête de sa section, voyant comment j'avais contenu cette multitude, me chargea de garder les édifices et de me procurer des armes. Je rassemblai 100 fusils et obtins 500 florins de la Régence pour l'entretien des libérateurs de la Belgique. » M. R. A. 0.147, d. I, Requête de Lambinon.

[16](#) Nous avons vu aux *Archives générales du Royaume* les états des pillages commis à l'époque de la révolution : pas la moindre mention de dégât commis pendant les journées qui vont du 19 septembre au 22 septembre.

[17](#) *Courrier des Pays-Bas*, 21 sept. : « Le peuple n'a pris des fusils qu'à ceux qui ne se montraient pas très disposés à combattre l'ennemi du dehors. » *Le Belge*, 21 sept. : « On admire en ce moment la bonne discipline que conservent les nouvelles gardes de notre ville. Déjà beaucoup de nos braves bourgeois sont dans leurs rangs et nous ne pouvons trop engager les autres à suivre cet exemple. »

[18](#) NIELLON, *Histoire des événements militaires*, p. 19.

[19](#) BUFFIN, *op. cit.*, 164. Lettre de Staedtler, du 20 sept, au soir.

[20](#) *Esquisses historiques*, 214.

[21](#) DISCAILLES, *Charles Rogier*, I, p. 208. Ducpétiaux était aussi en tête de la colonne. *Gedenkstukken, 1830-1840*, I, 62.

[22](#) BUFFIN, *op. cit.*, 162. Staedtler, à d'Arenberg.

NIELLON, *Histoire des événements militaires*, 18, raconte aussi la séance.

[23](#) BUFFIN, *op. cit.*, p. 163 s. Staedtler à d'Arenberg, 20 septembre.

[24](#) *Esquisses historiques*, 218.

[25](#) BUFFIN, *op. cit.*, p. 165. Staedtler, lettre du 20 septembre : « Tous les bons citoyens à qui j'ai parlé aujourd'hui de cette révolution la désapprouvent. »

[26](#) *Tableaux historiques* (Le Charlier), p. 75 s. A noter que « vu l'état de tumulte de la ville », la Banque dut se résoudre à suspendre le remboursement des billets. *La Société Générale de Belgique*, 1822-1922, p. 32.

Le général Valazé ne juge pas autrement la situation : « Voici le commencement de la fin, d'une fin qui ne peut compromettre en rien la tranquillité de l'Europe. » Bruxelles, 21 septembre. *Gedenkstukken, 1830-1840*, II ; 22.

[27](#) *Le Belge*, 22 septembre.

[28](#) VAN DER MEERE, *Mémoires*, Bruxelles, 1880, p. 153.

[29](#) *Ibidem*.

[30](#) NIELLON, *Histoire des événements militaires*, pp. 24 à 28.

BUFFIN, *op. cit.*, t. I, p. 79-82 : récit fantaisiste de Chazal.

[31](#) *Le Belge*, 23 septembre.

[32](#) DE BAS, *Prins Frederic der Nederlanden*. Schiedam, 1913, IV, 406-407, note du prince Frédéric.

[33](#) Relation des faits d'armes de Parent, p. 5.

Le Belge, 23 septembre, *Le Courrier des Pays-Bas*, 23 septembre.

[34](#) *Bataille de Bruxelles*, 2^e ép. de la révolution, p. 17 : « L'aspect des postes pendant la nuit du 21 au 22 n'était pas rassurant. A peine 10 à 12 bourgeois armés se rendirent-ils à chaque corps de garde, fatiguée qu'était la population de la revue du matin et de l'alarme de l'après-midi. »

[35](#) DISCAILLES, *Charles Rogier*, I ; 209.

[36](#) *Bataille de Bruxelles*, 2^e ép. de la révolution, p. 16.

[37](#) NIELLON, *Histoire des événements militaires* ; 29.

[38](#) DE BAS, *Prins Frederic der Nederlanden*, IV ; 407.
BUFFIN, *Mémoires*, II, 39. Journal de Constant Rebecque.

CAPIAUMONT, *Souvenirs* ; 74. — LANDOLT, *Geschiedkundige herdenking aan het 25jarig bestaan der grenadiers en jagers* ; 24. — *Le Belge*, 27 sept. — *Le Courrier des Pays-Bas*, 24,

25 et 26 sept. — Lettre de Staedtler du 22 sept. — BUFFIN, *op. cit.*, p. 166. — *Gedenkstukken, 1830-1840* ; I, 65. Cartwright à Aberdeen.

Courrier des Pays-Bas, 24, 25 et 26 septembre.

[39](#) Lettre du 13 octobre de Lehon, au comte Van der Meere M. R. A. 0.396 d. I.

[40](#) Relation des faits d'armes de Parent, p. 5 ; 3 tués, 5 blessés à Dieghem. Lehon, dans sa lettre, dit qu'à Zellick il y eut 2 tués.

Les journaux ne donnent pas de précisions.

[41](#) BUFFIN, *Documents*, p. 167. Lettre de Staedtler du 22 septembre.

[42](#) Louis TENCÉ, *Récit exact des mauvais traitements éprouvés par les Belges et les Français faits prisonniers de guerre par les troupes du prince Frédéric, pendant les journées de sept. 1830*. Bruxelles 1830 ; 3 : « Après avoir monté la garde, rue de Berlaimont, au poste central de la 6^e section, le mercredi 22 septembre, je sortis de la ville, accompagné de M. Mary. »

[43](#) *Bataille de Bruxelles, 2^e époque*, p. 17 : « Mais les sections ne paraissaient plus disposées à les soutenir, comme la veille, soit qu'elles ne voulussent combattre que pour la défense de la ville, soit que l'absence de tout gouvernement les eût découragés. »

[44](#) *Gedenkstukken 1830-1840*, I, 65 : Cartwright.

Gedenkstukken 1830-181,0, II, 22 : Valazé à Molé.

[45](#) JUSTE, *Félix de Mérode*, pp. 49 et suiv.

[46](#) VAN DER MEERE, *Mémoires*, p. 155.

[47](#) *Mémoires Van der Smissen. Revue de Belgique, 2^e s., XVIII*, p ». 221.

[48](#) NIELLON, *Histoire des événements militaires* ; 30.

CHAZAL, *Mémoires*. — Buffin, *op. cit.*, I ; 94.

[49](#) *Le Franc Parleur*, 7 février 1834, n^o 38.

[50](#) *Gedenkstukken 1830-1840*, I ; 65. Cartwright à Aberdeen. *Gedenkstukken 1830-1840*, II ; 23. Valazé à Molé. L'auteur des *Esquisses historiques* se trompe lorsqu'il dit que la proclamation ne fut connue que le 23 septembre.

[51](#) Félix de Mérode a exposé son attitude dans une lettre au *Courrier des Pays-Bas* du 1^{er} octobre 1830. « La veille du jour où Bruxelles fut attaqué, je n'attendais aucune résistance utile et, persuadé qu'il n'existait plus de moyen actuel d'agir pour l'indépendance belge, je m'étais décidé à chercher un refuge sur le sol français. » — Un observateur impartial, Staedtler jugeait ainsi la situation : « Tout le monde cependant croyait que malgré les barricades sans nombre, élevées dans toutes les rues, la résistance serait vaine et que bientôt Bruxelles rentrerait sous le pouvoir du roi. » BUFFIN, *Documents*, p. 176. « Il y eut, le 22, une grande confusion dans la

ville, chacun croyait que tout était perdu, » lettre de Bruxelles au *Politique. Le Politique*, 28 septembre.

[52](#) BUFFIN, *Mémoires*, t. I, 319. Mémoires Pletinckx.

[53](#) BUFFIN, *op. cit.*, II ; 457 s. Pétition de Ducpétiaux à S. M. le Roi des Pays-Bas. — Anvers, prison civile, le 28 septembre 1830.

[54](#) BUFFIN, *op. cit.*, I ; 321.

[55](#) « Séance tenante, fut rédigée l'adresse au prince Frédéric, tendant à la retraite des troupes jusqu'à la solution de la grande question de la séparation. Elle fut confiée à MM. Ducpétiaux et Evrard qui s'étaient offerts pour la porter au prince et qui payèrent leur dévouement d'une détention injuste. » BUFFIN, *op. cit.* I ; 321. Mémoires Pletinckx.

[56](#) BUFFIN, *op. cit.*, II ; 459. Pétition de Ducpétiaux au roi, 28 sept. 1830. DE BAS, *Prins Frederic der Nederlanden*, IV ; 411 s., publie les notes de Ducpétiaux et Evrard, remises au major Ceva : « Les troupes se retireront à 4 lieues de distance de ma ville. Il sera fait demain une convention entre le prince Frédéric et une commission nommée par les notables de Bruxelles pour assurer l'entrée de Bruxelles à quelques troupes nationales, par exemple à la garnison qui occupait Bruxelles il y a un mois. Cette convention sera basée sur la nécessité de soulager le service des braves gardes bourgeois. Les gardes bourgeoises demeurent organisées et armées, elles pourront faire le service conjointement avec les troupes. La ville de Bruxelles continuera à jouir de tous les avantages dont elle jouissait auparavant. Toute la partie politique et la juste prétention des Bruxellois et des Belges seront confiées à la loyauté des députés. Les incendiaires et les pillards seront poursuivis. La garde bourgeoise a d'ailleurs déjà arrêté plusieurs d'entre eux. Liberté quant aux couleurs. Deux officiers de l'état-major général, Belges, si possible, viendront traiter de ces objets à Bruxelles. »

[57](#) BUFFIN, *op. cit.*, I ; 322 s. Proclamation de Pletinckx.

[58](#) BUFFIN, *op. cit.*, I ; 89. Mémoires Chazal.

[59](#) Les volontaires liégeois à Bruxelles étaient désespérés. Dans la nuit du 21 au 22, ils avaient quitté Bruxelles : « Lors de notre fuite, la nuit du 21 au 22, je fus du petit nombre de ceux qui demandaient de faire halte, ce fut sur ma proposition de rentrer seul en ville pour chercher des informations, que les deux tiers de nos deux compagnies se sont arrêtées à environ 2 lieues de la ville, pendant que l'autre partie que la peur dominait poursuivit son chemin sous les ordres de De Bosse et Danse. Je suis rentré et vous ai rejoint à l'heure fixée ; c'est à ma conduite que l'on doit notre rentrée immédiate à Bruxelles. » M. R. A. 0.22. Lettre de Lambinon à Rogier, 23 février 1831.

[60](#) *Bataille de Bruxelles*, 2^e époque, p. 23.

[61](#) BUFFIN, *op. cit.*, t. I ; 330.

Louis TENCÉ, *op. cit.* ; 7 : « Tout était calme, malgré que les hommes de garde fussent trop peu nombreux. »

Chapitre V

Les opérations militaires

Les effectifs des troupes. — Attaque principale, Porte de Schaerbeek. — Occupation du Parc et des boulevards. — Échec complet Porte de Laeken et Porte de Flandre. — Statu quo pendant 3 jours. — La retraite. — Les fautes commises : peu de jugement des généraux, manque d'ardeur des troupes. — L'indécision du prince Frédéric, qui hésite entre l'emploi exclusif de la force et des tentatives de conciliation.

Le roi, en conseil des ministres, a décidé de faire marcher les troupes sur Bruxelles¹. Le 20 septembre, les instructions royales parviennent au prince Frédéric, à Anvers. Ces instructions disent : « Il faut s'approcher de Bruxelles et chercher à s'en emparer, afin d'en expulser les bandes étrangères qui l'occupent et mettre fin à l'anarchie à laquelle elle est en proie². » Aussitôt, les troupes commencent leur mouvement pour se rapprocher de Bruxelles. Le 22 septembre, le prince et le chef de l'état-major général se préparent à faire leur entrée, le lendemain. Le prince réunit les généraux de brigade et leur donne ses instructions. L'attaque se fera par les quatre portes : le général-major de Favauge, avec 900 hommes, s'emparera de la Porte de Laeken ; le général-major Schuerman, avec 4.700 hommes, entrera en ville par la Porte de Schaerbeek et cherchera à s'emparer de la rue Royale et du Parc ; le général-major Post, à la tête de 2.500 hommes, occupera la Porte de Louvain, gagnera la Porte de Namur et de là, le Parc et la place Royale ; disposant de 800 hommes, le colonel van Balveren fera une démonstration sur la Porte de Flandre³.

Ces troupes sont les meilleures de l'armée royale. Les grenadiers et les chasseurs constituent des corps d'élite⁴. Le bataillon d'instruction comprend les meilleurs miliciens, belges et hollandais⁵ et Guillaume I^{er} a soin de choisir, comme divisions d'infanterie, des corps recrutés en Hollande ; la 5^e afdeeling à Gouda, la 9^e à Dordrecht, la 10^e à Hoorn ; seuls 293 hommes de la 2^e afdeeling qui est une division « liégeoise⁶ » participent aux opérations. L'artillerie et le génie sont en grande partie hollandais, tandis que la cavalerie est mixte.

Les escarmouches du 21 et du 22 septembre, qui ont eu tant de répercussion à Bruxelles, n'effarouchent nullement l'état-major. A 6 heures du matin, le 23, les troupes se mettent en marche. En tête de la colonne centrale, marche l'état-major. Le flank-bataillon des grenadiers constitue l'avant-garde ; 2 compagnies sont dispersées en tirailleurs ; 2 autres suivent comme soutien, appuyées par quelques dragons légers et la section de rijdende artillerie du lieutenant Princen. S'avance ensuite le 2^e bataillon de la 9^e afdeeling ; un peu en arrière, le colonel Klerk à la tête du 1^{er} et du 2^e bataillons des grenadiers. Le reste de la colonne suit⁷.

La plus grande confiance règne. Le bruit court que les Liégeois ont quitté la ville. La musique joue la marche de *La Muette de Portici*⁸. On passe les villages d'Evere et de Schaerbeek, sans rencontrer aucun ennemi, mais, « au débouché d'une maison du faubourg, les éclaireurs sont salués par une fusillade partant de la barricade dressée devant la grille, et des fenêtres des maisons du boulevard. Les éclaireurs s'étendent à droite et à gauche le long du fossé et dirigent un feu de tirailleurs pour répondre à l'ennemi. De Constant Rebecque fait avancer 2 canons de la batterie à cheval n° 2 (lieutenant Sodenkamp), qui battent la grille et la barricade de la porte de Schaerbeek. Après les premiers coups de canon, les « flankers » du capitaine Hardy, un Bruxellois, emporte la grille en renversant les chevaux de frise. A 8 heures 30 du matin, ces troupes ont pris pied sur le boulevard. Hardy et ses hommes se dirigent vers la gauche dans la

direction de la place d'Orange (place Madou). Le major Serraris, à la tête des deux autres compagnies du 3^e bataillon de grenadiers, les suit. Ils atteignent le Parc par des rues détournées. Le bataillon de la 9^e afdeeling, composé de jeunes miliciens à peine exercés et qui suit immédiatement le 3^e bataillon des grenadiers, est pris de panique. Malgré tous les efforts des officiers qui par leur exemple s'efforcent d'encourager leurs hommes, le bataillon refuse d'avancer. Le général Schuerman fait intervenir le 2^e bataillon. Le major Anthing saute de son cheval, se met à la tête de son bataillon, formé en colonne serrée et s'élanche dans la rue Royale, suivi à peu de distance par le 1^{er} bataillon. Les grenadiers, troupe d'élite, dévalent la rue sous un feu nourri qui tombe des maisons. Deux barricades, les arrêtent un instant, l'une à l'entrée de la rue, l'autre près de la rue de Louvain. Cette dernière provoque de l'hésitation. Anthing grimpe sur les pavés, sabre au poing, et hurle « Voorwaarts, grenadiers, voorwaarts ! wij moeten het park in. » Ses hommes repartent pleins d'ardeur, déchargent leurs armes sur les insurgés retranchés dans les maisons, brisent les portes, engagent des luttes à l'arme blanche. Rapidement le Parc est atteint, les deux palais occupés. Les couleurs orange flottent place des Palais. Les pertes sont assez fortes : la 1^{re} compagnie du 2^e bataillon est surtout affectée : une centaine de sous-officiers et de soldats sont hors de combat⁹.

Le colonel Klerck obéit aux ordres de Frédéric : se maintenir dans le Parc. Il place le 3^e bataillon de grenadiers dans les palais du roi et du prince Frédéric, une compagnie du 1^{er} bataillon dans le palais des Etats Généraux, et le reste dans l'allée centrale du Parc¹⁰. Une erreur inconcevable est commise à ce moment par le haut commandement¹¹ : les troupes négligent de s'emparer de la place Royale. Elle était alors quasi sans défenseurs ; 6 éclaireurs ennemis en avaient chassé une centaine de spectateurs¹² et les 3 canons qui s'y étaient trouvés, notamment celui de Charlier, avaient dû être retirés vers le Grand Sablon¹³.

Il y a un arrêt dans le déploiement des forces, qui va permettre à des hommes déterminés de s'embusquer sur la place Royale derrière le coin du café de l'Amitié et d'opposer alors, aux tentatives tardives de l'artillerie royale, une résistance victorieuse. « Les insurgés, revenus de leur première surprise, voyant que les troupes restaient inactives, reprirent courage, se logèrent dans les maisons et dirigèrent sur l'ennemi un feu meurtrier¹⁴. » Le major de Kraemer de Bichin fait avancer ses pièces rue Royale, à 150 pas de Belle-Vue ; le lieutenant Sodenkamp le rejoint avec sa pièce, mais les mutins, retranchés dans les maisons de la rue Royale et derrière la terrasse du café de l'Amitié, abattent presque tous les servants. Sur 18 hommes que comptait la section, 13 sont blessés, 9 chevaux de trait sont abattus, 2 autres blessés. Kraemer de Bichin est frappé mortellement et le lieutenant Sodenkamp doit se retirer¹⁵.

En ne pénétrant pas directement sur la place Royale, les troupes ont commis la faute irréparable. Tous les efforts faits, dans la suite, pour s'en emparer échoueront : l'ardeur, l'enthousiasme ont décuplé le nombre des insurgés. Une position, si simple à emporter le 23 septembre à 9 heures 30 du matin, a cessé de l'être, une heure après. Le colonel Klerck, qui a suivi docilement les ordres du généralissime, a accompli sa tâche à la lettre. Ce fut son erreur. Car il est incontestable que si les grenadiers avaient voulu pousser de l'avant, ils auraient réussi à bousculer les quelques défenseurs de la place Royale. La lutte avait été assez sérieuse rue Royale, mais une fois arrivées au Parc, les troupes avaient pu souffler. Aux portes seulement, la résistance avait été bien organisée et les bourgeois complètement désarmés et sans chefs avaient omis de mettre en état de défense et le Parc et la place Royale.

Le désir de Klerck de se fortifier dans le Parc et d'y attendre le gros des troupes le perdit. Il lui suffisait d'y laisser quelques détachements, de marcher de l'avant pour s'emparer de la position qui commandait le haut de la ville et qui rendait possible une incursion vers l'hôtel de ville, à

savoir la place Royale. Le gros des troupes ne devait pas tarder à le rejoindre, car l'attaque par la Porte de Louvain avait remporté un plein succès.

Le 2^e bataillon de chasseurs, autre régiment d'élite, forme l'avant-garde de la colonne de gauche. La 1^{re} compagnie, commandée par les premiers lieutenants Capiaumont et Damman, se répand en tirailleur à droite et à gauche de la chaussée de Louvain ; les 3 autres compagnies, le bataillon d'instruction et le 3^e bataillon de la 5^e afdeeling, les régiments de cuirassiers n^o 3 et n^o 9 suivent dans l'ordre. Saint-Josse-ten-Noode est traversé sans la moindre difficulté ; à peine quelques coups de feu à mesure qu'on approche de la ville. La grille en fer de la Porte de Louvain est brisée et les chasseurs prennent pied sur le boulevard. Une partie se dirige vers la Porte de Schaerbeek, une autre, vers la Porte de Namur¹⁶.

Le but des premiers est de se joindre aux grenadiers de Serraris et de Hardy et de nettoyer toutes les rues, à gauche de la rue Royale. Les efforts de ces braves sont vains : les chasseurs s'emparent de la place d'Orange, s'avancent dans la rue Notre-Dame-aux-Neiges, quand une barricade dressée à la bifurcation des rues Notre-Dame-aux-Neiges et de l'Abricot les arrête, et ils s'en vont rejoindre le gros du bataillon, Porte de Namur. Le bataillon d'instruction veut rétablir les communications avec la Porte de Schaerbeek, mais la fusillade violente qui les accueille, à hauteur de l'Observatoire, les force à se diriger par les boulevards, vers le palais du prince d'Orange. Quant aux fantassins de la 5^e afdeeling, ils occupent la Porte de Namur et se répandent dans le faubourg d'Ixelles. Les lanciers et les cuirassiers sont sur les boulevards. Les tirailleurs qui garnissent les maisons du boulevard de Waterloo soutenus par 2 pièces de canon arrêtent la marche en avant de la colonne Post. Il paraît bien d'ailleurs que cette colonne n'a guère tenté de s'avancer vers la porte de Hal. Le lieutenant Voet avec sa batterie, et plus tard une charge de lanciers, dirigée par le maître de cavalerie Eschweiler, les deuxièmes lieutenants Van Capellen, de Bellefroid, van Bijlandt, réduiront au silence les deux canons ennemis¹⁷.

En somme ces deux attaques principales n'ont pas donné les résultats escomptés. Une résistance, à laquelle on ne s'attendait guère, a fait des victimes et les objectifs projetés sont loin d'avoir été atteints ; entre la rue Royale et les boulevards règnent en maîtres les insurgés. Rue de Louvain, ils ont fait prisonniers 150 grenadiers¹⁸ et, rue Royale, ils ont redressé la barricade du Treurenberg, coupant les communications directes entre le Parc et la Porte de Schaerbeek. Ces avantages obtenus vers 10 heures du matin révèlent incontestablement une ardeur peu commune chez les révolutionnaires, mais aussi des erreurs grossières chez les chefs et de bien piètres qualités chez certains soldats. Les grenadiers et une batterie d'artillerie dévalent la rue Royale ; la 10^e afdeeling les imite, puis on laisse le temps aux rebelles de se regrouper et de redresser la barricade du Treurenberg, et on envoie à l'assaut la 9^e afdeeling qui, ainsi que nous l'avons vu, manque de bravoure.

Dans le bas de la ville, les résultats n'étaient guère plus brillants. L'affaire de la Porte de Flandre est connue de tous. Pour les Belges, elle est restée un des épisodes les plus glorieux de la révolution, parce que, avec des moyens de fortune assez bizarres, les commères du quartier, aidées de quelques bourgeois, ont fait subir aux hussards hollandais une cuisante défaite. La gravité de la déroute, les Hollandais ont voulu l'atténuer en accusant les mutins de trahison, de perfidie. Aussi, très tôt la controverse s'est emparée de cet épisode singulier, dont il nous faut bien dès lors retracer les péripéties. Huit cents hommes avaient été dirigés sur cette porte ;

l'ordre de marche suivant avait été adopté : un peloton de hussards, un bataillon de la 5^e afdeeling, puis, à une certaine distance, les trois escadrons de hussards.

A la porte de Flandre, les troupes reçoivent un excellent accueil de la part des quelques bourgeois qui gardent l'entrée de la ville, et qui jugent toute résistance impossible. Les bourgeois renversent, volontairement, une barricade et distribuent de la bière aux soldats¹⁹. Dès lors, Van Balveren pousse ses troupes dans la rue de Flandre, vers le marché aux Porcs, sans crainte aucune et sans prendre de précaution. Marché aux Porcs, une barricade, qui s'étend du coin de cette place jusqu'à la rue Rempart des Moines, les arrête. Une trentaine de bourgeois sont massés derrière et une discussion s'engage entre ceux-ci et les chefs hollandais. Van Balveren, qui a reçu l'ordre de faire une simple démonstration, décide la retraite²⁰. Alors les bourgeois font feu ; à leurs salves répond immédiatement la fusillade des réguliers, fusillade inefficace, car la présence du peloton des hussards en avant de l'infanterie force les fantassins à tirer trop haut. Les habitants de ce quartier populaire, qui n'avaient, certainement, laissé entrer les troupes qu'à leur corps défendant, et qui avaient garni leurs maisons de pavés et autres projectiles, lancent sur la troupe, pavés, poêles, bouteilles, casseroles, seaux d'eau de cuisine et le reste. Van Balveren conserve son calme. Il fait se retirer la cavalerie pour permettre à l'infanterie de manœuvrer plus aisément. Mais l'infanterie est prise de panique ; les soldats jettent leurs fusils, s'enfuient dans les rues transversales. Les hussards s'affolent également, renversent leurs camarades. C'est la débandade complète, la déroute ; les troupes ne purent être regroupées qu'à 5 km. de Bruxelles !

Les troupes royales ont perdu 100 hommes, sans compter les fuyards, 14 chevaux, beaucoup de prisonniers, dont le lieutenant-colonel Schenofsky et le major des hussards Van Borselen conduits à l'amigo²¹.

Au même moment, à la Porte de Laeken, les Hollandais subissent un échec aussi net. La colonne parvient, sans coup férir, jusqu'auprès de la porte. Les trois grilles qui ferment les arcades sont renforcées par des pièces de bois. Les troupes s'emparent d'une grille latérale, malgré le feu des tirailleurs qui occupent les maisons. L'artillerie du premier lieutenant Van Dassel détruit la grande porte. Les jeunes soldats de la 9^e afdeeling pénètrent en ville et font déguerpir les mutins des premières maisons, mais les miliciens dont l'ardeur est décidément vite brisée s'arrêtent²².

Aussi, de Favauge, jugeant la résistance trop acharnée pour le nombre de soldats dont il dispose, décide de ne pas pousser l'attaque à fond, retire ses troupes à l'extérieur des portes et il perd là des heures sous un feu meurtrier. L'après-midi, il repasse le pont de Laeken et bivouaque le long du canal de Willebroek jusqu'au 29 septembre, son avant-garde étant placée en tête du pont de Laeken. La colonne de Favauge avait perdu 4 officiers, 30 hommes, 10 chevaux, sans avoir atteint son objectif.

Les deux attaques faites par le bas de la ville pour prendre les insurgés à revers ont totalement échoué : ceux-ci ont les mains libres de ce côté et peuvent sans crainte courir vers le haut de la ville, véritable théâtre du combat. Le 23 septembre à midi, nous l'avons dit, les Hollandais sont maîtres de la place d'Orange, des palais royaux, du palais des Etats Généraux, du Parc, des boulevards depuis la Porte de Schaerbeek jusqu'à la Porte de Namur. La rue de Louvain, la rue Notre-Dame-aux-Neiges, la place de Louvain et une grande partie de la rue Neuve Royale sont aux mains des rebelles²³.

Les positions sont prises, elles ne se modifieront plus guère les jours suivants. La lutte consiste simplement à s'emparer de maisons, de parties de rues. D'avantage décisif, il est difficile maintenant aux troupes d'en obtenir, car la résistance s'organise petit à petit chez l'adversaire. Les seules opérations réellement importantes sont celles qui ont pour but la prise de la place Royale.

Les efforts de Krahmer de Bichin et Sodenkamp, du côté de la rue Royale, nous l'avons vu, sont stériles ; ceux du major Nepveu par la rue de Namur ne rencontrent pas plus de succès. A midi, le major de l'état-major général Nepveu projette une offensive sévère par la rue de Namur²⁴ et de réduire au silence le feu de l'ennemi. Puis, à la tête du bataillon d'instruction, il escalade la barricade, pénètre dans les maisons de la rue, les purge de leurs défenseurs, arrive à hauteur de la rue Bréderode, mais là, s'arrête. La fusillade est trop vive et force est à Nepveu de renoncer à son projet²⁵.

Pendant que le bataillon d'instruction nettoyait la rue de Namur, le 3^e bataillon de chasseurs en faisait autant rue Verte et rue Bréderode. Son échec ne rebute pas le très actif major ; il sait très bien que la place Royale est le centre de la résistance. Aussi fait-il appel à des volontaires, parmi les troupes du Parc, pour prendre à revers les défenseurs de la place Royale. Le plan est simple : par les caves du palais royal, déboucher à côté de Saint-Jacques sur Coudenberg avec une cinquantaine d'hommes ; ce serait le signal de l'attaque pour les troupes restées dans le Parc ; à 4 h. 30, il s'en va avec ses volontaires, s'empare d'une grande partie de la Petite Belle-Vue et de la maison Couteaux, débouche par le Borgendael sur la place ; mais les grenadiers qui devaient attaquer de front, bien que soutenus par l'artillerie du premier lieutenant de Constant, sont arrêtés par le feu violent partant des maisons²⁶.

Si Nepveu avait attaqué avec un détachement plus nombreux par le Borgendael, il aurait sans doute réussi à s'emparer de l'hôtel de Flandre et de l'église Saint-Jacques et finalement de la place entière, mais il ne comptait que faire diversion, et il passa le reste de la journée à tirer de la maison Couteaux. Jusqu'à la nuit, le feu continue dans le haut de la ville, sans amener grand changement dans les positions respectives des belligérants. Le bilan de la journée indique, à l'actif des insurgés, un sérieux appoint. Comme nous aurons l'occasion de le montrer plus tard, leur situation était loin, très loin d'être brillante, le 23 septembre, jour de l'attaque, mais le seul fait d'avoir résisté à l'entrée des troupes, et en maints endroits superbement, justifie pleinement l'opinion du chef de l'état-major de Constant Rebecque qui écrit dans son journal, le 23 septembre : « L'affaire était manquée. Nous n'occupons le haut de la ville que d'une manière imparfaite et nos troupes sont trop peu nombreuses et trop inexpérimentées pour des opérations de vive force et pour se retrancher²⁷. »

Quelle va donc être la tactique de l'armée dans les journées qui vont suivre ? Le chef de l'état-major lui-même nous le dira :

« Comme l'ennemi ne se bat qu'à couvert et ne se risque pas en ligne, nous pouvons conserver ce que nous avons, faire des progrès, laisser les assaillants par notre persévérance et obtenir par des négociations la cessation des hostilités et l'occupation du reste de la ville. »

On se prépare donc à une lutte d'attente ; après trois jours, elle se terminera par une victoire des insurgés. Le plus tenace a gagné la partie. Une fois de Rebecque parti à La Haye le 25, l'état-major donnera l'ordre de retraite. Dès le 23 septembre, cette décision était préconisée ; de Rebecque la combat déjà alors, en déclarant que l'abandon de la ville sera suivi de la perte

de tout le Midi et assurera le succès de la révolution. Ses adversaires du haut commandement finirent par avoir raison. Les combats des journées du 24, 25 et 26 septembre ne présentent, du point de vue militaire, qu'un intérêt secondaire : ce ne sont que fusillades continuelles, prise et reprise de maisons.

Le 23 au soir, le feu a cessé et les grenadiers se sont retirés dans les palais. Dans le Parc, on a laissé quelques détachements ; les chasseurs et le bataillon d'instruction ont passé la nuit dans le palais du prince d'Orange²⁸. Au matin du 24, on reprend les positions de la veille, et, comme on n'a aucun renfort, on se borne à la défense du Parc. Rue Verte et rue de Namur, on lutte pour la possession de maisons, et le feu ne cesse pas de toute la journée. A la tombée du jour, on regagne les palais. Le 25, pas de changement ; la troupe est toujours forcée de rester sur la défensive. Les attaques des insurgés, renforcés par les volontaires wallons, se font plus pressantes. A midi, une pluie serrée rend inutilisables les fusils et ralentit le combat. Le 26, la fusillade atteint le maximum d'intensité. On s'apprêtait à reprendre le combat, lorsqu'arriva l'ordre de retraite²⁹. Les positions, pendant les quatre journées, ne s'étaient guère modifiées. Dès qu'ils s'étaient terrés dans le Parc, les grenadiers avaient perdu la partie. Le 23, ils avaient pris position dans plusieurs maisons qui bordent les Escaliers de la Bibliothèque. Ils s'y renforcent, le 24 et le 25, mais le 26, ils en sont délogés et ainsi toute la rue Royale est aux mains des rebelles.

L'artillerie, pendant ces quatre journées, a été trop négligée. Elle n'est pourtant pas à dédaigner. Elle comprend les batteries d'artillerie montée n° 1 (123 hommes), n° 2 (120 hommes), n° 3 (119 hommes)³⁰. Le premier jour, elle rend des services précieux à la Porte de Schaerbeek, et, si l'on avait donné quelque appui à Krahmer de Bichin, on aurait pu pénétrer place Royale. Son rôle n'est évidemment pas de bombarder la ville ; aussi bien, on ne dispose pas des pièces nécessaires à une telle besogne. Il s'agit de soutenir l'infanterie. Dans le Parc, on place quelques pièces qui font de la très utile besogne ; Belle-Vue et le café de l'Amitié constituent l'objectif principal. La première batterie, le 23³¹, la troisième, les 24 et 25³², la deuxième, le 26³³, ont tiré sur la barricade au débouché de la place Royale et sur les maisons de la rue Royale. A la Porte de Schaerbeek, le 23 septembre, la section du premier-lieutenant Van Raden et celle du premier-lieutenant Tindal, (deuxième batterie³⁴), les 24 et 25 la section de Limburg-Stirum³⁵, le 26 celle de Constant Rebecque (première batterie) balayent la rue Royale et la rue de Schaerbeek³⁶.

Enfin, à différents points stratégiques, on a placé quelques pièces qui veillent surtout sur les boulevards à maintenir les communications entre les différents corps.

Après quatre journées de combat, il n'y avait de changé que le moral des combattants : les troupes étaient à bout ; les insurgés, de plus en plus nombreux, étaient sûrs de la victoire. L'état-major décida dès lors la retraite.

Des fautes ont-elles été commises pour qu'une opération militaire dont le succès paraissait certain ait échoué lamentablement ? L'imprévoyance du prince Frédéric, l'impéritie des généraux, les mauvaises dispositions des régiments de milice ont amené un désastre.

Le prince Frédéric, commandant suprême de l'expédition, n'a pas prévu de résistance sérieuse. A ses yeux il ne s'agissait nullement d'une attaque en règle, du siège d'une ville. Les escarmouches des 21 et 22 septembre l'ont renseigné sur le petit nombre de combattants actifs. Des bourgeois de Bruxelles lui ont assuré une coopération effective³⁷. Tout fait prévoir une promenade militaire.

Néanmoins la prudence a guidé la marche des troupes : on a mis en tête les bataillons d'élite, les grenadiers, les chasseurs. Tous les projets sont déjoués : les quelques centaines de défenseurs retranchés dans les maisons ou derrière les barricades n'ont pas été réduits au silence. Les troupes ont manqué d'audace, n'ont pas poussé à fond l'attaque : alors que la place Royale était ouverte, elles ont préféré se jeter dans le Parc ; des charges à la baïonnette et de la décision dans les rues transversales à la rue Royale auraient fait taire le feu de quelques enrégés. On a tardé à mener énergiquement une charge en règle et on a permis ainsi à bien des Bruxellois, inquiets, terrés dans leurs caves jusqu'à 10 heures du matin, de s'avancer sur les lieux du combat.

Si le courage déployé par les soldats manqua d'ardeur et d'élan, les chefs, eux, se montrèrent incapables. La guerre de rues est, dit-on, toujours difficile à conduire. Ce n'est qu'une excuse. Pendant cette matinée du 23 septembre, ces chefs perdent du temps à des mouvements de cavalerie sur les boulevards, à des déplacements de batteries. Ils font parader les troupes³⁸, mais pas la moindre attaque sérieuse, bien ordonnée sur des points essentiels, comme la place Royale ou les rues transversales à la rue Royale. Les grenadiers ont occupé le Parc, mais ils ont négligé de s'emparer des maisons donnant sur celui-ci. Vraiment, la résistance rencontrée aux portes a refroidi le bel optimisme du matin.

A une confiance peut-être exagérée a succédé une prudence folle qui est bien de la peur. C'est elle qui arrête les troupes dans leur marche en avant. Elles ont peur des traquenards, personne n'ose s'aventurer dans les rues étroites. Personne n'ose descendre vers l'hôtel de ville. Agir avec rigueur, c'eût été la victoire certaine, mais les ordres d'attaque ne sont plus donnés. Dès le matin du 23 septembre, on peut dire que les troupes sont confinées dans la défensive. C'est d'ailleurs une position voulue.

Le prince Frédéric se rend bien compte qu'avec les forces dont il dispose et en raison de la couardise réelle des miliciens, il lui faudrait recourir à des moyens qu'un prince royal ne peut décemment employer pour amener la soumission des rebelles³⁹.

La violence n'a pas donné les résultats escomptés ; on a recours à la douceur. Le prince va s'efforcer d'obtenir par des négociations ce qu'il n'a pu conquérir par les armes. Le 23 septembre, dans l'après-midi, il envoie de Gumoëns, lieutenant-colonel de l'état-major général, pour essayer de trouver quelque chef ou quelque autorité et de les amener à discuter avec lui. De Gumoëns est maltraité par des énergumènes, conduit à la caserne des Pompiers, où quelques personnes, munies du pouvoir que donne le prestige et le rang, et parmi lesquelles Mellinet, le D^r Feigneaux, l'officier des Liégeois, Pourbaix, lui font bon accueil. Une première ambassade est envoyée au prince, mais elle est reçue place Royale par une fusillade en règle. Aussi rebrousse-t-elle chemin⁴⁰. De Gumoëns écrit alors au prince ; il lui expose l'état des esprits et le seul moyen d'arrêter le combat : « Plusieurs personnes dont la plupart ont été chefs de section de la garde urbaine... ont confirmé ce que j'ai observé et éprouvé moi-même, c'est-à-dire que l'animosité du peuple est très grande, et que le parti est pris de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Elles croient que le seul moyen de faire cesser l'effusion de sang, de prévenir la dévastation de la ville de Bruxelles, qui affligerait Votre Altesse Royale et qu'elle désirait de prévenir en m'y envoyant, en un mot de faire cesser les hostilités, était de faire évacuer la ville par les troupes...⁴¹. »

Le prince répond par une proclamation. C'est le témoignage le plus frappant des sentiments qui animent le commandant en chef et du but qu'il poursuit : « J'étais venu, par l'ordre du Roi, vous apporter les nouvelles de paix et pour rendre à cette résidence l'ordre légal, qui seul peut

arrêter le torrent des maux auxquels elle est en proie. Je m'étais attendu à votre sincère coopération, pour un but si éminemment favorable à tous vos intérêts. La journée qui vient de se terminer a vu des scènes déplorables qui navrent mon cœur ; cependant il vous est encore ouvert. Concourez avec moi au rétablissement de l'ordre et de la paix ; que la garde urbaine, immédiatement réorganisée, reprenne ses armes et fasse le service de la ville, de concert avec les troupes nationales ; que vos autorités légales resaisissent le pouvoir nécessaire à l'exécution des lois et alors, je m'engage à faire étendre sur les événements de ce jour, l'entier et généreux oubli d'un monarque qui ne veut que votre bonheur à tous et qui s'en occupe, dans ce moment, de concert avec les États Généraux⁴². »

Les propositions princières étaient, évidemment, inacceptables pour les rebelles, qui, depuis 12 heures, se défendaient avec acharnement. Les quelques notables, réunis d'abord à la caserne des Pompiers, ensuite à l'hôtel de ville, envoient toutefois d'Hooghvorst, le baron de Coppin, l'avocat Delfosse, accompagnés de deux « aides de camp », J. Palmaert et Debremaker, à Schaerbeek. La retraite des troupes est la condition *sine qua non* d'un arrangement⁴³. L'accord était donc bien difficile à réaliser.

Il n'empêche que le prince fut sur le point de céder⁴⁴ mais son chef d'état-major de Constant lui représenta alors les conséquences déplorables d'une telle reculade ; le prince déclara qu'il ne pouvait quitter la ville sans l'ordre de son père et les négociations furent rompues⁴⁵.

Le prince revint à la charge les jours suivants. Réduire les rebelles par la douceur, quitte à faire quelques concessions, valait infiniment mieux que de réduire en cendres la capitale du royaume. Et puis, une répression terrible destinée à rétablir le succès d'une expédition mal commencée, écraser la canaille, comme disait de Constant, n'aurait donné que de médiocres résultats. Une victoire obtenue dans des flots de sang aurait été précaire. Toujours, il y aurait eu, entre la dynastie et ses sujets, le souvenir de dévastations terribles et de crimes atroces. La conciliation était dès lors de bonne politique.

Le 24 septembre, dans l'après-midi, convaincu de l'influence profonde du clergé sur la masse, il envoie « le curé de Laeken, muni d'une grande croix et d'une proclamation des plus conciliante pour essayer d'obtenir la cessation des combats, mais il n'est point écouté⁴⁶ ».

Dans la nuit du 24 au 25 septembre, cinq bourgeois, parmi lesquels, MM. d'Hooghvorst, Delfosse et le chef liégeois Pourbaix (de Rebecque écrit Pourbet) se rendent au quartier général du prince. Après de longues discussions, le prince signe une pièce suivant laquelle nos troupes resteront dans le haut de la ville, les bandes liégeoises retourneront à Liège, il y aura cessation d'hostilités et amnistie complète⁴⁷ ». Ce nouvel effort a été inutile, la députation, à son retour en ville, n'a été écoutée de personne. Cela se conçoit : l'entrée des troupes avait provoqué la résistance désespérée des insurgés, la retraite seule de l'armée pouvait les amener à composition.

Malgré ces échecs successifs, le prince Frédéric tente encore deux fois, le 25 septembre, d'obtenir une suspension des hostilités.

Le lieutenant en second, adjudant-major H. de Ravenne, est désigné pour porter au gouvernement provisoire les propositions princières. « Malgré sa qualité de parlementaire, de Ravenne est maltraité par la populace ; sous la protection de quelques bourgeois, il est conduit à l'hôtel de ville où il remet la dépêche dont il ignorait le contenu. » C'était une invitation au baron d'Hooghvorst à venir s'entretenir avec lui : « Son Altesse Royale Mgr le prince Frédéric

des Pays-Bas invite M. le Baron d'Hooghvorst de se rendre auprès de lui, afin d'aviser ensemble aux moyens de rétablir la paix et la tranquillité dans la ville, il engage sa parole d'honneur qu'il ne sera porté aucune atteinte à la sûreté et la liberté de M. d'Hooghvorst⁴⁸. » Rogier s'oppose au départ d'Hooghvorst et la commission administrative adresse au prince une réponse énergique :

« Les habitants de Bruxelles et les étrangers qui s'y sont réunis, pour la défense de la liberté, ne réclament point de pardon. Ils ne peuvent donc accepter les conditions de son Altesse Royale. Le Peuple armé n'attend qu'un mot pour recommencer les hostilités, avec une énergie nouvelle et, dans les dispositions où il se trouve, nul ne peut se flatter de réprimer, une heure seulement, sa soif de vengeance. »

De nouveaux renforts approchent, le sang va de nouveau couler. Il dépend de son Altesse Royale d'en éviter l'effusion, si fatale à sa population et à la dynastie des Nassau, en retirant immédiatement les troupes à un rayon de *huit lieues*. Telles seraient les premières bases de tout arrangement ultérieur.

» Baron VAN DER LINDEN D'HOOGHVORST⁴⁹.

» Ch. ROGIER.

» JOLLY⁵⁰. »

Miracle ! Le prince Frédéric s'incline devant une telle sommation et il envoie à l'hôtel de ville un billet ainsi conçu :

« Son Altesse Royale le prince Frédéric des Pays-Bas consent à retirer les troupes hors de la ville, à condition que les hostilités cessent de suite et que l'on s'adresse à son Altesse Royale, pour concerter avec elle sur les moyens à prendre pour rétablir l'ordre et la tranquillité.

» A la Porte de Schaerbeek, le 25 septembre 1830.

FRÉDÉRIC DES PAYS-BAS⁵¹ »

La commission administrative lui répond :

« Prince ! Le sang du peuple versé et l'incendie d'une partie de la ville ont rendu aujourd'hui tout traité bien difficile. L'exaspération de tous les esprits est telle en ce moment que nous ne pouvons répondre, que, ce qui serait convenu par nous, serait l'expression de la volonté générale. Toutefois, l'éloignement immédiat des troupes parviendrait peut-être à arrêter le massacre des soldats et à sauver la dynastie.

» Bruxelles, 25 septembre 1830.

» Ch. ROGIER, Président. Baron VAN DER LINDEN D'HOOGHVORST. JOLLY. F. DE COPPIN, secrétaire, NICOLAY, secrétaire⁵². »

Le ton de cette réponse se comprend assez. Les progrès réalisés par les insurgés en trois jours sont indéniables. La troupe est enfermée dans le Parc. Des volontaires accourent en masse des campagnes, du Brabant wallon, du Hainaut. Une commission administrative, qui va bientôt

devenir un gouvernement provisoire, fonctionne. Un état-major dirige les opérations militaires. De capitulation de la part des rebelles, il en est moins que jamais question.

Le prince Frédéric le comprend bien. Aussi change-t-il de tactique. Il suit les suggestions de son chef d'état-major et se décide à prendre des mesures énergiques. C'est bien à contre-cœur, car il n'est nullement partisan de la violence ; plus les dévastations s'amoncellent, moins grandes seront les chances pour la dynastie de se concilier dans la suite la faveur des Belges. Il est d'ailleurs abattu, le moral chez lui est très affecté. Pour l'instant, le 26 au matin, il laisse pleine liberté au chef de l'état-major. Ce dernier, partisan de la manière forte, dépêche le lieutenant de Nieuland vers le général Cort-Heiligers, qui coupe les communications entre Bruxelles et Liège, avec ordre de s'avancer avec 7 bataillons d'infanterie, 1 batterie à pied et le régiment de dragons n° 5. de Constant se plaint depuis huit jours de la médiocrité et surtout de la prudence excessive des généraux. Aussi envoie-t-il von Gagern à Gand ; il doit en ramener le duc Bernard de Saxe-Weimar, que le prince charge du commandement de l'infanterie en remplacement du général Schuerman⁵³.

Depuis le début de l'opération, la coordination des mouvements entre les différents chefs militaires a laissé beaucoup à désirer : de Constant qui n'a rien perdu de son calme ni de sa décision, et qui veut un redressement complet, ordonne au colonel Van Balveren, oublié à Assche depuis la triste affaire de la rue de Flandre, d'envoyer un détachement de cavalerie pour intercepter la communication entre Bruxelles et Ath.

Enfin, il signe un ordre du jour aux troupes retranchées dans Bruxelles, un ordre du jour dans lequel le prince les encourage et leur annonce du secours et les mesures prises pour tenir encore quelques jours⁵⁴. Les décisions énergiques du chef de l'état-major n'ont certes pas contenté tout le monde. Les généraux n'ont pas manqué de représenter au prince les dangers du recours à la violence, pour soumettre une ville qu'ils jugent imprenable⁵⁵. Dans son indécision et devant les objections de ses généraux, le prince n'a plus que la ressource ou de suivre de Constant ou de le sacrifier aux craintes des généraux. C'est à cette seconde solution que le prince se résigna pour des raisons précieuses que de Constant lui-même nous a données. « Le prince désirant faire promptement connaître au roi sa situation et avoir son approbation sur les mesures prises, et ma blessure s'étant extrêmement enflammée par le manque de repos et de soins, il veut que je me rende de suite à La Haye avec ses commissions pour le roi et que j'y reste pour m'y faire guérir⁵⁶. »

Une fois de Rebecque parti, la retraite n'était plus qu'une question d'heures. Déjà, avant de repartir pour Gand, von Gagern s'était rendu compte, à la physionomie du général Trip et du majorp Nepveu, qu'après le départ du général de Constant Rebecque, personne n'insisterait plus auprès du prince pour rester à Bruxelles⁵⁷.

L'ordre de retraite fut donné le 26 septembre, très tard dans la soirée. Cette retraite était inévitable ; si on n'était pas décidé à recourir au bombardement, si on continuait à rester sur la défensive, la position des troupes devenait intenable. Le progrès des insurgés était manifeste : le nombre des volontaires augmentait sans cesse ; ils s'emparaient de toutes les maisons donnant sur le Parc et tournaient les troupes au point que la retraite pouvait devenir impossible⁵⁸. Attendre sous un feu de plus en plus nourri le renfort de Cort-Heiligers, de ce général dont on était d'ailleurs sans nouvelles, avec des troupes découragées, terrées depuis quatre jours sous la pluie, était bien difficile⁵⁹. Il aurait fallu des chefs hardis, énergiques, des entraîneurs d'hommes pour obtenir un tel résultat. D'ailleurs, la désertion commençait à faire des ravages. Jusqu'ici les soldats belges, mal renseignés sur la nature des services qu'on leur

réclamait, s'étaient bien battus. Ils étaient convaincus qu'il ne s'agissait pas de mater une révolution, mais bien de rétablir l'ordre dans Bruxelles. Mais, petit à petit, le mouvement révolutionnaire s'était amplifié ; il avait pris une autre allure. La résistance farouche de quelques bourgeois, aidés de Liégeois et de gens du peuple, avait gagné toutes les classes de la population bruxelloise. La nation entière se soulevait. Bien des militaires belges se sentirent tiraillés entre leur serment et leur amour de la patrie. La plupart firent entendre au haut commandement des desiderata.

Le 25 septembre déjà, des officiers veulent aller trouver le prince pour lui déclarer « qu'ils ne voulaient pas être spectateurs de la destruction de leur ville natale ». Le 26 septembre, les officiers belges des différents corps étaient gagnés sinon à la rébellion, du moins au refus formel de laisser bombarder la ville. Les officiers des cuirassiers firent savoir au prince qu'en cas d'attaque ils mettraient bas les armes⁶⁰. La retraite devenait inévitable.

A 3 heures 30 du matin, le mouvement de retraite commença, favorisé par un brouillard épais. Il se fit par la Porte de Louvain et dans un excellent ordre. L'arrière-garde, formée d'un bataillon de la 10^e afdeeling d'infanterie, de la 1^{re} compagnie du 3^e bataillon des grenadiers et de la section d'artillerie du lieutenant de Constant Rebecque, sortit de la ville sans être inquiétée⁶¹. Les insurgés ne s'aperçurent en effet de la disparition des troupes que le 27, vers 5 heures du matin.

L'armée reprit les positions abandonnées le 23 septembre, au matin, entre Dieghem et Schaerbeek, la droite appuyée sur Haren, la gauche sur Nossegheem⁶². Le bataillon d'instruction se retira jusqu'au Sas du Campenhout. L'artillerie se replia sur Malines, sauf la section du lieutenant Gorkum qui resta à Dieghem⁶³.

Les troupes fatiguées, découragées, minées par l'esprit insurrectionnel, n'étaient plus capables de tenter une nouvelle opération sur Bruxelles, fût-ce même avec l'appui de Cort-Heiligers. Un seul parti restait au prince Frédéric : se replier sur Anvers, ce qu'il fit, harcelé constamment par des volontaires.

Alors s'ouvrit la seconde phase des combats. La campagne d'octobre, dont nous ne devons pas faire le récit, a un caractère bien différent des combats des quatre journées. Le mouvement révolutionnaire est devenu unanime, en surface et en profondeur. C'est toute la Belgique qui se soulève : les forteresses tombent les unes après les autres, l'armée se désagrège rapidement, c'est la débandade générale. Quelques milliers de volontaires farouches et décidés remportent des victoires éclatantes sur un ennemi épuisé. Après le bombardement d'Anvers, la Belgique est perdue définitivement pour la maison d'Orange.

Au terme de l'exposé des événements militaires qui ont rempli les journées de septembre, il nous faut rechercher les causes de l'échec des projets hollandais.

A la réflexion, l'état-major et les généraux ont commis des erreurs grossières. Elles proviennent de divergences de vues au sein même du haut commandement. Le but de l'expédition était de dompter, par un coup de main, la résistance que quelques bandes d'étrangers et de volontaires

pouvaient opposer à l'entrée des troupes et d'établir ensuite dans la ville une garnison capable, de concert avec la garde bourgeoise, d'y maintenir le bon ordre et la sécurité.

L'impossibilité de mater les rebelles, dès le début de l'attaque, modifia complètement l'allure de l'opération, et dès lors se manifesta dans le haut personnel militaire des divergences profondes. Certains préconisent le retrait des troupes ; d'autres, comme le chef de l'état-major général, veulent se maintenir dans le haut de la ville. C'était au prince Frédéric qui dirigeait l'expédition à décider. Diverses solutions s'offraient à lui. Il en écarte d'abord deux : la réduction de la ville, soit par le bombardement, soit par le blocus. Pour cela il a de bonnes raisons. Bombarder la capitale, c'est la perte, à plus ou moins bref délai, de la Belgique révoltée, et c'est soulever l'indignation de l'Europe. Recourir à l'investissement était périlleux : il ne disposait que de 10.000 hommes et, avant que la soumission ne fût obtenue, des jours, des semaines peut-être se seraient écoulées. Or il fallait agir vite. Il lui restait à choisir entre se retirer ou se maintenir sur la défensive. Il s'arrête à la seconde solution, car se retirer, quelle humiliation ! Céder à quelques centaines d'insurgés, s'avouer vaincu après quelques heures de combat ! Le 24 et le 25, il tempore, il négocie, cherche à obtenir la soumission par des pourparlers ; le 26, revirement : sur les conseils de Constant, il se laisse convaincre à employer la force, mais bien vite l'opposition des généraux au plan du chef d'état-major le force à se retirer. L'indécision du chef suprême a évidemment eu des conséquences désastreuses. Savoir où l'on va est la première condition de tout succès. On se convainc rapidement que la faillite de l'expédition tient dans l'échec encouru le 23 septembre dans la matinée, lorsque le faible noyau de rebelles n'a pas été écrasé. Là des fautes très graves ont été commises. Rappelons-les rapidement : c'est d'abord l'absence d'énergie, la trop grande facilité avec laquelle les troupes abandonnent une tâche commencée, l'excès de prudence des chefs : rue Notre-Dame-aux-Neiges, sur les boulevards, à la place Royale, à la Porte de Laeken, les soldats cèdent rapidement.

Les généraux n'ont pas su stimuler leurs troupes ; ils ont manqué aussi de prévoyance ; l'attaque par la rue Royale s'est révélée dangereuse ; les insurgés sont cachés dans les rues de l'Ecuyer, d'Isabelle, des Douze Apôtres ; pour les déloger, nulle tentative ; faute grave encore : manque de coordination dans les mouvements des diverses colonnes. Enfin, une erreur très lourde fut de laisser la cavalerie inactive sur les boulevards. Une tâche d'une utilité incontestable s'offrait à elle : couper les communications par les Portes de Hal et de Ninove, empêcher ainsi l'afflux croissant de volontaires wallons. Ni Post, ni Boreel n'y pensèrent⁶⁴.

L'impéritie des généraux hollandais, l'incapacité des troupes, l'indécision du prince Frédéric, voilà les causes réelles de l'échec d'une opération qui, bien menée, aurait remporté un succès complet⁶⁵.

Notes

[1](#) R.A. *Staats Secretarie geheim*. La Haye, 17 septembre 1830, Q 32 *bis*.

[2](#) *Ibidem* et BUFFIN, *op. cit.*, II, 35 : Journal de Constant Rebecque.

[3](#) Le « Dagverhaal betrekking hebbende op de gebeurtenissen in België in 1830 en 1831 » *Militair spectator*, 3^e série, II ; 582 s. indique les effectifs avec beaucoup de précision. Il renseigne un chiffre total de 9.621 hommes, alors que de Constant renseigne 8.900 hommes. BUFFIN, *op. cit.*, II ; 37 s.

[4](#) Des conditions de service spéciales étaient exigées, leur désignation était considérée comme une distinction et ils touchaient une solde particulière. Ces bataillons avaient été créés par un arrêté du 9 juillet 1829 et compensaient le départ des Suisses ; ces régiments d'élite comprenaient des Belges et des Hollandais, mais de vrais soldats attachés à l'honneur du drapeau, ainsi que de nombreux Suisses ; car, lors du licenciement des régiments suisses, le 3 décembre 1828, la faculté avait été donnée aux sujets suisses de contracter du service dans l'armée des Pays-Bas. (DELEUZE, *Les Origines de notre armée*, aperçus sur l'armée des Pays-Bas, *Carnet de la Fourragère*, n° 3, pp. 31 s.)

[5](#) Le bataillon d'instruction était aussi un corps mixte, mais de valeur. Créé en 1829, il était composé de petits détachements pris dans toutes les *afdeelingen*. Ces détachements venaient s'instruire dans leur *afdeeling* d'origine. DELEUZE, *o. c.*, p. 32.

[6](#) Une *afdeeling* composée de 3 bataillons actifs et de un de réserve, groupe les miliciens, *recrutés par région*. Les dix régiments d'infanterie des provinces du sud sont intégralement belges. Guillaume I^{er} fait marcher des miliciens hollandais. DELEUZE, *op. cit.*, p. 31 et WANTY, *Les aspects militaires de la révolution belge*, Bruxelles, 1930, pp. 10 à 12.

[7](#) LANDOLT, *op. cit.* ; 27 s.

[8](#) DU CHASTEL, 1830, p. 95.

[9](#) LANDOLT, *op. cit.* ; 32. Parmi les officiers : le capitaine Perrot, mortellement blessé, le capitaine Akersloot van Houten, le lieutenant Daelman, de Schepper, Lebrun, adjudant Coks, blessés.

[10](#) LANDOLT, *op. cit.* ; 32.

[11](#) *A narrative of a few weeks in Brussels*, p. 76

[12](#) *Bataille de Bruxelles*, 2^e époque, p. 26.

[13](#) CHARLIER, *Mémoires*, pp. 34 s.

[14](#) DU CHASTEL, 1830, p. 95.

[15](#) LANDOLT, p. 34. — *Militair spectator*, 3^e série, III, p. 78. VAN SIJPESTEIN, *Geschiedenis van het regiment der Nederlandsch rijdende artillerie*, p. 261.

[16](#) CAPIAUMONT, *op. cit.* ; 88 s. et LANDOLT, *op. cit.* ; 81.

[17](#) VAN SIJPESTEIN, *op. cit.* ; 273-274.

[18](#) *Esquisses historiques*, p. 286 et WANTY, *op. cit.*, 65, capture par Jenneval et Spangen.

[19](#) Démonstrations tout à fait sincères : ils n'avaient nullement l'intention d'attirer les troupes dans un guet-apens. Ce sont d'autres bourgeois qui ont tiré Marché aux Porcs.

[20](#) « La retraite commandée par le colonel Van Balveren, effectuée sans nécessité apparente, dut néanmoins paraître provocante, puisqu'elle attira sur la colonne dont je faisais partie des hostilités de tout genre qui la mirent en fuite. » *Pétition de Schenofsky au roi des Belges*, 30 décembre 1831. M.R.A. 0 373 s.

[21](#) « Je fus terrassé par la foule et blessé auprès d'une barricade. Abandonné par mes soldats je fus fait prisonnier. » MRA, 0 373 s. Sources : DE BAS qui raconte l'épisode d'après les archives du ministre de la guerre et du prince Frédéric, *op. cit.* ; 427 s. — CAPIAUMONT, *op. cit.* ; 102 s. — SCHENOFKY, pétition au roi des Belges, du 30 décembre 1831 M.R.A. O 373 s. SCHENOFKY était lieutenant-colonel et commandait le 1^{er} bataillon de la 5^e afdeeling. Pour ce qui concerne les insurgés, voir le rapport du docteur Trumper sur l'affaire de la rue de Flandre à Bruxelles. Supplément aux *Esquisses historiques*, 158. *Le Belge*, du 28 septembre, donne 2 noms de bourgeois, défenseurs de la barricade : l'imprimeur Vandooren, sergent de la 1^{re} compagnie de la 3^e section et le fusilier Jacob. *Courrier des Pays-Bas*, 24, 25, 26 et 27 septembre.

[22](#) DE BAS, *op. cit.*, IV ; 426. Rapport Favauge au prince Frédéric. Arch. princ. CAPIAUMONT, *op. cit.* ; 97 s. — VAN SIJPESTEIN, *op. cit.* ; 240. *Le Belge*, 28 septembre. — Notes d'ARTOT au M.R.A.

L'aisance avec laquelle les rebelles mettent en fuite les troupes apparaît dans le récit d'Artot : « Deux coups de fusil partirent du poste qui se trouvait à l'ancien local de la Grande Harmonie et nous annoncèrent l'arrivée de l'ennemi : ce poste, formé de quelques braves jeunes gens, se replia sur le nôtre et immédiatement tous ces combattants, formant un groupe de 30 à 40 hommes se rangèrent derrière une barricade avec la plus grande rapidité. Notre barricade se trouvait en face de la Porte de Laeken, aboutissant à l'angle de la rue des Commerçants et à l'angle du jardin de la maison de M. Blaes. La grille de la Porte de Laeken était solidement barricadée par les arbres que l'on avait abattus au rond point de la place d'Anvers, par des voitures, des madriers et une énorme quantité de pavés : il n'y avait d'issue pour entrer en ville qu'une petite grille donnant à peu près passage à deux personnes à la fois. A peine étions-nous retranchés derrière notre barricade, que le premier peloton de Hollandais fit irruption par la poterne, en se bousculant de droite et de gauche : leur adjudant-major voulant faire un trait de bravoure s'élança à la grille et en arracha notre drapeau national : à l'instant même un coup de fusil partit de notre barricade et l'adjudant tomba ; c'était un brave ouvrier du canal qui s'étant dressé sur la barricade avait blessé l'adjudant d'un coup de fusil en lui criant : « Dat en zal, godverdomme, niet waer zijn. » A l'instant une bonne fusillade partit de notre côté et jeta le désordre parmi l'ennemi, qui se débanda et s'enfuit. L'artificier Beaumont, entendant la fusillade en ville, sortit d'une de ces petites rues qui donnent sur le chemin de Laeken, avec quelques-uns de ses ouvriers, prit les Hollandais en flanc et par quelques coups de fusils acheva de jeter le désordre et la débandade parmi l'ennemi. La chaussée était couverte de fusils, de sacs, de shakos. Nous sautâmes par-dessus notre barricade et nous ramenâmes une quarantaine de prisonniers qui nous criaient : « Wij zijn ook Bel-gen, wij zijn Noord-Brabanders van Breda,

van s’Hertogenbosch. » Nous conduisîmes ces jeunes garçons, tous jeunes recrues, qui tremblaient de peur, au cabaret de la Porte-Verte, rue de Laeken, où nous leur fîmes boire quelques verres de faro : après ils furent conduits à la caserne des pompiers, comme prisonniers. »

[23](#) Pour la position détaillée, voir le plan joint aux *Esquisses Historiques*, et les *Esquisses Historiques*, pp. 278 à 280.

[24](#) VAN SIJPESTEIN, *op. cit.* ; 272.

[25](#) VAN SIJPESTEIN, *op. cit.* ; 272. — LANDOLT, *op. cit.* ; 82. — CAPIAUMONT, *op. cit.* ; 115.

[26](#) VAN SIJPESTEIN, *op. cit.* ; 247 s. *A narrative of a few weeks in Brussels*, p. 83. *Courrier des Pays-Bas*, 28 septembre. Lettre de l’avocat Couteau reproduite au supplément aux *Esquisses Historiques*, pp. 160 s.

[27](#) BUFFIN, *Mémoires*, II ; 43 s. Journal de Constant Rebecque.

[28](#) LANDOLT, *op. cit.* ; 34 et 83.

[29](#) LANDOLT, *op. cit.* ; 35 à 38.

[30](#) VAN SIJPESTEIN, *op. cit.* ; 232.

[31](#) *Ibid.*, *op. cit.* ; 246-247.

[32](#) *Ibid.*, *op. cit.* ; 276-277.

[33](#) *Ibid.*, *op. cit.* ; 258.

[34](#) *Ibid.*, *op. cit.* ; 257.

[35](#) *Ibid.*, *op. cit.* ; 246.

[36](#) *Ibid.*, *op. cit.* ; 250.

[37](#) Voir la lettre de Capiaumont au colonel chef du personnel de la guerre dont le baron BUFFIN a publié un extrait (BUFFIN, *op. cit.*, I ; 86).

[38](#) DU CHASTEL, *op. cit.* ; 98.

[39](#) Rapport officiel hollandais. Supplément aux *Esquisses Historiques*, p. 296. « Le général Trip fait annoncer au prince qu’on ne pourrait s’emparer de la ville qu’en faisant le siège de chaque quartier et même de chaque édifice, qu’il s’ensuivrait donc une dévastation générale. »

[40](#) Rapport de Gumoëns. *Gedenkstukken, 1830-1840*, IV ; 169. Il est vrai que de Gumoëns leur avait conseillé de se rendre auprès du prince en empruntant la rue de Namur.

[41](#) DE BAS, *op. cit.*, IV ; 430.

[42](#) DE BAS, *op. cit.*, IV ; 430.

[43](#) « Le Président et les membres de la Commission provisoire d'ordre public, à son Altesse Royale, le Prince Frédéric. Les soussignés ont l'honneur de soumettre à son Altesse Royale les conditions auxquelles seuls ils espèrent pouvoir faire cesser l'effusion du sang des habitants de Bruxelles :

» 1° Les troupes se retireront immédiatement à 6 lieues de Bruxelles et cesseront toute hostilité tant avec cette dernière ville qu'avec les autres villes du royaume ;

» 2° Oubli général du passé sans restriction aucune ; échange immédiat des prisonniers et otages ;

» 3° Réunion ordinaire des Etats Généraux dans une ville des provinces méridionales autre que Gand et Anvers.

» Fait en séance de l'hôtel de ville le 23 septembre 1830 à 10 heures la nuit. (s.) Baron Van der Linden d'Hooghvorst, F. A. Delfosse, Pourbaix, Jolly, F. de Coppin, Lippens, Vermeulen, Decock, J. Van Hoorde, secrétaire.

DE BAS, *op. cit.*, IV ; 431.

[44](#) On avait été près de s'entendre, ainsi qu'en témoigne une note de Delfosse : « Le prince Frédéric se montrait disposé à nous entendre sur plusieurs bases et nous retint, le général (d'Hooghvorst) et moi, pour en référer à son conseil et nous fit rappeler, deux heures après, pour nous déclarer, qu'après avoir revu les instructions du Roi, il lui était impossible de se rendre à nos exigences et qu'il fallait que nous fissions, nous, les démarches nécessaires pour amener nos compatriotes à la modération, ce qui était impossible (MRA. Papiers légués par le colonel Delfosse). L'aide-de-camp Debremaker fut envoyé vers la Commission par le baron d'Hooghvorst « pour faire connaître l'accueil favorable que le prince avait fait à la députation et la vive émotion qu'il avait paru ressentir au récit qui lui fut fait des événements de la journée ». Debremaker apportait l'ordre verbal d'empêcher autant que possible un nouvel engagement, dans la crainte de troubler la transaction qui paraissait s'entamer. » *Bataille ou Recueil des événements de Bruxelles et d'Anvers*, p. 10 (d'après les confidences de Lippens, de la Commission provisoire d'ordre public).

Voir aussi JUSTE, *Notes historiques et biographiques*. Bruxelles, 1874. Notice du baron Jolly, p. 27.

[45](#) « Aussi nous nous séparâmes après une nouvelle discussion en déclarant qu'au contraire nous nous trouverions dans la nécessité de redoubler nos efforts par plus de vigueur. » Note de Delfosse, (M.R.A. *Papiers légués par le colonel Delfosse*).

[46](#) BUFFIN, *op. cit.*, II ; 45.

[47](#) BUFFIN, *op. cit.*, II ; 44. DE BAS, *op. cit.*, IV ; 444 publie les propositions princières : « Vivement affecté des événements affreux et imprévus qui viennent de se passer à Bruxelles, S. A. R. offre à ses habitants comme base préliminaire d'une franche réconciliation les conditions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Amnistie pleine et entière, sans restriction aucune à tous ceux qui ont pris part aux derniers événements, y compris les étrangers à la ville, pour autant que ces derniers la quittent immédiatement et s'en retournent dans leurs foyers.

ART. 2. — Le prince s'engage à employer toute son influence auprès de Sa Majesté pour obtenir la session ordinaire des États Généraux à Bruxelles, si le calme est rétabli pour cette époque.

ART. 3. — Les anciens chefs de section sont priés de s'occuper sans délai de l'organisation d'une régence provisoire sous la sanction de son Altesse Royale.

ART. 4. — Il y aura un échange immédiat des prisonniers et otages.

[48](#) M.R.A. o. 792.d.2. Autographe sans date. DISCAILLES, *Charles Rogier*, t. II, reproduit cette dépêche qu'il date du 23 septembre sans preuve. J. Vanderlinden a écrit que, le 25 septembre, « à deux reprises différentes le prince Frédéric envoya à l'hôtel de ville des parlementaires pour entamer des négociations. Il demandait à s'entretenir avec M. le baron d'Hooghvorst et ce fut principalement M. Rogier qui empêcha son collègue d'aller trouver le prince. La première dépêche fut apportée par l'officier des lanciers de Ravenne ». JUSTE, *Notes historiques et biographiques*, II ; 40.

[49](#) M.R.A. o. 792.d.2. Autographe sans date. DISCAILLES, *Charles Rogier*, t. II, reproduit cette dépêche qu'il date du 23 septembre sans preuve. J. Vanderlinden a écrit que, le 25 septembre, « à deux reprises différentes le prince Frédéric envoya à l'hôtel de ville des parlementaires pour entamer des négociations. Il demandait à s'entretenir avec M. le baron d'Hooghvorst et ce fut principalement M. Rogier qui empêcha son collègue d'aller trouver le prince. La première dépêche fut apportée par l'officier des lanciers de Ravenne ». JUSTE, *Notes historiques et biographiques*, II ; 40.

[50](#) BUFFIN, *op. cit.*, I ; 360. Mémoires de Pletinckx. Copie manuscrite au M.R.A. Documents légués par le colonel Delfosse.

[51](#) DISCAILLES, *Charles Rogier*, II ; p. 11. Autographe, M.R.A. o. 792 d. 3.

[52](#) DE BAS, *op. cit.*, IV ; 441 s.

[53](#) Le récit de l'entrevue von Gagern-de Constant est particulièrement suggestif de l'état d'esprit du haut commandement. Von Gagern est venu demander au prince d'envoyer à Gand un général. Frédéric a demandé l'avis de Constant. Celui-ci, après avoir quitté le prince, s'adresse à von Gagern. « Comment ? vous voulez un général à Gand ? C'est ici que nous en aurions besoin, nous n'en avons absolument pas. Je suis le seul qui soutient le moral du prince, tous les autres fléchissent et sont d'opinion de céder. Mais nous ne devons absolument pas céder à cette canaille, il faut l'écraser. — Que pensez-vous du duc (de Saxe-Weimar) ? Vous le connaissez, serait-il propre à relever le moral du prince et surtout à donner de l'élan aux troupes ? En ce cas, le prince le ferait appeler immédiatement pour prendre le commandement de l'infanterie. » Von Gagern répond que le duc a du courage et une grande énergie, mais que la violence de son caractère ne convient peut-être pas dans de telles circonstances et de Constant, de répliquer : « C'est égal, qu'il vienne, je le proposerai au prince, c'est de l'énergie qu'il nous faut. »

H. VON GAGERN, *Das Leben des Generals F. von Gagern*, Leipzig, 1856-1856, t. 2a ; 65.

[54](#) BUFFIN, *op. cit.*, II, 46. Journal de Constant Rebecque, 26 septembre. R.A. *Archief van den opperbevelhebber van het leger*, 1830-1839. 153 et 156.

[55](#) VON GAGERN, *op. cit.*, tome 2a, p. 65.

[56](#) BUFFIN, *op. cit.*, II ; 46 s. Journal de de Constant Rebecque, 26 septembre.

[57](#) VON GAGERN, *op. cit.*, tome 2a, p. 67.

[58](#) *Gedenkstukken, 1830-1840*, IV ; 176. De Pestre au Roi, Vilvorde, 26 septembre.

[59](#) R.A. *Archief van het Kabinet van H.M. de Koningin*, 61¹. Lettre du Prince Frédéric au Prince d'Orange. « Hors la Porte de Scarre-beeke, ce 27 septembre 1830, à 4 heures du matin. » Lettre publiée, en appendice.

[60](#) Snouckaert van Schouburg à son père. *Gedenkstukken, 1830-1840*, IV ; 188. DU CHASTEL, 1830, p. 105, raconte un épisode caractéristique : « Le 26 septembre le prince Frédéric inspectait les positions, lorsque arrivé à la Porte de Louvain, un officier belge, le major Martens, placé à la tête de quelques escadrons de dragons lui déclara qu'il lui répugnait de faire une guerre semblable, de voir répandre le sang de ses frères et de ses amis, de voir brûler et saccager sa ville natale, mais qu'il était prêt à tirer le sabre contre les ennemis du pays et qu'on pouvait l'envoyer aux Indes, si on le jugeait convenable. Le lendemain il fut arrêté et conduit en prison à Anvers ».

[61](#) LANDOLT, *op. cit.* ; 38 et 84.

[62](#) *Gedenkstukken, 1830-1840*, IV ; 176. De Pestre au Roi, Vilvorde, 27 septembre.

[63](#) VAN SIJPESTEIN, *op. cit.* ; 286.

[64](#) Il est incroyable que ces deux Portes soient restées libres. On voulait permettre l'exode des insurgés. Du Chastel, *op. cit.* ; 98.

[65](#) De l'indécision du Haut Commandement témoignent les minutes des ordres de retraite pour le 25 au matin, adressés le 24 septembre 1830 au général Post, commandant la colonne de gauche, au général Favauge, commandant la colonne du centre, en remplacement du général Schuurman blessé, et au colonel Lest commandant l'artillerie. R.A. *Archief van den opperbevelhebber van het leger*, 1830-1839, 35, n^{os} 91 bis, 92 bis, 93 bis.

Chapitre VI.

La résistance du peuple bruxellois

La situation désespérée le matin du 23 septembre. — Le petit nombre de combattants. — Les conséquences de l'affaire de la rue de Flandre. — Stabilisation des positions. — Lutte d'attente. — Van Halen, commandant en chef le 25. — Ses plans d'attaque qui échouent. — Essai d'encerclement des troupes dans le Parc. — La classe sociale des combattants bruxellois.

Revenons en arrière et examinons comment s'est comporté le peuple bruxellois pendant ces quatre journées de combat. Depuis le 19 septembre, nous l'avons vu, il est le maître incontesté dans la capitale. Si la garde bourgeoise s'est réformée, tant bien que mal, elle a élargi considérablement son champ de recrutement. D'autorités, il n'en existe plus. Le baron d'Hooghvorst qui, le 21 septembre, a accepté de commander la garde intérieure, a perdu tout pouvoir¹

La situation est désespérée : ce ne sont pas les mesures de défense décrétées par Pletinckx et les derniers braves qui arrêteront 10.000 hommes. La nuit, il y a peu de défenseurs aux Portes² et le matin, il n'y avait peut-être pas 300 hommes disposés à la résistance, disséminés sur une longue étendue : « Il n'y avait ni chefs, ni pouvoir, ni plan arrêté, ni direction³. » Le 23 au matin, à la Porte de Schaerbeek, se réunissent les volontaires de l'ancien corps Rodenbach-Niellon. Les deux chefs ont quitté la ville et c'est Stieldorf qui dirige la défense⁴. Les Louvanistes de Roussel et quelques Liégeois les rejoignent⁵. Combien sont-ils ? 400, dit Van der Meulen, et disposant de deux pièces de canons⁶ ; 120, dit Mackintosh, qui a participé au combat⁷. Dans tous les cas, peu nombreux, ils ne résistent pas à l'assaut des grenadiers ; certains se réfugient dans les maisons de la rue de Schaerbeek ; d'autres, dans les petites rues latérales à la rue Royale, et abrités derrière des barricades, par pelotons de 4 ou 5 hommes, ils tirent sans relâche sur les troupes qui passent à leur portée ; 50 d'entre eux se réfugient à l'Observatoire et dans les maisons adjacentes, et ils s'y maintiennent une grande partie de la journée⁸.

Avec l'énergie du désespoir, les derniers défenseurs de la cité, cachés dans les maisons s'opposent en vain à l'avance des grenadiers : le Parc est occupé. Il n'y a plus qu'à s'incliner. La partie est perdue et ceux qui jusqu'au bout avaient espéré, s'enfuient en toute hâte⁹

Il reste toutefois quelques noyaux de tirailleurs, surtout dans les rues transversales à la rue Royale. C'étaient « des groupes peu nombreux et toutes ces petites fractions agissaient d'une manière indépendante et fort peu raisonnée¹⁰ ». De chefs il n'y en a point. « Ceux qui eurent le mérite de donner un corps à la résistance matérielle dès les Portes de Schaerbeek et de Louvain ne le durent qu'à la naïve inspiration de leur généreux dévouement, non à l'impulsion, encore moins à la présence de ceux qui les commandaient la veille encore¹¹. » L'artillerie a cédé aussi. Elle a tiré quelques coups à la Porte de Louvain, puis s'est retirée par les boulevards vers les palais. De là, deux des pièces furent dirigées vers la Porte de Namur et les quatre autres vers la place Royale. Elles n'y restèrent point longtemps : à la vue des Hollandais, les canonnières sont pris de panique et les pièces sont conduites au Sablon où elles restent une heure¹². L'arrêt de l'armée dans le Parc, arrêt inconcevable¹³, permit un regroupement des forces des insurgés. La victoire de la rue de Flandre est connue dans le bas de la ville. Des volontaires s'élancent vers la place Royale, vers la Montagne du Parc¹⁴ ; Parent avec quelques hommes, s'embusque au coin du café de l'Amitié¹⁵ ; bientôt les Tournaisiens de Renard le

rejoignent, ainsi que des tirailleurs bruxellois. Ils s'abritent dans le café et derrière la balustrade en pierre qui longe le commencement de la rue Royale.

A l'autre côté du Parc, grâce à une nouvelle erreur de l'armée, la barricade de la place de Louvain est rétablie et les miliciens de la 9^e addeeling sont repoussés¹⁶. A la Montagne du Parc, une barricade solide défend le passage vers Sainte-Gudule. Dans les petites rues, la fusillade n'a pas cessé¹⁷. Les insurgés, bien à l'abri, abattent chasseurs et grenadiers. A la panique des premiers moments a succédé un faible espoir. D'heure en heure, il grandira. Tout le monde s'était attendu à l'échec d'un effort aussi inégal¹⁸ : des milliers de soldats bien armés, frais, sont opposés à quelques centaines de rebelles, éreintés, découragés ! Mais ces rebelles ne désarment pas, la fusillade ne cesse pas ; au contraire, elle se fait de plus en plus nourrie¹⁹. Alors tout change.

Les volontaires se massent à la Porte de Louvain, à la Montagne du Parc ; ils défendent les barricades rue de Schaerbeek comme rue de Namur. Une avance des troupes devient difficile, pour ne pas dire impossible ; à l'intérieur de la ville, des barricades sont redressées, des pavés portés aux étages des maisons.

Les efforts de Kraemer de Bichin et de Nepveu sur la place Royale sont repoussés. Les grenadiers se cachent dans le Parc et ne tirent plus qu'à couvert : l'artillerie s'abrite derrière les arbres. Nouveau changement : les insurgés qui jusqu'ici s'étaient défendus, cachés dans les maisons ou protégés par des barricades, voient leur exemple imité par les réguliers. La lutte devient une lutte d'attente, mais les rebelles en aperçoivent l'issue avec angoisse. Les quelques compagnies postées dans les fonds du Parc pouvaient leur résister longtemps, les fatiguer, et les réserves formidables qui occupaient les Palais et le boulevard, les écraser ensuite à leur aise.

Heureusement la réflexion n'était pas le propre des neuf dixièmes des révoltés. Ils luttèrent avec une énergie farouche, sans trop bien se rendre compte de la tâche formidable qu'ils avaient entreprise. Mais l'impossibilité de débusquer l'ennemi du Parc était par trop évidente. Aussi le reste de la journée se passe-t-il en fusillade ; souvent on tire au jugé ou sur les arbres. On gaspille des cartouches, on gaspille des hommes aussi, énervés par l'absorption de trop nombreux verres. Des héros s'élancent vers le Parc, ils sont vite fauchés.

Enfin, on tient bon jusqu'au soir, et c'est là l'essentiel : tenir. Ainsi les chances de victoire augmentent en même temps que grossit le nombre des combattants. On comptait sur les renforts du Borinage ; ils ont promis de marcher sur Bruxelles à la première attaque. Leur venue n'est plus qu'une question d'heures. Des hommes de confiance ont été leur porter la nouvelle du combat. Tenir, tenir longtemps, en cela se résument les efforts des insurgés le 23 septembre.

La lutte est partout meurtrière : des imprudences sont commises, et les grenadiers tirent bien. Les heures succèdent aux heures et la résistance ne s'émousse pas. Bien mieux, l'exaltation grandit : les ambassadeurs de Frédéric qui viennent apporter des propositions de conciliation sont très mal accueillis. On veut se battre, se battre jusqu'au bout. Mais la résistance physique a des bornes, et le soir venu, les uns après les autres, les insurgés abandonnent leur poste. Ils regagnent leurs foyers ou les tavernes fumeuses et ils y content des exploits fabuleux.

Là-bas, sur la ligne frontière, veillent seulement quelques braves. Il peut paraître absurde que des gens luttent sans relâche la journée durant et, le soir venu, laissent à la merci de l'ennemi des positions défendues au prix de leur sang ; mais qu'on n'oublie pas qu'une attaque brusquée de l'armée royale était impossible la nuit dans une ville aux rues étroites et tortueuses, hérissées

de barricades. D'ailleurs la nuit ne se passe pas qu'à dormir : il faut réparer les armes et surtout confectionner des cartouches. Les mères, les épouses se livrent avec ardeur à cette besogne patriotique, tandis que des infatigables s'en vont à la recherche de poudre. On en trouve dans quelques maisons. C'est chez l'armurier Goemans qu'on prépare les gargousses. De là, une expédition dirigée par Parent s'en va quérir à la caserne des Annonciades une dizaine de barils de poudre, en tout 325 kg. Et l'auteur de la relation des faits d'armes de Parent n'a pas tort d'écrire : « Sans ce trait de bravoure, la cause des Belges était perdue²⁰. » Le lendemain matin, le combat reprend. Il n'a pas changé de caractère : fusillade continuelle, aux Portes de Namur et de Schaerbeek, rue Royale, lutte indécise pour débusquer les réguliers de quelques maisons. Vraiment on ne sait où l'on va ; l'ennemi, bien abrité dans le Parc ne paraît pas décidé à céder. La lassitude se fait sentir ; heureusement les troupes se tiennent coites et elles n'esquissent aucune attaque sérieuse. Appoint réel, des volontaires accourent d'un peu partout ; la veille, ceux de Wavre sont entrés en ville, aujourd'hui ceux de Nivelles, de Gosselies, de Hal viennent renforcer les cadres.

Les insurgés ont entrepris de percer les murailles des maisons de la rue Royale et, par les derrières, se sont avancés peu à peu vers les Escaliers de la Bibliothèque²¹. A la place Royale, la position s'est fortifiée : Belle Vue est solidement occupé. Pella-bon et Verreycken y commandent des tirailleurs d'élite, parmi lesquels le Wavrien de l'Escaille se distingue²². Van Halen, à la tête d'une centaine de volontaires, s'est emparé de quelques maisons rue de Louvain²³. Les troupes ont fait de même à la Porte de Schaerbeek. La journée du 24 a donc été assez calme : les pertes sont de loin inférieures à celles de la veille. C'est une journée d'attente : les troupes comptent sur le découragement de l'adversaire. Elles n'ont pas tout à fait tort : ce jour-là, le moral est assez bas²⁴. L'issue de la lutte n'apparaît pas clairement. Où va-t-on ? Les petits groupes de révolutionnaires, combattant à leur guise, parfois en amateurs, méprisant toute autorité, n'en savent rien ! Il est grand temps qu'on relève ces énergies abattues, qu'on les organise surtout. Un chef, voilà ce qu'il faut. Les gens de la commission administrative, qui ont pris un pouvoir laissé à la merci du premier venu, pourvu qu'il soit Belge et décidé à chasser les Hollandais, ont vite compris la nécessité de désigner un chef. Van Halen est choisi, sur les conseils de Rogier.

Van Halen est un choix excellent. Son nom est bien belge, et si l'homme est d'origine espagnole, c'est un « révolté » très capable de diriger ces combats de rue. Il se prend très au sérieux et organise immédiatement un état-major complet²⁵. Cette nomination fait grand honneur à la perspicacité des gens de l'hôtel de ville. Ils ont des fautes à faire oublier auprès de ceux qui sont restés crânement à Bruxelles, le 23 septembre ; et les habitués de l'hôtel Pletinckx, les révolutionnaires acharnés qui luttent sans doute pour la « patrie », mais bien plus encore pour la « liberté » ne voient pas d'un très bon œil la place prise par des bourgeois. Rogier qui les a fréquentés pendant près d'un mois et qui depuis s'est imposé à l'hôtel de ville, choisit un des leurs pour général en chef et lui laisse toute initiative. Van Halen est plein d'enthousiasme. A peine investi du commandement en chef, il se retire à l'Hôtel de la Paix et y prépare un plan d'attaque nocturne sur le Parc. Il ne dispose que d'« un misérable petit avorton de plan de Bruxelles et des environs, arraché à un livre de deux penny, décrivant Mannekenpis et les autres beautés de la ville ». Il reste plusieurs heures sur cette carte à établir un plan d'opération. Autour de lui règne le plus bel enthousiasme. Pletinckx verse à boire, les toasts succédant aux toasts. Ces gens « qui avaient tous l'aspect de brigands » sont sûrs maintenant de la victoire²⁶. Vers minuit, Van Halen flanqué de son état-major va, sur la Grand'Place, haranguer les « soldats citoyens », mais ceux-ci déclarent ouvertement qu'ils n'iront pas à la boucherie. Van Halen remet l'attaque au lendemain et visite différents postes qu'il trouve sérieusement dégarnis²⁷.

Le lendemain 25 septembre, cependant, les insurgés sont de nouveau à leur poste et en plus grand nombre ; l'incendie qui a ravagé le Manège, la veille au soir, a exaspéré les esprits. La commission administrative a lancé une proclamation tendancieuse : « On a promis deux heures de pillage à la troupe. » Des renforts arrivent toujours de l'extérieur. Néanmoins, la lutte est moins acharnée encore que la veille, surtout pendant la matinée²⁸. Les troupes ne se départissent pas de leur étrange attitude et Van Halen, qui prépare une attaque pour l'après-midi, s'efforce tant bien que mal de modérer l'ardeur de ses hommes. On a souvent insisté sur le peu de crédit que Van Halen trouva chez les insurgés. C'est une erreur. Sans doute, de la Porte de Schaerbeek à la Porte de Namur, règne l'indiscipline la plus absolue ; on combat par petits groupes sans trop se préoccuper de ce que fait le voisin. Un moment, on se bat rue de Namur, puis une heure après on tiraille rue de Louvain²⁹. A cette désorganisation complète ne succédera pas immédiatement un ordre rigoureux, mais Van Halen qui a réuni autour de lui les chefs des petits noyaux d'insurgés, les hommes qui ont une réputation bien établie de bravoure et d'audace, forme ainsi un groupement solide de 200 à 300 combattants et se fait obéir.

Il prépare donc un plan d'attaque du Parc ; c'est une folie. Il dispose d'effectifs trop réduits pour réussir pareille entreprise. Pourtant il règle tout, comme un grand capitaine³⁰ : « Trois colonnes devaient marcher simultanément sur trois points : celle de droite, confiée à Ernest Grégoire, devait arriver par la place Royale ; celle du centre, sous le commandement de Van Halen, par la Montagne du Parc. et celle de gauche, dont la conduite était réservée à Pletinckx, devait déboucher à la fois par la rue Royale, en venant par la rue de Louvain et en travers du palais des États Généraux, dont il devait tout d'abord, avant l'assaut général, déloger l'ennemi³¹ »

Ce fameux plan échoua ; malgré tous ses efforts, Pletinckx ne put s'emparer du palais des États Généraux. A la place Royale, où le matin on avait repoussé un assaut des grenadiers, Kessels s'élance à la tête de quelques braves ; il est très vite arrêté. Van Halen ne veut cependant pas s'avouer vaincu ; le soir, par la place de Louvain, il fait une reconnaissance dans le Parc. Cette simple démonstration, tentée incontestablement pour inspirer confiance et pour asseoir son autorité, ne lui valut aucun avantage. En dehors de ces efforts organisés, des combattants isolés accomplissaient des exploits extraordinaires, mais sans profit, comme de planter des drapeaux dans le Parc. D'autres se livraient à des besognes plus utiles : le percement des murs par exemple, rue Royale, se fit ce jour-là, avec ardeur. La plupart des maisons sont occupées. Seuls les Escaliers de la Bibliothèque restent au pouvoir de l'ennemi ; le lendemain, il en sera chassé³².

Des bourgeois prennent également position dans les maisons de la rue de la Loi et ils arrivent par le même travail de sape jusqu'à l'Hôtel de Galles. Ces mouvements, qui tendaient à encercler les troupes dans le Parc, étaient autrement profitables que des sorties comme en dirigeait Van Halen. Le succès de pareils assauts était impossible : les volontaires marchaient sans ensemble et il fallait affronter le feu des troupes rangées derrière les massifs ou retranchées dans les Palais. Une réussite momentanée eût été un désastre : les insurgés, une fois dans le Parc, rien n'eût été plus facile aux cuirassiers et aux lanciers massés en réserve sur les boulevards que de les massacrer tous.

Les échecs essuyés, le 25, par Van Halen ne le découragent nullement, et il passe la nuit à préparer un nouveau plan d'attaque. Le 26, les circonstances sont autrement favorables. Dans la ville, à la panique des premiers jours, a succédé une certaine confiance ; un gouvernement provisoire est solidement établi et il met un peu d'ordre dans l'anarchie générale. On ne marche plus à l'aveuglette : bien des bourgeois qui avaient jugé stupide de résister à une armée de

10.000 hommes ont fini, après trois jours de lutte, par croire à la possibilité d'une victoire et ont pris le chemin du combat. Les volontaires de l'extérieur arrivent toujours plus nombreux et l'autorité de Van Halen s'affermi tant bien que mal³³. Van Halen combine donc un nouveau plan ; il vise toujours le Parc ; car il semble à tous les insurgés qu'avec la prise du Parc, c'est la délivrance. Aussi tous les volontaires se ruent-ils contre lui. A côté des attaques « officielles » dirigées par l'état-major, combien de sorties audacieuses de tirailleurs atteignent parfois les premiers arbres du Parc. Ces tentatives désespérées sont rendues plus aisées depuis que le peintre Brias et quelques vaillants ont délogé l'ennemi des maisons bordant l'escalier de la Bibliothèque³⁴. Dès lors, toutes les maisons de la rue Royale faisant face au Parc sont aux mains des rebelles. Toutefois, c'est avant cette victoire importante que Van Halen a engagé le combat. Il a confié au comte Van der Meere, rentré la veille de Valenciennes, le commandement de l'aile gauche des troupes, avec mission de s'emparer des maisons de la gauche du Parc. A droite, Pletinckx, assisté de Parent et de Kessels, manœuvre l'artillerie, tandis qu'au centre, à la Montagne du Parc, le capitaine Bouchez, ancien officier de Napoléon, à la tête des Fleurusiens, tire sans relâche sur les grenadiers.

Ces derniers ont essayé à nouveau, le 26, vers 10 heures du matin, de pénétrer vers la place Royale. Peine perdue, Mellinet manœuvre superbement ses pièces et repousse cette ultime démonstration³⁵. Les volontaires s'élancent vers la place des Palais, mais, bien vite, ils sont arrêtés et forcés de reprendre position derrière la barricade.

Il apparaît donc bien que les troupes occupent un réduit inexpugnable. Van Halen s'obstine néanmoins : il ordonne à Kessels « d'abandonner momentanément le commandement de sa batterie sur la place Royale, de se mettre à la tête de tous les hommes de bonne volonté qu'il pourra réunir, pour s'emparer des caissons et des canons que l'on voit abandonnés par l'ennemi, à l'entrée du Parc, en lui recommandant d'allier, dans cette entreprise périlleuse, la prudence au courage et d'opérer ensuite, à la tête de sa colonne, une attaque dans le centre du Parc³⁶. »

Le premier objectif fut atteint et Kessels, aidé de 23 braves, ramena les deux caissons au Grand Quartier Général, mais l'attaque sur le Parc échoua encore lamentablement. Elle se fit par la Montagne du Parc « sans précision, ni ensemble » et avec de très faibles effectifs. Une dernière tentative de Kessels, cette fois, à la tête de volontaires de la place de Louvain, subit le même échec.

Vraiment, le 26 septembre au soir, on n'avait encore obtenu aucun résultat positif et « les deux partis occupaient encore, à très peu de chose près, les mêmes positions qu'elles avaient la veille³⁷ ».

Si l'état-major avait fait porter les efforts principaux sur le Parc, il n'avait toutefois pas négligé les autres positions. La défense de la ville basse réclame son attention. On craint surtout les troupes stationnées au delà du pont de Laeken. Aussi des mesures sérieuses de défense sont-elles prises : le pont du Diable et un autre sur la Senne sont détruits, et la nuit des sentinelles sont placées depuis la Porte de Ninove jusqu'à la Porte de Laeken³⁸.

Van Halen, faisant preuve ainsi de plus de sang-froid que les hauts gradés de l'armée régulière, occupe les Portes de Hal et d'Anderlecht³⁹. Jusqu'ici les insurgés ont combattu *intra muros*. L'apathie des troupes les pousse à des excursions nocturnes en dehors des portes. Elles se font toutes avec l'autorisation de Van Halen.

Le Wavrien Marchouw se propose de surprendre le quartier général ennemi pendant la nuit. Il échoue⁴⁰. Niellon, qui a repris la direction de son corps franc, comptant encore 150 hommes disciplinés, sort par la Porte de Hal et excursionne vers les étangs d'Ixelles, mais inquiète à peine l'ennemi⁴¹. Ce qui cause de l'effroi chez ce dernier, et entraîne peut-être sa retraite, ce sont les incendies qui, après avoir détruit plusieurs édifices, menacent dangereusement le Palais. Le matin, l'hôtel Torrington a été la proie des flammes. Le soir, entre 5 et 6 heures, le feu est mis aux maisons situées entre le Palais Royal et l'Hôtel de Belle-Vue⁴². C'est le fait de volontaires isolés, agissant sans ordre et désirant incendier le Palais où des troupes sont retranchées⁴³.

Ces incendies ont peut-être décidé le prince à donner l'ordre de retraite : les Palais perdus, il fallait se défendre dans la rue Ducale, position très défavorable. Quoi qu'il en soit, les chefs des rebelles ne s'attendaient nullement à une fuite aussi précipitée. On passe la nuit du 26 au 27 septembre à renforcer les barricades d'attaque⁴⁴ et à prendre des dispositions pour un coup décisif, le lendemain. Mais le lendemain, l'ennemi n'était plus là. Il avait quitté la ville, sans que les quelques sentinelles éparpillées le long de la rue Royale se fussent le moins du monde aperçues de leur départ. A l'étonnement succède une joie folle. L'effet de la victoire est magique. Dans le succès, les cœurs battent toujours à l'unisson. L'union sacrée, en marche déjà depuis 24 heures, se réalise pleinement à Bruxelles. Les chefs ne perdent pas une minute : le Gouvernement Provisoire lance à travers le pays la nouvelle du triomphe. L'état-major se dispose à transformer en débâcle l'échec de l'armée royale et à repousser au delà des frontières ce que tout le monde appelle « les hordes de Frédéric ».

L'exaltation patriotique est à son paroxysme. L'impossible a été réalisé : une victoire qui à tous paraissait une gageure a récompensé les efforts désespérés de quelques braves. Il ne reste plus qu'à cueillir les fruits du triomphe. L'effet moral de la victoire de Bruxelles est énorme : la Belgique entière se soulève. Les Hollandais n'ont plus qu'à vider les lieux.

Il peut paraître superflu d'insister sur le bouleversement complet des esprits provoqué par la retraite de l'armée royale. Lui seul cependant explique le succès de la révolution de 1830. La très grosse majorité du peuple belge en 1830 ne se pliait pas, de gaieté de cœur, à tous les ukases des Van Maaniens. Il y avait de l'irritation. Mais le Belge moyen réduisait ses désirs aux possibilités. Il n'avait jamais pensé à une révolution. Et voilà qu'une minorité d'exaltés chasse de la capitale 10.000 réguliers ! Du coup, la crainte de la force armée disparaît et les sentiments de liberté et de patriotisme, contenus par la crainte, se libèrent partout. Dans les villes et dans les villages, la révolution est faite. Il ne reste plus qu'à bouter dehors le Hollandais, jusqu'ici supporté tant bien que mal, et maintenant chargé de toutes les hontes et de tous les crimes. Si l'armée tient encore dans quelques citadelles, on l'en chassera.

Les combattants de septembre ont donné à la Belgique son indépendance. Ces braves, dont 300 moururent en héros, qui étaient-ils ? Combien furent-ils ? La question est d'importance. La classe sociale des combattants de septembre a toujours fait l'objet de controverses passionnées. Nous voudrions clore définitivement un débat pénible, en nous appuyant sur des documents sérieux. Nous nous servons à cet effet du *Registre indiquant les noms, prénoms, lieux de naissance, etc., des personnes qui ont été transportées et soignées, pendant les journées de septembre 1830, dans les hôpitaux et ambulances de Bruxelles*⁴⁵. Quant aux survivants, nous en avons une liste détaillée dans les états de service des citoyens ayant réclamé la croix de fer⁴⁶.

Nous ne tiendrons compte ici que des combattants bruxellois qui sont d'ailleurs la grosse majorité, nous réservant d'examiner la participation de la province dans un chapitre spécial.

Incontestablement, c'est le prolétariat qui versa le plus généreusement son sang, mais les petites gens des corps de métier, les artisans comptent aussi beaucoup de morts et de blessés ; les petits commerçants n'ont pas été épargnés non plus ; quant aux gens exerçant une profession libérale, ils ne sont pas très nombreux et on voit surtout dans leur rang des artistes, des écrivains, mais peu de vrais bourgeois.

De l'étude de ces documents il ressort aussi que le nombre des combattants ne fut jamais très élevé, ce qui est confirmé par maints témoignages⁴⁷.

Donc le petit peuple de Bruxelles a surtout couru aux barricades. Des volontaires des environs viennent très tôt l'aider : il se trouvait d'ailleurs des Liégeois, des Louvanistes et des « isolés » au 23 septembre, à Bruxelles, qui ont été les premiers défenseurs de la cité, et, du Hainaut, un millier de volontaires sont accourus du 24 au 27 septembre.

Le peuple a donc fourni beaucoup plus de combattants que la bourgeoisie. En somme, c'est logique, mais on rencontre dans les listes soit de tués, soit de prétendants à la croix de fer, un nombre si faible de bourgeois que l'on se demande d'où provient une telle disproportion. Il suffit de se rappeler les événements antérieurs au 23 septembre : beaucoup de bourgeois « voyaient avec indifférence l'entrée des troupes » et « espéraient même par là le rétablissement de la sûreté publique⁴⁸ ». Ils n'ont donc pas couru aux Portes, lorsque les troupes se sont présentées, et si beaucoup d'entre eux « sont allés prendre les armes quand ils ont vu comment l'autorité militaire traitait la ville⁴⁹ », ils l'ont fait alors que le combat était bien moins meurtrier⁵⁰, ce qui explique le petit nombre de bourgeois combattants blessés ou tués.

D'ailleurs, ce n'est pas un motif social qui pousse les gens à se battre le 23 septembre à Bruxelles, et c'est dénaturer les intentions de tous les combattants que de les parquer en « groupes sociaux ». S'il y eut plus de prolétaires que de bourgeois, cela prouve simplement que l'ardeur patriotique n'était pas retenue dans le peuple par des considérations d'intérêt et par des craintes légitimes quant à l'issue problématique d'une lutte inégale. Se sont battus à Bruxelles les patriotes les plus exaltés, ceux qui ne voulaient à aucun prix voir entrer dans leur ville une armée considérée comme étrangère ; il s'en est trouvé davantage dans les rangs du peuple, c'est tout à sa gloire ; heureusement pour la bourgeoisie, quelques rentiers, quelques propriétaires, des négociants, l'un ou l'autre fabricant ont sauvé son honneur et se sont retrouvés unis avec le peuple sur les barricades. Ce ne sont pas des mobiles sociaux qui poussent les vaillants à courir au combat, c'est l'ardeur du patriotisme. Si des bourgeois craintifs se sont enfermés dans leurs caves, si certains pusillanimes ont été jusqu'à réclamer l'entrée des troupes, tous les journaliers, tous les ouvriers n'ont pas non plus répondu, d'un même élan, à l'appel du tocsin. Prirent place derrière les barricades, aux fenêtres des maisons, les hommes au cœur bien accroché, les âmes bien trempées, et on ne peut faire entre ces braves de distinction de classe. Ce sont les gens les plus résolus qui ont fait le sacrifice de leur vie, qui luttent pendant les quatre jours ; la présence parmi ces héros d'un grand nombre d'anciens militaires, d'anciens soldats de Napoléon montre bien le caractère du combat : aux barricades, il y a place pour tous, mais n'y prennent position que les hommes de cœur.

La bourgeoisie dans son ensemble s'est d'ailleurs vite reprise. Au découragement profond qui l'étreint les 21 et 22 septembre succède peu à peu une certaine confiance et, une fois l'ennemi arrêté, il est des tâches urgentes qui lui sont réservées et qu'elle accomplit : ce n'est pas tout de

combattre, il faut rétablir l'ordre, organiser la défense, propager le mouvement insurrectionnel, procurer aux combattants des armes et des munitions, soigner les blessés. Des bourgeois de Bruxelles, pendant quatre jours, donneront tout leur temps à ces besognes capitales.

Notes

1 DE BAS, *op. cit.*, IV ; 412-413. Lettre de d'Hooghvorst au prince Frédéric, nuit du 22 au 23 septembre : « Il n'y a qu'un instant lorsque j'ai eu l'honneur d'annoncer à Votre Altesse Royale que j'allais convoquer les chefs de section, pour leur faire connaître la volonté de Votre Altesse sur la publication de sa proclamation, je croyais encore à quelque autorité. Mais je me trompais. Plusieurs chefs venaient de donner leur démission et l'effervescence générale dans la ville était devenue telle que je n'ai pu par là-même remplir les promesses, que j'avais faites à Votre Altesse Royale, et ainsi je me vois déchu par la force des circonstances du poste où j'avais été appelé par mes concitoyens. »

2 « Dans la nuit du 22 au 23, il n'y avait peut-être pas 40 hommes qui veillassent et l'ennemi aurait pu prendre possession de la ville sans coup férir ; le matin, nous n'étions peut-être pas 300, décidés à la résistance, en dispersion sur une longue étendue. » A.G.R. *Papiers Rogier 49bis* : lettre de Renard à Rogier, 10 août 1859 et DISCAILLES, *Charles Rogier*, II ; 5. « Je jure devant Dieu et Patrie que le matin du 23 peu affrontèrent le premier choc (nous n'étions que 8 à 10 à la Porte de Schaerbeek à 7 h. 30, 8 heures) », lettre du lieutenant-colonel Bergenhou, du 6^e de ligne, à Rogier, août 1859. A.G.R. *Papiers Rogier 49 bis*. A la Porte de Laeken, lors de l'attaque il y avait 30 à 40 défenseurs (mémoire ARTOT M.R.A.).

3 A.G.R. *Papiers Rogier, 49bis*. Lettre de Renard à Rogier, 10 août 1859.

4 Rapport Stieldorf, publié dans le *Courrier des Pays-Bas* du 2 octobre. Une copie se trouve au M.R.A. O. 775. d. 10.

5 *Bataille de Bruxelles, 2^e Epoque*, p. 26.

6 VAN DER MEULEN, *Willem den Koppige, ingedrongen koning der Nederlanden*, Bruxelles, 1833-1839 ; 412.

7 MACKINTOSH, *La Révolution belge de 1830*. Bruxelles, 1831, 121.

8 « J'ai combattu avec mes compatriotes et particulièrement le premier jour de l'attaque à la Porte de Schaerbeek où j'ai été obligé de me retirer, à côté de l'observatoire. Là j'ai monté au premier étage de la maison avec 15 hommes, d'où nous avons fait un feu continu sur l'ennemi qui s'avançait en tirailleurs... nous fûmes obligés de rester là toute la journée. » *Pétition adressée à MM. les membres du Comité de la guerre par Charles Dumoncel* (sans date, mais du début d'octobre 1830). M.R.A. O. 529 d. 4. Le chiffre de 50 est donné par les *Esquisses Historiques*, p. 274.

9 « Hors d'état de le défendre (étant blessé à la main), n'étant investi d'aucune autorité, convaincu que toute résistance était impossible, puisqu'une poignée d'hommes, sans chefs, sans ordre, luttaient seuls contre des milliers d'ennemis, voyant les Portes de Schaerbeek, de Louvain et de Namur envahies, le Parc, toute la rue Royale, encombrée de troupes, n'ayant aucun moyen d'action sur la multitude, je quittai les murs de la ville vers 9 h. 30 du matin, dans un moment où le feu était suspendu et qu'on parlait d'arrangement. » Article de Levae, dans *Le Belge* du 8 septembre 1833. « Le 23 septembre, après l'occupation du Parc par les troupes hollandaises et quand la cause paraissait perdue aux yeux de tous, je suis sorti un des derniers

de Bruxelles. » Réponse de Rogier au directeur du *Journal de Bruxelles*, août 1859. A.G.R., *papiers Rogier*, 49bis.

« Le jeudi 23 septembre, vers 9 h. du matin, M. le colonel (depuis général) Van Halen vint m'avertir, au bureau du *Courrier des Pays-Bas* que je rédigeais alors, de l'entrée des troupes hollandaises dans Bruxelles et de leur approche du quartier où je me trouvais. Les troupes du roi Guillaume, me disait le colonel, étaient déjà dans la rue Royale, à la hauteur de la Montagne du Parc ; le bureau du *Courrier des Pays-Bas* était rue des Douze Apôtres, n° 13. Je quittai mon travail pour me rendre à l'hôtel de ville, afin d'y prendre des renseignements sur l'exécution des mesures de défense que j'avais vu préparer la veille. Chemin faisant, je rencontrai M. Rogier, auquel je manifestai mon intention de sortir de Bruxelles, si la résistance ne s'organisait pas. Nous nous séparâmes et, de l'hôtel de ville, où je montai ensuite et où je ne trouvai que M. le baron Emmanuel d'Hooghvorst et le major Felner, qui me paraissaient attendre là les événements sans solution arrêtée, je me dirigeai vers la Porte de Hal pour gagner un canton rural où je voulais prendre un refuge momentané chez des membres de ma famille. » Dans la forêt de Soignes, il monta dans la diligence des messageries Briard et il y trouva Rogier, Bamps et Renoz (ces deux derniers également volontaires liégeois). Lettre de Jottrand(*La Patrie*, Bruges, jeudi 11 août 1859, A.G.R., *Papiers Rogier*, 49bis).

[10](#) Lettre de B. Renard, 10 août 1859 à Ch. Rogier, A.G.R., *Papiers Rogier*, 49 bis.

[11](#) Lettre de Bergenhouw à Rogier. A.G.R. *Papiers Rogier*, 49bis.

[12](#) Le récit assez peu sûr de CHARLIER (pp. 31 à 34 de ses *Mémoires*) est contrôlé en cet endroit par ce qu'écrit Staedtler : « Du côté de la rue de la Régence, les bourgeois étaient les maîtres, ils occupaient aussi le Grand Sablon où ils avaient 3 canons qui avançaient ou reculaient, selon le succès du combat. Un de ces canons donnait dans la rue entre les 2 Sablons, les 2 autres dans la rue Bodenbroek ou vers la rue de Namur. » BUFFIN, *op. cit.* ; 184. Lettre de Staedtler.

[13](#) « J'ai l'intime conviction que si les Hollandais, au lieu de s'arrêter au Parc, avaient continué leur mouvement en avant, la résistance n'aurait pas duré une demi-heure et la révolution avortait. » Lettre de Renard A.G.R., *Papiers Rogier*, 49bis.

[14](#) Les défenseurs de Laeken ont repoussé l'ennemi : « La fusillade se faisant entendre vers la rue Royale, plusieurs des nôtres se portèrent vers la barricade du Treurenberg pour prendre en flanc les grenadiers, lorsqu'ils passèrent au carrefour de la rue Royale et de la place de Louvain. » Mémoire ARTOT, M.R.A.

[15](#) *Relation des faits d'armes de Parent* ; 6.

[16](#) Sur les opérations place de Louvain et environs, nous renvoyons à l'intéressant rapport de A. Maréchal (M.R.A. 0. 473 d. 3).

[17](#) Lambinon raconte ainsi la lutte rue de Schaerbeek, après l'entrée des troupes : « Nous étions attaqués sur trois points de notre derrière, à la fois par les rues du Pachéco et les deux petites rues donnant de la rue Royale dans la rue de Schaerbeek. La poudre commençait à manquer. Dans ce moment, de lieutenant que j'étais, à défaut d'autres, on me nomma capitaine avec prière de prendre le commandement. J'ordonnai aux femmes de construire une forte barricade en aval des rues de Schaerbeek et Pachéco, pour nous retirer en cas de besoin ; dans cette malheureuse situation, où l'ennemi avait partout sur nous l'avantage de la position et du nombre, j'appris par

des bourgeois qui passaient sous le feu pour nous apporter de la poudre, l'événement de la rue de Flandre. Je crus devoir payer d'audace pour donner le change à l'ennemi sur notre situation. Vers onze heures, j'ordonnai l'attaque de la barricade qu'il occupait en tête de la rue faisant mine de vouloir déboucher, nous enlevâmes cette barricade à l'arme blanche avec perte de 4 hommes tués et 3 blessés, dont moi au ventre. Une batterie placée sur la route nous prenant en travers nous força de l'abandonner ; nous nous sommes retirés et logés dans les maisons à trente-cinq pas de là, d'où nous avons fait beaucoup de mal à l'ennemi et même fait taire son feu. » M.R.A., 0. 22, n° 12.

Lettre de Lambinon à Rogier, 23 février 1831.

[18](#) BUFFIN, *op. cit.*, 177. Staedtler à d'Arenberg.

[19](#) Lettre de Renard à Rogier, A.G.R. *Papiers Rogier, 49bis* : « dans l'après-midi, c'était tout autre chose. Bruxelles d'abord indifférente, se soulevait enfin ; l'espoir revint dans nos cœurs ; et les combattants sortaient comme dessous terre ».

[20](#) *Relation des faits d'armes de Parent, 7.*

VAN DER MEULEN, *op. cit.*, 441.

[21](#) VAN DER MEULEN, *op. cit.*, 445.

[22](#) KESSELS, *Précis des opérations militaires*. Bruxelles 1831 ; 10.

VAN HALEN, *Les Quatre Journées*. Bruxelles 1831 ; 15.

[23](#) *Rapport du lieutenant commandant le poste à l'hôtel de Belle-Vue pendant les journées des 24, 25, 26, 27 septembre 1830 à M. le commandant en chef des forces mobiles le général don Juan Van Haleri*. Rapport fait le 28 septembre 1830 à 9 heures du matin. M.R.A. 0. 224, d. 5 (copie).

[24](#) *Bataille de Bruxelles, 2^e époque ; 45.* — BEAUMONT, *Adventures of 2 Americans in the siege of Brussels*, Cornhill 1831 ; 22.

[25](#) BUFFIN, *op. cit.*, I ; 344. Mémoires Pletinckx. « Dès lors je restai auprès de lui comme chef de son état-major, dont j'organisai sur sa demande et vu qu'il connaissait peu de nos hommes, tout le personnel, à l'exception de deux amis espagnols Urculo et Verloe, qu'il attache spécialement à sa personne. En voici la composition :

Le lieutenant-colonel Pletinckx, chef d'état-major ;
Baron Felner, adjudant ;
Graux, médecin, adjudant ;
Godf. Nique, capitaine, aide de camp ;
Ernest Grégoire, capitaine, aide de camp ;
Lakenans, capitaine, aide de camp ;
Dewys Habekeek, capitaine, aide de camp ;
Eusèbe, officier d'ordonnance ; Kessels, commandant d'artillerie ;
J. Palmaert, à l'état-major ;
Van Dormael, aide de camp chargé de la garde des Portes de Flandre et de Ninove. »

[26](#) BEAUMONT, *Advent. of 2 Amer, in the siege of Brussel* ; 24 s.

[27](#) BEAUMONT, *op. cit.* ; 26. — BUFFIN, *op. cit.*, I ; 344 (Pletinckx). CHARLIER, *Mémoires*, 54 et VAN DER MEULEN, *op. cit.*, 455 insistent aussi sur l'abandon des postes.

[28](#) Staedtler à d'Arenberg. BUFFIN, *op. cit.* ; 185.

[29](#) KESSELS, *op. cit.* ; 9 s.

[30](#) Dans ses *Mémoires*, pp. 22 s., VAN HALEN s'excuse de cette attaque du 25 septembre en en faisant retomber la responsabilité sur les gens de l'hôtel de ville : « Ces derniers voulaient absolument qu'on s'empare du Parc. C'était impossible. Il fallait préalablement s'emparer des maisons, des hôtels environnants. Mais pour satisfaire aux clameurs de ces gens, il commande une attaque vers 4 heures de l'après-midi dans le seul but « d'inspirer confiance ». Pletinckx donne des détails nombreux et précis sur les préparatifs et la réalisation de cette attaque (BUFFIN, *op. cit.*, I ; 345 s.) et BEAUMONT, *op. cit.* ; 24, écrit, lui, que Van Halen était déjà d'avis d'attaquer dans la nuit du 24 au 25.

[31](#) Mémoires Pletinckx, BUFFIN, *op. cit.*, I ; 348.

[32](#) VAN DER MEULEN, *op. cit.* ; 459. Lettre de Feigneaux, Strens, du Pré, .J. Strens au *Courrier des Pays-Bas*, citée par DE BAVAY, *op. cit.* ; 175 s.

[33](#) On peut en trouver une preuve dans les demandes de secours qui lui sont adressées, par exemple ce billet : « Les habitants de la rue des Petits Carmes prient le général de leur envoyer quelques hommes pour repousser la troupe qui menace d'y entrer. Lesdits habitants s'engage (*sic*) à loger et nourrir les hommes qui seront destinés à défendre leur rue. Le chef de poste : Vandervaeren, sergent-major, Bruxelles, 26 sept, au matin. » M.R.A. 0. 792, dos. n°7 (originaux). Voir de même 0. 792, d. n° 5.

[34](#) VAN DER MEULEN, *op. cit.*, p. 468. — *Bataille de Bruxelles*, 2^e époque, Révolution, p. 54. — M.R.A. 0. 276, d. 3. A.G.R. *papiers Rogier*, 137. Lettre de Dens de janvier 1831 au Gouvernement Provisoire.

[35](#) Suppl. *Esquisses Historiques*, p. 200. Rapport officiel de l'artillerie bruxelloise et liégeoise dans les journées de septembre.

A narrative of a few weeks in Brussels, 89 s.

KESSELS, *op. cit.* ; 19.

[36](#) KESSELS, *op. cit.* ; 21.

[37](#) KESSELS, *op. cit.* ; 24.

[38](#) *Le Belge*, 28 sept., 1^{re} page, 2^e col.

[39](#) A.G.R. *Papiers Rogier*, 137.

[40](#) A.G.R. *Papiers Rogier*, 137.

[41](#) NIELLON, *op. cit.* ; 38 à 44 a fait de cette expédition nocturne un raid extraordinaire. Chazal (BUFFIN, *op. cit.*, I ; 116) exagère également l'importance de l'épisode et fait durer la sortie toute la nuit. « Parmi des notes prises par l'état-major dans la nuit pendant que j'étais (Van Halen) à cheval aux avant-postes » (nuit du 26 au 27 sept.), on lit ceci : « M. Niellon, chef d'un corps franc est venu vers 10 h. 30 pour visiter le général en chef, il est sorti à la Porte de Hal, il a pris sur la gauche d'Ixelles, où se trouvaient plusieurs avant-postes, il a eu des escarmouches avec des patrouilles. Il est convaincu plus que jamais que l'ennemi se gardait très mal. Il se trouve à la tête de 150 hommes disciplinés. » Il était donc de retour au début de la nuit. A.G.R., *Papiers Rogier*, 137.

C'est ce que confirme le mémoire d'ARTOT : « Vers onze heures du soir, je rencontrai place de la Chancellerie les commandants Chazal et Niellon, à la tête d'une soixantaine de volontaires. Ils venaient d'avoir fait plusieurs reconnaissances dans les environs de Bruxelles » M.R.A.

[42](#) Requête au Gouvernement Provisoire A.G.R. *Gouvernement Provisoire*, n° 1, 1. 15.

[43](#) « Quartier Général de Bruxelles, le 26 septembre 1830. » Il est ordonné à M. G.-H. de Villers, commandant la demi-colonne de gauche qui occupe la position de la place Royale de détacher de suite des hommes de la colonne pour éteindre l'incendie qui vient de se déclarer dans la maison joignante du palais. Il donnera en conséquence des ordres pour que les pompiers et toutes les pompes disponibles se rendent sur les lieux et fera soutenir les travailleurs par un fort détachement en cas que l'ennemi ferait une démonstration pour empêcher d'éteindre l'incendie. Il est responsable de l'exécution du présent ordre dont il sera donné communication à M. Bicheroux, commandant de la demi-colonne de droite. » *Le commandant en chef*, » Juan VAN HELEN. »

A.G.R. *Papiers Rogier*, 137 s.

[44](#) KESSEUS, *op. cit.* ; 25.

[45](#) Ce registre, dont nous devons la communication à M. le professeur Bonenfant, « a été déposé aux archives communales (de Bruxelles) le 30 avril 1862, l'authenticité de ce document ayant été, au préalable, attestée par les soussignés membres de la commission centrale pour les hôpitaux et ambulances et directeurs de l'hôpital établi par ordre du gouvernement provisoire. (S.) F. de Page, Dr. Vleminckx, G. Pelseneer. » DE WARGNY dès 1831 avait publié dans le supplément aux *Esquisses Historiques*, pp. 19 à 47, une liste des victimes des combats de septembre. Nous avons comparé les tableaux dressés par De Wargny et ce registre, et nous avons acquis la conviction que si de Wargny a eu en mains, ainsi qu'il l'affirme, des documents officiels, il les a mal copiés ; aussi avons-nous suivi les indications du Registre officiel. L'examen des listes des blessés de 1830 soignés dans les hôpitaux bruxellois, publiées par M. BONENFANT dans les *Bulletins de la Commission Royale d'Histoire*, 1930, VII, 483-507, si elles contiennent 41 noms sur 177 qui ne se trouvent pas dans le Registre, entraîne des conclusions analogues à celui du Registre officiel. Nous avons fait un relevé des professions des morts et aussi des blessés domiciliés dans la capitale ou dans la périphérie : 219 ouvriers, 179 journaliers, 238 artisans, 8 maîtres-artisans, 23 domestiques, 16 pompiers, 33 petits commerçants, 3 cultivateurs, 17 employés, professions libérales : 33, ex-militaires : 4. Les listes des prétendants à la croix de fer indiquent une même proportion : 107 ouvriers, 44 journaliers, 150 artisans, 20 maîtres-artisans, 16 petits commerçants, 15 négociants, 6

domestiques, 6 pompiers, 17 employés et commis, professions libérales : 33 (14 écrivains, 4 artistes peintres, 1 compositeur, 2 avocats, etc.), 21 ex-militaires.

[46](#) *Archives Provinciales du Brabant*.

[47](#) A l'appui de ces constatations il convient de noter les évaluations des combattants faites par le général Valazé. Sans doute il minimise à l'excès les forces des insurgés, à l'effet de tranquilliser son gouvernement, mais il n'a pas complètement tort : Le 23 septembre « 400 à 500 pauvres diables ». *Gedenkstukken, 1830-1840*, II ; 23 ; le 24 septembre « le nombre d'ouvriers armés n'a pas augmenté ». *Ged.*, 1830-1840, II ; 24 ; le 26 septembre « y compris les renforts ils ne sont pas plus de mille ». *Ged.*, 1830-1840, II ; 24. Des témoins *belges* insistent aussi sur le petit nombre de combattants, surtout le 23 septembre. « Qui pourra croire que dans cette journée dont le burin sacré de l'histoire immortalisera la mémoire dans les partis belges, huit à douze cents combattants à peine armés ont tenu en échec sur tous les points près de dix mille hommes de troupes régulières et d'élite. » *Relation des faits d'armes de Parent*, pp. 6 et 7.

VAN DER MEULEN, *Willem den Koppige*, p. 26 : « 500 à 600 hommes armés parmi lesquels certains ne savaient même pas charger un fusil. »

Révolution belge, 2^e époque, p. 11 : « Quelques volontaires, quelques ouvriers, quelques paysans, ils n'étaient pas 2.000, sans pain, sans argent, sans chefs, le premier jour, ont arrêté une armée régulière et l'ont vaincue ». Un esprit aussi sérieux que DE GERLACHE, qui sans doute était à La Haye au moment des combats, écrit que le nombre de défenseurs, le 23 septembre, était de 1.200 à 1.500 au plus (op. cit., II . 287). — Enfin, Van Halen lui-même, dans un rapport à la commission des récompenses honorifiques a écrit : « Si le nombre de volontaires s'était élevé dans Bruxelles à plus de 4.000. jamais (même le 26), on ne vit de notre côté sur le terrain plus de douze cents combattants et encore c'était durant le jour ; car, vers la brune, tous ces braves, malgré les efforts des chefs, malgré toute la sévérité de la consigne, abandonnaient ce même terrain qu'ils avaient disputé et souvent arrosé de leur sang, pour aller raconter, sous le toit domestique, leurs exploits de la journée. » *Exposition Historique de 1830, Papiers prêtés par M. Schoentjes*.

[48](#) BUFFIN, *Documents*, 211. Lettre de Staedtler du 2 octobre.

[49](#) BUFFIN, op. cit., 212. Lettre de Staedtler du 2 octobre.

[50](#) M.R.A., 0.396 d. I. *Pétition de Le Hon à Van der Meere du 13 octobre 1830* : « Les trois autres journées (24, 25, 26), quoique moins meurtrières, ne furent pas moins chaudes que la première. »

Chapitre VII.

Les premiers jours du Gouvernement Provisoire

L'affaire Gumoëns. — Les premières réunions à l'hôtel de ville abandonné. — Le 24, formation d'une Commission administrative. — Elargissement de son activité. — Changement dans l'esprit des commissaires. — Dictature de Rogier. — Retour des gens de Valenciennes. — Le Gouvernement Provisoire. — A la rentrée de de Potter, le Gouvernement Provisoire devient le Gouvernement Provisoire de la Belgique. — Appréciation.

Le comité de défense constitué par Pletinckx et quelques autres dans la nuit du 22 au 23 septembre s'est séparé au moment de l'attaque, laissant l'hôtel de ville complètement vide. Dans Bruxelles, il n'y a plus la moindre autorité. Les braves courent aux Portes, aux barricades et voilà l'ennemi arrêté aux Portes de Flandre et de Laeken, à la place Royale. Pendant que là-haut on tiraille sans arrêt, à l'intérieur de la ville certains préparent une défense opiniâtre, construisent des barricades, portent des pavés aux étages. Des bourgeois se réunissent en petites bandes pour sauvegarder leurs propriétés menacées par des inconscients. Pour d'autres, c'est la débandade complète. Que va-t-on devenir ? L'ennemi va bombarder ! On s'enferme dans les caves. Les heures passent, mais l'ennemi ne progresse pas.

Une évolution s'opère dans les esprits ; des bourgeois, excellents patriotes et citoyens courageux, qui avaient jugé comme une folie de s'opposer à l'entrée de l'armée, commencent à croire que tout n'est pas perdu. D'aucuns vont faire le coup de feu, d'autres maintiennent l'ordre.

Un événement fortuit donne l'occasion à certains de former l'embryon d'un Pouvoir constitué. Nous avons relaté plus haut l'aventure du lieutenant-colonel de Gumoëns, demandant à parler à une autorité quelconque, maltraité par le peuple, et finalement conduit à la caserne des Pompiers. Le général Mellinet, qui l'avait dégagé des mains de la foule, se met à la recherche de personnes qui puissent entrer en relation avec ce parlementaire. Il rencontre Jolly, lui expose son embarras : « Je cherche partout et ne trouve personne ; il faut cependant avoir un moyen de s'arranger ; il faudrait tâcher de réunir quelques personnes notables qui se rendraient à la caserne des Pompiers ». L'avocat Delfosse se joint à eux ; ils réunissent quelques notables de la troisième section et se rendent à la caserne. Là, ils discutent avec de Gumoëns, lui exposent l'impossibilité d'une soumission. Berten va porter au prince la lettre du lieutenant-colonel, où ce dernier dépeint la résolution des habitants de Bruxelles de se défendre¹.

Jusqu'ici, ces quelques notables ne prennent aucune décision qui pourrait faire croire qu'ils ont assumé les lourdes charges du pouvoir. Cependant l'absence de toute autorité pèse à ces hommes pondérés et, spontanément, ils se donnent rendez-vous à l'hôtel de ville, pour 7 heures du soir. Ils s'y rendent, d'ailleurs, dans le seul but d'entendre la réponse du prince. Détail curieux, parmi les notables qui ont assisté à l'interrogatoire de Gumoëns, se trouve un membre de l'ancienne Régence, Vermeulen-De Cock, honnête citoyen, mais légitimiste jusqu'au bout, qui tenta de profiter de l'absence des chefs révolutionnaires pour restaurer, à l'hôtel de ville, le pouvoir légal : la Régence². Il échoue et ainsi la place est à qui veut la prendre. Lorsque Jolly, Max Delfosse, Michiels, colonel dans la garde bourgeoise, Engels-pach-Larivière, de Coppyn, Joseph Vanderlinden et quelques autres se présentent à la porte de la rue de l'Amigo, le concierge leur dit : « Qu'il n'y a plus personne, l'hôtel de ville est complètement désert », et les conduit dans le cabinet du bourgmestre. Jolly a choisi cette salle du premier étage, du côté de l'Amigo ; car le peuple avait pris l'habitude d'envahir l'hôtel de ville du côté de la Grand'Place.

Ils sont quinze bourgeois, et ils attendent la réponse du prince. Berten l'apporte. C'est la proclamation : « J'étais venu...³ » Jolly qui préside en donne lecture et propose de désigner une commission qui se rendrait, dans la nuit, auprès du prince Frédéric, dans le but de faire retirer les troupes à une certaine distance de la ville⁴. A ce moment, le baron d'Hoogvorst se présente, accompagné de quelques fidèles, Palmaert, Lippens, Anspach, l'avocat Van Hoorde ; le chef de la garde bourgeoise n'a rien perdu de son prestige. On lui offre la présidence et l'on discute à nouveau sur les propositions à faire au prince, pour parvenir à un arrangement, afin de faire cesser l'effusion du sang et préserver la ville d'une destruction totale, dont elle était menacée d'après toute apparence⁵.

On décide de présenter au prince trois propositions, et le baron d'Hooghvorst, l'avocat Delfosse, le baron F. de Coppyn, accompagné des deux aides de camp, de Bremaker et Palmaert fils, s'en vont dans la nuit discuter chez le notaire Hermans à Schaerbeek avec le prince Frédéric. Après le départ de la députation, l'hôtel de ville se vide peu à peu⁶ ; mais à l'aube, ces bourgeois reprennent le chemin de l'hôtel de ville ; les députés envoyés auprès de Frédéric les rejoignent bientôt. L'échec des pourparlers a excité les cœurs. Il y a dans la salle de nouvelles figures : Rogier, rentré la veille, se met au premier plan. Il a retrouvé toute son énergie et il veut qu'on se batte à tout prix. Discussions. Palabres. On en vient à parler de constituer une autorité centrale pour donner au mouvement une direction et un sentiment d'ensemble. La discussion ne porte plus que sur les noms.

« D'une voix unanime, l'on désigna M. Rogier, puis le baron d'Hooghvorst⁷. » Rogier et Michiels insistèrent pour que Jolly, en « qualité d'officier du génie » acceptât également. MM. le baron F. de Coppyn et J. Vanderlinden se chargèrent des fonctions de secrétaires, sur les instances de d'Hooghvorst. La première autorité révolutionnaire était installée. Elle prit le nom de « *Commission administrative* ».

La plupart des bourgeois réunis le 23 septembre à l'hôtel de ville ne pensaient qu'à éviter à leur cité un désastre qu'ils croyaient imminent. Il ne s'agissait pas pour eux d'établir une autorité révolutionnaire qui dirigeât les forces des insurgés et propageât le mouvement insurrectionnel⁸. Parmi eux, il y a des craintifs, comme Vermeulen-Decock, des sympathisants, comme Jolly, Michiels, Vanderlinden, des hésitants comme d'Hooghvorst ; c'est Rogier qui par son éloquence et son ardeur, bouleverse les esprits, entraîne les timides. Rogier, dans les réunions qui ont précédé la formation de la commission administrative, s'est conduit en homme clairvoyant. Par sa parole chaude, persuasive, énergique, le tribun entraîne les chefs de la bourgeoisie bruxelloise à des actes qui méritent l'échafaud. Dès le 24 septembre, l'union des chefs modérés et exaltés est faite. Rogier a réalisé cette union ; par son éloquence il a fait sur ses auditeurs une impression profonde, dans ces discussions orageuses, à l'aube d'une journée qui s'annonce pleine de menaces⁹.

Dès lors Rogier s'impose par sa fermeté ; il va diriger les événements. Tout ou rien, c'est sa devise. Plus de compromis, plus de pourparlers. Il écarte les craintifs ou tout simplement les raisonnables, comme ce Vermeulen-Decock qui s'étonne le 24, au matin, de trouver à l'hôtel de ville « M. Rogier avec la plus grande partie des hommes sous ses ordres », qui s'indigne en entendant ces messieurs déclarer « qu'il ne s'agissait plus de parlementer avec la dynastie des Nassau, qu'elle avait cessé de régner en Belgique et qu'il fallait s'ensevelir sous les décombres de la ville plutôt que de se soumettre¹⁰ ».

Quelques citoyens ont pris un pouvoir abandonné au premier venu. Ils font connaître au peuple bruxellois l'heureuse nouvelle¹¹. Le peuple est satisfait de voir derrière lui des gens qui le dirigent et il ne reproche pas à ces bourgeois « d'avoir confisqué la révolution ». Car il y avait autant d'héroïsme à s'installer à l'hôtel de ville que sur les barricades de la place Royale. Ceux qui se mettent à la tête du mouvement portent d'ailleurs des noms connus. Rogier, c'est le héros, le chef des Liégeois, et personne ne se souvient que, le 23 au matin, au lieu d'être au milieu de ses volontaires exposés au feu, il était à Aywières ; d'Hooghvorst qui toujours avait été sympathique et à qui on a reproché de la tiédeur siégeait à l'hôtel de ville, centre de l'insurrection, et indiquait ainsi clairement qu'il avait rompu définitivement avec la légalité. Jolly est inconnu, mais il est officier du génie, et on compte bien qu'il s'occupera de la défense efficace des points menacés.

Le peuple bruxellois n'éprouve aucun dépit de voir la direction du mouvement aux mains de ce trio ; bien mieux, il lui est reconnaissant de ce qu'il saisit les rênes du pouvoir, alors que tout était instable, les chances de succès infimes, le besoin d'ordre urgent. Sur la bourgeoisie la constitution de cet organisme a des répercussions plus profondes encore. Une grosse partie de la bourgeoisie est ralliée, dès ce moment, à la commission, et bien des gens pondérés voient leurs craintes vaciller, en apprenant que la résistance spontanée, misérable et désespérée de quelques centaines de combattants est dirigée maintenant par des hommes de valeur. Le 23, la résistance à l'entrée des troupes n'avait pas de but bien défini en dehors de lui-même. Le 24, le cadre des aspirations s'élargit considérablement : on veut le triomphe d'une cause dont dépend le salut de la Patrie.

La tâche de cette commission n'est pas aisée. Elle dispose de peu d'argent, de peu de munitions, de peu d'effectifs. Elle s'efforce de se procurer des fonds et s'adresse à la Banque. Elle demande 5.000 florins et elle en obtient 10.000¹². Ils sont remis à Engelspach-Larivière, agent général de la commission, qui abat pendant les Journées une besogne formidable. La somme n'est pas énorme, mais il ne s'agit que d'organiser la défense. La commission n'est pas encore un gouvernement qui a des charges pécuniaires normales à supporter. Engelspach signe des bons pour l'achat de fusils, de poudre, de planches ; il paie des frais de travaux à des ouvriers, des frais de route à ceux qui parcourent les provinces pour soulever les populations¹³.

Rogier surtout se démène ; il veut augmenter la masse des combattants. C'est lui qui a rédigé la première proclamation. Il en rédige bientôt une seconde, enflammée, pathétique, il appelle aux armes toutes les classes de la population et, pour décider les bourgeois qui, depuis un mois, redoutent la dévastation de leurs demeures, suprême habileté, il accuse l'état-major ennemi d'exciter ses troupes par l'espoir du pillage¹⁴. Cette proclamation s'adresse au peuple bruxellois¹⁵. Mais on a besoin de l'aide de tous les patriotes belges. Depuis la veille, les plus dévoués se chargent de recruter un peu partout des volontaires. Dès ce jour la commission administrative dirige la propagation du mouvement insurrectionnel. Elle demande du secours à Liège et envoie partout des émissaires¹⁶.

La commission administrative remplit aussi une fonction militaire : les chefs des détachements de volontaires s'adressent à elle, dès leur arrivée, et elle leur fixe la place de combat. Elle se charge également de maintenir l'ordre et le respect des propriétés ; elle y parvient aisément. Prévoyante, elle s'occupe de préserver la ville de la famine : Engelspach fait établir un relevé complet de la quantité de grains, de farine et de pains, dont disposent les meuniers et les boulangers¹⁷.

Les hommes dévoués qui ont assumé une besogne aussi écrasante comprennent vite qu'il ne leur est pas possible de tout diriger, qu'une autorité militaire distincte est indispensable. Un commandant en chef est au surplus nécessaire. Si, en ville, la commission administrative a un pouvoir rapidement reconnu, là-bas aux barricades, c'est l'indiscipline complète. Rogier et ses gens ne se hasardent pas à faire entendre raison aux têtes chaudes qui s'exposent fièrement aux balles ennemies. Le pouvoir de la commission est nul sur les combattants. Rogier, une fois de plus, montra qu'il n'avait rien perdu de son sang-froid, et choisit le chef idéal, don Juan van Halen, qui jouit d'un certain prestige auprès de plusieurs centaines d'hommes. C'est dans la soirée que la décision fut prise. Dans l'après-midi, Van Halen reçut le billet suivant : « La commission centrale invite le lieutenant-colonel Juan Van Halen à passer l'hôtel de ville pour une affaire qui le concerne. Bruxelles, le 24 septembre 1830. Ch. Rogier, Van der Linden d'Hooghvorst. » Van Halen se rend à l'hôtel de ville et raconte ainsi l'entretien qu'il eut avec d'Hooghvorst, Ch. Rogier et Jolly.

« Nos volontaires, me dit à peu près Rogier, ont besoin d'un chef ; vous allez vous mettre à leur tête ! Il faut prendre le Parc !

— Messieurs, leur répondis-je, accordez-moi deux heures pour vous faire une réponse.

— Pas deux minutes, interrompit Rogier, allons dépêchons-nous ! »

Après quelques rapides observations sur des considérations de famille, au sujet desquelles M. d'Hooghvorst me montra toute la noblesse de ses sentiments, j'acceptai le brevet de ma nomination, ainsi conçu :

« La commission centrale nomme, par le présent, M. Juan Van Halen, commandant en chef des forces actives de la Belgique. Bruxelles, le 24 septembre 1830. »

— Messieurs, ajoutai-je, donnez-moi votre parole que l'hôtel de ville ne sera plus abandonné et que je vous trouverai toujours à votre poste. Quant à moi, je vous réponds de bien le défendre¹⁸. »

La commission administrative élargit d'heure en heure sa sphère d'activité. Toutefois ses objectifs ne se sont pas modifiés depuis la veille. Elle s'efforce toujours d'augmenter les ressources pécuniaires, de faire lever des combattants en masse, d'empêcher toute panique à l'intérieur de la ville. Rogier, d'Hooghvorst, Jolly sont les seuls membres en titre. Mais des bourgeois dévoués les aident dans leur tâche écrasante¹⁹. La spécialisation des fonctions s'établit d'office. On a besoin d'argent. La commission envoie deux membres de sa « commission des Finances » pour conférer avec la direction de la Société Générale, et obtenir la disposition des fonds du gouvernement que la Société Générale détenait, à titre de caissier de l'État, et dont le solde s'élevait à près de 4 millions de florins. Ils échouent dans leurs négociations²⁰.

Le manque d'argent et de poudre ne décourage pas ces audacieux. Car les bonnes volontés sont de plus en plus nombreuses et les volontaires arrivent de toutes parts. La commission s'occupe de ces braves, elle assure leur logement dans Bruxelles, se concilie les bonnes dispositions des chefs et les envoie à l'état-major, qui en dispose suivant les nécessités. La séparation des pouvoirs militaire et civil est assez bien établie²¹. Mais, organisme municipal à l'origine, la commission continue à pourvoir à la sûreté générale de la ville. Ce qui est inquiétant dans ces journées tragiques, c'est la famine. Le peuple a grondé, dès le 19 septembre ; il lui fallait du

pain ! Tant bien que mal, on l'empêche de mourir de faim et la charité privée sauve bien des miséreux. La haine du peuple qui aurait pu se tourner contre les riches s'est reportée sur les « Hollandais ». Mais le combat ne fait pas oublier la faim et, comble de malheur, les paysans, terrifiés, n'apportent plus leurs denrées aux marchés de Bruxelles. La commission s'efforce de rassurer ces paysans et de leur faciliter le séjour à Bruxelles²².

Un accord parfait ne règne pas entre les membres de la commission ; d'Hooghorst qui s'était laissé entraîner cherche toujours un terrain d'entente avec le prince Frédéric, Rogier est pour la lutte à outrance : « Il est trop tard pour reculer » et il lance proclamation sur proclamation pour exciter les cœurs. Il est débordant d'enthousiasme et de confiance ; alors que la situation était encore critique, le 25 septembre, engageant l'avenir, il rédige un arrêté :

« Une fosse sera creusée sur la place Saint-Michel ; elle sera destinée à recevoir les restes des citoyens morts dans les mémorables journées de septembre. Un monument transmettra à la postérité les noms des héros et la reconnaissance de la patrie. Les patriotes belges prennent sous leur protection les veuves et les enfants des généreuses victimes²³. » Rogier dirige tout en dictateur²⁴.

Le retour des gens de Valenciennes, dans la soirée du 25, limite son pouvoir. Mais Van de Weyer et Gendebien, témoins de la surexcitation intense des esprits en Wallonie, brisent le cadre restreint dans lequel s'est contenue jusqu'ici la commission administrative, dont le rôle primordial fut bien celui de défenseur de la cité, et la commission se transforme en Gouvernement Provisoire.

Gendebien et Van de Weyer, depuis 36 heures déjà, se considèrent comme membres d'un tel organisme²⁵ et ils reviennent à Bruxelles prendre une place que personne ne leur conteste, car on accueille toutes les bonnes volontés²⁶.

Lorsque, le 26 au matin, Félix de Mérode vient compléter l'équipe, le Gouvernement Provisoire est constitué définitivement et immédiatement la nouvelle se répand dans Bruxelles²⁷.

Mais tant que l'armée n'a pas quitté Bruxelles, le changement est surtout nominal. Le rôle national du Gouvernement Provisoire apparaît plus dans les proclamations que dans les actes. Il se considère comme l'organe de la souveraineté nationale ; aussi s'empresse-t-il d'exciter à la désertion « les braves militaires belges » et les délègue-t-il des serments prêtés à Guillaume I^{er}²⁸. Les réalisations du Gouvernement Provisoire sont beaucoup plus modestes. Il est toujours absorbé par des détails multiples, préoccupé d'incidents insignifiants. Les volontaires viennent lui demander le poste où ils doivent se rendre. D'autres réclament des cartouches, des gargousses²⁹. Et il continue à envoyer partout des émissaires, à exciter le peuple à marcher sur Bruxelles et s'occupe de démentir les faux bruits répandus par les ministériels. Prolongement de la commission administrative, il veille toujours au maintien de l'ordre dans la capitale. Les soucis économiques sont accablants. Les commerçants se plaignent de l'impossibilité d'encaisser des effets et de remplir les formalités exigées par la loi en cas de non-paiement de ceux-ci à leur échéance. Le Gouvernement Provisoire proroge de 25 jours tous les effets de commerce sur la place de Bruxelles, créés antérieurement au 26 septembre³⁰.

La populace recommençait à gronder. La vie dans une ville assiégée depuis quatre jours, encombrée de gens souvent démunis de moyens d'existence et vidée des habitants de la classe aisée, était misérable. Une autorité s'est reconstituée. Elle est vite l'objet de la haine de certains. On accuse les gens de l'hôtel de ville de trahison. Ces rumeurs parviennent aux oreilles des intéressés, qui chargent Engelspach de prier le chef d'état-major du commandant en chef d'envoyer 20 hommes d'élite avec un officier pour la garde des membres du Gouvernement Provisoire à l'hôtel de ville. Van Halen envoie Plaisant avec 25 hommes³¹.

Ces tentatives d'émeute sont le fait d'orangistes. Après l'hôtel de ville, c'est aux consulats et aux ambassades qu'on s'en prend. Heureusement des mesures énergiques rétablissent bientôt l'ordre³².

La retraite des troupes bouleverse tout. Le Gouvernement Provisoire voit grandir son rôle. Ses membres sont tous décidés maintenant à ne plus regarder en arrière. Le premier des devoirs est toujours d'ordre militaire : l'ennemi a quitté Bruxelles. Il faut consolider la victoire en organisant les moyens de combattre au dehors. Le gouvernement convoque tous les volontaires à se rendre au Parc, le 27 à 11 heures, pour y recevoir une organisation provisoire par compagnies et bataillons³³. On enrégimente les hommes³⁴, on s'efforce de trouver des armes, des munitions ; des corps francs se forment. Réunir une armée est indispensable au triomphe de la cause belge : empêcher tout désordre, contenir la populace est aussi nécessaire. Les réactions populaires sont terribles. Le feu est mis à la maison Meeus. Porte de Schaerbeek et place d'Orange, on pille. Le Gouvernement ne se laisse pas déborder. Il a tôt fait de représenter les dangers de l'émeute et du pillage³⁵ et il est écouté. Mais l'ordre est instable tant qu'une autorité ne dispose pas d'une force armée suffisante et disciplinée. Dès le 28 septembre, d'Hoogvorst prépare la formation d'une garde urbaine. Le peuple s'est illustré pendant les 4 jours de combats. Il a versé son sang généreusement ; il ne peut plus être question de former une garde bourgeoise. Ce serait une insulte pour le peuple, toutes les classes sociales doivent être unies dans la défense de l'ordre. D'Hoogvorst le comprend et décrète que la garde urbaine sera composée de tous les habitants capables de porter les armes, depuis l'âge de 18 ans jusqu'à 50 et qu'une allocation de 75 cents par jour sera payée aux ouvriers.

Il ne suffisait plus au Gouvernement Provisoire de repousser l'armée de Frédéric ni de maintenir l'ordre à Bruxelles ; il lui fallait encore amener au soulèvement toutes les communes, toutes les villes du pays et obtenir la capitulation des places fortes³⁶.

Il a besoin dès lors de s'adjoindre une autre personnalité, Louis de Potter. Louis de Potter est un grand nom : sa popularité est immense dans toute la Belgique. C'est un persécuté, un exilé, et auprès des masses, c'est le plus beau des titres. Rogier est populaire à Liège ; à Bruxelles, il a de chauds partisans, les clubmen de la réunion centrale, mais qui ne sont tout de même qu'une minorité. Gendebien et Van de Weyer sont sympathiques à la bourgeoisie moyenne, qui d'abord aurait voulu le redressement des griefs par la voie légale, puis s'était ralliée assez vite à la révolution. De Mérode et d'Hoogvorst leur apportent des concours précieux pour rassurer la noblesse et le clergé.

Mais il ne s'agit encore que d'étendre la révolution. Un nom qui soit un drapeau est indispensable. On rappelle de Potter³⁷ et on se l'adjoit. C'est une mesure de prudence aussi ; de Potter serait rentré sans cet appel, et s'appuyant sur sa popularité, il aurait bien pu se proclamer dictateur.

Ainsi solidement établi, le Gouvernement Provisoire doit organiser tous les services publics que les derniers événements ont paralysés.

Louis Bronne, délégué, dès le 25 septembre, à la direction des Postes par la commission administrative, organise le service des voitures publiques et des postes et s'assure de la correspondance officielle du gouvernement déchu³⁸. Coghén qui a accepté, le 25 septembre, le commissariat des finances, sur les instances de l'avocat Delfosse³⁹, se procure des fonds, avise aux besoins les plus urgents et recommande la plus stricte économie.

Il s'adresse, le 29 septembre, à la direction de la Société Générale, et conclut un accord : « Les fonds disponibles du service du caissier de l'État, sauf les paiements déjà avisés, resteraient bloqués en un compte spécial jusqu'au traité de liquidation à intervenir et, en attendant, un nouveau compte serait ouvert au Gouvernement Provisoire. »

On pouvait vivre⁴⁰ et parer au plus pressé : l'entretien de l'armée naissante. « Celle-ci mangeait beaucoup d'argent : les volontaires qui étaient sans ressources et dont le nombre augmentait chaque jour, ne cessaient de demander des armes, des munitions et des vivres. Les ambulances exigeaient des médicaments, des objets de literie, des pansements, des instruments de chirurgie⁴¹. »

En sus de ces besognes compliquées, le Gouvernement Provisoire s'occupe très vite d'assainir l'administration et la justice, et de remplacer les Van Maaniens par de bons patriotes. Les révocations et les nominations se succèdent sans arrêt : « Le Comité de la Justice présidé par Gendebien et composé des jeunes avocats, Blargnies et Barbanson et du vieil avocat Kockaert, bâtonnier de l'ordre, débarrassent avec énergie les parquets des serviteurs dociles de La Haye. Le comité de l'intérieur remplace les gouverneurs de province et les commissaires de district. »

Le travail de réorganisation se fait en comités. Mais « considérant que ce qui importe le plus, dans les circonstances actuelles, est la prompte expédition des affaires, le Gouvernement Provisoire a nommé dans son sein un Comité Central, chargé de l'exécution de toutes les mesures prises sur le rapport des comités spéciaux⁴² ».

De Potter, Charles Rogier, Sylvain Van de Weyer, « les membres les plus capables, mais aussi les plus avancés⁴³ » composent ce Comité Central. Ce *triumvirat* rompt ce qui restait de liens avec l'ancien Régime : le 29, il arrête :

ARTICLE PREMIER. — La justice se rendra au nom du Gouvernement Provisoire de la Belgique.

ART. 2. — Tous les actes publics seront rendus exécutoires au nom de la même autorité.

ART. 3. — Les comités de la justice et de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent arrêté⁴⁴.

C'est l'affirmation du triomphe de la révolution ; il est d'ailleurs reconnu par tous. Ainsi que l'écrivent les journaux patriotes, « il y a l'infini entre notre condition de la veille et notre condition du lendemain. La maison d'Orange et la Hollande ont cessé de régner en Belgique ; c'est un fait que la victoire a produit ; c'est un fait consommé⁴⁵ ».

C'est le triomphe du Gouvernement Provisoire lui-même qui est affirmé dans cet arrêté du 29 septembre. Par cet acte, il s'impose définitivement, et à ceux qui voudraient lui contester ses

titres, il répond par l'organe du *Courrier des Pays-Bas* : « D'où vient la légitimité ? Un peuple ne peut vivre sans gouvernement. A ce titre aucun gouvernement n'est plus légitime que celui qui s'est établi, le 25 septembre, après 10 jours d'anarchie. Le pouvoir n'était nulle part. Ils n'ont supplanté aucune autorité constituée, toutes s'étaient retirées. Ils ont remplacé l'anarchie. Ils ont conservé le pouvoir après la victoire, parce que en se retirant l'anarchie reparaisait aussitôt. Ils ont été proclamés au milieu de la mitraille et sur nos barricades sanglantes ; ceux qu'ils ont sauvés ne leur contestent pas le mandat qu'ils ont pris⁴⁶. »

Reconnu à Bruxelles, le Gouvernement Provisoire l'est vite en province⁴⁷. A Bruxelles, il ne court qu'un danger : être débordé par les chefs de bande, quasi-indépendants, et surtout par Van Halen, le commandant en chef. Il a vite fait de le débarquer et Van Halen s'éclipse sans résistance. On sortait de l'anarchie, on n'avait guère de goût d'y rentrer.

Aux yeux de la province, le Gouvernement Provisoire apparaît auréolé de la victoire des Quatre Glorieuses. Le peuple a grossi à l'excès les combats de rue de Bruxelles, et les gens qui ont pris le pouvoir en main paraissent dignes de toute sa confiance. Qui mettre à leur place ? Les personnalités politiques traditionnelles, les députés aux États Généraux, sont à La Haye. A des situations nouvelles, il faut des hommes nouveaux.

Constatation curieuse : à la réflexion, il apparaît que ces hommes qui faisaient partie du Gouvernement Provisoire étaient tous désignés pour cette tâche. Suivant la tournure des événements, il n'y avait pas place pour d'autres. Ceux à qui l'avenir a donné raison, ce sont les gens de la Réunion Centrale, les exaltés. Rogier les représente au sein du nouvel organisme, et si Ducpétiaux n'avait pas été à Anvers, il aurait, lui aussi, fait partie du Gouvernement Provisoire. D'Hooghvorst devait en être ; chef de la garde bourgeoise, il a conservé toute la confiance des bourgeois, et la commission administrative a d'abord une mission d'ordre à remplir. Seul d'Hooghvorst est capable de calmer les appréhensions de bien des gens. Jolly, homme de second plan, est là pour organiser la défense. Ceux qui n'ont pas cru à la victoire et qui ont gagné la France semblent, après coup, avoir usurpé une place. En fait, la situation est toute différente. Lorsqu'ils sont rentrés, les espoirs étaient encore minces. Ils rendent au surplus un grand service à Rogier. Van de Weyer, Gendebien et de Mérode ont fait partie de la commission de sûreté. Ils ont été les porte-paroles de la bourgeoisie et de la noblesse patriotes mais hésitantes, et ils rallient beaucoup de suffrages. Enfin l'arrivée de de Potter, c'est le couronnement. De Potter est l'homme sur qui reposent toute la confiance et tous les espoirs des Belges.

On cherche vainement qui aurait pu remplacer cette pléiade. Les membres du Gouvernement Provisoire, a-t-on dit, se sont emparés d'un pouvoir qui ne leur revenait pas. Rien n'est plus faux. La place était libre. Ils l'ont prise. Ils ont fait preuve de courage et d'audace ; mais ils n'ont pas fait acte d'usurpation. Pour les destinées de la Belgique naissante, une rencontre de tels hommes a été très heureuse. Ils avaient, tous, leurs défauts, mais dans ces journées troubles, dont nous avons seulement à nous occuper, ils ont agi avec adresse et audace. Organisateurs de la victoire, ils ont eu à leur disposition des volontaires ardents et braves. Leur part dans la victoire militaire est minime ; mais, comme levier du soulèvement national et comme créateurs d'une administration belge, ils ont fait de grandes choses. Les avocats Gendebien, Van de Weyer et Rogier ont liquidé rapidement les serviteurs obséquieux de Guillaume I^{er}, ont libéré bien des consciences et se sont créé un noyau de fidèles qui les soutiendront jusqu'au bout.

Quant aux harangues de de Potter au peuple de Belgique, si elles ont inquiété des timorés, elles ont groupé autour du Gouvernement Provisoire la masse qui avait fait la révolution⁴⁸.

Pendant les derniers jours de septembre et les premiers jours d'octobre, les préoccupations qui assaillent les membres du Gouvernement Provisoire sont d'ordre immédiat : chasser le Hollandais du pays et purifier l'administration et la justice. Ils voient pourtant plus loin. Que mettra-t-on à la place du gouvernement déchu ? Le Gouvernement Provisoire ne se décide pas et il a raison. Le peuple le soutient et ne demande pas de solution rapide, pourvu qu'il soit débarrassé de la domination hollandaise⁴⁹. Le gouvernement hésite entre plusieurs solutions et ne s'arrête à aucune. Des partis pourtant sont en train de se former : les uns veulent l'incorporation à la France ; d'autres l'indépendance, avec un fils du roi de France comme roi ; d'autres la République. La séparation entre le nord et le sud, avec le prince d'Orange comme souverain, a ses partisans⁵⁰. Ces tendances ont leurs représentants au sein du gouvernement, mais les sentiments francophiles de certains cèdent immédiatement devant le fait indéniable du soulèvement national et, le 4 octobre, le Gouvernement Provisoire proclame l'indépendance de la Belgique, laissant à un congrès national, où seront représentés tous les intérêts des provinces, le soin d'examiner le projet de constitution que le Comité Central lui soumettra⁵¹.

Notes

1 Notice de M. le lieutenant général Jolly, p. 22. JUSTE, *Notes historiques et biographiques*, II, 22 et suiv. et M.R.A. 0.5, récit de Vermeulen Decock, dans une lettre du 12 novembre 1830 au Gouvernement Provisoire : « L'après-midi du 23 septembre, le premier parlementaire, M. le Major Gumoëns, s'étant présenté, le général Mellinet ayant cherché vainement quelques membres d'une autorité quelconque, est venu me prier de vouloir me rendre avec lui à la caserne des pompiers pour prendre connaissance du sujet de la mission du susdit parlementaire, envoyé par le prince Frédéric où je me suis transporté de suite accompagné le M. l'avocat Delfosse. M. Gumoëns nous ayant déclaré qu'il était envoyé de la part du prince pour se concerter avec les autorités sur les moyens à prendre pour faire cesser l'effusion de sang, nous lui avons répondu : que nous n'avions aucune autorité pour traiter avec lui, mais que notre avis était qu'il donnerait au prince le détail de l'effervescence qui régnait parmi le peuple et que l'unique moyen pour atteindre le but que le prince paraissait désirer, était de retirer ses troupes. D'après notre conseil, M. Gumoëns ayant fait la minute de la lettre, laquelle après lecture, ayant été approuvée par nous, on en a fait trois copies qui ont été envoyées au prince. »

2 « M. Delfosse et moi, en sortant de la caserne des pompiers, sommes allés à la maison de ville pour tâcher, s'il était possible, de réunir quelques membres de la Régence pour former une commission afin de concerter sur les mesures à prendre dans cette triste et périlleuse circonstance. Mais nos recherches ont été infructueuses. » M.R.A. o. 5. Lettre de Vermeulen-De Cock, 12 novembre 1830.

3 Voir ci-dessus, p. 136.

4 Notice de M. le lieutenant général baron Jolly. JUSTE, *Notes historiques et biographiques*, p. 25.

5 M.R.A. o. 5. Lettre de Vermeulen-De Cock, 12 novembre 1830.

6 Jolly affirme y être resté seul toute la nuit. Cela ne s'accorde guère avec ce que Rogier écrit : « Le soir, je visite des hôpitaux et les postes. Je me rends à l'hôtel de ville dans la nuit (occupé par un sieur Pardon qui depuis... mais alors se donnait comme intendant général — abandon — pour parler avec le prince — je laisse une protestation écrite contre. » (A.G.R. 112 C. Rogier.)

7 Notice de Jolly. JUSTE. *Notes historiques et biographiques*, II, 26.

8 Leur réunion porte le nom de « Commission provisoire d'ordre public », DE BAS, *op. cit.* ; 431.

9 Delfosse, dans une note, écrit : « Il était 3 ou 4 heures du matin et nous rentrâmes à la maison de ville où nous retrouvâmes Jolly et d'autres personnes, mais Rogier le plus remarquable, Rogier que je ne connaissais pas. » 4 M.R.A., Papiers Colonel Delfosse. Jolly raconte que Rogier fut choisi le premier par acclamation et J. Vanderlinden écrit de même que Rogier fut le premier choisi : Rogier « l'énergique et populaire commandant des volontaires liégeois ».

[10](#) M.R.A. 05. Ce Vermeulen-Decock était du parti de la raison. « Croyant plus ou moins connaître par expérience ce que peut la force des armes, quand elle est bien dirigée, et employée avec discernement, selon le terrain et les circonstances, et n'ignorant pas en quoi consistaient nos faibles moyens de défense, j'avoue franchement que dans ce moment j'ai considéré ces messieurs comme des enthousiastes outrés, à qui, étant étrangers à la ville, n'ayant rien à y perdre, et sans crainte pour ce qui est le plus cher à l'homme, il importait fort peu que la ville fût totalement ruinée ou non ; que je ne partageais nullement leur opinion à cet égard, mais loin de vouloir s'avilir par une basse et honteuse soumission, j'aurais volontiers tout sacrifié pour pouvoir arriver à un arrangement convenable. » Lettre du 12 novembre 1830.

[11](#) « Proclamation. — Depuis deux jours, Bruxelles est dépourvue de toute espèce d'autorité constituée ; l'énergie et la loyauté populaire en ont tenu lieu, mais tous les bons citoyens comprennent qu'un tel état de choses ne peut durer sans compromettre la ville et le triomphe d'une cause dont le succès, dès hier, a été assuré. Des citoyens, guidés par le seul amour du pays, ont accepté provisoirement un pouvoir qu'ils sont prêts à remettre en des mains plus dignes aussitôt que les éléments d'une autorité nouvelle seront réunis ; ces citoyens sont MM. le baron Vanderlinden d'Hooghvorst, de Bruxelles ; Ch. Rogier, avocat, de Liège, et Jolly, ancien officier du génie. Ils ont pour secrétaires : MM. de Coppyn et Vanderlinden, de Bruxelles. Bruxelles, 24 septembre 1830. »

[12](#) DISCAILLES, *Charles Rogier*, II, 8.

[13](#) « Les bons émis par Engelspach-Larivière pendant les journées de septembre ; du 23 au 30, s'élèvent à 483 dont la valeur totale se monte à 10.420 florins. » — Décision de la Commission des Finances. A.G.R., *Gouvernement Provisoire*, 40.

[14](#) C'était un mensonge. Mais il est incontestable que les troupes ont pillé à Bruxelles. Le rapport officiel hollandais, qui est de de Gumoëns, l'avoue lui-même : « Dans sa fureur portée au comble, la troupe faisait main-basse sur tout ce qui se trouvait dans ces habitations. » Supplément aux *Esquisses historiques*, p. 293.

[15](#) On trouvera le texte de la proclamation dans les *Esquisses historiques*, p. 356 s.

[16](#) Bruxelles, 24 septembre : « Depuis hier, à 10 heures du matin, les troupes sont tenues en échec dans le Parc et les boulevards. On a surpris une lettre du prince Frédéric qui annonce le découragement. L'état de la population a passé ici toutes les espérances. Toutes les communes voisines arrivent avec forces. La liberté et l'honneur sont sauvés. Arrivez au plus tôt, si vous n'êtes pas nécessaires à Louvain. »

Fait au quartier général de Bruxelles, le 24 sept. 1830. Le secrétaire : Vanderlinden. Cette pièce, envoyée au quartier général à Liège, a été transmise à Verviers. *Journal de Verviers*, 27 septembre. La même dépêche est adressée à Louvain. Voir M. DIEU, *Louvain pendant la révolution belge de 1830*, p. 68. Le lendemain « appel aux Tournaisiens » : « La commission administrative invite les patriotes tournaisiens à se rendre à Bruxelles avec armes et munitions (autant que possible) pour coopérer au succès de la bonne cause, qui est sur le point de triompher. Ch. Rogier, d'Hooghvorst, Jolly, de Coppin, Nicolay. (Exposition parlementaire de 1830. *Documents prêtés par M. Goffint*).

[17](#) *Esquisses historiques*, p. 357.

[18](#) Nous suivons le récit de Van Halen, sur l'affirmation de Ch. Rogier qui, dans ses souvenirs, note : « Le soir, je fais venir Van Halen et obtiens qu'il prenne le commandement. On demandait de toutes parts un chef. Il accepte à la condition que s'il vient à périr, on prendra soin de sa femme et de ses enfants. La scène est exactement racontée dans les Esquisses de M. White. » Discailles, op. cit., II ; 8. Rogier confond évidemment White et de Wargny ; du reste de Wargny n'a fait que copier servilement le récit de Van Halen. Van Halen, Les Quatre Journées ; 17. Esquisses Historiques, 365 s.

[19](#) Nicolaï, le 24, dans la soirée, se présente et demande à faire partie de la commission. A.G.R. Cahiers de Rogier 112 C. Il fut nommé secrétaire et Vanderlinden, trésorier.

[20](#) *La Société Générale de Belgique, 1822-1922*, p. 32.

[21](#) « 25 septembre. La commission administrative adresse à l'état-major le brave capitaine Boucher, Isidore-Joseph, commandant d'un détachement de patriotes de Fleurus et qui demande à être employé dès ce soir, si c'est nécessaire. Nous pensons que le capitaine Boucher pourra être très utile à l'état-major. Ch. Rogier, Jolly, de Coppin. » Copie M.R.A. 0.55, n° 11.

[22](#) « Braves habitants des campagnes et des villes voisines. Les Bruxellois acceptent avec reconnaissance les secours en hommes et en armes que vous venez leur offrir. Mais plus l'affluence des patriotes est grande, plus il est urgent de veiller à ce qu'ils ne manquent point de subsistances ; elles entreront libres de tous droits et seront vendues comme d'habitude, sur les marchés ordinaires. » Bruxelles, le 25 septembre 1830. La commission administrative : Baron Vanderlinden d'Hooghvorst, Rogier, Jolly.

Esquisses historiques, 408. — « Avis. Les chefs des postes aux portes de la ville sont chargés de laisser sortir les paysans qui, étant venus en ville avec des denrées pour les marchés, éprouvent un refus à leur sortie. Les individus qui entreront en ville avec des denrées recevront un passe-avant qu'ils montreront à leur sortie. Les chefs des portes sont tenus de leur prêter toute aide et secours, s'ils le réclament. » Original, Bibliothèque Royale, 5359. — Esquisses historiques ; 408.

[23](#) *Esquisses historiques* ; 409.

[24](#) Il envoie des dépêches qu'il signe en faisant suivre son nom de la qualité de président de la Commission administrative. En voici une : « Monsieur, Nous apprenons avec peine qu'on fait courir chez vous des bruits tout à fait contraires à la vérité ; nous nous empressons de les démentir, nos affaires sont en bon état, les troupes cèdent, les renforts nous arrivant de toute part, veuillez expédier les vôtres. La Commission administrative : Ch. Rogier, président. Bruxelles, 25 septembre. »

(Exposition parlementaire de 1830. Document prêté par M. Goffint).

[25](#) Gendebien, Van de Weyer et les fuyards ont quitté Valenciennes le 24 au soir. Sur le chemin du retour, ils répandent des proclamations où ils s'intitulent membres du Gouvernement Provisoire ; il s'en trouve une aux Archives de l'État à Mons, elle a été publiée par Garsou dans son bel ouvrage sur Alexandre Gendebien, à la p. 26 : « Les soussignés, membres du Gouvernement Provisoire, en mission, invitent M. le Bourgmestre de la ville d'Enghien à employer tous les moyens propres à déterminer les citoyens de la ville et de la banlieue à voler

au secours de leurs concitoyens indignement égorgés par les Hollandais à Bruxelles. Enghien, le 25 septembre 1830. — Alex. Gendebien, Sylvain Van de Weyer. »

[26](#) VAN DER MEERE, *Mémoires* ; 157 : « La promenade de Valenciennes n'avait que faiblement altéré la confiance (du peuple). Il se trouvait satisfait d'apprendre que son courage avait permis l'établissement d'un Gouvernement Provisoire. »

[27](#) « Vu l'absence de toute autorité, tant à Bruxelles *que dans la plupart des villes et des communes de Belgique* ; considérant que dans les circonstances actuelles, un centre général d'opérations est le seul moyen de vaincre nos ennemis et de faire triompher la cause du peuple belge, le Gouvernement Provisoire demeure constitué de la manière suivante : MM. le baron Vanderlinden d'Hooghvorst ; Ch. Rogier ; le comte Félix de Mérode ; Gendebien ; S. Vandeweyer ; Jolly ; J. Van-derlinden, trésorier ; Baron F. de Coppin, J. Nicolay, secrétaires. »

[28](#) *Esquisses historiques* ; 449.

[29](#) GARSOU, *Alexandre Gendebien* ; 296.

[30](#) *Esquisses historiques* ; 448. *Le Belge*, 28 sept., 2^e p. 1^{re} colonne.

[31](#) DISCAILLES, *Charles Rogier*. II ; 14.

[32](#) *Esquisses historiques*, p. 450 s.

[33](#) *Esquisses historiques*, 489.

[34](#) « Le Gouvernement Provisoire nomme Félix Bodson, colonel d'un régiment d'infanterie qu'il est chargé de recruter et d'organiser sur-le-champ. Il invitera à cet effet tous les miliciens à rentrer sous les drapeaux de la Belgique. Il prendra de préférence des volontaires. Rogier, Jolly, Gendebien, de Coppin. » M.R.A. 0 187, dossier 2.

[35](#) *Esquisses historiques*, p. 489. « Au peuple belge, « Vous venez de remporter une belle victoire ; cette gloire restera pure. Il n'y a que nos ennemis et ceux de la patrie qui poussent aux excès, excitent au pillage ou s'y livrent eux-mêmes pour s'enrichir ignominieusement ou favoriser une nouvelle attaque. Le gouvernement aura les yeux sur eux ; il compte sur le peuple de Bruxelles pour les contenir et les châtier. Bruxelles, 27 septembre. »

[36](#) « 27 septembre. Le Gouvernement Provisoire de la Belgique invite les habitants de Braine-l'Alleud et communes environnantes à venir joindre leurs efforts à ceux de leurs concitoyens de Bruxelles. Ch. Rogier, de Coppin, Nicolay, Van de Weyer. » Cette commission, confiée à F. Roland, libraire à Mons, a été présentée aux bourgmestres des communes suivantes : Virginal, Ronquières, Henripont, Ecaussines d'Enghien, Ecaussine Lalaing, Rœulx, Negneaux, Marché, Arquennes, Nivelles, Braine-l'Alleud, Ophain, Waterloo. » Copie M.R.A. O. 608 d. I.

[37](#) « Le Gouvernement Provisoire invite M. Louis de Potter à rentrer dans sa patrie. Il adresse la même invitation à tous les Belges qui sont en France. Bruxelles, 27 sept. 1830. (s.) Gendebien, Rogier, Jolly et les deux secrétaires. » *Esquisses historiques*, p. 490. « Le Gouvernement Provisoire de la Belgique. » Un de nos meilleurs citoyens, M. de Potter, que le vœu national rappelait à grands cris depuis le commencement de notre révolution, est

entré dans nos murs. Le Gouvernement Provisoire s'est empressé de se l'adjoindre. En conséquence, à partir du 28 septembre 1830, M. de Potter fera partie du Gouvernement Provisoire. Bruxelles, le 28 septembre 1830. (s.) Baron Vanderlinden d'Hooghvorst, Ch. Rogier, Comte Félix de Mérode, Gendebien, S. Van de Weyer, Jolly, J. Vanderlinden, trésorier ; Baron F. de Coppin, J. Nicolay, secrétaires. » *Esquisses historiques*, p. 515.

[38](#) *Décoré de la croix de fer. Moniteur belge*, 16 avril 1835.

[39](#) *Papiers Rogier*, A.G.R., 112 C.

[40](#) *La Société Générale de Belgique, 1822-1922*, p. 32.

[41](#) BUFFIN, *Mémoires*, I ; 121. *Mémoires Chazal*.

[42](#) *Esquisses historiques* ; 522.

[43](#) *Gedenkstukken, 1830-1840*, I ; 85.

[44](#) *Esquisses historiques* ; 526.

[45](#) *Courrier des Pays-Bas*, 2 octobre.

[46](#) *Courrier des Pays-Bas*, 2 octobre 1830.

[47](#) BUFFIN, *op. cit.* ; 204. Lettre de Staedtler du 1^{er} octobre. « On remarque en général que ce gouvernement est reconnu sans peine par les villes environnantes », et lettre de Cartwright à Lord Aberdeen, du 5 octobre. *Gedenkstukken, 1830-1840*, I ; 92 : « Le pouvoir du Gouvernement Provisoire grandit de jour en jour. »

[48](#) « Peuple, ce que nous sommes, nous le sommes par vous ; ce que nous ferons, nous le ferons par vous. » *Esquisses historiques* ; 516. Lettre de de Potter à ses concitoyens, le 28 septembre 1830.

[49](#) Cartwright à Lord Aberdeen, 2 octobre. *Gedenkstukken, 1830-1840*, I ; 87.

[50](#) *Ibid.*, p. 85.

[51](#) Décret du 4 octobre.

Chapitre VIII.

Le soulèvement national

La marche des volontaires sur Bruxelles. Exposé de la situation dans les différents centres, au 20 septembre. — Les places fortes jugulées. — Louvain et Liège à la tête de l'opposition. — Les tentatives de l'armée sur Louvain et Tirlemont, le 23 septembre. — Les audaces liégeoises : la Chartreuse et Oreye. — Les compagnies liégeoises et louvanistes à Bruxelles. — Les isolés de Flandre, du Namurois et du Tournaisis. Le soulèvement du Brabant wallon et du Hainaut. — Le rôle des volontaires à Bruxelles. Leur classe sociale. — Le calme de la Flandre.

Dans les chapitres précédents, nous nous sommes attaché à caractériser les journées de combat à Bruxelles, à examiner les réactions du peuple bruxellois en face d'une démonstration militaire, à décrire la genèse du Gouvernement Provisoire. Délibérément, nous n'avons pas insisté sur la part importante prise par les provinciaux dans la victoire de septembre ; ce rôle est considérable au point qu'il mérite une étude spéciale. L'interdépendance de la capitale et du pays est frappante. Dans la lutte contre le gouvernement, ce sont les intérêts de la Belgique qui sont en jeu. Le mouvement d'opposition ne se limite pas à une contrée ; il s'étend à toutes les provinces méridionales. Mais partout, il n'a pas la même acuité ; des intérêts particuliers retiennent certaines catégories de personnes.

Le défaut d'une direction capable de coordonner les manifestations de mécontentement fait craindre que les efforts ne se dispersent et ne dépassent pas les frontières régionales ; les efforts des hollandophiles y tendent d'ailleurs. D'autre part, au début de septembre, l'opposition tâche toujours de rester dans la légalité, lors même qu'elle en est sortie, car la séparation par la voie parlementaire satisfait la majorité des notables ; dès lors les soulèvements locaux sont sporadiques, sans but précis et sans effet durable. On peut donc y voir la preuve du mécontentement d'un peuple qui souffre misère plutôt qu'une volonté définie de révolution politique.

De ces soubresauts révolutionnaires, on en signale dans plusieurs villes ; ils sont souvent sanglants, mais sans résultat, étant désordonnés. Verviers en connaît le premier, Mons est déchiré aussi, Anvers n'est pas épargné, Huy est le théâtre des mêmes événements. Le caractère populaire de ces émeutes est fortement accentué et c'est la bourgeoisie qui les réprime.

Dans d'autres villes, la bourgeoisie se laisse entraîner plus rapidement à une attitude plus patriotique ; les autorités se laissent déborder par les éléments les plus avancés et les frictions entre gardes et peuple sont plus rares. C'est le cas à Liège et à Louvain, où il est établi cependant que le peuple crie famine.

Le sens national des exaltés est tangible : pour eux, c'est à Bruxelles que se joue la partie et ils mettent tous leurs espoirs dans la garde bourgeoise qui s'y est constituée et qui à leurs yeux paraît plus une force de guerre qu'un agent d'ordre. Ils y envoient des délégations, portant des félicitations exubérantes et promettant des secours importants ; certains gagnent même la capitale et Rogier y court à la tête de ses volontaires. Mais le désir très net, la volonté bien arrêtée des dirigeants bruxellois de rester dans la voie de la modération et de la légalité refroidit l'enthousiasme provincial. Les énergies soulevées se calment : on n'attend plus que le résultat des délibérations de La Haye, et les yeux se tournent vers la situation angoissante du peuple, qui cause maints soucis aux régences et aux commissions de sûreté. Les mouvements de

troupes sont un ferment d'agitation encore plus puissant ; ils exaspèrent les esprits ; aussi des frictions se produisent à Mons, le 19 septembre, à Liège, le 20.

L'absence de cohésion, d'unité dans ces manifestations révolutionnaires leur enlève tout effet. L'autorité militaire se ressaisit. Elle décrète l'état de siège à Namur et à Mons. A Liège, elle envoie un ultimatum. Les autorités civiles redressent la tête ; les efforts des valeureux patriotes, aussi bien en province qu'à Bruxelles, semblent voués à un échec certain. Ils n'étaient qu'une poignée à vouloir un recours à des moyens violents. Le manque d'argent, d'armes, de munitions, l'absence d'entente empêchent tout succès. La masse se laisse d'ailleurs tenter par des meneurs orangistes qui lui représentent la misère où elle est plongée depuis un mois, comme la conséquence des manœuvres patriotiques. Tout va à vau-l'eau. L'exaltation patriotique qui a soulevé les provinces wallonnes a baissé singulièrement. La formule magique : « Séparation » a d'abord rallié tout le monde, hormis les Van Maaniens impénitents. Malheureusement, les formes que pouvait revêtir cette séparation ont provoqué des discussions, des défaillances ; ainsi la zizanie s'est-elle mise parmi les patriotes : les uns veulent tout rompre, d'autres sont prêts à modérer leurs exigences, d'autres enfin se calment dans la crainte de déchaîner une population affamée. Les autorités ont repris le dessus. En province aussi bien qu'à Bruxelles, au 22 septembre, « c'est le commencement de la fin ».

Coup de tonnerre ! Les Hollandais ont attaqué Bruxelles ! A des désirs patriotiques non formulés, mais profondément sentis, un but est désormais fixé. Défendre Bruxelles, repousser l'envahisseur, car telle apparaît en province l'armée royale, c'est le désir de tous les patriotes. Le soulèvement qui porte sur Bruxelles des centaines et des centaines d'hommes de toute classe et de toute condition a un caractère éminemment national. Le peuple de Bruxelles aidé de quelques bourgeois, qui se bat aux barricades, défend d'abord sa ville. Les volontaires carolorégiens, borains, namurois, nivellois, liégeois offrent leurs bras pour sauver la patrie. Ils accourent au signal de l'attaque, de tous les villages, de tous les hameaux. Brûlants d'enthousiasme, méprisant le danger, ils quittent femmes, enfants et, guidés par des chefs librement choisis, marchent à l'ennemi. Dès leur arrivée à Bruxelles, où leur présence ranime les courages défaillants, ils s'élancent vers le Parc et y font le coup de feu.

Un souffle patriotique puissant a soulevé ces cœurs. Quelles furent les circonstances favorables ou défavorables à l'éclosion et au développement de cet enthousiasme ? Les unes permettaient, les autres empêchaient le départ de volontaires. Il est indispensable d'examiner dès lors ces contingences particulières ; ce sera pour nous l'occasion de juger l'état d'esprit des populations provinciales et de faire d'utiles constatations sur les teintes diverses que revêt l'opposition au gouvernement. Etablir le plus exactement possible la situation dans les centres révolutionnaires au 20 septembre, tel est notre but, car c'est selon que les esprits y seront plus ou moins surexcités, selon que l'exaltation patriotique y sera contenue ou non par l'armée et les autorités civiles, qu'une participation active au triomphe de la révolution qui se décide à Bruxelles sera possible.

L'émeute du 25 août a déclenché une certaine agitation dans les villes, surtout en Wallonie. Elle est assez vite calmée. La crainte d'un soulèvement social a amené la constitution des gardes bourgeoises, et tout est rentré dans l'ordre. Les bourgeois ont envoyé des députations à La Haye pour demander le redressement des griefs, puis la séparation a réuni bientôt leurs suffrages. Dans la plupart des villes wallonnes on arbore des drapeaux régionaux, des cocardes

décorent les boutons ; le calme règne et, pourvu qu'aucune tentative militaire ne s'efforce de dompter les sentiments séparatistes et anti-hollandais de la population, il ne sera pas troublé.

Mais dans les villes qui possèdent une garnison, les sentiments séparatistes ont été contenus, le déploiement des couleurs belges retardé. Les patriotes ont vu tous leurs efforts échouer. La force militaire a tout réprimé, parfois dans le sang. Les gardes bourgeoises, nullement révolutionnaires, mais tout de même extralégales, sont dépossédées peu à peu du pouvoir que la répression des troubles leur avait donné. A Namur, à Mons, à Tournai, les autorités militaires dirigent tout. Les régences, nettement orangistes, abdiquent entre leurs mains. Les soulèvements désordonnés, provoqués par des patriotes éprouvés, suivis docilement par un peuple misérable, sont matés impitoyablement. A Mons, le 3 septembre, le bruit que l'artillerie et les canons de la garnison allaient être conduits à Bruxelles, excite les esprits, et la foule s'empare des Portes de Nimy, d'Havre, de France et du Rivage, occupées par ces troupes, puis les abandonne. Les patrouilles de la garde urbaine s'en emparent. Les autorités militaires ne se laissent pas déborder et, à une délégation de la Régence qui vient demander que les postes restent occupés par les bourgeois, elles répondent que, dans une heure, tous les postes devront être remis aux troupes : fort aisément la reprise se fit le 4 septembre à l'aube¹.

A Namur, le 7 et le 8 septembre, des manifestants se promènent dans les rues, et convaincus que la troupe partage leurs sentiments ils montrent quelque audace². Mais le général Van Geen fait peser sur la ville la menace d'un recours à la violence, empêche qu'on arbore les couleurs belges, permet seulement le port de cocardes noires et jaunes. Aussi les sentiments patriotiques se lassent. Le 12 septembre, l'arrestation d'un « débaucheur de miliciens », Brincour, fait craindre un soulèvement populaire, mais les mesures de précaution de Van Geen empêchent toute démonstration³. L'état de siège annoncé au peuple le 17 septembre annihile toute tentative révolutionnaire⁴.

Il n'y a pas que les autorités militaires pour contenir le patriotisme de certains; les gardes bourgeoises de plusieurs localités, en même temps qu'elles maintiennent l'ordre, compriment toute expansion de sentiments belges. A Tournai, le peuple est agité; le 8, le 9 et le 10 septembre, il manifeste. Mais la Régence, orangiste à tous crins, fait marcher la garde bourgeoise : le 10 septembre, elle recourt à la force; la garde à cheval exécute une charge et rétablit un ordre parfait⁵. La Régence, à son aise, prend des mesures draconiennes : « le simple cri de « Vivent les Belges ! » est érigé en crime » ; de son côté, le général de Wauthier ne néglige aucune précaution et à plusieurs reprises menace la ville de la mise en état de siège⁶. Aussi malgré les efforts de Du Mortier et de quelques patriotes, l'autorité légale maintient son pouvoir.

A Mons, un nouveau soulèvement populaire est réprimé dans le sang, le 19 septembre. L'arrivée du lieutenant Howen, qui a une terrible réputation et qui est chargé du commandement supérieur de la place, irrite le peuple qui cherche à s'emparer de la personne du général. Tandis que celui-ci se réfugie à l'Arsenal, la foule pénètre dans l'hôtel de ville, chasse le conseil rassemblé, s'empare des armes des gardes bourgeoises et, à 8 heures du soir, s'élance vers la Porte de Nimy, gardée par le capitaine Schwartz, et 80 hommes. Schwartz essaie de calmer le peuple, mais en vain.

La fusillade commence, et grâce au renfort de deux compagnies qui prennent les émeutiers à revers, l'avantage reste finalement à la troupe. Les émeutiers s'échappent le long des maisons, laissant onze des leurs sur la place et emportant plus de trente blessés⁷. L'attaque de la Porte de Nimy a échoué, les patrouilles du général Duvivier sillonnent la ville; Mons va connaître

huit jours de terreur. Le 20 septembre, Howen proclame, par la voie de la Régence, qu'il usera de tous les moyens pour garantir de toute insulte, de toute attaque, la garnison placée sous ses ordres et la place de guerre dont la défense lui a été confiée par le Roi⁸.

Pour maintenir l'ordre, il n'y a plus que les débris de la garde bourgeoise ; aussi, le gouverneur et le bourgmestre demandent à Howen d'occuper militairement la Grand'Place et l'hôtel de ville. Le 21, au soir, lorsque le peuple se fut dispersé et que les cafés furent vides, Howen dirige deux bataillons d'infanterie et deux pièces d'artillerie vers l'intérieur de la ville, fait occuper la Grand'Place et dispose des sentinelles dans toutes les rues donnant sur celle-ci. Le drapeau brabançon qui flottait à l'hôtel de ville est descendu et déchiré en mille pièces⁹.

Les autorités civiles ne veulent cependant pas abdiquer tout pouvoir entre les mains du général Howen avant d'avoir tenté une réorganisation générale de la garde bourgeoise. La Régence fait procéder à de nouvelles élections d'officiers dont elle se réserve l'approbation et veille à ce que cette garde soit convenable¹⁰.

Mais Howen ne désire nul partage de son pouvoir et il effraye les nouveaux chefs de la garde, — « un tas de jeunes gens dont la majorité n'inspire ni considération ni confiance », - qu'il reçoit le 22 septembre à l'hôtel de ville¹¹.

Il leur fait savoir que, puisqu'ils désirent occuper les différents postes avec la troupe, il les rend responsables de tout désordre¹². Les gardes montrent peu d'enthousiasme à accepter ces conditions ; aussi le soin du maintien de l'ordre reste-t-il aux seuls militaires. Le 23 septembre, une proclamation d'Howen dissout la Schutterij et la garde bourgeoise et les oblige à remettre leurs armes dans les 48 heures¹³. Les gardes obéissent en murmurant ; 1263 fusils, dont beaucoup étaient encore chargés, furent livrés. A Mons, l'état de siège rétablit donc complètement le pouvoir royal en même temps que le calme le plus complet. Les sentiments patriotiques sont contenus par la force militaire, mais au premier signal venu du dehors et pour peu que la troupe cède, la restauration vigoureuse du lieutenant-général Howen sombrera.

- 14 La commission de sûreté, le 17 septembre, par 19 voix contre 7, décide « qu'en cas d'attaque contr ([...](#))

Dans les villes wallonnes où une garnison empêche l'expression libre du mécontentement populaire, pendant le mois de septembre, il y a bien de l'agitation, mais toute démonstration violente est étouffée dans le sang. Les régences y dominent, la bourgeoisie ministérielle triomphe, les patriotes se taisent tandis que le peuple souffre. Les grandes villes ont toutes une garnison. Verviers seul fait exception. Le séparatisme y règne évidemment, mais de rupture complète avec la Hollande, de recours à la violence, il n'est nullement question¹⁴. Dans les villes de moindre importance, le pouvoir légal a vite repris le dessus, s'il l'a jamais perdu.

A Nivelles, une garde bourgeoise a été organisée le 6 septembre, et les jeunes patriotes qui avaient formé une petite compagnie de volontaires voient celle-ci placée sous la même autorité. La garde bourgeoise se confine dans son rôle de gardienne de l'ordre ; les jeunes volontaires remplissent cette mission, mais y ajoutent une activité patriotique qui indispose la Régence ; aussi, le 13 septembre, considérant que « cette compagnie a, par des actes réitérés, manifesté l'intention de se rendre indépendante du commandant de la garde et de l'autorité civile et d'agir contrairement au but de l'institution de la garde ; considérant que quelques hommes de cette

compagnie ont dans les journées du 12 et 13 septembre poussé la turbulence au point de paralyser l'action des lois sur la milice », elle décide le licenciement de la compagnie des volontaires et ordonne la remise immédiate à l'hôtel de ville « des armes qui ont été confiées à cette compagnie » et de « celles que des gardes communales peuvent lui avoir aussi confiées¹⁵ ».

A Thuin, à mesure qu'on avance dans le mois de septembre, les bourgeois regrettent les démonstrations timides du début du mois, comme d'avoir arboré des drapeaux et crié « Vive la liberté !¹⁶ ». Mais deux villes, Louvain et Liège, sont à l'avant-garde de l'opposition. Ainsi qu'on l'a déjà dit, Louvain, qui, le 2 septembre, a chassé la troupe, est devenue une petite république. La commission de sûreté, composée de patriotes décidés, y règne en maître. La garde bourgeoise, si elle a une mission d'ordre à remplir, est chargée aussi « de repousser l'ennemi à l'extérieur¹⁷ » et deux compagnies mobiles à solde sont formées précisément dans ce but¹⁸. Mais, pas plus à Louvain que dans les autres villes, l'opposition n'est unanime. Louvain a également ses modérés, que le *Journal de Louvain* accable de ses injures. A Louvain comme ailleurs, c'est la dispute éternelle entre les raisonnables, « dont la poltronnerie a l'art de découvrir une multitude de dangers qui n'existent point, sans jamais trouver, lorsqu'il en existe de réels, aucun des moyens de salut qui se présentent en foule¹⁹ » et ceux qui veulent tout rompre. Ceux-ci dominent ; aussi le 21 septembre, une centaine de volontaires accompagnent, à Bruxelles, les hommes de Niellon et de Rodenbach et, le 23 septembre, lorsque le général Everts attaque la ville, celle-ci sait le forcer à la retraite. Aidée de volontaires accourus de Diest, d'Aerschot et de toutes les communes voisines, elle repousse deux assauts.

Le prince Frédéric envoie sur Bruxelles, ce jour-là, le gros de ses troupes, mais il sait aussi que Louvain est une citadelle de la rébellion²⁰ et il donne ordre au général Cort-Heiligers, qui bivouaque à Tongres, de faire une diversion sur Louvain²¹. Cort-Heiligers charge le général Everts de cette mission et lui donne deux bataillons de la 8^e afdeeling, 4 pièces de canon et un escadron de dragons. La mission est précise : « arriver le 23 à Louvain, assiéger cette ville, essayer d'y pénétrer, se mettre en relation avec les troupes venues du Sas de Campenhout et suivre les ordres qu'on lui donnera alors. Au cas où il ne pourrait entrer en ville et, s'il ne reçoit pas d'autres ordres du prince Frédéric, il doit revenir à Saint-Trond et accomplir cette retraite la nuit²². Everts quitte Saint-Trond le 23 à deux heures du matin, arrive à Tirlemont à sept heures, y fait reposer ses troupes pendant une heure, arrive sans encombre à Louvain, vers midi, et prend position devant la Porte (de Tirlemont) qui était barricadée. Le combat commence : fusillade de part et d'autre. Le canon s'en mêle : les quatre pièces royales tirent quelques coups brisant notamment la barricade, tandis que les bourgeois accourent avec deux pièces de canon qui font plus de bruit que de mal²³. Mais les tirailleurs bourgeois se dispersent sur les flancs de la troupe, tandis que les hauteurs des deux côtés de la route se garnissent de villageois venus de Parc-Héverlé, de Berthem et autres lieux²⁴. La position d'Everts devient difficile : il est sans nouvelles de la colonne qui doit entrer en ville par la Porte de Malines et il comprend alors que, s'il peut pénétrer dans Louvain en immolant beaucoup d'hommes, il ne pourra tout de même pas s'y maintenir. Lorsqu'il aperçut l'ennemi sur ses deux ailes, il donna l'ordre de retraite. Celle-ci commença à trois heures de l'après-midi par la chaussée de Tirlemont²⁵. Tout le long de la route jusque près de Tirlemont Everts fut poursuivi avec vigueur et harcelé de toutes parts²⁶. »

Avant de forcer à la retraite ces 1400 hommes, les Louvanistes, à 7 h. du matin, avaient déjà repoussé 600 soldats qui s'étaient avancés à quelque distance de la Porte de Malines, mais qui s'étaient retirés vers dix heures « avec une précipitation qui cachait un piège²⁷ ; aussi ne les avait-on pas poursuivis.

Evidemment, le manque de coordination dans les mouvements de l'armée a causé l'échec de l'expédition. Cet échec fut retentissant à Louvain : aussi donna-t-il tout pouvoir aux révolutionnaires qui rallièrent à leur cause bien des modérés. A Bruxelles, où de Neef fit connaître cette victoire le 24 septembre²⁸, elle excita les cœurs.

Tout l'arrondissement de Louvain s'est soulevé à l'annonce de l'attaque : des volontaires sont accourus des communes voisines, certains même de Diest et d'Aerschot. Les paysans qui voient défiler sous leurs yeux une troupe délabrée tirent dessus et, dans tous les villages, les cloches en branle appellent au combat²⁹. Le soir, Tirlemont refuse l'entrée à la colonne Everts³⁰. Le pays est en pleine insurrection et Everts, que des balles ont chassé de Tirlemont, est forcé de bivouaquer à Oplinter. Aussi, voilà toute la partie Est du Brabant en rébellion ouverte ; cependant la crainte de nouvelles attaques retient chez eux la plupart des Tirlemontois et des Louvanistes. Leur crainte n'est pas vaine, car Louvain est menacée, le 27 et le 28 septembre, et Tirlemont voit défiler sous ses remparts toute la division de Cort-Heiligers. Ce dernier a reçu, le 27, l'ordre de marcher sur Bruxelles. Il quitte Saint-Trond le 28 à l'aube et, pour punir les Tirlemontois de leur conduite à l'égard d'Everts, le 23 septembre, il décide que chaque pièce de canon leur enverra quelques boulets. Ils causent peu de dégâts, mais les Tirlemontois, aux aguets depuis quatre jours, accueillent au passage, par une fusillade assez vive, les troupes ennemies : tout le temps que dure le défilé de ces 5.000 hommes, ils tirent sans arrêt, tandis que la troupe se contente de riposter faiblement. Il ne s'agit nullement de s'emparer de la place et les soldats fatigués ne souhaitaient qu'un bon gîte³¹. Ainsi donc Bruxelles ne peut guère compter sur une aide efficace de ce district de Louvain, gagné pourtant le premier à la cause révolutionnaire ; c'est sur place que les Louvanistes et les Tirlemontois se défendent et peu de ces gens courent à Bruxelles.

La Cité Ardente est dans une situation à peu près comparable à celle de Louvain. Mais elle est sous la menace constante d'un bombardement. L'armée s'est retirée à la citadelle ; aussi, dans leurs démonstrations, les patriotes sont encore tenus à quelque réserve. Depuis le 7 septembre, le pouvoir y est aux mains de l'état-major de la garde urbaine, qui ne compte que des patriotes éprouvés. Le comte de Berlaymont a été élu commandant en chef et il a choisi pour adjudant le comte E. d'Oultremont, le baron de Waha-Grisard, Grisard-Limbourg fils, et l'avocat Bayet ; pour secrétaire, l'avocat Forgeur et pour secrétaire-adjoint, l'avocat Lebeau³². Le recrutement de cette garde lui donne un caractère particulier, bien différent des gardes bourgeoises qui maintiennent l'ordre dans la plupart des communes du pays : elle réunit tous les citoyens domiciliés à Liège, d'une moralité connue et de l'âge de 18 à 50 ans³³.

Les éléments avancés y ont pris place. Elle est dès lors « une force capable de repousser toute agression³⁴ », mais elle n'oublie pas son rôle de gardienne de l'ordre. Sa tâche sous ce rapport est malaisée : beaucoup de pauvres à Liège et qui réclament du pain³⁵. En outre la Régence continue à administrer la ville et cela exaspère les extrémistes⁵. Il y a des bagarres, une petite émeute même, le 15 septembre ; heureusement la garde conserve le dessus³⁶. L'ordre rétabli, l'agitation ne cesse pas ; les lenteurs parlementaires, les mouvements de la troupe inquiètent les esprits. Un incident —, un soldat avait tiré sur un jeune Liégeois qui s'était aventuré sur le glacis de la Citadelle —, redouble l'agitation. Le 20 septembre, la Chartreuse est aux bourgeois³⁷. Ce succès obtenu très aisément, — il n'y avait que quelques soldats pour garder la forteresse —, fait perdre toute réserve. Le 22 septembre, on parle de déplacements de troupes en Hesbaye, qui ont pour but d'interrompre les communications avec Bruxelles. Le soir, 600 volontaires, commandés par un ex-major, Mathot, avec deux pièces d'artillerie, conduites par

l'écuyer Emile de Damseaux, et un peloton de cuirassiers qui avaient déserté les cantonnements de Lanaeken et de Vroenhoven, se dirigent sur la route de Bruxelles, dans l'intention de surprendre à Oreye, à trois lieues et demie de Liège, un détachement de troupes. L'expédition ne réussit pas pleinement. On voulait surprendre l'ennemi : une sentinelle donna l'alarme, les éclaireurs liégeois se jetèrent sur elle, mais une autre tira. Aussitôt les citoyens, sur quatre files, se portèrent en ordre de bataille vers l'intérieur du village. Les soldats, logés dans les maisons, alertés, firent feu. Riposte très vive des Liégeois qui brisèrent portes et fenêtres. Les soldats prirent la fuite ; mais la nuit empêcha toute poursuite, et les Liégeois reprirent le chemin de la cité, où ils arrivèrent, scindés en trois groupes, aux premières heures de la matinée.

Ils ramenaient avec eux une vingtaine de prisonniers, et la caisse militaire assez bien garnie. Un garde communal liégeois avait été tué, plusieurs personnes étaient blessées tandis que les troupes comptaient quelques tués³⁸. Cette expédition de volontaires appartenant à la garde bourgeoise et à la garde communale montre bien le caractère *militaire* des gardes liégeoises³⁹ et qu'à Liège on est prêt à tout. Une telle démonstration devait exciter la masse populaire et lui représenter la chute de la forteresse comme réalisable. Elle veut des armes : elle se transporte chez l'armurier Devillers, aux Degrés Saint-Pierre, et y enlève toutes les armes, puis elle va chercher tous les fusils des magasins Ancion, rue Sur-la-Fontaine⁴⁰. Cependant rien encore n'est tenté ce jour-là. Liège ne sait pas très bien ce qui se passe à Bruxelles. Certains veulent y courir, finalement l'indécision persiste⁴¹. Attaquer n'est le désir que des radicaux ; se défendre, la volonté quasi-unanime⁴². Aussi lorsque le 24, vers neuf heures du matin, les cris « aux armes ! l'ennemi est aux portes de la ville ! les Hollandais descendent de la Citadelle ! » se répandent dans la cité, « tout le monde quitte son ouvrage, les ouvriers désertent leurs ateliers, on bat la générale, le tocsin sonne dans la plupart des églises de la ville et des faubourgs, les boutiques se ferment, les hommes courent avec leurs fusils et se rassemblent aux différents postes désignés, les femmes et les enfants se mettent à dépaver les rues ; des barricades s'élèvent à tous les endroits par où l'on peut pénétrer dans l'intérieur de la ville.

Dans plusieurs quartiers, des pavés sont portés au premier étage et rangés en dehors aux fenêtres. Des jeunes filles remplissent des bouteilles d'eau et les portent aux étages de leurs maisons. Des femmes même s'arment de fusils. Des compagnies de houilleurs se forment en un instant et arrivent au secours de la ville⁴³. » 12.000 personnes, d'après le *Courrier de la Meuse*, sont armées, prêtes à défendre la ville. Mais ce qui a mis en branle toute la cité n'est qu'une fausse alerte : on a pris pour une sortie de troupes, une simple corvée de soldats à la recherche de pommes de terre.

Tout se calme bientôt et les regards se tournent vers Bruxelles. On est dans l'incertitude complète sur ce qui s'y passe⁴⁴. Depuis trois jours on est sans nouvelles directes et on attend ; cependant de Berlaymont se décide à organiser une expédition pour porter du secours aux Bruxellois⁴⁵. Le lendemain Lucas se met en marche vers 4 heures du soir, avec cinq à six cents hommes et deux pièces de canon mal servies. Ces 600 hommes indisciplinés, sachant à peine charger leurs armes, passent la nuit à Jemeppe et à Flémalle et, le 27, à 6 heures du matin, gagnent la Hesbaye. Ils n'iront pas loin : à Noville-en-Hesbaye, Lucas reçoit l'ordre de de Berlaymont de rétrograder et de venir bloquer la citadelle de Liège, car Bruxelles a vaincu et tout renfort y est devenu inutile. Lucas rejoint un second contingent liégeois commandé par Mathot et marche sur Sainte-Walburge⁴⁶. C'est enfin l'attaque de la Citadelle.

De cet aperçu général sur la situation politique dans les grandes villes, qui dès la fin août connaissent l'agitation, il ressort clairement que, hormis Louvain et Liège, aucune de ces grandes cités n'est en état de faire une révolution. Bien peu de leurs habitants y songent d'ailleurs ; dans les quasi-républiques que sont Liège et Louvain, on pense plus à se défendre qu'à attaquer. Ce n'est donc pas ces grandes cités qui fourniront des contingents de volontaires pour aider Bruxelles à repousser l'agresseur.

Ces volontaires accourent des petites villes et des villages du Brabant wallon et du Hainaut ; nulle force militaire ne les retient et les obstacles que certaines régences et certaines gardes bourgeoises opposent à leur départ, ils les brisent.

Les appels enflammés d'émissaires bruxellois les décident à partir ; aussi, bien peu assistent à la première journée du combat, la journée décisive, qui fut surtout bruxelloise. A part quelques isolés qui ont quitté leur province dès avant la nouvelle de l'attaque sur Bruxelles et qui sont venus en curieux, en aventuriers et en patriotes, il y a peu de provinciaux à Bruxelles, le 23 septembre.

Des groupements solides cependant de gens résolus à tout, et qui joueront un rôle important dans la défense de la ville, sont les « compagnies provinciales ». La plus importante, sans conteste, est celle que Charles Rogier a amenée le 7 septembre ; l'autre, c'est la compagnie louvaniste d'Adolphe Roussel, arrivée le 22 septembre à 10 heures du matin.

Elles ne sont pas très riches en effectifs, car il faut savoir que les journaux et les on-dit ont grossi à plaisir le nombre de ces volontaires. Au départ, les Liégeois étaient assez nombreux, mais leur effectif a fondu en cours de route et tous les volontaires ne sont pas restés à Bruxelles. Ainsi, le 19 septembre, Rogier ne commandait que 63 combattants. L'autre compagnie liégeoise, celle de de Bosse, n'était pas mieux fournie⁴⁷.

Singulièrement actifs, ces Liégeois ont joué un rôle de premier plan. Les chefs poussaient aux solutions extrêmes tandis que les hommes envahissaient l'hôtel de ville, escarmouchaient à Dieghem. Le 23 septembre, la plupart d'entre eux sont les premiers défenseurs à la Porte de Schaerbeek, bien que certains de leurs chefs les aient abandonnés.

La compagnie louvaniste comprend une centaine d'hommes. Le 21 septembre, au matin, les membres de la Réunion Centrale, des jeunes gens de bonne famille et pas mal d'hommes du peuple ont quitté Bruxelles. Pierre Rodenbach a été choisi comme chef et l'on est sorti de la ville par la Porte de Louvain. Les manœuvres de l'avant-garde ennemie ont coupé la retraite à ces volontaires irréfléchis, les ont forcés à se réfugier à Louvain. Là, ils sont reçus à bras ouverts par la population patriote. Les chefs, Rodenbach, Niellon, Chazal, Stieldorf, ont une entrevue avec Van Meenen et les autres leaders louvanistes. On juge « que ce qu'il y avait de plus pressé à faire, c'était de renforcer le plus possible les défenseurs de la capitale » et, le soir, un détachement de Louvanistes, commandé par Adolphe Roussel, accompagnait à Bruxelles Rodenbach et ses volontaires⁴⁸. Le 22, à 10 heures du matin, ils faisaient leur entrée dans la ville, puis allaient rejoindre les Liégeois à la caserne Sainte-Elisabeth. Le 23, ils étaient à la Porte de Schaerbeek.

Un troisième groupe de volontaires est à Bruxelles le 23 septembre : il est formé de Tournaisiens. Renard, le futur général, dirige ces braves qui ne sont qu'une poignée, une trentaine en tout. Enfin, trente paysans d'Uccle arrivèrent à Bruxelles le 22 septembre au matin et ce fut un brave entre les braves, Gillain de Namur, un fils de brasseur, qui garda avec eux la

Porte de Namur⁴⁹. Gillain est un de ces isolés, venus d'un peu partout, depuis le début du mois. Tous ces solitaires, résolus à tout, ne lâcheront pas un pouce de terrain, le 23 septembre, sans s'être défendus d'arrache-pied. Mais ils ne sont pas cent en tout et il appert donc que, le 23 septembre, ce sont surtout des Bruxellois qui font le coup de feu, mais que le petit nombre de provinciaux qui se trouve ce jour-là à Bruxelles, combat aux postes d'honneur.

Le son du canon et la rumeur publique, en attendant les appels désespérés d'émissaires aux abois, font accourir dans la capitale des habitants des faubourgs et des villages de la périphérie bruxelloise.

Vers le soir du 23, un groupe de Wavriens entre en ville. Ils ne combattent pas ce, jour-là, mais le 24, à 4 heures du matin, ils sont sur pied et vont faire le coup de feu, rue de Namur.

Les Wavriens constituent le seul groupe organisé qui arrive à Bruxelles le 23 septembre⁵⁰. Les fuyards abattus se souciaient peu d'exciter les paysans ou les bourgeois à courir au secours de la capitale, et, à Bruxelles, dans les premières heures de la journée du 23, dans ces moments de désarroi et de découragement, peu d'hommes songeaient à demander du secours au dehors. Dans l'après-midi, cependant, certains se mettent en campagne. Pletinckx et son ami Godefroid Nique s'en vont dans le Brabant wallon : ils passent à Nivelles où ils précipitent les événements, visitent les communes voisines et réunissent ainsi plusieurs centaines d'hommes⁵¹.

Henri Rosart et Joseph Nique partent pour soulever le pays de Charleroi où Rosart a de nombreuses relations. Chemin faisant, ils stimulent tous les patriotes. Ils passent par Genappe, puis filent sur Gosselies ; là ils se mettent en rapport avec les chefs de la garde urbaine, et le départ du premier contingent de volontaires est décidé pour le même soir. Nique, à franc étrier, part pour Valenciennes, afin d'y relancer Van de Weyer et consorts, tandis que Rosart court à Lodelinsart. Il y dément les racontars des agents ministériels, puis se rend à Charleroi. Il se présente au poste avancé de la garde urbaine et a la chance d'y rencontrer un patriote éprouvé, Fafchamps, qui réunit les principaux révolutionnaires. Aux premières heures du 24, par petits groupes, 150 Carolorégiens partent pour Bruxelles.

Rosart prend quelques heures de repos à Charleroi. Le 24 il jette l'alarme à Gilly et provoque le départ de 15 volontaires ; à Fleurus, il soulève l'enthousiasme⁵².

La mission Rosart a été fructueuse : Gosselies fournit 69 hommes armés⁵³ ; Charleroi, plusieurs pelotons qui, en tout, comptent 125 à 130 volontaires ; Gilly envoie 15 braves et Fleurus 50. En route, ces détachements se renforcent encore⁵⁴. L'avocat Isidore Plaisant, le professeur Lesbroussart ont parcouru aussi le Brabant wallon, le 23 dans la soirée. Le 24, ils se dirigent sur Bruxelles à la tête d'une troupe nombreuse. A Seneffe, ils ont rallié 20 volontaires, parmi lesquels les deux Dechamps, dont l'un deviendra cardinal et l'autre ministre. A Fayt, ils en ont réuni 22, à la Hestre 8, à Morlanwez une dizaine et ils seront, le 25, à midi, à Bruxelles⁵⁵.

Le bruit des combats de Bruxelles se répand dans les communes voisines : à Fontaine l'Evêque, le 24, le départ est décidé et le lendemain dans l'après-midi 27 volontaires prennent le chemin de Bruxelles⁵⁶.

Des émissaires bruxellois réunissent ainsi quelques centaines d'hommes. Dans d'autres régions du Hainaut, qui, depuis le 21 septembre, sont aussi sans nouvelles de Bruxelles, des patriotes désirent se renseigner sur ce qui s'y passe. Ils envoient donc dans la capitale des hommes sûrs s'enquérir de la situation exacte : ce sont les rapports de ces gens qui provoquent le départ des volontaires.

Bersou quitte Soignies le 24 au matin pour Bruxelles et en revient le jour même ; le soir, 37 volontaires se mettent en marche⁵⁷. De Leuze, on envoie en éclaireur Defery le 24 au matin⁵⁸, mais avant son retour, on apprend du nouveau ; les patriotes se soulèvent et, le soir, une centaine de volontaires commandés par Degallais partent pour Bruxelles.

Sapin et Bodson, envoyés par le Club Patriotique de Jemappes, dès le 22 septembre, et rentrés au pays, le 23, travaillent le Borinage, mais sans grand succès. Sapin réunit seulement 15 volontaires le 24 septembre à Jemappes⁵⁹. Mons est sous la férule du général Howen et le plat pays s'en ressent. Les autorités locales font d'ailleurs bonne garde et s'opposent au départ de volontaires et surtout à la distribution des armes de la garde communale⁶⁰. Des nouvelles plus rassurantes arrivées de Bruxelles déterminent le départ de différents contingents, le 26 et le 27, mais ils arriveront lorsque l'ennemi se sera retiré. A Dour, l'avocat Cambier⁶¹ réunit 130 hommes et part le 26 septembre vers onze heures du soir ; le commis-voyageur Leleux réunit 68 volontaires à Saint-Ghislain et aux environs et arrive à Bruxelles le 27 septembre ; le 15 septembre, le chirurgien Malengrau bat le rappel à Pâturages et s'en va le 26. Outre les obstacles que dressent les autorités, il y a bien des difficultés matérielles à vaincre ; il faut assurer l'armement, l'équipement et la nourriture de gens souvent sans ressources. Pour avoir des armes, on recourt à la violence ou à la menace et l'on se fait remettre celles de la garde communale. Le patriotisme des habitants et leur générosité procurent des fonds.

Fontaine-l'Evêque, en une demi-heure, recueille 400 francs ; Dour, en quelques heures, 1001 fr. 71.

Une seule administration communale, celle de Gouy-lez-Piéton, prend à sa charge les frais d'équipement des volontaires de sa commune⁶².

Ainsi donc le Hainaut tout entier est soulevé, hormis les places fortes où, seule, la force contient l'explosion patriotique. Toute une région est traversée par les gens de Valenciennes qui rentrent au bercail. Joseph Nique, le 24 septembre, a retrouvé à l'hôtel de la Poste aux Chevaux, Gendebien, Van de Weyer, Niellon, Chazal, Vandersmissen, Van der Meere, etc.

« On se bat au Parc, la troupe y est retirée » annonce-t-il⁶³.

Les leaders belges décident de rentrer à Bruxelles. Les préparatifs terminés, ils partent le soir même et par Péruwelz, Leuze, Ath, Enghien et Hal gagnent Bruxelles. Dans toutes les communes qu'ils traversent ils lancent des proclamations rédigées et imprimées à Valenciennes⁶⁴. Ainsi ils rassemblent des volontaires ; en route, ils rejoignent le corps important des Leuzois et font leur rentrée dans la capitale, le 25 septembre, à 5 heures de l'après-midi.

Le départ de ces volontaires ne se fit pas sans difficultés. Les autorités s'y opposèrent souvent. A Nivelles, la querelle tourna au tragique. Le 23 septembre, les patriotes sont aux abois. A Bruxelles, il y a sûrement du nouveau, mais on n'est pas bien renseigné. Le « passage de particuliers paraissant désespérés de la cause du peuple » incline à croire que tout va mal dans la capitale ; le bruit même « de l'entrée de Frédéric court, et est répandu avec joie par tous les ministériels ». Cependant les patriotes ne désespèrent pas. Ils font une démarche, évidemment infructueuse, auprès de la Régence pour obtenir les armes enlevées aux volontaires, le 13 septembre, puis décident de s'en emparer de vive force. Pletinckx les a mis au courant de la situation à Bruxelles. Ils battent la générale, excitent le peuple et marchent à l'assaut de l'hôtel de ville, gardé par 80 bourgeois. Une salve en l'air accueille la multitude que du Cléty, commandant de la garde bourgeoise, tente en vain d'apaiser ; à ses paroles, elle répond par des pierres. Du Cléty réplique par des feux de peloton qui dispersent la foule. Deux patriotes sont tués et 14 blessés.

Les événements de la nuit ont effrayé la bourgeoisie, et, le 24 au matin, sans aucune peine les patriotes s'emparent des armes de la garde communale cachées à l'hôtel de ville et de la poudre déposée à la gendarmerie. Ainsi armés, ils se mettent en marche pour Bruxelles, guidés par G. Nique. A 10 heures du matin, une première compagnie s'ébranle ; à 13 heures une seconde suit : 160 Nivellois vont renforcer l'armée de la Nation. Ils sont tous armés, et deux voitures qu'on a enlevées au commandant du Cléty sont pleines de fusils, de piques et de cartouches⁶⁵.

A Soignies, le 24 septembre, pour se procurer des armes, les patriotes doivent recourir aussi à la force, mais là du moins le sang ne coule pas⁶⁶. A Leuze, la régence ne se montre pas hostile, mais prudente. Le matin du 24, quelques patriotes se présentent à la Régence et y réclament des armes « dans l'intention de se mettre en mouvement sur Bruxelles » ; mais la Régence leur déclare « qu'à défaut de nouvelles précises de la capitale, elle trouvait le mouvement encore prématuré ! » ; elle accepte tout de même de délivrer à l'un de ces patriotes une carte de sûreté. Muni de celle-ci, « il se mit de suite en route à l'effet d'aller s'enquérir de l'état de la capitale⁶⁷ ».

Arrivés à Bruxelles, les volontaires vont à l'hôtel de ville ; ils y demandent des instructions pour le combat ; on les envoie à Van Halen qui les dissémine tout le long de la ligne de feu. Souvent ces corps sont disciplinés et ils obéissent à des chefs librement choisis, accomplissant ainsi d'utiles besognes. Les Gosseliens défendent la rue de Namur, s'emparent de l'Athénée, puis vont tirailler au Parc. Les Leuzois de Degallais sont envoyés à l'extrême-gauche ; ils gardent la rue du Marais et le boulevard du Jardin Botanique. Les Wavriens, qui comptent en de l'Escaille un tireur émérite, ont placé quelques-uns des leurs à l'hôtel de Belle-Vue. Les Carolorégiens de Fafchamps participent à la sortie sur les étangs d'Ixelles le 26 ; les Nivellois sont dispersés derrière les barricades et la masse flottante des volontaires, arrivés par petits groupes ou en solitaires, se bat au petit bonheur, les uns cachés dans une maison rue Royale, les autres rue de Namur, derrière une barricade.

L'arrivée de ces combattants à Bruxelles, — arrivée qui s'échelonne sur plusieurs jours, — eut les effets les plus heureux sur le moral des Belges. La masse bruxelloise sent que la province se soulève et elle ne veut pas être en reste avec elle.

Hommes décidés qui ont fait le sacrifice de leur vie, ces volontaires, tous bien armés, en même temps qu'ils apportent leurs bras au service de la Cause Nationale, amènent du matériel : des

armes, de la poudre. Engelspach manque de tout. Le 24, à 10 heures du soir, il fait dresser un relevé des munitions et il constate qu'il reste 4.600 cartouches. Heureusement Fafchamps lui apporte, le 25 à 10 heures du matin, 5 à 6 kg. de poudre ; le soir, Niellon revenant avec la caravane de Valenciennes amène quatre barils et Snel, envoyé à Casteau revient le 26 entre 3 et 4 heures du matin avec 80 barils⁶⁸.

Bien plus encore sur l'état-major de l'armée royale l'arrivée ininterrompue de ces volontaires fait impression. Le prince Frédéric se convainc qu'il ne lui est plus possible de réussir son expédition, puisque, loin de diminuer, le nombre des combattants augmente. Le découragement des rebelles sur lequel il a compté se mue, avec l'arrivée de ces Wallons, en une ardeur folle : ces gens poussent la hardiesse jusqu'à pénétrer dans le Parc. Sagement, il ordonne la retraite.

La venue de ces renforts l'amène à penser par ailleurs que le mouvement d'opposition a plus de profondeur qu'il ne le croyait et qu'on ne le croyait à La Haye. Incontestablement, la marche sur Bruxelles de ces quelques centaines de Brabançons et de Hennuyers a très largement contribué au succès final de l'insurrection de 1830, mais c'est surtout l'appoint moral qu'ils apportaient avec eux qui doit être considéré.

Dans ces communes, quels sont ceux qui sont partis ? Les journaliers sont en très grand nombre dans le contingent fourni par les villes, de même que les ouvriers des petits métiers et les artisans. Ils sont conduits par des chefs d'industrie, par des rentiers estimés, par de jeunes avocats, souvent aussi par d'anciens grognards de Napoléon. Dans les communes rurales, ce sont principalement les cultivateurs qui décrochent le fusil, mais surtout de ces petits tâcherons qui n'ont qu'un lopin de terre et sont tous d'enragés braconniers. Il y a parmi eux des pères de famille qui abandonnent, certains jusqu'à six enfants ; le goût de l'aventure les pousse peut-être sur les chemins de la capitale, l'amour de la patrie les excite bien davantage. Chez ces rustres, chez ces simples, l'amour de la Patrie est un sentiment confus, indéfini. L'idée de la nation leur est totalement étrangère. Le sentiment n'a pas pour cela moins de force active. Si on avait demandé à ces braves, pourquoi ils se battaient, ils auraient répondu : « pour chasser le Hollandais de Bruxelles ». A cela se bornait leur patriotisme. Il est surtout négatif ; ils ne se soucient nullement de construire ; ils ne songent pas à ce qui remplacera le régime établi. La Liberté ! Pour elle, ils sont prêts à mourir. Liberté et Patrie, voilà les deux leviers qui soulèvent les masses. Ils sont soudés l'un à l'autre. Et dans ces consciences simples on ne les sépare pas.

Voilà dans quel esprit deux mille volontaires wallons arrivèrent à Bruxelles dans les derniers jours de septembre 1830.

Ce sont donc des Wallons, mais d'une partie de la Wallonie seulement ; nous avons expliqué plus haut pourquoi. Il y a peu de Flamands. L'hostilité déclarée de la bourgeoisie industrielle et commerçante flamande à l'égard des rebelles bruxellois a empêché une aide immédiate. Les autorités militaires n'ont rien cédé de leur pouvoir, les parquets ont fonctionné avec diligence, tout mouvement patriotique a été comprimé. A Audenaerde, les patriotes, tous des jeunes gens, conduits par Camille de Smet et par un marchand de toiles, Raphaël Annels, ont essayé d'arborer le drapeau tricolore dans les premiers jours de septembre, mais ils ont été réduits à la raison. Le calme a été rétabli et le Parquet a poursuivi de Smet qui n'a trouvé son salut que dans la fuite⁶⁹. A Grammont, le jeune patriote René Spitaels est arrêté et conduit à la prison d'Audenaerde⁷⁰. Sur les campagnes, comme l'écrit le *Catholique*, « pèse un régime de terreur⁷¹ ». Le gouverneur Van Doorn tient en main les autorités civiles, il envoie des hommes de confiance aux régences pour empêcher l'envoi d'adresses au Souverain et il réussit⁷². Il

surveille le clergé et il dénonce à l'évêque un vicaire qui, dans un village du plat pays, a affiché un manifeste encourageant le pétitionnement pour la séparation⁷³.

Van Doorn est un « homme d'une rare capacité⁷⁴ » et, sous sa poigne de fer, les patriotes gantois ploient le genou. La bourgeoisie industrielle est orangiste par intérêt, et elle fait le service de la Garde avec un dévouement farouche. La noblesse, moins attachée au gouvernement hollandais, reste sur une prudente réserve et se retire dans ses châteaux⁷⁵. Le peuple, tiraillé par le clergé et méprisant les réformés, qu'il appelle « gueux »⁷⁶ a de l'ouvrage grâce aux mesures gouvernementales, et tant que les mécaniques tourneront, il se donnera à sa besogne et restera calme⁷⁷.

Gand n'avait eu qu'à se louer de l'union des dix-sept provinces. Elle y avait gagné une université, un canal et un port. En peu d'années, le nombre des fabriques de coton était passé de quasi rien à nonante⁷⁸. Aux difficultés économiques provoquées par la surproduction, qu'un développement industriel aussi rapide devait fatalement amener, le gouvernement avait pallié artificiellement en passant des commandes, fin août⁷⁹.

Il n'y avait donc qu'une seule cause de fermentation à Gand : les menées du clergé ; or celui-ci n'a jamais poussé à la violence ; il attendait la tournure que prendraient les événements de Bruxelles. Dès lors, rien d'étonnant à ce que les Gantois restent impassibles durant le mois de septembre⁸⁰. En Flandre Occidentale, le mouvement d'opposition jusqu'à la fin septembre, n'a pas beaucoup plus de consistance, mais certaines villes font entendre avec fermeté leurs desiderata. Courtrai, notamment, a ses « jacobins et ses papistes⁸¹ » qui veulent forcer la Régence à arborer le drapeau tricolore et à réclamer la séparation.

Bruges, qui est la seule ville flamande où des désordres ont eu lieu fin août (la populace a pillé et incendié la maison du président du tribunal Sandelin), est rentrée dans le calme le plus complet. Une commission de sûreté, établie le 29 août pour rétablir l'ordre avec la Régence et groupant quelques personnalités libérales en butte aux tracasseries des ministériels, donne bientôt sa démission. La Régence la remplaça par une commission, d'où se trouvèrent exclus « les citoyens les plus influents par leur libéralisme et leur popularité⁸² » et jusqu'au 25 septembre, la Régence, après avoir toutefois voté vers le 6 septembre une adresse demandant la séparation, se préoccupe uniquement de la situation économique détestable de la ville déchue. Il faudra attendre les nouvelles de Bruxelles pour que le peuple se soulève et chasse la garnison. La province d'Anvers ne montre guère plus d'empressement. Il est vrai que Chassé est un dictateur peu commode. Il a des troupes fidèles, du matériel excellent et il trouve dans la bourgeoisie anversoise un auxiliaire précieux. Dès lors, le petit peuple anversois, foncièrement brabançon et nettement anti-hollandais, ronge son frein en silence. La police est sévère et les curés remuants sont incarcérés. Une tentative de soulèvement, le 28 août, a été étouffée dans l'œuf et, jusqu'au 24 septembre, à Anvers c'est le calme plat⁸³. Les avocats patriotes qui pétitionnent en faveur de la séparation en sont pour leurs frais ; tout le haut commerce envoie le 10 septembre au Roi une adresse réclamant le statu-quo.

Lierre et Malines restent calmes également⁸⁴.

Ainsi, la Flandre ne se soulève pas avant que le canon n'ait tonné à Bruxelles. Aucune bagarre ne se produit entre les patriotes et l'armée ; il n'y a pas de gardes urbaines nettement séparatistes, de commissions de sûreté anti-hollandaises. Le mouvement qui, en Wallonie, avant le 23 septembre manque d'unité, de consistance même, et n'est révolutionnaire que dans l'esprit d'une minorité, est encore bien moins prononcé en Flandre.

Mais il suffit de la victoire du Parc pour que le bel édifice élevé en Flandre par des Van Maaniens énergiques et intelligents s'écroule sous les coups de butoir du peuple déchaîné⁸⁵. La promptitude avec laquelle le peuple flamand se soulève, chasse l'armée, et balaie les ministériels est l'indice le plus sûr que les sentiments belges de la population préexistaient, mais refoulés par l'appareil militaire et judiciaire.

La Flandre n'a donc envoyé qu'un très petit nombre de combattants à Bruxelles, des isolés comme ce Berten, étudiant à Gand, patriote acharné, incarcéré huit jours pour avoir manifesté, le 28 août, et qui part, avec quelques amis, le 17 septembre ; ou ce médecin anversois Jaak Loos, qui quitte ses trois enfants pour aller à Bruxelles et y distribue de l'argent aux combattants⁸⁶.

Quelques jeunes gens d'Alost et de Ninove sont aussi à Bruxelles depuis les premiers jours de septembre, et de Roulers est venu Pierre Rodenbach qui a formé un petit corps de volontaires sous le drapeau duquel les jeunes Flamands se groupent.

Quelques Flamands, les Liégeois de Rogier et de Bosse, les Louvanistes de Roussel, les deux douzaines de Tournaisiens de Renard et les quelques Namurois de Gillain, voilà tous les volontaires provinciaux à Bruxelles le 23 septembre.

Le principal appoint est donc bien celui fourni par le Brabant wallon et le Hainaut dès l'après-midi du 23 ; voilà les volontaires de septembre, et l'arrivée de ces braves est la démonstration vivante du lien qui unit la province à la capitale.

Le 19 septembre, Bruxelles porte les espoirs bien faibles des derniers patriotes. De son sort dépend le sort de la cause révolutionnaire. La nouvelle de la résistance fait battre tous les cœurs, soulève les communes libérées de l'emprise militaire. Jusqu'ici Bruxelles a tout donné au pays. Le pays lui apporte son sang ; et grâce aux secours en hommes, en munitions, en vivres, en argent, les Bruxellois forcent l'armée à la retraite. Bruxelles a reçu de la province une aide efficace, décisive. Elle la lui rend tout de suite et au centuple : la nouvelle du triomphe des quatre journées brise les résistances, déchaîne un patriotisme exacerbé, force les commandants de place à capituler. La victoire de Bruxelles rend possibles les capitulations de Mons, de Tournai, de Menin, de Namur, de Charleroi ; Bruxelles vaincue, c'en était fait de la Révolution. Sans le secours des volontaires provinciaux à Bruxelles, le découragement des vaillants Bruxellois aurait permis à Frédéric de s'emparer de la ville, si pas de vive force, du moins par la voie d'arrangements. L'intime collaboration de la capitale et de la province dans ces journées tragiques, l'action et la réaction de l'une sur l'autre sont les preuves irrésistibles du caractère national de la Révolution belge de 1830.

Notes

1 Cette échauffourée du 3 septembre à Mons est caractéristique de l'absence complète de tout plan. Le peuple a abandonné sans motif les postes qu'il venait d'occuper et les patrouilles de la garde bourgeoise s'en emparent pour ne pas les laisser sans défense, puis, les remettent à la troupe sans opposer aucune résistance.

Observateur du Hainaut, n° du 5 septembre 1830, et SLOTHOUWER : *Hoe in het jaar 1830, de stad Bergen in opstand kwam. (Bijdragen voor vaderlandsche geschiedenis en oudheidkunde, 1892. 3^e série, VI, 276-277.*

2 R.A. *Binnenlandsche Zaken*, 15 septembre 1830, n° 4 geheim. Lettre du Gouverneur de la Province de Namur, d'Omalius au ministre de la Coste. Namur, 8 septembre 1830. R.A. *Justicie Geheime Stukken*, 21 septembre 1830. R³⁶ rapport du procureur criminel à Namur, Plunus, au Procureur-général à Liège. Namur, le 10 septembre 1830. — R.A. *Staats Secretarie*, 3463, 12 septembre 1830, n° 92, rapport du général Van Geen au Prince Frédéric, 8 septembre 1830.

3 R.A. *Staats Secretarie*, 3468, rapports Van Geen, 13 septembre 1830 et 17 septembre 1830 (de Eerens, directeur général de la guerre au Roi, 15 et 20 septembre 1830). « Herinnering nopens de gebeurtenissen en krijgsverrichtingen in de stad en vesting Namen in 1830. » *Militair Spectator*, 3^e série, II, 114.

4 *Ibidem*, 115

5 SOIL DE MORIAMÉ, *La révolution de 1830 à Tournai. (Revue Tournaisienne, 1905 ; 150.)* Les sentiments ministériels de la Régence de Tournai sont très vifs. Le 9, elle rejette la demande de quinze jeunes gens de voir arborer le drapeau tricolore à côté de celui du Tournaisis, arboré le 8. (Soil de Moriamé, *op. cit.* ; 149). Elle s'oppose de toutes ses forces à la formation d'une commission de sûreté. (Soil de Moriamé, *op. cit.* ; 180). Elle reste toujours dans la légalité la plus absolue et ne prévoit aucun événement grave. Témoin, cette réponse au lieutenant-colonel de la Garde urbaine qui avait demandé l'autorisation pour la garde à cheval de porter un uniforme qui lui donnât les allures d'un véritable corps militaire : « Ne nous reconnaissant pas le droit d'agir en cette circonstance, comme autorité compétente, nous nous sommes empressés de transmettre et d'appuyer ces vœux auprès de M. le général de Wauthier qui vient de nous informer que lui-même n'a pas qualité pour accorder une semblable autorisation... Nous pensons ne pouvoir mieux répondre à vos intentions qu'en nous adressant à M. le gouverneur pour faire parvenir à l'autorité supérieure l'objet de votre demande avec prière instante d'y faire statuer d'une manière conforme à vos désirs. Sitôt qu'il nous sera donné avis de cette décision, nous nous empresserons de vous la transmettre. » Soil de Moriamé, *op. cit.*, *Revue Tournaisienne*, 1905 ; 179.

6 SOIL DE MORIAMÉ, *op. cit.*, *Revue Tournaisienne*, 1905 ; 180.

7 SLOTHOUWER, *Hoe in het jaar 1830 de stad Bergen in opstand kwam. Bijdragen voor vaderlandsche geschiedenis en oudheidkunde, 1892, 3^e série, VI, 273-281.* ROUSSELLE. *Mons pendant la Révolution de 1830*, Bruxelles 1882 ; 24-25. — *Courrier des Pays-Bas*, n° du 23 septembre, correspondance particulière de Mons, 20 sept.

[8](#) ROUSSELLE, *op. cit.* ; 26.

[9](#) Rapport du lieutenant-général Howen au prince Frédéric, publié dans le *Staats Courant*, 25 septembre. — SLOTHOUWER, *op. cit.*, p. 281. — W. STARING, *op. cit.*, pp. 110, 111. — *Courrier des Pays-Bas*, n° du 23 sept. (Correspondance particulière.)

[10](#) *Rapport de de Macar, gouverneur de la province du Hainaut au ministre de l'Intérieur. Mons, 21 septembre 1830. Copie au M.R.A. Papiers légués par le colonel Delfosse.* Ainsi que l'écrit le gouverneur, on s'efforcera d'y parvenir « en tâchant de désarmer ceux des individus suspects qui depuis les diverses scènes qui ont eu lieu, se trouvent détenteurs d'armes de diverses espèces ».

[11](#) Lettre de Howen au prince Frédéric, le 22 septembre. SLOTHOUWER, *op. cit.*, p. 287.

[12](#) Lettre de Howen au prince Frédéric, le 22 septembre. SLOTHOUWER, *op. cit.*, p. 282.

[13](#) STARING, *op. cit.*, p. 112. Voir le texte de l'ordonnance des bourgmestre et échevins de Mons faisant connaître la décision du lieutenant-général Howen dans le *Recueil des Ordonnances et autres actes de la Régence de la ville de Mons, 1830.*

[14](#) La commission de sûreté, le 17 septembre, par 19 voix contre 7, décide « qu'en cas d'attaque contre la ville de Liège » elle n'enverra pas « des secours en hommes armés » à cette ville. FOHAL, *Les événements de 1830 à Verviers.* Verviers 1930 ; 28.

[15](#) WILLAME, *La Révolution de 1830 à Nivelles (Annales de la Société archéologique de Nivelles, 1895, V ; 187-188).*

[16](#) NIMAL, *Thuin sur le déclin du régime hollandais*, Liège, 1907 ; 41. — *Lettre du brigadier de la maréchaussée de Thuin au général-inspecteur*, 19 septembre. « Les bourgeois baissent le ton. Ils sont devenus aussi timides qu'ils avaient été arrogants en pleine fête. Ils semblent regretter leur incartade dont ils appréhendent les suites. Le bourgmestre est toujours resté fidèle au Roi et ce n'est que contraint qu'il a pris la cocarde. »

[17](#) Consigne de la garde bourgeoise de Louvain : 1° repousser l'ennemi à l'extérieur ; 2° prêter main-forte à l'autorité légale et en particulier aux employés pour la perception des droits municipaux ; 3° maintenir la tranquillité et le bon ordre intérieur. (Archives de la ville n° 11.107 de l'Inventaire général n° 25. M. DIEU, *op. cit.*, p. 50.)

[18](#) *Archives de la ville de Louvain. Inventaire général (n° 22).* DIEU, *op. cit.* ; 49. Cette compagnie mobile fit le service aux portes de la ville à partir du 13 sept. (*Archives de la ville de Louvain, n° 11.239 de l'Inventaire général.* DIEU, *op. cit.* ; 59.) Les membres des compagnies mobiles seront salariés à 50 cents de paie et ration d'une livre et demie par jour. *Journal de Louvain*, 6 sept. 1830.

[19](#) *Journal de Louvain*, 15 septembre 1830.

[20](#) « Schouten, capitaine de la garde urbaine, et Dubois, avocat, le 21 septembre, viennent trouver le prince Frédéric et réclament du secours, lettre de de Pestre au Roi. *Gedenkstukken, 1830-1840, IV ; 159-160.*

[21](#) « De divisie Cort-Heiligers van 5 sept.-8 october 1830. » *Militair Spectator* 3^e série, II, 398.

[22](#) *Ibidem*.

[23](#) « De divisie Cort-Heiligers. » *Militair Spectator*, 3^e série, II, 400 et DIEU, *op. cit.*, 67.

[24](#) *Rapport de de Neef, commandant des gardes mobiles de Louvain, 2 octobre 1830, publié par OPPELT. Histoire générale et chronologique de la Belgique de 1830 à 1860. Bruxelles 1861 ; 393.*

[25](#) « De divisie Cort-Heiligers. » *Militair Spectator*, 3^e série, II ; 400-401.

[26](#) Rapport de de Neef. OPPELT, *op. cit.* ; 393.

[27](#) Rapport de de Neef. OPPELT, *op. cit.* ; 393.

[28](#) DIEU, *op. cit.* ; 63.

Esquisses historiques ; 355.

[29](#) « De divisie Cort-Heiligers. » *Militair Spectator*, 3^e série, II ; 401.

[30](#) A 7 heures du soir la colonne arrive devant Tirlemont « La Porte de Louvain était fermée et l'on dut quérir le bourgmestre pour la faire ouvrir. Quelques messieurs de la Régence arrivèrent enfin pour inviter le général à entrer en ville et la porte fut ouverte. Le général et son adjudant entrèrent à la tête de la colonne, mais à peine eurent-ils dépassé quelques maisons, qu'un feu soutenu partit de toutes les fenêtres. Heureusement la nuit était sombre et l'ennemi avait révélé trop tôt sa basse trahison, de sorte que nous ne perdîmes quasi personne en reculant vers la porte. Quelques soldats furent blessés et quelques chevaux dont ceux du général et de son adjudant. Lorsque le général eut heureusement quitté la ville, il jugea ne pouvoir mieux faire que de passer sur la gauche de Tirlemont et de faire reposer ses troupes pendant la nuit à Oplinter».

« De divisie Cort-Heiligers. » *Militair Spectator*, 3^e série, II ; 401. Le délégué de la Régence se disculpa en affirmant que les « goedgezinde burgers » n'étaient plus maîtres de la masse. *Militair Spectator*, 3^e série, II ; 401.

[31](#) « De divisie Cort-Heiligers. » *Militair Spectator*, 3^e série, II, 403-404.

[32](#) Les chefs, bien que nobles, sont très bien vus. Voici un portrait vivant de de Berlaymont tracé par Lochtman, valeureux combattant : « Berlaymont a une grande popularité. C'est un bras qui monte parfaitement à cheval. Très aimé du bas peuple, disant bonjour en liégeois à tout le monde et faisant quoique avec assez peu de moyen marcher le militaire ; enfin je crois que c'est l'homme qu'il nous faut, mais tenant aux joujoux envoyez-lui quelques bamboches d'honneur, cela lui donnera du courage. Du reste, il fait respecter notre pouvoir. » Lettre du 17 octobre 1830 de Lochtman à Rogier. A.G.R. *Papiers Rogier*, n° 43. Tous ces gens de l'état-major « sont les chefs de l'insurrection ». « Quant aux orangistes, ils siègent à la Régence et au palais de justice : de Thierry, procureur du roi, de Thier son substitut, de Lantremange, Brandès, de Mélotte, bourgmestre, Leignes », de Warzée d'Hermalle à Van Maanen, 13 octobre 1830. *Gedenkstukken, 1830-1840*, IV ; 224-225.

[33](#) Décision du conseil de Régence, 4 septembre. (Archives de la ville de Liège. *Procès-verbaux des séances du conseil de Régence.*) *Courrier de la Meuse*, 7 septembre 1830.

[34](#) *Le Politique*, 9 septembre.

[35](#) R.A. *Staats Secretarie*, 3473. « L'état de l'Industrie est désastreux : tenu par un accès de goutte depuis 13 jours je n'ai pu qu'aujourd'hui sortir de nouveau et j'ai été affligé de voir la suite des rues excepté aux endroits où les groupes se réunissent, les boutiques ne font rien, le roulage est nul. » Sandberg, gouverneur de la Province de Liège à Van Gobbelschroy, ministre du Waterstaat et de l'Industrie Nationale, 15 septembre 1830 et R.A. *Staats Secretarie*, 3468. Lieutenant-général Cort-Heiligers au directeur général de la guerre (Tongres 17 septembre 1830 : « les fabriques devront bientôt être fermées par manque d'argent liquide, « die van de heer Coqueril heeft f. 15.000 noodig » tegen aanstaande donderdag » (23 septembre). Le comte de Gloes, camerier de Sa Majesté m'a imploré de porter à votre connaissance ce défaut de moyens monétaires. »

[36](#) R.A. *Staats Secretarie*, geheim, 18 septembre 1830, W³². Rapport, de l'avocat général Dandrimont au ministre de la Justice, Liège 16 septembre 1830 et *ibidem*, 19 septembre 1830, Z³². Avocat général de Warzée d'Hermalle au Ministre ; le rapport du commissaire de police de Liège au procureur général est joint à la lettre.

[37](#) La prise se fit sans peine. Dans une pétition au Régent du 12 mars 1831, Prosper Lochtmans déclare s'être emparé avec M. Clermont et 15 volontaires du fort de la Chartreuse. M.R.A. 0. 892, d. 42. La veille, une première tentative avait échoué. « Avec une vingtaine de jeunes gens et de portefeuilles, on enfonça les 2 portes extérieures, celle de la poterne fut entamée à la hache, mais beaucoup s'en retournèrent et en voulant monter sans échelle je tombai dans le fossé. » Lettre de Van der Meer à Rogier. A.G.R. *Papiers Rogier*, 149, n° 973.

[38](#) Huit d'après une lettre d'un correspondant anonyme à de Borghgrave. *Gedenkstukken, 1830-1840*, IV ; 165 ; vingt d'après le *Journal de la Province de Liège* du 24 septembre. Pour ce combat d'Oreye nous avons eu recours au dossier 0. 166 du M.R.A. qui renferme un récit de Mathot, aux journaux liégeois et aux documents militaires hollandais. C'est d'après ce dossier que nous donnons le chiffre de 600 volontaires liégeois. Les premiers rapports hollandais sur cet épisode (celui du colonel Monhemius, commandant du 1^{er} bataillon de la 7^e afdeeling, dont faisait partie le détachement d'Oreye, et celui de l'officier chargé de faire une enquête par Cort-Heiligers sur la conduite de l'officier du poste d'Oreye) sont en parfaite concordance avec les récits de Liégeois. Voici la déclaration du colonel : « Le poste d'Oreye entre onze heures et minuit a été attaqué et surpris, plusieurs soldats sont morts et un grand nombre prisonniers. Le reste a fui en désordre. » (De divisie Cort-Heiligers. *Militair Spectator*, 3^e série, II, 398.) Quant à l'officier enquêteur, il déclare : « Que les Liégeois étaient arrivés en très grand nombre, une partie en diligence, et même avec de l'artillerie. » *Ibid.*, p. 399. Aussi ne pouvons-nous nous ranger à l'opinion de l'auteur de l'article « De divisie Cort-Heiligers » qui écrit que c'était simplement une bande de 100 hommes, dont une partie était venue dans la diligence. » *Ibid.*, p. 399. Quant à l'accusation portée par cet auteur contre le chef du poste d'Oreye : « Il fut prouvé aussi par après que bien que le commandant de ce poste ait été averti de l'attaque, dès 10 heures du soir, il s'était laissé attaquer dans les maisons et les granges, sans avoir pris la moindre mesure de sûreté », *ibid.*, p. 399, nous la rapportons sans nous prononcer sur sa valeur, faute d'éléments.

[39](#) En voici une autre preuve : le 20 septembre de Berlaymont nomme Donckier, colonel en retraite, « commandant de la place ». *Courrier de la Meuse*, 23 septembre 1830.

[40](#) *Courrier de la Meuse*, 24 septembre; *Politique*, 24 septembre 1830.

[41](#) Lettre de Van der Meer du 4 février 1831 à Ch. Rogier. « Le 23 septembre, je tins tout l'après-dîner un drapeau sur la place Saint-Lambert et exhortai tout le monde à marcher sur Bruxelles. » A.G.R. *Papiers Rogier* 49, n° 973.

[42](#) Le désir d'exaltés de se battre au dehors est de la folie. Firmin Rogier dans une lettre à son frère, datée de Liège, 25 septembre 1830, écrit : « Derrière nos barricades et dans nos maisons, nous tiendrons, mais en pleine campagne ce serait s'abuser que d'y croire. » A.G.R. *Papiers Rogier*, 43.

[43](#) *Courrier de la Meuse*, 25 et 26 septembre 1830.

[44](#) « 25 septembre ordre à Lucas », commandant des ordonnances, d'organiser une expédition pour se transporter au dehors, de Berlaymont. M.R.A. O. 568, d. 21.

[45](#) Une lettre de Firmin Rogier à son frère Charles, du 25 septembre 1830 est pleine d'enseignement sur l'attente anxieuse des Liégeois : « Nous sommes depuis 3 jours sans nouvelles directes de Bruxelles. Celles qui nous sont parvenues par Namur annoncent qu'on se bat et qu'on fait des sorties et des prisonniers. Un homme, venu de Saint-Trond, dit qu'il y est arrivé plusieurs charrettes pleines de Hollandais blessés. Les gens de la campagne prétendent entendre le canon dans la direction de Malines. Au milieu de tous ces bruits, ce qui semble probable, c'est que le prince Frédéric n'a pas l'avantage, puisqu'on l'ignore encore ici. S'il triomphait, 20 estafettes nous l'auraient déjà annoncé. Le vilain côté de tout ceci, c'est qu'on n'a pas d'hommes supérieurs, c'est qu'on manque de direction, que nos administrateurs perdent la tête ou font pis peut-être. Nous sommes menacés d'une hideuse anarchie, si nous ne sortons pas avant peu de cette situation amphibie. Nous ne comprenons pas comment l'ami C (harles) écrit de Genappe : les nouvelles publiées par le *Courrier de la Sambre* disent que les Liégeois se sont distingués dans les sorties des 21 et 22. L'ami C (harles) s'y est trouvé sans doute ; s'il s'est éloigné de Bruxelles, tout y est donc désespéré ; pour moi je m'y perds. Quelques mots de plus dans sa lettre nous auraient tirés d'une cruelle incertitude. Où sont donc Paul D (elvaux) et L (ignac) qui ne nous écrivent pas plus que s'ils étaient morts. Que l'ami C n'oublie pas qu'à Orbaix il trouvera de bonnes gens qui le recevront avec plaisir. Je conserve encore de l'espoir ; si Bruxelles se soutient et repousse les attaques, tout ira bien. Sinon... au revoir mon bon ami... »

(Lettre non signée adressée à M. À. Godefroid, négociant à Genappe, datée de Liège, 25 septembre 1830. A.G.R. *Papiers Rogier*, 53.)

[46](#) Sur l'expédition Lucas nous avons trouvé quelques renseignements au M.R.A., dans le dossier 568, n^{os} 20 et 21 : La copie des différents ordres donnés à Lucas par de Berlaymont, et un récit de l'expédition par Lucas lui-même, dans une pétition au Roi, datée du 30 juin 1837 et qui contient des erreurs de date. Ainsi l'expédition est du 26 et non du 25, comme l'écrit Lucas dans cette pétition. — Voici la copie des différents ordres : « 25 septembre. Ordre à Lucas « commandant des ordonnances, d'organiser une expédition pour se transporter au dehors (s.) de Berlaymont ».

» 26 septembre. Ville de Liège. A l'hôtel de ville.

» Le commandant général de la Garde Urbaine Liégeoise remet à M. Alexandre Lucas le commandement de l'expédition qui marche au devant des ennemis de la Liberté. Le comte Berlaymont.

Le secrétaire Bayet. »

« 27 septembre. Le commandant général de la Garde Urbaine Liégeoise ordonne à Lucas, commandant en chef de la colonne mobile stationnée à Jemeppe de se diriger à l'instant sur Vrees, où nous allons faire jonction avec M. le commandant de la seconde expédition Mathot, afin de sommer la citadelle de se rendre. D'après les nouvelles reçues aujourd'hui nous sommes vainqueurs à Bruxelles et ils n'ont pas besoin de renforts ; mais des déserteurs arrivés de la citadelle nous ont appris qu'ils étaient prêts à se rendre, si on les cernait, ils sont dans la plus grande misère, et maintenant on sonne les cloches de joie à Liège, (s.) Le comte de Berlaymont. » M.R.A. 0. 568, d. 21.

[47](#) Il y eut plusieurs départs de volontaires liégeois : le 2 septembre un certain nombre de jeunes gens partent pour Bruxelles par la diligence (DISCAILLES, *op. cit.*, I ; 191). Le 3 septembre « Je réunis sur le champ un noyau de 14 jeunes gens les plus aisés de la ville et partis avec eux le 3 septembre au soir, escortant 5 caisses d'armes, que j'avais fait mettre sur l'impériale de la diligence. Nous avons traversé plusieurs postes ennemis entre autres la garnison de Louvain qui en avait été chassée cette même nuit ». M.R.A. 0. 4, n° 4, lettre du chevalier de Saint-Hoch au Régent, 13 avril 1831.

— La même nuit Firmin Rogier et Lignac partent en poste (DISCAILLES, *op. cit.*, I ; 191) et le rapport au Roi de l'inspecteur-général de l'Instruction Publique, à Liège, Walter, nous apprend que le 2 septembre « 51 jeunes gens des plus fougueux à la tête desquels se trouvait Firmin Rogier » partirent par la diligence pour Bruxelles. « Ils emportèrent avec eux deux caisses d'armes. » R.A. *Staats Secre-tarie*, geheim, Bruxelles le 18 septembre 1830. Le 3 septembre, le chevalier François-Joseph de Bosse de Villenfagne part à 10 heures et demie du soir, à la tête de 500 hommes et avec deux pièces de canon, écrit-il. (M.R.A. 0. 664, d. 3, lettre de de Bosse au Roi, octobre 1831.) Mais Charlier qui conduisait une de ces pièces dit dans ses *Mémoires* qu'au départ il y avait 1.500 hommes, mais qu'à Oreye on n'était plus que 123, et d'après les papiers de Rogier, DISCAILLES nous dit qu'ils étaient 130 (*op. cit.*, I ; 192). Leignes, substitut de service, remplaçant le 1^{er} avocat-général, écrit le 4 septembre au ministre de la Justice : « Vers 8 heures du soir, à peu près deux cents jeunes gens sont sortis de la ville se dirigeant sur Bruxelles emmenant deux pièces de canon et un caisson. » R.A. *Staats Secretarie*, geheim, 7 septembre 1830, F 29.

Enfin, le 4 septembre départ de Rogier à la tête de 106 volontaires (M.R.A. *Papiers de Charles Rogier et liste nominative de Discailles*, *op. cit.*, t. I, pp. 198 à 200), à Jodoigne le 6 septembre, la troupe s'augmente de 16 unités (mêmes sources).

Les deux groupes de Bosse et Rogier se rejoignent à Auderghem le 6 septembre et font leur entrée à Bruxelles le 7 vers midi.

Les effectifs réunis lors de l'entrée à Bruxelles étaient donc de 252 hommes. *Le Courrier des Pays-Bas* qui est porté à exagérer le nombre des patriotes, écrit le 9 septembre : « Vers midi, (le 7), les deux détachements liégeois composés d'environ trois cents hommes et conduisant avec eux deux pièces de canon sont entrés en ville conduits par Charles Rogier et de Bosse. » Voici ce que Staedtler pense de ces volontaires : « Quelques centaines de gardes populaires de Liège viennent d'arriver. Ce sont des hommes en sarraux et haillons qui semblent plus disposés

à nous piller qu'à nous protéger. Tous sont bien armés et leurs officiers, hommes de bien, à ce qu'il paraît, répondent d'eux. » Staedtler, lettre du 8 septembre 1830. BUFFIN, *op cit.*; 97. Le gouverneur Van der Fosse n'est évidemment pas mieux disposé à leur égard : « Trois à quatre cent Liégeois de la plus vile canaille sont ici dans la caserne. On les nourrit, on les exerce, on veut les habiller, les enrégimenter. C'est le seul moyen de préserver la ville du pillage, que d'imposer à ces bandits une discipline militaire quelconque. Je crois que M. Sandberg (gouverneur de la Province de Liège), nous les a envoyés pour s'en débarrasser. » R.A. *Binnenlandsche Zaken geheim*, Bruxelles, 8 septembre 1830.

Ces 250 volontaires ne restèrent pas tous à Bruxelles. De Saint-Roch et Renoz, par exemple, retournèrent à Liège dès le 5 septembre pour y chercher du matériel et des hommes, mais, sur l'ordre du conseil de la garde bourgeoise de Bruxelles, de Saint-Roch fut forcé de disjoindre la compagnie qu'il avait formée. Accompagné de Renoz, il repartit toutefois pour Bruxelles avec deux pièces d'artillerie, mais n'arriva dans la capitale que le 24 septembre. M.R.A. O. 4, dossier de Saint-Roch, M.R.A. O. 142, d. 1, dossier Renoz. Les moyens de subsistance de ces volontaires étaient médiocres ; certains démunis de ressources furent forcés de rentrer à Liège. Un Liégeois, Van der Meer, dans une lettre à Rogier raconte son équipée, puis ajoute : « manquant d'argent je dus rentrer à Liège ». A.G.R. *Papiers Rogier*, 49, n° 973. Leur détresse était telle que Rogier réclama un subside à la Régence de Liège, qui s'empressa évidemment de le lui refuser. Cette demande de Rogier vient confirmer les renseignements sur le nombre de volontaires, qu'il nous a laissés dans ses papiers (M.R.A.). Voici le texte de décision du Conseil de Régence de Liège, dans sa séance du 16 septembre 1830 : « Le Conseil, vu la demande du sieur Ch. Rogier par laquelle il réclame le paiement à charge de la ville de la solde des 70 hommes qui l'ont accompagné à Bruxelles. Après avoir pris l'avis du Comité Consultatif où étaient présents MM. Dehasse-Comblen, Forgeur, avocat, Lamarche-Vincent, Lambinon-Martiny, de Sanzeille, Ernest, Ansiaux, professeur, Destrivaux, idem, Renard-Collardin, Picard, Bellefroid Ch., avocat, Plumier-Malherbe, Behr Charles, Rossius, négociant, Lamine (de), négociant, Lefebvre J., fabricant, Dandrimont, avocat général, Willmar, ingénieur, Francotte-Pieltain, négociant, John Cockerill, fabricant ;

Attendu que l'objet de cette demande ne rentre pas dans les attributions du conseil de Régence de Liège.
Décide qu'il n'y a pas lieu de délibérer sur la demande de M. Charles Rogier. » Archives de la ville de Liège. (Procès-verbaux des délibérations du Conseil de Régence de la ville de Liège 1830).

Aussi le 19 septembre la compagnie de Ch. Rogier ne compte-t-elle plus que 58 Liégeois et 5 Jodoignois, et la compagnie de de Bosse 63 hommes. (M.R.A. *Papiers de Charles Rogier*.) Sur ces volontaires liégeois, lire l'article consacré par LECONTE à « Charlier, Jambe de bois », dans *La Belgique en 1830*, n° décembre, pp. 11-16.

[48](#) NIELLON. Histoire des Evénements militaires et des conspirations orangistes de la Révolution en Belgique. Bruxelles, 1868 ; 25-28.

Chazal, dans ses Mémoires, raconte le retour de la compagnie Rodenbach de Louvain à Bruxelles et écrit qu'à « mesure qu'on avançait, des hommes tombaient ou se couchaient le long de la route et s'endormaient, sans qu'il fût possible de les réveiller ; d'autres s'esquivaient. Bientôt il ne resta plus que quelques Louvanistes, solides et déterminés qui se mirent dans les rangs des Bruxellois ». BUFFIN. Mémoires et Documents inédits sur la Révolution belge. Bruxelles, 1912, I, 84. Le Courrier des Pays-Bas dans son numéro des 24-25-26 septembre évalue le contingent louvaniste à 150 hommes.

[49](#) BUFFIN, *op. cit.*, I, 318. Mémoires Pletinckx.

[50](#) La conduite du commandant des Wavriens n'est pas exempte de reproche, ainsi qu'en témoigne cette déclaration du Dinantais Lambinon, combattant farouche. « A l'arrivée des Wavriens je me rendis sur le Sablon où ils se trouvaient déjà. Ayant demandé au capitaine de marcher sur la rue de Namur, il s'y refusa, disant qu'il n'avait pas d'ordre. Lui ayant répondu que Bruxelles était sans général, soit crainte, soit qu'il ne crut pas en moi, il s'y refusa encore. Alors je fis une demande aux hommes de bonne volonté et ils vinrent tous, se battirent bien et ne quittèrent leur poste de toute la journée. Nous eûmes 3 hommes tués, 5 blessés. » M.R.A. O. 147, d. 1, lettre de Lambinon à Jolly, 2 novembre 1830, ce qui est confirmé par une attestation de dix Wavriens. « Les Wavriens certifient que le 24 vers 4 heures du matin sur le Grand Sablon Lambinon (Napoléon) de Dinant les engagea à marcher sur la rue de Namur et se mit à leur tête. » M.R.A. O. 147 d. 2.

[51](#) BUFFIN, *op. cit.*, I, 342. Mémoires Pletinckx.

[52](#) Sur cette mission, M ERNEST, dans son ouvrage remarquablement documenté sur *La Révolution belge de 1830 en Carolorégie*, Bruxelles, 1930, a fait pleine lumière (pp. 85 à 92). Il a retrouvé dans les archives communales les différents certificats délivrés à Henri Rosart dès 1830. Tous insistent, comme le remarque M. Ernest, sur les obstacles dressés par les autorités et les agents ministériels pour empêcher le départ de volontaires. Les certificats des administrations communales de Lodelinsart (ERNEST, *op. cit.*, p. 88) et de Charleroi (*ibid.*, p. 90) sont surtout suggestifs à cet égard.

[53](#) ERNEST, *Les Volontaires de Carolorégie*, p. 18

[54](#) ERNEST, *Les Volontaires de Carolorégie*, p. 17.

[55](#) « Lesbroussart. Arrivé le 25 mai à midi avec les volontaires de Seneffe et des environs. » (*Rapport de Van Halen à la Commission des Récompenses*. Exposition Historique de 1830. *Papiers appartenant à M. Schoentjes*.)

« Plaisant Isidore, capitaine des volontaires de Seneffe, s'étant mis en ligne aussitôt sa rentrée à Bruxelles le 25. » (*Rapport de Van Halen, ibidem.*)

[56](#) ERNEST, *Les Volontaires de Carolorégie*, p. 82.

[57](#) « Bersou Denis-Benoît, 24 ans, commerçant, 4 enfants, arbora le 5 septembre le drapeau brabançon sur le perron de l'hôtel de ville, partit le 24 septembre pour Bruxelles et en revint le même jour avec une proclamation du Gouvernement Provisoire qu'il publia à l'instant. Il repartit immédiatement pour Bruxelles, comme commandant en second la compagnie de volontaires dont M. Plasschaerd avait le commandement en chef, arriva le 25 à Bruxelles. » Archives de la province du Hainaut. Dossiers Croix de fer, 4^e Etat, n^o 64.

[58](#) Archives de la province du Hainaut. Dossiers Croix de fer. Lettre du bourgmestre de Leuze au gouverneur de la province. 17 février 1834.

[59](#) Lettre de Bodson, envoyé spécial du Gouvernement Provisoire, au 329. D'après les dossiers des prétendants de la Croix de fer, le départ de ces volontaires ne se fit que le 25.

[60](#) Lettre de Bodson, envoyé spécial du Gouvernement Provisoire au Commandant de la garde communale de Saint-Ghislain :

« Saint-Ghislain, 24 septembre.
» *Monsieur le Commandant de la Garde communale,*
» Chargé d'une mission spéciale de la part du Gouvernement Provisoire, je viens d'apprendre que l'administration communale de votre endroit ainsi que vous, mettez des entraves au départ des volontaires de la commune. Je dois vous prévenir que cette manière d'agir dans les circonstances où nous nous trouvons, peut attirer bien des embarras et des désagréments. Je vous engage donc, ainsi que le bourgmestre, à ne pas paralyser leur patriotisme, car mal vous en adviendrait. »

CAMBIER, *La Compagnie des Volontaires du bourg de Dour en 1830*, p. 21.

[61](#) CAMBIER, *op. cit.*, p. 23.

[62](#) A Nivelles, l'administration communale fait des distributions d'argent aux femmes et aux parents de volontaires. A.G.R., 1115.

[63](#) Mémoire Vandersmissen. *Revue de Belgique*, 2^e série, XVIII ; 221-222. Le récit du retour, dans les *Mémoires* de Chazal, est faux de A jusqu'à Z ; quant à celui de Gendebien, il l'est tout autant. Il veut prouver qu'il est rentré à Bruxelles le 24 septembre et dès lors il se voit obligé de prendre des libertés avec la vérité. Nous suivons le récit de Vander smissen et celui de Niellon, qui ont au moins la franchise de reconnaître qu'ils ne sont rentrés à Bruxelles que le 25 septembre. Le passage suivant du rapport du général Aberson, commandant en chef de la Maré-chaussée, à de Eerens, Anvers 27 septembre 1830. R.A. *Staats Secretarie*, 3473, « Suivant nouvelle de Mons, du 26, une voiture dans laquelle se trouvaient quatre hommes armés de sabres et de pistolets est arrivée à Quievrain dans la nuit du 24 au 25 venant de Valenciennes et allant à Bruxelles » —, concerne selon toute vraisemblance les leaders belges.

[64](#) « Appel au Peuple !

Aux armes ! braves Belges ! Les Hollandais ont osé attaquer Bruxelles, le peuple les a écrasés, mais de nouvelles troupes peuvent tenter une nouvelle attaque. Nous vous conjurons, au nom de la Patrie, de l'honneur et de la liberté, de voler au secours des braves Bruxellois.
Comte Félix DE MÉRODE.

Sylvain VAN DE WEYER.

Alexandre GENDEBIEN. »

[65](#) G. WILLAME, *La révolution de 1830 à Nivelles. Annales de la Société Archéologique de l'Arrondissement de Nivelles*, 1895, V, 292. Récit de Godefroid Houzé du 22 décembre 1833.

[66](#) Chappuis Alexandre-Joseph, 40 ans, taillandier, 8 enfants « se montra partisan de la révolution dans toutes les réunions publiques, se trouva au nombre de ceux qui enfoncèrent la porte du magasin de l'hôtel de ville dans lequel se trouvaient enfermées les armes qui furent distribuées aux volontaires et fournit, pour faire sauter la serrure qui résistait à tous les efforts, l'un des marteaux de sa forge. » Archives Gouv. Provincial du Hainaut. Dossier, Croix de fer, 4^e Etat, n° 62.

[67](#) Lettre du bourgmestre de Leuze au Gouverneur de la Province du Hainaut. 11 février 1824. Archives du Gouv. Provincial du Hainaut, Dossier, Croix de fer.

[68](#) *Biographie Nationale*. Article Engelspach, rédigé par Alvin d'après des documents inédits.

[69](#) Van Doorn à Van Maanen. *Gedenkstukken, 1830-1840*, IV ; 120 et 161.

[70](#) R.A. *Staats Secretarie*, geheim. Rapport Van Doorn au Prince Frédéric, 18 septembre 1830. Copie envoyée au ministre de la Justice, 20 septembre 1830, G³³. DE PORTEMONT, *Histoire de Grammont*, Gand 1870, 209. — *Courrier des Pays-Bas*, 18 septembre. — Récit de l'arrestation : *Catholique des Pays-Bas*, 19 septembre 1830.

[71](#) *Catholique des Pays-Bas*, 18 septembre.

« Le procureur du roi Félix et le van maanien Henry Liefmans, avec des hussards et des maréchaussées ont fait une descente à Eenaeme, chez M. Van Hoobrouck de Fiennes. »
Catholique, 18 septembre.
Autres arrestations : de Clercq, distillateur et grand propriétaire à Houtem-Saint-Liévin et quelques habitants d'Herzeele ont été enlevés par des hussards et conduits sur une charrette dans les prisons de cette ville. » (Audenarde.) *Catholique*, 18 septembre.
Ce fait est en partie confirmé par ce qu'écrit Audoor à Van Maanen le 21 septembre « l'assesseur d'Herzeele arrêté près d'Alost ». *Gedenkstukken, 1880-1840*, IV, 161.

[72](#) A Termonde, le 11 septembre. R.A. *Staats Secretarie* geheim, 16 septembre 1830, Z³¹, rapport Van Doorn au ministre de la Justice, 12 septembre 1830 et R.A. *Verbaal van den Secretaris van Staat*, 1830, rapport Van Doorn au Secrétaire d'Etat, 14 septembre 1830. *Courrier des Pays-Bas*, 18 septembre. Lettre particulière de Termonde du 14 septembre. A Grammont le 11 septembre. *Courrier des Pays-Bas*, 14 septembre.

[73](#) Van Doorn à Van Maanen. *Gedenkstukken, 1830-1840*, IV, 162.

[74](#) BARTELS, *Les Flandres et la Révolution belge*, Bruxelles, 1834. p. 220.

[75](#) BARTELS, *op. cit.*, 217-218.

[76](#) GEY VAN PITTIUS. « Verhaal van de gebeurtenissen te Gent gedurende de maanden September en October 1830. » *Militair Spectator*, 3^e série, IV, 292.

[77](#) VON GAGERN, *Das Leben des Generals F. von Gagern*, 1856-57, tome IIa, 45.

[78](#) *Idem*, tome 2a ; 45.

[79](#) R.A. *Staats Secretaire*, geheim, 16 août 1830, J 26. Lettre au ministre du Waterstaat, de l'Industrie Nationale et des Colonies : intervenir auprès de la Société Générale pour que la succursale de cette banque à Gand soutienne les industriels en difficulté. *Staats Secretarie*, geheim, 29 août, J 26. Arrêté royal : ouverture d'un crédit de f. 200.000 pour venir en aide aux fabricants. — Invitation à la Handel Maatschappij d'augmenter ses commandes. *Staats Secretarie*, geheim, 3 septembre, D 29. Lettre du Directeur de la Société de Commerce Schimmelpenninck à son agent à Gand, Grenier Wambersey fils, 30 août 1830, confidentielle n° 502 « nous avons résolu de donner plus d'extension aux ordres qui sont entre vos mains et

en maintenant toutes nos prescriptions concernant les aunages et les qualités, que nous vous avons données, nous vous autorisons par la présente à augmenter nos achats de calicots écus qui répondent à nos conditions jusqu'à une somme de f. 200.000 ce qui vous mettra à même d'acheter ce qui existe en ce moment et ce qui pourrait être prêt d'ici à quelque tems. Vous appréciez facilement le but de cet ordre qui consiste à remettre une partie majeure de la population en activité et nous espérons que ceci pourra avoir une influence favorable sur l'Etat Commercial de votre place. »

Ces mesures ne suffirent pas : le 21 septembre 1830 O³³ (*Staats Secretarie, geheim*) un arrêté royal met à la disposition du gouverneur de la Flandre Orientale 150.000 florins pour l'achat de cotons imprimés et autres fabricats. » Ces secours tardèrent à arriver ou furent trop faibles, car le 25 septembre 1830, le gouverneur Van Doorn envoya par estafette un rapport au ministre des Finances et réclama instamment l'envoi de fonds : le manque d'argent aggravant la position déjà si difficile de l'autorité... « zonder dat kunnen wij het zeer zeker niet staande houden ». R.A. *Verbaal van de Secretaris van Staat*, 1830. Van Doorn au Secrétaire d'Etat, 25 septembre 1830. Ce besoin de moyens monétaires était si urgent que dès le 25 septembre cinq grandes fabriques fermèrent leurs portes. Cela ne sera évidemment pas sans influence sur l'agitation des esprits, excités par les nouvelles de Bruxelles. P.R.O. White à Fauché, Gand, 26 septembre 1830. F.O. Belgium 10/3.

[80](#) VON GAGERN, *op. cit.*, tome IIa, p. 45.

[81](#) Eggermont à Van Maanen. *Gedenkstukken 1830-1840*, IV, 117

[82](#) *Courrier des Pays-Bas*, 9 septembre. Lettre particulière du 6 septembre.

[83](#) PRIMS. *De arbeidersstand te Antwerpen in 1830-1881. (Bijdragen tot de geschiedenis, 1930, t. XXI.)* « Le mois de septembre est si calme que les rapports journaliers de la Garde bourgeoise et les archives de la Justice hollandaise ne contiennent rien d'autre que quelques désobéissances individuelles sans conséquences, » p. 164.

[84](#) Bergmann à Van Maanen. *Gedenkstukken, 1830-1840*, IV, 150.

[85](#) P.R.O. — F.O. 10/3 Fauché à Aberdeen, Ostende 22 septembre 1830 « *the whole population of these Provinces is ready to rise en masse, should the Bruxellois succeed with the troops* ».

[86](#) PRIMS. *De Belgische omwenteling te Antwerpen. De belgischgezinde deelnemers. (Bijdragen tot de geschiedenis, XX, 293.)*

Chapitre IX.

Les conséquences de la victoire du Parc

Chute de toutes les places fortes. — La victoire du Parc provoque la désertion des troupes et des soulèvements populaires. — L'organisation déplorable de l'armée de Guillaume I^{er}.

Bruxelles et la province sont solidaires. Au lendemain de la victoire remportée à Bruxelles par les mutins, la révolution fit de nombreux adeptes en province, mais un gros obstacle restait à vaincre : les places fortes, dressées par le Congrès de Vienne contre la France, occupées par des garnisons importantes, retardèrent l'heure de la libération de tout le pays.

Après l'échec de l'expédition sur Bruxelles, le haut commandement hollandais perd la tête. Tout contact entre les diverses forteresses est rompu. Chacune est laissée à son sort, sort qui n'est pas trop malheureux, à condition que les troupes belges restent fidèles. Cette réserve est d'importance. Les miliciens belges, en majorité restés assez calmes pendant tout le mois¹ malgré les efforts de quelques patriotes les incitant à la désertion, sont déchaînés, lorsqu'ils apprennent la victoire du Parc.

Dès lors, le seul frein capable de maintenir l'enthousiasme patriotique des habitants des villes, soulevés eux aussi, se brise entre les mains des autorités. A plus ou moins bref délai, les forteresses capitulent, jamais après une attaque en règle, toujours après des pourparlers, précédés parfois de tentatives violentes du peuple, qui ont convaincu les autorités civiles et les autorités militaires de la nécessité d'un arrangement à l'amiable. Avec de bonnes troupes, mais dans le sang, les Hollandais auraient peut-être conservé les forteresses et maté ainsi les révoltés, mais, sans armée convenable, cette expérience du recours à la violence était pure folie. Aucun commandant de place ne l'a tentée.

Dans toutes les places fortes, en 24 heures, se produit un changement radical. Jusqu'au 26 septembre, ce sont les patriotes qui sont sur la défensive : ils s'efforcent d'empêcher la dictature militaire ; à partir du 27 septembre, ils passent à l'attaque. Comptant bien sur la défection des miliciens belges, ils ne craignent pas de se soulever et de s'en prendre directement aux troupes. Les tentatives ne réussiront pas toujours, du premier coup, mais elles amèneront finalement l'autorité à composition.

ATH, la première, s'est libérée de l'étreinte. Dès le 14 septembre, le peuple avait relevé la tête, puis tout était rentré dans l'ordre. L'arrivée, le 27 septembre, à l'aube, du colonel Knotzer, envoyé comme commandant en chef avec mission de rétablir le pouvoir royal dans sa plénitude, est le signal de la révolte. Les officiers belges sont gagnés à la cause révolutionnaire et déclarent à Knotzer qu'ils ne veulent plus tirer contre leurs frères ; les soldats se joignent au peuple qui pénètre dans les casernes. Seuls les artilleurs restent fidèles au drapeau orange. Le comte Van der Smissen qui avait commandé plusieurs d'entre eux à Waterloo et qui vient d'arriver de Bruxelles, les rallie à la révolution et s'empresse d'envoyer dans la capitale huit pièces de canon et deux cent mille cartouches : les volontaires athois escortent ce précieux convoi². La chute d'Ath a les plus détestables effets pour l'armée royale. A MONS, où on l'apprend le 28, elle précipite les événements. Ici, la chute de la ville n'est due qu'indirectement aux patriotes. C'est la garnison elle-même qui se révolte et cède la place à la bourgeoisie.

La nouvelle des combats de Bruxelles relève le courage des révolutionnaires, mais ceux-ci comprennent qu'une attaque franche n'a aucune chance de réussir, et ils travaillent les troupes. Dès le 24 septembre, les soldats belges sont l'objet de sollicitations à la désertion et ils cèdent souvent³. Le dimanche 26, les excitations se font plus pressantes. Les soldats reçoivent la visite de parents et d'amis ; dans les cabarets on leur verse à boire et on leur donne de l'argent. Aussi, ce jour-là, « la désertion n'intéresse plus quelques personnes seulement, mais le chiffre de déserteurs se monte à 100 hommes par bataillon à la 3^e afdeeling⁴ ».

Le corps d'officiers était lui aussi entamé. Il comptait des hommes comme les deux Duvivier, partagés entre le respect du serment prêté au Roi et l'amour de la patrie. On cherche à les rallier au nouveau régime. Chazal, le 27 septembre, à 5 heures du soir, annonce à Duvivier qu'il est nommé lieutenant général par le Gouvernement Provisoire. Duvivier ne bronche pas et fait arrêter le jeune étourdi. Le général Howen fait comparaître Chazal devant lui, l'interroge et le met aux arrêts⁵. Mais les officiers belges, gagnés à la cause révolutionnaire, interviennent auprès de Howen et obtiennent la mise en liberté de Félix Chazal⁶.

C'en est fini de l'autorité du commandant de place. Les officiers belges cessent de lui obéir. Le 28 septembre, ils se promènent en habits bourgeois et le général Duvivier envoie à Bruxelles toute la correspondance militaire⁷. Le soir, les soldats s'insurgent, ils refusent de se déshabiller, crient « Vivent les Belges ! sac sur le dos ! » Après beaucoup d'efforts, le major Herr parvient à les calmer, mais pour quelques heures seulement⁸. Le 29, à 7 heures du matin, un soldat qui simule l'ivresse sort de l'hôtel de ville, crie sur le marché « Sac sur le dos ! », excite ses compagnons à désertir. Quelques officiers et sous-officiers essayent de le calmer, mais avant qu'ils y aient réussi, une grande partie du bataillon sort avec armes et bagages de la maison de ville. Les officiers veulent faire tirer sur eux les deux canons braqués contre la ville, mais les soldats chargent leurs armes et menacent de faire feu ; les officiers voyant la résistance inutile, les laissent passer. Le général Howen accourt et essaye de se faire écouter des derniers fuyards. On le hue. Pendant ces discussions, deux brigadiers de la compagnie de la maréchaussée, sur l'ordre de l'officier de la Drière, vont arborer le drapeau sur le balcon de l'hôtel de ville⁹.

Les soldats logés à la caserne d'infanterie sortent aussi en débandade, entraînés par les hurlements du peuple et les décharges des fusils, et courent à travers la ville « comme des possédés », tirent en l'air, chantent victoire, puis s'en retournent au logis. Certains d'entre eux cependant vont s'enrôler à Bruxelles sous les drapeaux patriotes. Les soldats qui gardent les portes de la ville délaissent leur poste sans sourciller. Les Hollandais n'occupent plus que l'Arsenal et la caserne d'artillerie. Le colonel de la Sarraz, à la caserne d'artillerie, invite les hommes qui veulent rester fidèles à se joindre à lui et permet aux autres de s'en aller ; avec les artilleurs et quelques miliciens (30 hommes en tout) il se rend à l'Arsenal, charge deux lieutenants de la garde du bâtiment, puis avec sa petite troupe et précédé du drapeau de la 3^e afdeeling, il se dirige vers le marché où se trouvaient encore quelques fidèles, entourés de Montois déchaînés. Aussi, pour éviter tout conflit sanglant, des bourgeois demandent à Howen que le maintien de l'ordre soit à nouveau confié à la bourgeoisie et réclament des armes. Les soldats hollandais remettent leurs fusils, les canonniers abandonnent leurs pièces et tous rentrent à l'hôtel de ville. Howen, sur le conseil de la Régence, s'y retire également et là, à 16 heures, il reçoit Chazal, de Puydt et Bertin, arrivés de Bruxelles à l'instant, ainsi que quelques notables de Mons ; alors, au nom du Gouvernement Provisoire, Chazal déclare prisonniers tous les officiers hollandais, leur fait jurer de ne pas s'enfuir et leur annonce qu'il les mènera le lendemain à Bruxelles, à l'exception des officiers désignés par le général pour conduire les soldats hollandais dans leur pays¹⁰.

En 24 heures à peine, le changement de régime est accompli à Mons. La décision de Chazal a contribué sans aucun doute à rattacher plus intimement le soulèvement montois au soulèvement de la nation, qui a son centre à Bruxelles ; mais on ne doit pas oublier que lorsqu'il est arrivé à Mons, il a trouvé les circonstances les plus favorables à la réussite de sa mission : une ombre d'armée, un peuple surexcité et prêt à tout. Avec de pareils atouts, un homme énergique, — et Chazal l'était sans conteste —, ne pouvait échouer¹¹.

Mons est aux mains des insurgés. Le succès est d'importance. La route de France est ouverte. Les volontaires parisiens dont on annonce à Bruxelles l'arrivée depuis un mois et qu'on n'a jamais vus venir, vont pouvoir se précipiter en Belgique, sans rencontrer le moindre obstacle.

Mons tombe le 29, Tournai le lendemain. La garnison, forte de 1500 hommes, empêche évidemment tout soulèvement. Mais que les miliciens belges redressent la tête et il ne sera plus possible de contenir l'effervescence populaire. Depuis plusieurs jours, Tournai est agitée. On est sans nouvelles de Bruxelles et le chômage s'accroît¹². Aussi la Régence, d'accord avec le lieutenant général de Wauthier et les chefs des gardes bourgeoises et communales, prend des mesures sévères¹³. Elles permettent de retarder l'explosion populaire de quelques heures. Tant qu'il est sans nouvelles précises de la capitale, le peuple se contient. La Régence y a envoyé un courrier, et son retour le 26 septembre a provoqué un rassemblement, très vite dissipé, ce courrier se gardant bien de raconter au peuple tout ce qu'il sait et se bornant à lui remettre quelques proclamations. Mais le 28 septembre, Tournai a aussi sa journée révolutionnaire qui ne lui assure cependant pas une victoire décisive, mais qui affaiblit considérablement le pouvoir militaire.

Le 28, à l'aube, 50 fusils sont tombés aux mains du peuple. Les excitations de quelques meneurs, parmi lesquels se distinguent Ernest Druetz, huissier au tribunal, et l'avocat Charles Motte, ont vite fait de soulever la masse. Celle-ci, après avoir réclamé en vain des armes à la Régence, s'empare des postes occupés par la troupe, affaiblie par la désertion, puis s'attaque aux casernes. Celle des Sept Fontaines tombe en son pouvoir, mais le peuple est repoussé à Saint-Jean et à la caserne des Capucins. L'intervention de la Régence arrête finalement le combat.

Depuis le matin, la Régence siège en permanence, et dès la première rencontre du peuple et de la troupe, elle s'affaire : elle craint que la citadelle ne tire sur la ville. Aussi envoie-t-elle au général de Wauthier des parlementaires, qui arrivent alors que le commandant de place vient de décider la mise en état de siège de la place et d'ordonner des mesures répressives violentes. Les parlementaires obtiennent, après une discussion très vive, la suspension des hostilités pendant la durée des négociations.

Tandis que le conseiller Allard et le patriote du Mortier accompagnent jusqu'aux casernes l'officier porteur des ordres du général, les autres parlementaires continuent la discussion avec les autorités militaires et obtiennent finalement satisfaction : la ville ne sera pas déclarée en état de siège, le poste principal de la Grand'Garde continuera d'être occupé par la garde communale, les portes de la ville seront confiées à la garde bourgeoise, enfin les troupes et le matériel de la caserne des Capucins seront évacués sur la caserne Saint-Jean, l'évacuation étant fixée au 29 septembre, à 4 heures du matin¹⁴.

Le peuple par son intrépidité a obtenu sur la troupe une demi-victoire. Il va en remporter une complète sur les modérés : la Régence est forcée par les circonstances d'incorporer le bas peuple dans la garde bourgeoise et de transformer celle-ci en garde urbaine¹⁵.

La Régence, soucieuse de sauvegarder les intérêts de la généralité, a joué jusqu'ici un rôle modérateur. Elle s'est interposée entre le peuple et l'armée et a assez bien réussi à ramener le calme. Révolutionnaire, elle ne l'est pas le moins du monde. Mais les circonstances vont l'entraîner sur la pente de l'illégalité, en attendant qu'elle se sépare nettement de La Haye. La garde bourgeoise, conciliatrice et gardienne de l'ordre, était sa force ; dès le 28 septembre, elle est remplacée en fait par une garde autrement turbulente, mais aussi autrement patriote. La Régence se trouve ainsi impuissante à maintenir l'ordre ancien, mais il faudra la mise en demeure des délégués du Gouvernement Provisoire pour qu'elle se décide à reconnaître Bruxelles. L'adhésion de la municipalité tournaisienne au Gouvernement Provisoire s'est faite avec un tel cérémonial, après des discussions où furent mêlés tous les notables de la ville, que nous croyons utile d'insister sur cet épisode, d'autant plus qu'une relation exacte et officielle de tous ces pourparlers a été conservée. Le 29 septembre au matin, de Nieuport et Hotton, envoyés du Gouvernement de Bruxelles, arrivent à Tournai et adressent à la Régence une lettre où ils réclament la convocation du Conseil. Le collègue échevinal, qui prévoit l'importance des questions qu'il faudra débattre avec ces émissaires, convoque le conseil, les commandants et capitaines de gardes bourgeoises et les membres du Conseil électoral.

Les commissaires bruxellois soumettent un texte à signer, suivant lequel les membres du Conseil de Régence de Tournai « déclarent reconnaître le Gouvernement Provisoire établi à Bruxelles, en date du 26 septembre, et s'engagent à suivre ses ordres en tout point ainsi que de le seconder de tous leurs moyens. » Le Conseil se retire seul pour délibérer, puis appelle les délégués, ensuite les « Electeurs ». On hésite beaucoup à Tournai à se lancer dans l'aventure et ces bourgeois rassis veulent prendre toutes les précautions. Ils représentent aux commissaires la difficulté de leur position, le danger qu'il y a à s'attaquer à l'armée, car c'est cela que vise Bruxelles dans le dernier alinéa de l'ultimatum. Finalement ils leur arrachent une concession d'importance : les délégués bruxellois suppriment la finale du texte. Alors l'assemblée décide d'adhérer¹⁶. mais — ultime réserve —, avant de souscrire à l'acte d'adhésion, l'assemblée « fait la motion qu'elle soit soumise à tous les citoyens dont l'état ou les fonctions pouvaient caractériser la notabilité ». Tous les notables tournaisiens réunis en assemblée plénière déclarent reconnaître le Gouvernement Provisoire, mais, fait digne de remarque, à cette assemblée, le bourgmestre et les échevins sont absents, « les uns retenus ailleurs par un service public, les autres indisposés ».

Les commissaires de Bruxelles agissent dès lors en dictateurs et portent tous leurs efforts vers un seul but : obtenir la capitulation des troupes. Ils écrivent à de Wauthier et lui demandent une entrevue « dans quelque lieu que ce soit, en présence de cent volontaires armés et de cent hommes de ses troupes¹⁷, de Wauthier leur répond qu'il désire connaître par écrit l'objet de leur mission ; les délégués insistent pour obtenir une entrevue ; de Wauthier la leur accorde. Le 29 septembre au soir, les commissaires sont reçus par le commandant de place, mais rien n'est décidé. Le 30 septembre, de Wauthier qui veut gagner du temps fait savoir aux deux commissaires qu'il désire connaître l'acte de reconnaissance du Gouvernement Provisoire par la Régence, puis, avant de rien conclure, veut s'assurer auprès du quartier général du prince Frédéric du véritable état des choses. Les commissaires excédés sont résolus à recourir à une attaque du peuple contre la citadelle. La Régence les en dissuade¹⁸ et prend sur elle de mener les négociations avec l'autorité militaire. Elle tergiverse, perd plusieurs heures en vaines

discussions et néglige de remettre à de Wauthier l'ultimatum des deux commissaires : payant d'audace, ceux-ci réclamaient la reddition de la citadelle dans les deux heures.

Hotton se présente à nouveau à l'hôtel de ville, s'informe du résultat auquel la Régence est arrivée par la voie pacifique et s'aperçoit qu'on n'a pas avancé d'un pas ; furieux, il déclare « qu'il est décidé à mener l'assaut contre la citadelle : l'artillerie de la citadelle d'Ath fera la brèche et si Tournai ne peut pas ou ne veut pas faire l'attaque, d'autres villes voisines viendront la faire ». La Régence, pusillanime, accepte finalement d'expédier, le 1^{er} octobre, à 7 heures du matin, la lettre des délégués. Mais ceux-ci, résolus à faire fi de l'administration communale, passent la nuit à négocier à « l'hôtel du Singe » avec le colonel de Guaita et le capitaine du génie van Lelijveld ; et ils obtiennent la capitulation de la citadelle¹⁹.

A Tournai, comme dans toutes les autres places fortes, c'est la désertion des troupes belges qui est la cause profonde de la reddition. De Wauthier, qui a tenu tête à l'assaut du peuple le 28 septembre, voit fondre ses effectifs et est bien forcé de céder : dès le 28, de nombreux soldats l'abandonnent. Le 29, le mouvement s'amplifie²⁰. Les officiers belges quittent aussi leur drapeau²¹ et de Wauthier, resté seul avec les officiers hollandais, quelques artilleurs et un officier du génie, pouvant à peine compter sur le contingent hollandais singulièrement démoralisé²², fut bien contraint de capituler.

Plus encore à Tournai qu'à Mons, c'est la décision et la fermeté des délégués de Bruxelles qui acculent les autorités militaires à la reddition. Leur tâche cependant fut beaucoup plus ardue que celle de Chazal ; ils ont devant eux une régence d'une prudence extrême.

Cette régence, qui ne veut rien d'autre que sauvegarder les intérêts matériels de ses mandats, placée entre deux dangers, celui d'un bombardement et celui d'un soulèvement populaire, hésite. Elle ne veut rien trancher, mais obtenir tout par la patience. Le soulèvement populaire l'inquiète autant que l'attitude des troupes²³, mais elle ne se rend pas compte que plus elle tarde à régler la situation avec l'armée, plus le peuple s'agite. Il est heureux pour elle que les délégués bruxellois aient eu l'énergie qui lui faisait totalement défaut.

Dans le Hainaut, l'armée n'occupait plus qu'une seule place : CHARLEROI. Les efforts persévérants du capitaine Greindl, envoyé du Gouvernement Provisoire, joints aux démonstrations hostiles des populations de toute la région, viennent à bout de l'obstination du major Eckardt, qui a pris soin de renvoyer tous les miliciens belges, le 1^{er} octobre, de façon à n'avoir plus sous les armes que des troupes sûres. Le 5 octobre, après bien des discussions, la capitulation fut signée et la garde urbaine arbora sur la citadelle le drapeau national²⁴.

La chute de toutes les places fortes se poursuit suivant un processus uniforme. Des mouvements populaires se produisent, les commandants de place veulent les réprimer par la force, mais l'armée refuse tout service.

Ces mouvements populaires ont une origine commune : la victoire du Parc, et la désaffection des soldats et des officiers belges, une cause identique : la proclamation du Gouvernement Provisoire déliant les militaires belges de leur serment.

A PHILIPPEVILLE, le 30 septembre, l'insurrection éclate²⁵. Les canonniers se soulèvent les premiers, ils vont chercher les canons à l'arsenal, conduisent trois pièces sur le marché. Des

bourgeois se joignent à eux et ils attendent sur la place²⁶. Le colonel Van Teijlingen, pour mater les rebelles, fait avancer sur le marché un bataillon d'infanterie. Il est accueilli aux cris de « Vivent les Belges ! » Il donne ordre au capitaine Van der Poil, commandant la 1^{re} compagnie du bataillon, de croiser la baïonnette et de se rendre maître des pièces. Mais les soldats refusent d'obéir et déchargent leurs fusils en l'air²⁷. Une mêlée s'ensuit, plusieurs bourgeois sont blessés, tandis que les officiers hollandais, assaillis de toute part, sont forcés de se rendre. Le pouvoir tombe des mains de l'autorité militaire entre celles de la bourgeoisie qui organise immédiatement une commission de sûreté et une garde bourgeoise.

À MARIEMBOURG, la chute est aussi pitoyable : un capitaine belge, aidé de ses compatriotes, arrête les officiers hollandais sans rencontrer la moindre résistance²⁸. Dinant se rend, le 2 octobre, sans grande opposition.

A NAMUR, le pouvoir militaire offrira plus de résistance²⁹. L'esprit de la troupe y est resté assez bon. Les journées de septembre remuent le peuple, cependant celui-ci ne se soulève pas encore ouvertement. « Mais la reddition de la garnison de Mons et celle des différentes autres places permettent tous les espoirs et excitent les esprits³⁰. » Encore une fois, c'est l'armée qui s'effondre d'abord. Le 30, la deuxième et la troisième compagnie du 3^e bataillon de la 18^e afdeeling se soulèvent ; tant bien que mal le colonel rétablit l'ordre. Le calme n'est d'ailleurs que momentané. Le 1^{er} octobre, à 1 heure du matin, nouvelle rébellion. Les soldats, habillés et armés, quittent les chambres, tirent sur les officiers et les soldats restés fidèles. Aussi le conseil de défense arrête « que les miliciens récemment appelés sous les armes étaient libres de retourner dans leurs foyers », et, à l'aube, on conduisit ainsi hors de la ville plus d'un millier de soldats rebelles³¹.

Dès les premières heures du jour, le 1^{er} octobre, le peuple occupe les rues. Il est au courant de ce qui s'est passé la nuit et il tente l'attaque des postes occupés par la troupe. Vers 8 h. 45, le combat commence place d'Armes et à la Grand'Garde³². Un feu de peloton meurtrier redouble la fureur populaire et la troupe est forcée de se retirer à la citadelle. Le peuple arrache les pavés, dresse des barricades, et commence l'attaque simultanée de la plupart des postes³³. Après avoir désarmé les postes intérieurs ou forcé les soldats à se replier sur les remparts, le peuple assaille les portes de la ville. A la Porte Saint-Nicolas, la lutte est âpre et longue. A 11 heures, elle est reprise, mais une contre-attaque de l'ennemi force les Namurois à se retirer ; nouvel assaut victorieux des insurgés, conduits par un marchand de pipes, Lambert Morel, qui brise le cadenas de la porte et ouvre passage aux volontaires d'Andenne, de Vedrin et des communes voisines. Nouvelle contre-attaque hollandaise, victorieuse, elle aussi ; mais finalement le lieutenant Cielissen étant blessé, et les pertes étant lourdes, après avoir encloué la pièce de canon et rendu inutilisables les munitions, les troupes se retirent vers la citadelle³⁴.

A la Porte de Fer, le combat est aussi très violent et dure toute la journée. Les assaillants, cachés dans les maisons, tiraillent sur les troupes. A 6 heures, ils franchissent les barricades et s'emparent de la position. Les autres portes, mieux protégées par le feu de la citadelle, restent à l'armée ; les attaques des civils y furent d'ailleurs très faibles.

Vers 7 heures du soir, le peuple se dispose à marcher à l'assaut de la Porte de Bruxelles, lorsque le capitaine belge Bouhon, de la 18^e afdeeling, avec le trompette des dragons, se présente en parlementaire auprès de la Régence, pour lui annoncer que le général Van Geen est prêt à retirer ses troupes de la ville, moyennant certaines conditions. Deux conseillers, d'Acoste et de Garcia, accompagnent Bouhon auprès du commandant de place et lui apportent les propositions de la Régence relatives à l'évacuation de la ville. Van Geen les discute avec son état-major, puis

remet aux deux Namurois un message : il subordonne l'évacuation à la remise des pains et farines laissés à la caserne, ainsi que des papiers et effets particuliers faisant partie de l'habillement de la troupe³⁵. Van Geen désire surtout rentrer en possession des 7.000 pains de la caserne : les soldats n'ont plus mangé depuis 24 heures, certains depuis 36, et les fours ne pourront donner du pain que dans 48 heures ; aussi, la troupe qui s'est assez bien comportée pendant les combats, sauf le détachement de cavalerie composé exclusivement de Belges, recommence à murmurer³⁶. Van Geen, qui veut toujours se renfermer dans la citadelle et qui ne songe nullement à capituler, a un ennemi terrible : la famine. Ces 7.000 pains seuls peuvent encore le sauver. La Régence a accepté les conditions du message, mais le peuple, le 2 octobre, l'empêche de livrer les farines. Aussi Van Geen envoie-t-il le général de Roisin auprès de la Régence réclamer la livraison des vivres. La Régence lui explique l'impossibilité où elle se trouve de remplir les stipulations de la convention, « beaucoup de gens sont arrivés de Gembloux, Fosse, Andenne, Templeuve et la classe honorable a perdu toute influence ». L'échec de de Roisin amène une nouvelle rébellion des soldats belges qui jettent leurs fusils. Van Geen délègue alors le capitaine Criesfeld de la 12^e afdeeling auprès de la Régence, porteur de la menace : « Si on ne livre pas le pain, je bombarde ». La Régence promet, mais est évidemment incapable de tenir sa promesse³⁷. Rien mieux, au courant de la situation difficile des troupes, sous le prétexte qu'elle ne pouvait remplir ses engagements concernant les pains, elle envoie une commission auprès de Van Geen, chargée de lui présenter un projet de capitulation³⁸.

Le soir, Van Geen réunit le conseil de guerre et lui lit les propositions de la Régence. Après de longues discussions, le général Van Geen est chargé de régler les conditions de capitulation et le conseil se sépare. Mais voici que de Stassart survient. Son arrivée provoque la réunion d'un nouveau conseil de guerre et des discussions très animées : de Stassart apporte, en effet, les exigences bruxelloises.

On est sans nouvelles de l'armée, tout le pays est soulevé, la désertion a réduit les défenseurs à 300 hommes. Le Conseil de guerre conclut qu'il ne sert à rien de se défendre et, pendant la nuit, les conditions de capitulation³⁹ sont rédigées.

Mais l'intervention du délégué du Gouvernement Provisoire a effarouché le Conseil de Régence qui délègue quatre de ses membres à Bruxelles. La ville accepte de se décharger de l'exécution de la capitulation, mais elle pose des conditions typiques : « La province de Namur sera représentée au Gouvernement Provisoire par un choix fait dans la dite province » et « la ville de Namur ainsi que les habitants qui ont souffert par suite des événements qui ont amené la dite capitulation « seront indemnisés » sur les valeurs dont la remise est faite. Le Gouvernement Provisoire s'incline⁴⁰.

Le 4 octobre, à 4 heures de l'après-midi, triomphalement, au son du canon et des cloches, le lieutenant-colonel Boucher, à la tête de 12 des braves qui avaient combattu le 1^{er} octobre, escorté des bourgeois en armes, fait son entrée dans la citadelle. Le lendemain, la garnison, qui ne comprenait plus que 300 hommes, prenait le chemin de la Hollande.

Namur tombe le 5 octobre. LIÈGE capitule le 6.

Nous avons vu que le 27 septembre les Liégeois investissent la citadelle. Le général Van Boecop est enfermé avec 800 Belges et 800 Hollandais que la faim exaspère. Il cherche à se

ravitailer. Toujours en communication avec le général Dibbets qui domine parfaitement Maestricht, il lui réclame des vivres. Dibbets organise un convoi qui part de Tongres, le 28 septembre, mais qui ne peut pénétrer dans la citadelle malgré le bombardement des barricades de Sainte-Walburge et une sortie des troupes de la citadelle contre ces mêmes barricades. Dibbets ne se décourage pas. Le 29 septembre, il envoie le général Daine escorter un convoi de vivres et il donne à Daine 600 hommes d'infanterie, une compagnie de sapeurs, deux pièces d'artillerie et un escadron de cuirassiers. Van Boecop, de son côté, passe la nuit du 29 au 30 à lancer des boulets sur Sainte-Walburge et force les Liégeois à se retirer vers Rocour.

L'opération, parfaitement organisée, doit réussir. Mais Daine ne veut pas verser le sang de ses compatriotes et, au lieu d'annoncer à Van Boecop son arrivée par trois coups de canon ainsi qu'il avait été convenu, ce qui devait provoquer une sortie de la citadelle, pour prendre les insurgés entre deux feux, il envoie un officier de cuirassiers avec un trompette en parlementaire au comte de Berlaymont, commandant en chef de la garde urbaine liégeoise. De Berlaymont et Daine concluent un arrangement : des neuf voitures de vivres, cinq entreraient à la citadelle et les autres seraient gardées en dépôt à Liège. Daine fait avancer les voitures du convoi et marche en tête avec de Berlaymont. La petite troupe fait ainsi un quart de lieue, mais un peu en avant de Sainte-Walburge, les Liégeois, bien qu'informés de la convention conclue avec leur chef, s'opposent à la marche du convoi, crient à la trahison, mettent en joue Daine et de Berlaymont, s'emparent des chariots et les font descendre vers Sainte-Marguerite. Les troupes apprenant la violation de la convention se portent en avant et le major Nijpels commande aux cuirassiers de charger ; la charge ne dure guère ; les bataillons franchimontois sont culbutés, mais, une fois arrivée aux barricades et aux premières maisons de Sainte-Walburge, la cavalerie, gênée dans ses mouvements, rencontre une résistance beaucoup plus vive. L'infanterie se joint aux cuirassiers, mais l'élan étant brisé, une seule colonne des gardes bourgeois qui arrive d'Ans suffit pour mettre en déroute les troupes régulières qui abandonnent deux pièces de canon, tout le convoi et se retirent sur Tongres⁴¹.

L'opération avait échoué par la « faute » de Daine : il n'avait pas prévenu Van Boecop et lorsque celui-ci, au crépitement des balles, fait sortir 300 hommes pour soutenir le mouvement des troupes royales, il était trop tard : Daine avait déjà commandé la retraite. Ces 300 hommes dirigés par le colonel de Favauge s'emparent d'une barricade dressée à peu de distance de la citadelle, et, malgré une vigoureuse défense des insurgés, atteignent l'extrémité du faubourg : mais elles ne rencontrent ni troupes, ni convoi. Force fut donc à ces 300 hommes de rentrer à la citadelle. Cette démonstration inutile avait coûté aux Hollandais 2 morts et 3 blessés⁴².

L'échec de ces deux tentatives a des conséquences déplorables pour van Boecop. La faim irrite ses soldats aussi bien hollandais que belges et ceux-ci se rebellent. Aussi van Boecop donne l'ordre de laisser sortir la partie belge de la garnison, mais le major l'Olivier, un Belge convaincu que « si la garnison hollandaise restait seule, elle se porterait à des actes hostiles contre la ville, persuade aux Belges de rester avec lui et de faire à la sûreté de la ville, le sacrifice des privations infinies qu'ils éprouvent et de l'avantage qu'ils étaient sûrs de trouver au dehors⁴³ ». Les Belges suivent le conseil de l'Olivier, mais à contrecœur et ils se remettent vite à conspirer : il s'agit d'enclouer les canons et d'incendier le quartier des Hollandais. L'Olivier, pour éviter une lutte sanglante, conseille de retarder le soulèvement. Il y parvient à grand'peine. La privation de vivres pousse van Boecop à recourir à une solution hardie : il songe à faire piller toutes les habitations hors murs de Hocheporte. Le major l'Olivier, persuadé que cette sortie désespérée provoquera sûrement une lutte sanglante entre soldats belges et hollandais, va trouver van Boecop et le décide à capituler. L'Olivier est chargé de négocier la capitulation. Il fut convenu « que lui, major l'Olivier, stipulant au nom du général van Boecop

garderait, au nom du Roi, la citadelle, pendant 10 jours, avec la partie belge de la garnison ; que la troupe hollandaise l'évacuerait et que, passé ce délai de 10 jours, il la remettrait à la garde urbaine liégeoise⁴⁴ ». Le 6 octobre, van Boecop et les 900 Hollandais sortaient de la citadelle avec les honneurs de la guerre et rejoignaient Maestricht.

Liège libérée, la Wallonie entière est purgée de tout Hollandais, les quelques officiers et soldats d'Arlon et de Bouillon ayant dû eux aussi céder devant la rébellion des miliciens belges.

En Flandre, les patriotes ont redressé la tête, quand ils ont appris qu'au Parc les Bruxellois résistaient, et le soulèvement est d'autant plus prompt et le succès plus rapide qu'on est plus éloigné de Bruxelles ; avec la distance, les combats du Parc ont pris les proportions d'un triomphe⁴⁵. C'est ainsi qu'à BRUGES, le 25 septembre, le peuple s'ameute, parcourt les rues en un cortège précédé d'un drapeau tricolore, mais se contente de briser treize réverbères. Le lendemain, des gamins chantent sur la Grand'Place et narguent les soldats du corps de garde, puis sillonnent toute la ville ; des jeunes gens, avec un grand drapeau belge, les rejoignent ; la bande grossit et, le soir, une bagarre se produit, Grand'Place, entre la foule et les soldats. La troupe fait feu, tue trois manifestants, en blesse cinq et disperse le peuple, qui passe la nuit à se procurer des armes. Les autorités militaires prennent peur ; elles décident de se retirer sur Ostende, place capitale. Aussi, à 5 h. 30 du matin, le 27 septembre, le conseil de régence reçoit une lettre du major Klump annonçant que la garnison se retire. A 8 heures du matin elle prend le chemin d'Ostende. La joie la plus folle règne en ville ; partout on arbore des drapeaux, on distribue des cocardes, on verse à boire, mais l'ordre le plus parfait est conservé, malgré les craintes de la Régence qui avait été jusqu'à écrire au général Goethals pour protester contre le départ des troupes⁴⁶.

A OSTENDE, pendant tout le mois, l'ordre a été maintenu sans difficultés, mais le récit de personnes venant de Bruxelles, de même que les nouvelles de soulèvement dans différentes places, à Bruges notamment, ne sont pas sans écho dans la population. Le 26 septembre, les rues sont encombrées de curieux ; la foule conduite par un vieil officier de marine, Bataille, se porte sur le marché, devant le corps de garde et refuse de se disperser⁴⁷. Un des insurgés, armé d'un fusil de la « schutterij » tire. La troupe riposte et une sortie de la compagnie logée à la caserne nettoie la place. La soirée et toute la nuit, des patrouilles empêchent tout désordre. Les mesures de défense prises par l'autorité militaire se révèlent efficaces ; le 27 septembre, tout est calme. Les patriotes ont pris un chemin détourné, ils poussent les troupes à la désertion. C'est une proie facile. La garnison ordinaire a été renforcée, le 27, à 1 heure de l'après-midi, par les 1.100 hommes du général Goethals, venus de Bruges (3^e flankbataillon et cadre de la compagnie école de la 6^e division infanterie). On dispose de peu de nourriture et les nouveaux arrivés se plaignent de n'avoir comme lits que de la paille étendue par terre⁴⁸. Aussi, le mécontentement de la troupe ne tarde pas à éclater. Le 3^e bataillon se rebelle la nuit du 27 au 28, et bien des soldats prennent la clef des champs⁴⁹. Privé de troupes et averti des sentiments hollando-phobes des Ostendais par la Régence, le général Goethals, de gaîté de cœur, semble-t-il, force les officiers hollandais à partir pour Flessingue, malgré le désir de certains de ceux-ci de se défendre coûte que coûte⁵⁰. L'embarquement se fait le 29 septembre au matin : Ostende est belge⁵¹.

A l'autre bout de la Province, MENIN ne tarde pas non plus à se libérer. Encore une fois, deux forces conjuguées obligent les Hollandais à se retirer : l'insurrection populaire et la désertion des miliciens belges. Celle-ci commence le 30 septembre⁵² ; les moqueries et les humiliations

journalières, l'arrivée de déserteurs d'Âth, le bruit qu'à Ostende Goethals a renvoyé les Hollandais chez eux, l'arrivée de perturbateurs, incitant les soldats à la désertion, et narrante, avec force détails, la victoire du Parc, provoquent le départ des miliciens⁵³. Le 30 au soir, le peuple s'agite, réclame l'élargissement d'un adjudant dixmudois, Feys, enfermé pour patriotisme, puis promène autour du marché un drapeau brabançon en papier. La garde bourgeoise et la « schutterij » prêtent main-forte à la troupe et le colonel Boelaard van Tuijl, avec un détachement de 40 hommes, s'empare du drapeau. La population quitte la place et court du côté des casernes, excite les soldats à la désertion, commence même à grimper sur les palissades ; la vue de deux pièces de canon chargées disperse cependant les assaillants.

Jusqu'à ce moment la troupe s'est assez bien conduite, malgré le départ d'une centaine de miliciens ; mais au cours de la nuit du 30 septembre au 1^{er} octobre, la désertion prend des proportions effrayantes. Les soldats se mutinent. Le colonel Moltz-berger demande aux miliciens s'ils veulent rester ou partir : ils s'en vont tous et avec leurs armes.

Les soldats qui gardent les portes les imitent. La foule se dirige vers les casernes, qui ne sont plus défendues que par les artilleurs. Leur capitaine ordonne de faire feu : le brigadier van Lauwen refuse d'obéir. Le capitaine veut s'emparer de la mèche, le maréchal des logis van Damme lui assène un coup de sabre sur le bras. La dernière résistance tombe. L'autorité militaire n'a plus qu'à se retirer. La garde communale et la garde bourgeoise s'emparent des postes, les soldats hollandais sont internés, tandis qu'à l'hôtel de ville flotte le drapeau belge et que tout le monde arbore la cocarde tricolore⁵⁴.

La désertion provoque aussi la chute de NIEUPORT le 30 septembre, sans qu'il y ait eu le moindre choc entre la population et la troupe. A YPRES, jusqu'à la fin du mois, les ministériels ont dominé la population et empêché tout mouvement. L'arrivée du général George, au milieu du mois, a encore renforcé la contrainte qui pesait sur les patriotes, mais apprenant la victoire de Bruxelles, la troupe se mutine et comme partout, il ne reste au général George qu'à céder, ce qu'il fait le 1^{er} octobre⁵⁵.

Au 1^{er} octobre, toute la Flandre Occidentale est belge. C'est la province la première libérée, bien que la plus éloignée de Bruxelles, cela n'a rien d'étonnant : avec la distance, les succès de Bruxelles et autres lieux ont été grossis démesurément, et les autorités militaires abandonnées à elles-mêmes n'ont pu contenir plus de 24 heures leurs troupes travaillées par des gens qui, ainsi que le note un officier hollandais, leur racontaient « des fables ».

La Flandre Orientale est secouée par le canon qui gronde au Parc ; cependant les mesures d'une autorité prévoyante et dictatoriale retardent de quelques jours l'explosion populaire. A GAND, depuis le 20 septembre, on attend avec anxiété les nouvelles de Bruxelles. Le *Journal de Gand* triomphe les premiers jours et le *Catholique des Pays-Bas* fait triste mine. Puis, on retombe dans l'incertitude. Orangistes et Belges sont aussi inquiets les uns que les autres. Le 24 et le 25 septembre, les gens s'accostent, se demandent des nouvelles et personne ne peut en donner de sûres. Mais le *Journal de Gand* ne publie toujours pas les détails d'une victoire qu'il a claironnée, et, le 24, des ordres ont été envoyés aux capitaines de la garde bourgeoise prescrivant les mesures à prendre au premier signal d'un mouvement populaire. Tout ne marche donc pas à souhait à Bruxelles, messieurs les ministériels, pensent les gens du *Catholique*⁵⁶.

Coup de théâtre, le 26 au matin : le *Journal de Gand* fait distribuer des feuillets : « Gand 25 septembre 10 heures du soir. Nouvelles officielles arrivées d'Anvers le 25. »

« Les troupes sont maîtresses du Parc et du haut de la ville, ainsi que de quelques Portes. Les révoltés sont encore dans le centre de la ville. La rue Royale n'existe plus. Le combat a duré toute la journée. » Et il fait suivre ces lignes officielles de renseignements officieux aussi optimistes. « D'après une lettre particulière que nous recevons à l'instant, une vive fusillade a eu lieu dans l'intérieur de la ville ; nos troupes ont fait des progrès et elles se sont emparées du Grand Sablon ; on est maintenant sur le chemin pour arriver à l'hôtel de ville. Les soldats sans distinction sont animés du meilleur esprit. » Le *Catholique* ne peut répondre que par des extraits de lettres particulières reçues d'Assche et d'Alost, et il insiste évidemment sur le succès des patriotes à Louvain, le 23 septembre. Dans la soirée, il prendra sa revanche ; il fait paraître une feuille supplémentaire reproduisant le numéro extraordinaire du *Courrier des Pays-Bas* des 24, 25, 26 septembre. Le gouverneur Van Doorn qui a tout fait pour maintenir le pouvoir légal désespère de pouvoir réussir dans ses efforts pour mater la révolte en Flandre⁵⁷. Le 27, la diligence de Bruxelles arrive avec *Le Belge* et des lettres ; toutefois on n'a pas encore de certitude sur le résultat de l'expédition du prince Frédéric. L'agitation couve cependant, et les nouvelles parvenues de Bruges ne sont pas pour la calmer, mais il faut attendre le 28 septembre, date à laquelle la retraite des troupes royales est officielle, pour que les rassemblements prennent plus de consistance. A 7 heures du soir, sur la place des Récollets et sur le Marché aux Grains, des barricades sont dressées au moyen de diligences et de charrettes. La troupe les abat après une sérieuse friction avec le peuple ; il y a des blessés et des tués des deux côtés⁵⁸. Le lendemain, nouveaux désordres ; aussi, le 30 septembre, les autorités civiles et militaires se réunissent en conseil, et la retraite des troupes dans la citadelle est décidée⁵⁹. Ces troupes qui, jusqu'ici, ont fait leur service avec entrain⁶⁰ commencent à rechigner. L'arrivée d'un bataillon de la 5^e afdeeling, — celui-là précisément qui a essuyé à la Porte de Flandre, le 23 septembre, un échec retentissant et qui est dans un état lamentable, — a une influence défavorable sur les soldats de la garnison⁶¹, et, le 2 octobre, la rébellion éclate ; les troupes se mutinent en criant : Notre mois est fini⁶² ».

Beaucoup de Flamands s'en vont ; il reste cependant assez d'hommes pour conserver au Roi, jusqu'au 17 octobre, une citadelle solidement bâtie et pourvue d'un excellent matériel. A Gand en effet, les deux forces, que partout ailleurs nous avons vues se conjuguer : soulèvement populaire et rébellion de la troupe, n'ont pas agi. La population gantoise n'a tenté aucune attaque contre la citadelle⁶³ ; il faut attendre l'arrivée de Pontecoulant, le 17 octobre, avec sa Légion Parisienne, pour que la crainte d'une attaque en règle décide le colonel des Tombes à capituler.

En province, la victoire du Parc est bien accueillie. Dans les villes où il n'y a pas de troupes, le ralliement est immédiat : ainsi à Ninove, ainsi à Grammont⁶⁴, ainsi à Alost. Dans le Nord, les régences hésitent, ne font rien à la hâte et attendent que Gand ait pris position. A Saint-Nicolas, où la bourgeoisie est orangiste à tout crin, et avec quelque raison, car la ville connaît depuis quinze ans une prospérité remarquable, c'est le 3 octobre que la Régence fait arborer le drapeau tricolore, après s'être renseignée sur ce qui avait été fait à Gand et à Lokeren ; l'attitude menaçante du peuple a forcé l'autorité à se rallier à Bruxelles⁶⁵.

Là où une garnison s'efforce d'empêcher toute démonstration, l'explosion est simplement retardée. Ainsi à AUDENAERDE, « après l'affaire de Bruxelles, certaines têtes chaudes commencent à monter quelques cabales dans la ville et les environs⁶⁶ » et les rassemblements populaires deviennent plus nombreux⁶⁷. Pour les disperser, il faudrait une troupe fidèle. A

Audenaerde, la troupe devient moins sûre aussi⁶⁸. Le colonel Kenor juge préférable d'éloigner des casernes les hommes en qui il n'a pas confiance. Il renvoie d'abord 20 miliciens, mais les autres, jaloux d'une telle faveur, se mutinent ; Kenor est forcé de renvoyer de très nombreuses mauvaises têtes ; aussi, sa troupe est-elle bientôt réduite à de faibles effectifs.

D'un autre côté, la Régence, gagnée à la Révolution, demande à pouvoir arborer le drapeau belge. Kenor refuse, bien qu'il ne se fasse plus guère d'illusion sur son sort : le peuple se soulève⁶⁹ et on est sans nouvelles de Gand. Avant de céder, Kenor veut tout de même savoir ce qui s'y passe. Le 1^{er} octobre, il y envoie un officier qu'accompagne un membre de la Régence. Ils reviennent le même jour annoncer la victoire des révolutionnaires et la retraite de la garnison dans la citadelle. La Régence s'empresse d'arborer le drapeau brabançon, tandis que les officiers tiennent un conseil de guerre qui dure une grande partie de la nuit. De toutes les troupes il restait 60 à 70 fantassins, 10 à 12 artilleurs, et 35 hussards⁷⁰ ; aussi, la retraite sur Gand fut-elle décidée. Elle eut lieu le lendemain et elle fut pitoyable : à Gand il ne restait quasi plus que les hussards⁷¹.

Seul TERMONDE reste aux mains de l'armée ; le 21 octobre, un ordre du général Chassé décide la retraite ; jusque-là les troupes étaient restées fidèles, et le peuple n'avait pas bougé.

A ANVERS, pendant les combats de Bruxelles, le peuple s'agite. La proclamation du prince Frédéric aux Bruxellois, connue le 21 septembre, provoque des murmures ; la nouvelle qu'il y a des morts au Parc soulève l'indignation. La Régence, le 25 septembre, commet d'ailleurs une grosse erreur. Elle fait enfermer à la Bourse pendant seize heures, à ciel ouvert, 100 prisonniers, amenés de Bruxelles. Le 26, elle les fait conduire au port, puis les ramène au château, et toutes ces démarches se font au milieu d'un peuple qui gronde⁷². Mais celui-ci n'a pas d'armes ; la garde bourgeoise est solide, dure dans la répression, et Chassé tient ses hommes en main.

La résistance de Bruxelles rend cependant de plus en plus audacieux les partisans de la révolte⁷³ ; le bourgmestre, dans une proclamation officielle mensongère, s'efforce bien de les décourager⁷⁴, rien n'y fait : « les jeunes gens, les petits avocats, les étrangers, les cléricaux excitent les esprits⁷⁵ », et lorsque, le 28, on apprend la retraite des troupes, le peuple ne cache plus sa joie⁷⁶ ; mais la garde urbaine encore renforcée et épurée des bourgeois indécis⁷⁷ empêche tout soulèvement⁷⁸. Les patriotes continuent à travailler dans l'ombre, mais ne parviennent pas à troubler la tranquillité. Le 17 octobre, une bagarre a lieu entre le peuple et la troupe à la Porte de Malines ; toutefois, il faut attendre le 26 octobre, pour que le peuple se soulève. Ce jour-là, il désarme les postes militaires à l'intérieur de la ville et, le lendemain, il fait sa jonction avec les blouses bleues de Niellon et de Mellinet.

Il ne nous appartient pas d'étudier l'attaque de la citadelle, le bombardement, les négociations qui l'ont précédé et qui l'ont suivi ; qu'il nous suffise de dire que, à la fin d'octobre la ville d'Anvers était belge.

Ainsi donc, en quelques jours, toutes les places fortes, sauf Termonde, Anvers et Maestricht, sont aux mains des rebelles. La désertion des miliciens belges est la grande cause du succès révolutionnaire. Succès considérable : une fois les places perdues, il devenait impossible à ce qui restait de l'armée royale de reconquérir la Belgique, et le triomphe de la Révolution était

assuré définitivement. Bien pourvues de matériel, ces forteresses avec des troupes fidèles auraient pu résister longtemps aux assauts de quelques centaines d'insurgés. Car, à Tournai, à Namur aussi bien qu'à Liège les attaques du peuple sont assez aisément repoussées. Mais une fois la troupe gagnée à la révolte, toute résistance est inutile. Le succès de la Révolution est donc dû à une cause foncièrement nationale, racique. Dès le 26 septembre, un abîme se creuse entre soldats hollandais et soldats belges ; des rixes, des querelles éclatent ; les officiers hollandais sont l'objet d'insultes et de menaces. Le régime militaire hollandais, le système du recrutement régional et les congés très nombreux des miliciens, qui passent peu de jours à la caserne, s'est révélé déplorable⁷⁹.

Les périodes de rappel des miliciens avaient lieu au mois de septembre. Les miliciens, hormis ceux des provinces où le soulèvement a pris très vite des teintes accentuées, ont répondu à leur convocation⁸⁰, mais lorsque dans les derniers jours du mois, au lieu de rentrer chez eux comme ils l'espéraient, ils sont forcés de prolonger leur temps de milice, ils grondent. A des motifs égoïstes se joignent des motifs plus nobles : ils ne veulent pas tirer sur leurs frères. Il était impossible de contenir de tels soldats ; aussi l'autorité militaire est-elle forcée de libérer les semainiers, ce qui provoque la jalousie chez les autres et finalement la désertion⁸¹.

La chute si rapide des places fortes a des causes secondaires : la négligence de bien des chefs à se pourvoir en vivres, et surtout l'oubli impardonnable du Haut Commandant Hollandais de garder la liaison entre toutes les places fortes, et de se tenir au courant des événements dans chacune d'entre elles. Mais il apparaît clairement que ces erreurs grossières, du point de vue militaire, n'ont fait que précipiter une ruine inévitable. Le 1^{er} octobre, en Belgique, les Hollandais sont en pays ennemi avec des troupes mutinées. Si la désertion des troupes est la cause fondamentale de la chute de toutes les places fortes, on ne doit pas méconnaître le rôle intelligent et énergique des commissaires du Gouvernement Provisoire qui en ont imposé à bien des commandants de place, non plus que les démonstrations des patriotes qui empêchent le ravitaillement, redoublent le mécontentement des miliciens et qui, dans maints endroits, ne craignent pas de recourir à la force. Car la victoire du Parc qui a fait éclater, au sein de l'armée, des sentiments contenus jusqu'alors, tant bien que mal, par une discipline sévère, libère aussi de leurs craintes, d'ailleurs fondées, bien des patriotes qui reculaient devant une révolte ouverte. Ainsi tout s'enchaîne et tout se ramène aux quatre Journées de Bruxelles.

Notes

1 Il y a peu de déserteurs : les journaux patriotes qui rapportent avec complaisance tous les échos d'une agitation dans l'armée et ne manquent pas d'exagérer leur importance, doivent se contenter, avant le 27 septembre, de peu de cas de désertion. Ont sûrement déserté : Lucas et une douzaine de cuirassiers qui, le 11 septembre, ont quitté leur cantonnement de Vroenhoven et se sont rendus à Liège (Archives du gouvernement provincial de Liège. Dossier Croix de fer. 5^e État des propositions faites d'office) et un détachement de 32 hommes et de 4 sous-officiers, de la II^e afdeeling, stationné à Freeren près de Wi-hogne, qui, sortis de Louvain, le 2 septembre ont gagné Liège avec armes et bagages. (*Herinneringen uit de dagen van de belgische op-stand. Het Vaandel* 1^{re} année, 1860, p. 336.)

Dans les places fortes, jusqu'au 25 septembre, l'esprit de la troupe reste assez bon, au témoignage de tous les officiers.

2 R.A. *Staats Secretarie*, 3474, lettre du lieutenant-colonel Versteegh à sa femme, et 3475, Ath 28 septembre 1830, rapports des premiers lieutenants de l'artillerie Van Schoor et Gobins. Flessingue, 29 septembre 1830 (ces deux officiers ayant pu prendre la fuite). *Mémoire justificatif* du général Van der Smissen, M.R.A. 0. 268, d. I. Nous reproduisons ici le récit de la mission de Van der Smissen à Ath, que de Kerchove de Denterghem a omis dans sa publication du mémoire de ce général, (DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, *Les préliminaires de la Révolution belge de 1830. Revue de Belgique*, 2^e série, XVIII, pages 206-222). « Dans la nuit du 26 au 27 septembre, il communiqua au Gouvernement Provisoire à l'hôtel de ville de Bruxelles l'idée de prendre la ville d'Ath ; il partit avec le comte Duval de Beaulicu et le colonel Hotton, à 4 heures du matin. A son arrivée à Ath, la ville venait de se soulever, mais l'artillerie s'était retirée par les différentes issues ; les canonniers étaient à leur pièce, mèche allumée ; lorsque, en présence du comte Duval, M. Rouillé, le colonel Hotton et du capitaine Lecoq, il franchit le mur de séparation aux cris de « Vivent les Belges, vive la liberté ! », les canonniers le reconnurent pour leur ancien chef à Waterloo ; étonnés et entraînés par sa présence, ils hésitèrent ; profitant de ce moment d'émotion, il se jette au milieu d'eux, disant : « Oui, mes amis, c'est moi ; crions ensemble, vivent les Belges ! vive la liberté !... etc. » L'arsenal fut à lui ; de suite une batterie complète de 8 pièces avec deux cent mille cartouches d'infanterie fut envoyée à Bruxelles avec artilleurs et les volontaires athois ; ce fut la première force militaire qui parut à Bruxelles et il ose le dire, qui assura la Révolution, car il n'y avait plus une livre de poudre à Bruxelles pour résister au prince Frédéric. »

3 Le 25 septembre, le capitaine Schatt note : « L'excellent esprit qui animait les soldats commence à s'affaiblir fortement. Quelques volontaires et tambours qui avaient beaucoup de relations avec les bourgeois commençaient, dans leur ivresse, à se permettre des expressions qui, en temps ordinaire, auraient été sévèrement punies, mais qu'on laissait alors impunies par manque de fermeté ou peut-être par dessein prémédité. Ce n'était pas non plus sans tristesse que l'on s'apercevait que le soir plus souvent qu'à l'ordinaire des soldats manquaient à l'appel et que la désertion commençait dans la division. » SLOTHOUWER, *op. cit.*, *Bijdragen voor Vaderlandsche Geschiedenis en Oudheidkunde*, 1892, 283.

4 STARING, *op. cit.* (*Militaire Gids*, 1893, 113.)

5 « Howen l'interroge, à la suite de quoi il fut placé dans une chambre isolée de l'hôtel de ville, sous la garde du lieutenant adjudant Pfeiffer, jusqu'à 9 h. 30 du soir, puis il fut conduit aux

arrêts par quatre maréchaussées, et, ce qui est singulièrement étrange, le lendemain, avec Bona et Caroli (deux agitateurs) il fut remis en liberté. » STARING, *op. cit.* (*Militaire Gids*, 1893, p. 115.)

[6](#) Le récit des événements fait par Chazal dans une lettre au *Courrier des Pays-Bas*, et que *l'Observateur du Hainaut* publie le 3 octobre, est identique à celui des officiers hollandais, mais diffère de ton des belles aventures racontées par Chazal dans ses *Mémoires*. « Dès mon arrivée à Mons, je me suis rendu chez le général Duvivier à qui j'ai remis la lettre dont le Gouvernement Provisoire m'avait chargé, en lui faisant part des événements de Bruxelles. Pour toute réponse, ce général m'a fait arrêter et conduire devant le général Howen qui, après m'avoir fait plusieurs questions, m'a dit que je serais fusillé le lendemain matin ; j'ai été conduit par les gendarmes dans un cachot où j'ai passé la nuit. Pendant ce temps, les officiers supérieurs belges de la garnison se sont réunis, ont répondu de moi au général et l'ont pour ainsi dire forcé à me mettre en liberté. Je dois rendre cet hommage à la loyauté de ces braves militaires belges, à qui je dois la vie. » Lettre au *Courrier des Pays-Bas*. *Observateur du Hainaut*, 3 octobre.

[7](#) W. STARING, *De overgaaf van Mons* (*Militaire Gids*, 1893, 121-122.)

[8](#) SLOTHOUWER, *op. cit.* (*Bijdragen voor Vaderlandsche Geschiedenis en Oudheidkunde*, 1892, p. 285.)

W. STARING, *op. cit.*, (*Militaire Gids*, 1893, pp. 116-117.)

[9](#) M.R.A., 0. 25d 14. Déclaration des brigadiers de la maréchaussée royale Harris et Bastenier.

[10](#) BUFFIN, *op. cit.*, I, 163. Mémoires Chazal.

[11](#) Sur les événements du 29 septembre à Mons : W. STARING, *op. cit.* (*Militaire Gids* 1893, pp. 117-118) ; SLOTHOUWER, *op. cit.*, *Bijdragen voor Vaderlandsche Geschiedenis en Oudheidkunde*, 1892, pp. 285-286 ; *L'Observateur du Hainaut, Journal politique, commercial et littéraire*, n^{os} du 30 septembre et 3 octobre ; BUFFIN, *op. cit.* ; I, Mémoires Chazal, pp. 163-165 (ce dernier pour les événements de l'après-midi) et R.A. *Archief van het Kabinet des Konings*, n^o 182. Lettre du lieutenant-général Howen au Prince Frédéric, écrite à Bruxelles, « en détention à la prison des Petits Carmes », le 1^{er} octobre 1830.

[12](#) SOIL, DE MORIAMÉ, *Les milices citoyennes de Tournai* (*Revue Tournaisienne*, 1905, p. 180).

[13](#) Voici les mesures prises : 1^o Les postes seront renforcés à l'intérieur et, la nuit, il y aura une compagnie entière de la garde bourgeoise au poste de l'hôpital, une autre à celui de la rue Madame ; 2^o Le commandant de la garde communale obtient que le poste de grand'garde soit porté à 50 hommes ; 3^o De Wauthier écrit à la Régence qu'il a renforcé les gardes des portes, commandées chacune par un officier.

SOIL, DE MORIAMÉ, *op. cit.* (*Revue Tournaisienne*, 1905, p. 180.)

[14](#) SOIL DE MORÍAME, *op. cit.* (*Revue Tournaisienne*, 1905, pp. 200-201).

[15](#) Dans sa séance de nuit (du 28 au 29 septembre), le Conseil de Régence « considérant que les compagnies bourgeoises, exténuées de fatigue, ont besoin d'être renforcées. Que beaucoup

d'artisans et d'ouvriers qui n'en font point partie se sont armés aujourd'hui des fusils d'une partie de la garnison.

» Enfin qu'il y aurait utilité sous plusieurs rapports de sûreté publique de les incorporer dans lesdites compagnies.

» Vu ces motifs, décide de mettre à la disposition de chaque capitaine une somme de 50 florins qui servira à attirer dans la Garde bourgeoise ces artisans et ouvriers. A cette fin, autorisation est délivrée au receveur communal de payer la somme totale de 800 florins.» SOIL DE MORIAMÉ, *op. cit.* (*Revue Tournaisienne*, 1905, p. 202).

16 Voici les considérants de la reconnaissance du Gouvernement Provisoire : « Prenant en considération les derniers événements de Bruxelles et rétablissement dans cette capitale d'un Gouvernement Provisoire pour toute la Belgique, considérant aussi 1^o Que le premier besoin d'un peuple est d'être gouverné, qu'au nombre des nécessités les plus impérieuses est celle de prévenir l'anarchie ; 2^o Que le vœu général se prononce pour la reconnaissance du Gouvernement Provisoire ; 3^o Que les magistrats d'une ville doivent avant tout pourvoir au salut public, en maintenant autant qu'il est en eux l'ordre et la tranquillité et en employant tous les moyens de faire respecter les personnes et les propriétés, l'assemblée est d'avis d'adhérer, mais avant que de souscrire l'acte d'adhésion, elle fait la motion qu'il soit soumis à tous les notables dans la salle ordinaire des séances. » SOIL DE MORIAMÉ, *op. cit.* (*Revue Tournaisienne*, 1905, p. 204).

17 DE WAUTHIER, *Mémoires*, annotés par M. Louis Leconte (*Bulletin de la Commission royale d'histoire*, 1921, XC, 114).

18 « Cette mesure va répandre la terreur et sacrifier une partie de la population. » « L'assemblée prie Messieurs les délégués de considérer qu'il y a une énorme différence entre la population de Tournay, composée de 24.000 individus, dont 16.000 dépendent de la charité publique et la population des villes d'Ath, de Mons et de Bruxelles. » « Ici vous ne trouverez pas 1500 hommes qui courront aux armes pour l'attaque de la forteresse qui nous menace. Les citoyens armés sont harassés de fatigue et n'ont pas assez de munitions. N'agitons pas le peuple, n'inspirons pas de terreur, soyons calmes au moment de la crise et, avec le calme, nous serons plus forts que ceux de la citadelle. » SOIL DE MORIAMÉ, *op. cit.* (*Revue Tournaisienne*, 1905, p. 208).

19 Voir le texte de la Capitulation, DE WAUTHIER. *Mémoires* annotés par M. L. Leconte. (*Bulletin de la Commission royale d'histoire*, 1921, XC, 117.)

20 R.A. *Staats Secretarie*, 3475. Rapport de Wauthier au directeur général de Eerens, 29 septembre 1830 « du 27 au 28 : 635 déserteurs. — La situation est désespérée ». SOIL DE MORIAMÉ, *op. cit.* (*Revue Tournaisienne*, 1905, p. 207).

21 DE WAUTHIER. *Mémoires*, p. 113.

22 *Op. cit.*, p. 113.

23 Le 30, la commission de l'intérieur présente un projet qui annonce de nouvelles distributions de vivres et promet du travail aux ouvriers. En même temps, une circulaire aux maîtres des pauvres les engage à visiter fréquemment les pauvres de leur quartier, à les exhorter au calme

et à les inviter à remettre les armes qu'ils peuvent détenir à la grande garde où chaque fusil leur sera payé 4 francs. » Séance du 30 septembre du Conseil de Régence de Tournai. SOIL DE MORIAMÉ, *op. cit.* (*Revue Tournaisienne*, 1905, p. 212).

[24](#) Sur la reddition de la citadelle de Charleroi, on trouvera de très amples et très sûrs renseignements dans l'ouvrage de M. ERNEST, *La Révolution belge de 1830 en Carolorégie*, pp. 120-135.

[25](#) La garnison se composait du 2^e bataillon de la 12^e afdeeling infanterie, 16 officiers, 850 sous-officiers et soldats ; 1 compagnie d'artillerie du bataillon n° 5 forte de 2 officiers, 86 sous-officiers et soldats, d'un officier et de 5 à 8 maréchaussées. Tous wallons et luxembourgeois.

[26](#) M.R.A., O., 671, d. I « Exposé de la conduite de F.-J. Pariset, fourrier dans la 6^e compagnie du 5^e bataillon d'artillerie à Philippeville dans la journée du 30 sept. 1830. » Signé Pariset, 11 octobre 1830. Attesté par l'administration communale de Philippeville, 11 octobre 1830 — 4 signatures.

[27](#) VAN TEIJLINGEN VAN HILVARENBEK, *Verslag van het gebeurde te Philipstad in September 1830.* (*Militair Spectator*, 2^e série, VI, 121-124.)

Le récit d'un correspondant du *Courrier de la Sambre* (*Courrier de la Sambre*, 16 octobre 1830), est concordant, de même que le rapport du gouverneur de la province, de Stassart, sur les événements révolutionnaires à Philippeville (*Namurcum. Chronique de la Soc. Arch. de Namur*, 3^e année, 1926, pp. 60-61) et le récit de J. Gilliaux, témoin oculaire (récit publié par M. FIVET, *Le Pays de Namur et la révolution de 1830*, Namur 1930, 60-61-62).

[28](#) FIVET, *op. cit.*, pp. 56 s.

[29](#) La garnison, au 30 septembre, est imposante.

12^e afdeeling infanterie 1^{er} bataillon : 11 officiers, 31 sous-officiers, 415 soldats. 2^e bataillon : 3 officiers, 7 sous-officiers, 124 soldats. 3^e bataillon : 16 officiers, 31 sous-officiers, 805 soldats.

(Le reste du 2^e bataillon est à Philippeville.) 18^e afdeeling infanterie 1^{er} bataillon : 7 officiers, 18 sous-officiers, 25 soldats (Le reste du bataillon est détaché à Charleroi.) 2^e bataillon : 17 officiers, 29 sous-officiers, 608 soldats. 3^e bataillon : 18 officiers, 31 sous-officiers, 580 soldats.

ARTILLERIE

5^e bataillon : 20 officiers, 35 sous-officiers, 489 soldats. Régiment dragons n° 5 : 1 officier, 3 sous-officiers, 25 soldats. Maréchaussée : 2 officiers, 8 sous-officiers, 50 soldats. (Il faut décompter 1 compagnie de 2 officiers et 86 soldats détachée à Philippeville et un petit détachement à Mariembourg et à Dinant.)

Herinneringen nopens de Gebeurtenissen en krijosverrigtingen in de stad en vesting Namen in 1830. (*Militair Spectator*, 3^e série, II, 118.)

[30](#) *Ibidem.*

[31](#) BUFFIN, *Documents inédits*, 1910, p. 234.

[32](#) La Grand'Garde était installée dans les dépendances de l'hôtel de la Régence.

[33](#) *Herinneringen...* (*Militair Spectator*, 3^e série, II, 120).

[34](#) *Ibidem*.

[35](#) FIVET, *Le pays de Namur et la Révolution de 1830*. (2^e édition 1930) donne le texte de ce message, p. 82.

[36](#) *Herinneringen...* (*Militair Spectator*, 3^e série, t. II, 122.)

[37](#) *Ibidem*, pp. 122 et 123.

[38](#) « La commission, nommée par arrêté de la Régence du 2 octobre 1830 et munie de pouvoirs à cet effet, pour éviter l'effusion du sang des citoyens, propose la capitulation suivante à Son Excellence le lieutenant-général Van Geen :

1^o Remettre la citadelle de Namur à la garde de la Régence de cette ville sous sa responsabilité ;
2^o Offrir à toute la partie de la garnison qui voudra se retirer des garanties pour arriver avec armes et bagages et tous les honneurs dus à des braves militaires, au point que son Excellence le général Van Geen jugera convenir. Fait à la citadelle de Namur, le 2 octobre 1830. (s.) J. de Renesse, Mohimont-Bivort, Prisse, Hubau, de Garcia de la Vega, Urban. » *Herinneringen...* (*Militair Spectator*, 3^e série, II, 131).

[39](#) On en trouvera le texte : *Herinneringen...* (*Militair Spectator*, 3^e série, II ; 132) et FIVET, *op. cit.* ; 85.

[40](#) *Courrier de la Sambre*, 5 octobre 1830 ; FIVET, *op. cit.* ; 95.

[41](#) Nous avons suivi le récit fait par Daine lui-même dans une lettre du 4 décembre 1830 au Gouvernement Provisoire. Nous avons contrôlé ce récit par les rapports du général Dibbets au directeur général de la guerre de Eerens, 28, 29, 30 septembre et 1^{er} octobre n^o 14 (R.A. *Staats Secretarie*, 3474 et 3475) le Rapport au Gouvernement Provisoire du 2 octobre 1830. (ALLOGNIER, *Dissertations historiques sur la légitimité de la révolution belge de 1830*, Bruxelles 1835) ; par la narration de VOERMANEK, témoin oculaire, *Coup d'œil sur le règne de Guillaume I^{er}, roi des Pays-Bas, suivi d'un essai de l'histoire de la Révolution belge de 1830*, Gand 1880, et surtout par les renseignements fournis par VAN DER KEMP, *De Belgische omwenteling in Luik en Limburg*, La Haye 1904, I, 57 à 69. Van der Kemp publie notamment une lettre du 30 septembre de de Berlaymont au général Dibbets, où il raconte les événements (pp. 67 à 69).

[42](#) *Dagverhaal betrekking hebbende op de gebeurtenissen*. (*Militair Spectator*, 3^e série, III, pp. 117-118.)

Il est à remarquer que ce sont des volontaires accourus de Verviers, de Hodimont, de Dison et de Hervé qui ont eu à soutenir la charge des cuirassiers et qui ont laissé plusieurs morts dans la plaine de Rocour.

[43](#) Lettre de Louis Jamme, bourgmestre de la ville de Liège, du 18 avril 1831. M.R.A., O. 412, d. 5. Cette lettre éclaire les sentiments d'officiers belges favorables à la Révolution, mais qui « liés par leur serment ne font rien de contraire à l'ordre et à l'honneur ».

[44](#) *Ibidem*.

[45](#) P.R.O. — F.O. 10/3. Fauché à Aberdeen, Ostende, 28 septembre 1830 : « *The spirit is everywhere very bad as fear that in a few days the whole of Belgium will be indépendant of the government* ».

[46](#) R.A. *Staats Secretarie*, 3474. Rapport général Goethals, commandant la garnison de Bruges au lieutenant-général Ghigny, commandant le 3^e Grand Commandement militaire. Bruges 26 septembre, Ostende 27. RYELANDT, *La révolution de 1830 à Bruges. (Annales de la Société d'Emulation de Bruges*, 1905, LV, pp. 267 à 270. — RODENBACH, *Episodes de la Révolution en Flandre*, Bruxelles, 1833, pp. 97 à 102. — *Staats-Courant*, 30 septembre.

[47](#) *Dagverhaal betrekking hebbende op de gebeurtenissen. (Militair Spectator*, 3^e série, III, 113.)

[48](#) *Het garnizoen van Ostende. Een geschiedkundige aanteekening betreffende de Belgische Revolutie van 1830. (Militair Speclator*, 3^e série, V, 484.)

[49](#) *Ibid.*, p. 486.

[50](#) *Ibid.*, pp. 486-487.

[51](#) P.R.O. — F.O. 10/3. Fauché à Aberdeen Ostende, 29 septembre 1830, raconte le soulèvement populaire, la désertion des soldats belges et le départ des troupes hollandaises qu'il organisa lui-même.

[52](#) *Proces-verbaal inhoudende het voorgevallene in de vesting Meenen op den 28sten, 29sten 30sten September en 1 October 1830. (Militair Spectator*, 3^e série, III, 283.) La garnison comprenait une compagnie d'artillerie de siège, un bataillon de la 16^e afdeeling, le 1^{er} bataillon de l'état-major de la 6^e afdeeling (Rembry-Barth, *Histoire de Menin*, III, 225).

[53](#) *Proces-verbaal inhoudende het voorgevallene in de vesting Meenen op den 28^{sten}, 29^{sten}, 30^{sten} september en 1^e October 1830. (Militair Spectator*, 3^e série, t. III, 285-286.)

[54](#) Les événements révolutionnaires à Menin sont notés avec précision dans le *Proces-verbaal inhoudende het voorgevallene in de vesting Meenen op den 28^{sten}, 29^{sten} September en 1^{er} October 1830. (Militair Spectator*, 3^e série, III, 283-286.) Le docteur REMBRY-BABTH, dans son *Histoire de Menin*, III, 225-228, a raconté aussi les faits, mais il a réuni sur une même journée les événements qui se sont déroulés le 30 septembre et le 1^{er} octobre. Le soulèvement du peuple et la démonstration du postillon Neyrinck sont du 30 septembre, tandis que l'occupation des casernes est bien du 1^{er} octobre.

[55](#) Archives générales du Royaume. Archives du Gouvernement Provisoire n^o 1, lettre 14. Lettre de Dukayon, avocat, sur la reddition de la citadelle d'Ypres le 1^{er} octobre.

[56](#) *Catholique des Pays-Bas*, 26 septembre.

[57](#) R.A. *Staats Secretarie. Verbaal van den Secretaris van Staat*, 1830. Van Doorn au Secrétaire d'État, Gand 26 septembre 1830.

[58](#) R.A. *Staats Secretarie. Verbaal van den Secretaris van Staat*, 1830. Van Doorn au Secrétaire d'État 28 et 29 septembre 1830 ; *Staats Secretarie*, 3474 et 3475 rapports lieutenant-général Ghigny au directeur général de la guerre, 27, 28, 29 et 30 septembre 1830 et GIJ VAN PITTIUS, *Verhaal van de gebeurtenissen te Gent gedurende de maanden September en October 1830*. (*Militair Spectator*, 3^e série, IV, 340.)

[59](#) GIJ VAN PITTIUS, dans son *Verhaal van de gebeurtenissen te Gent*, donne les effectifs au 1^{er} octobre : 1.920 hommes de la 17^e afdeeling, 110 hommes de l'artillerie de campagne, 1 détachement du 8^e hussard, du génie (p. 344).

[60](#) « Je me suis maintes fois assuré de l'excellent état d'esprit des troupes par mes entretiens familiers, coutumiers d'ailleurs, avec les sous-officiers et les soldats, et chez tous je croyais découvrir une grande répugnance à l'égard de la canaille séditeuse... » « Le service était mieux fait qu'on ne pouvait l'attendre de soldats qui étaient revenus sous les armes pour quelques semaines seulement et lorsque je devais faire quelques remarques à des sentinelles, ils me répondaient qu'ils péchaient seulement par ignorance, tandis que d'autres qui venaient de Wallonie se plaignaient *qu'on leur donnait les ordres dans une langue qu'ils ne connaissaient pas* (c'est nous qui soulignons). Le bataillon jusqu'au 29 septembre eut seulement 9 déserteurs et ce nombre doit être considéré comme infime, si l'on prend en considération que les miliciens à l'époque du Grand Congé (1^{er} octobre) avaient toujours un violent désir de retourner dans leurs pays, et cette époque était toujours caractérisée par diverses désertions. » *De gebeurtenissen te Gent in October 1831*. (*Militair Spectator*, 3^e série, t. I, p. 458.) Il s'agit évidemment des événements de 1830.)

[61](#) *De gebeurtenissen te Gent in October 1831*. (*Militair Spectator*, 3^e série, I, 458.)

[62](#) *Ibid.*, 459.

[63](#) Les sentiments patriotiques des Gantois étaient tièdes. Hanssens, chargé des fonctions de directeur de la police par la ville de Gand, le 1^{er} octobre, écrit le 4 au gouvernement provisoire : « Le civisme des habitants de cette ville n'a pas encore atteint le degré dont il est susceptible — les employés déposés cherchent à inquiéter le peuple sur la prétendue intervention étrangère. Cela fait qu'on n'arbore pas assez généralement les couleurs nationales. Quelques négociants, détenteurs d'objets de fabriques nuisent aussi à l'esprit public par leurs conjectures sur la suite des affaires politiques. (A.G.R. Gouvernement Provisoire, I, n^o 36.)

Les autorités voulurent d'ailleurs, le 1^{er} octobre, arborer l'étendard noir et jaune, former un gouvernement provisoire flamand et ignorer le bruxellois. Le colonel en chef de la garde bourgeoise, Charles Coppens, s'opposa à la réalisation de ce plan et exigea qu'on arborât les couleurs nationales. Une députation de la Régence se rendit alors à Bruxelles pour reconnaître le Gouvernement Provisoire. RODENBACH, *Episodes de la Révolution dans les Flandres 1829, 1830, 1831*, p. 118.

[64](#) R.A. Rapport de Prové au Gouvernement Provisoire (A.G.R. Gouvernement Provisoire I, n^o 33, 8).

[65](#) Saint-Nicolas fut le théâtre d'un touchant épisode de patriotisme. Le 4 octobre, les habitants de Tereecken, faubourg ouvrier de Saint-Nicolas, se cotisèrent pour l'achat d'un drapeau belge qu'ils portèrent en cortège, précédés d'un violon et d'une clarinette jusqu'à la chapelle de Notre-Dame, au bout de leur quartier, où ils l'arborèrent sur la tourelle au son de la clochette à

6 heures de l'après-midi. Puis ils récitèrent le rosaire pour le repos des âmes des combattants morts à Bruxelles pendant les journées de septembre. » WILLEMSSEN, *Les événements de 1830-1831 à Saint-Nicolas (Annales du Cercle Archéol. du pays de Waes 1905, XXIV, 24)*.

[66](#) GIJ VAN PITTIUS, *Verhaal van de gebeurtenissen te Gent gedurende de maanden September en October 1830*. (*Militair Spectator*, 3^e série, IV, 348) (récit du lieutenant-colonel van Kerkwijk).

[67](#) *De gebeurtenissen te Audenaerde*. (*Militair Spectator*, 3^e série, I, 591.)

[68](#) La garnison comprenait deux compagnies de la 17^e afdeeling, une compagnie d'artillerie, un détachement du régiment de hussards n° 1, de la maréchaussée.

[69](#) Lettre du 4 octobre 1830 de la Régence d'Audenaerde au Gouvernement Provisoire (A.G.R. Papiers Rogier 40).

[70](#) GIJ VAN PITTIUS, *op. cit.*, (*Militair Spectator*, 3^e série, IV, 352.)

[71](#) *De gebeurtenissen te Audenaerde*. (*Militair Spectator*, 3^e série, I, 591.)

[72](#) Box à van Maanen. *Gedenkstukken, 1830-1840*, IV ; 174. BUFFIN, *op. cit.*, *Verhaal van het voorgevallene in Antwerpen van den 28ⁿ Augustus 1830 tot den 1^{en} Mei 1881, door een ooggetuige*, (II, 185.)

[73](#) Box à Van Maanen. *Gedenkstukken 1830-1840*, IV ; p. 174 et P.R.O. —F.O. 10/3 de Hochepeid Larpent à John Bidwell, Anvers, le 27 septembre 1830 : « *To use the words of the Authorities, we stand upon a volcan.* » Chassé n'était pas tellement sûr de la fidélité de ses troupes et il ne se faisait aucune illusion sur l'état d'esprit de la majorité de la population. *Ibidem* et lettre du même du 2 octobre 1830.

[74](#) Cette proclamation a été exposée au palais d'Egmont lors de l'exposition historique de 1830. Elle est reproduite par DISCAILLES, *op. cit.*, II, 15.

[75](#) Klinkhammer à Van Maanen. *Gedenkstukken, 1830-1840*, IV, 177.

[76](#) BUFFIN, *op. cit.* *Verhaal van het voorgevallene in Antwerpen*, II, 186. Staedtler écrit d'Anvers le 28 septembre : « Ici même où le commerce a tant prospéré sous le gouvernement royal, les esprits sont extrêmement montés. » BUFFIN, *Documents*, 192. Fl. PRIMS, *De Belgische omwenteling te Antwerpen. De belgischgezinde deelnemers (Bijdragen tot de geschiedenis, 1929, XX ; 281)* : « Un maître-plafonneur parcourt les rues d'Anvers avec tous ses ouvriers ayant tous la cocarde tricolore au chapeau et le ruban à la boutonnière, manifestant hautement leurs opinions patriotiques. »

[77](#) Le 28 septembre de Caters, bourgmestre, adresse aux bourgeois « qui font montre de faiblesse » une lettre « les priant de remettre leurs armes à leurs chefs au cas où leurs occupations les empêcheraient de continuer le service. » PRIMS, *Antwerpiensia*, 3^e Reeks 1929 ; 305.

[78](#) « J'ai trouvé établi le régime militaire le plus sévère, à peine y osait-on parler politique ; les feuilles de Bruxelles n'y entraient pas ; on en craignait l'effet sur l'esprit public qui n'était

nullement favorable au gouvernement parmi les classes inférieures. » Lettre de Staedtler du 30 septembre. BUFFIN, *Documents*, 198.

[79](#) « L'effectif de la milice devait atteindre un pour cent du chiffre de la population, avec une levée annuelle du cinquième, et le licenciement d'un effectif équivalent. Seul un quart des miliciens restait sous les armes d'une façon plus ou moins permanente, effectuant environ un an de service coupé de nombreux congés de faible durée. Quant au reste du contingent, il était envoyé dans ses foyers en congé de longue durée avec des rappels de loin en loin, à raison d'un mois environ par an. » WANTY, *Les aspects militaires de la Révolution belge*, p. 10. Des arrêtés royaux du 11 et du 24 juillet 1830 avaient fixé au 1^{er} septembre 1830 la période de rappel pour les classes 1826-1827-1828 et déterminé un certain nombre d'exemptions. Lorsque les événements de Bruxelles se produisirent, le Roi par arrêté du 28 août 1830, n° 54, rappela également les miliciens primitivement exemptés.

Le 9 septembre 1830, 19.771 sont rentrés sur un total de 38.200 ; le 13, 24.138 ; le 24, 29.131. Sur les 9.069 absents, 5.701 étaient Belges. La plupart des manquants étaient originaires des provinces de Brabant Méridional, Liège et Namur. (R.A. *Staats Secretarie*, 3463, 3465, 3474. Rapport du directeur général de Eerens au Roi, 10 septembre, 14 septembre, 25 septembre 1830 et lieutenant-generaal VAN DAM VAN ISSELT, *1831-1^{ste} Augustus 1931*, p. 24.)

[80](#) *Herinnering nopens de gebeurtenissen en krijgsverrigtingen in de stad en vesting Namen in 1830. (Militair Spectator, 3^o série, II, 91.)*

[81](#) P.R.O. —F.O. 10/3. White à Fauché, Gand, le 3 octobre 1830 : « *All the troops here are disbanded or disbanding as fast as possible ... I find the road to Antwerp swarms with disbanded and drunken soldiers.* » Le même, Anvers, le 4 octobre 1830 : « *... the troops are completely demoralised.* »

Chapitre X

Conclusions.

La véritable physionomie des journées de Septembre. — L'attitude de la bourgeoisie, de la noblesse, du clergé et du peuple. — Les mobiles profonds qui poussent les patriotes. — Caractère foncièrement belge de ces journées : importance minime de l'élément français.

Nous avons exposé dans le détail les événements qui se sont déroulés à Bruxelles et en province, pendant les journées de septembre. Nous voudrions en dégager quelques conclusions. Les journées de septembre ont donné à la Belgique son indépendance. On a très vite conclu qu'il y avait eu un soulèvement général. A Bruxelles, quelques chefs étaient des étrangers et parmi eux plusieurs étaient Français ; on a déclaré que le mouvement était français ; à Bruxelles, les prolétaires se sont battus avec une énergie farouche, alors que les leaders bourgeois gagnaient l'étranger, et on a prêté au peuple des intentions sociales donnant à son attitude les allures d'une lutte de classes. Nous voudrions maintenant au terme d'une étude critique, où nous n'avons jamais employé que des documents contemporains et dignes de crédit, rétablir la vérité historique.

Les journées de septembre ont un caractère tragique ; ce sont des jours de désespoir, de noirs soucis, des jours de deuil. Sur Bruxelles pèse pendant ces moments une lourde menace et tous les Bruxellois tremblent. Pour les patriotes, ce sont des heures terribles ; ils ne sont qu'une poignée pour résister à une armée solide, et tous leurs espoirs s'effondrent. Pour le peuple, ce sont des jours de famine ; il n'y a plus de travail, il n'y a plus de pain. Il crie misère. On a fait du mélodrame, de la tragi-comédie avec ces combats du Parc. Rien n'est plus faux. Tout cela, parce qu'on a oublié que le premier mouvement révolutionnaire n'a été déclenché que par une minorité. Sans doute bien des gens sont de cœur avec les combattants, mais ceux-ci sont peu nombreux. Les succès évidemment en grossissent le nombre ; mais ceux qui n'ont jamais désespéré de la cause nationale, ceux-là qui n'ont pas craint de s'opposer à la force armée sont rares, et ils sont rares dans toutes les révolutions. Cela n'a rien qui nous étonne. Les révolutionnaires sont toujours une minorité, mais une minorité agissante. Ne sont révolutionnaires que les intrépides et les audacieux ; la masse des hommes pondérés et réfléchis ne pousse jamais à la violence. Avant d'abattre un régime, ils veulent savoir par quoi on le remplacera, tandis que les révolutionnaires ne savent pas eux-mêmes où ils vont.

Au début, l'idée de la séparation a recueilli beaucoup de sympathie dans toute la Belgique, sauf à Anvers et à Gand. Séparatistes, beaucoup de Belges le furent, mais de là à passer à la guerre civile, il y avait un abîme. Cet abîme, seuls les exaltés le franchissent et ils se lancent dans une folle équipée. Les patriotes, qui vont à l'aventure, sans trop se soucier de ce qui sortira d'une lutte ouverte, ont pourtant des mobiles puissants qui les poussent à agir de la sorte.

Ces patriotes veulent la liberté. A leurs yeux, la séparation paraissait amplement suffisante pour leur permettre de conquérir la liberté. Être libre, c'est le leitmotiv de tous les articles des journaux belges de 1830. La liberté est le grand rêve, mais il ne peut être accompli que si l'on vit séparé d'un peuple qui n'a ni les mêmes goûts, ni les mêmes idées, ni les mêmes besoins, ni les mêmes intérêts.

Au 6 septembre, on le croit réalisé. Erreur : la lourde machine parlementaire doit être mise en action. La lenteur des discussions excède les patriotes ; les préparatifs militaires les mettent en

défiance. Ils songent à s'armer, non pour attaquer, mais pour se défendre. La soumission du pays par la force armée ruinerait tous les espoirs qu'ils ont mis dans la séparation qu'un roi victorieux n'appliquerait jamais. Pour les patriotes exaltés, un recours à la guerre civile est envisagé. Dès lors le fossé se creuse, au sein même des séparatistes : une scission est inévitable. Les gens pondérés et réfléchis se séparent des exaltés. Jusqu'ici les premiers savaient où l'on allait ; du jour où les exaltés ne reculent plus devant l'éventualité d'une guerre civile, du jour où l'on fait ce saut dans l'inconnu, bien des patriotes abandonnent la lutte. Il n'y a donc plus pour résister au pouvoir royal que les audacieux, les intrépides. Ils se préparent à la défense, mais comme la dissension a tout gâté, que la situation lamentable du peuple l'a poussé à des excès, la défense présente si peu de chances de succès que les révolutionnaires voient leur nombre se fondre, et ils ne constituent plus qu'un noyau. Dans ces moments, ils n'ont qu'un but, empêcher l'entrée des troupes dans Bruxelles et ils ne voient pas plus loin. Une fois l'armée arrêtée, puis repoussée, tout change : la lutte s'est faite pour libérer la patrie : on proclame l'Indépendance nationale. Le décret du Gouvernement Provisoire du 4 octobre fait connaître à tous que le but poursuivi est atteint.

Dès que la victoire est acquise, le fossé qui sépare « exaltés » et « modérés » se comble. Le but était le même : la liberté. Les moyens différaient pour établir le régime qui assurerait cette liberté.

La Révolution de 1830, ce n'est donc pas au début un soulèvement formidable. Il y a des révolutionnaires actifs, dévoués, courageux, mais à côté combien de timides, combien de grincheux, combien d'opposants !

Les timides, ce sont les « légaux ». Il y en a dans toutes les villes et ils excitent la verve des journalistes patriotes et l'indignation des insurgés. Ils ont peur et veulent rester dans les bornes strictes de la légalité. Ils sont loin d'être hollandophiles, car ils sont séparatistes, mais ils attendent leur salut des délibérations de La Haye. Les députés « belges » aux États Généraux, Stassart excepté, sont de ces gens-là, et beaucoup de bourgeois pensent comme eux.

On ne peut pas les blâmer ; ils réfléchissent et croient sincèrement qu'une opposition est vouée à un échec certain. Ils n'ont par la foi dans un triomphe populaire. Ils le craignent d'ailleurs, ce sursaut populaire, qui seul pourrait après bien des malheurs, donner la victoire. 1789, le 1789 français, n'est pas loin. La Révolution à leurs yeux, c'est le soulèvement de la masse qui souffre ; c'est le pillage, la dévastation, des calamités sans nombre. Cette masse une fois ébranlée, où l'arrêter ? La tournure qu'ont prise les soulèvements populaires, fin août, est un avertissement pour les classes dirigeantes. Elles sont parvenues, non sans peine, à rétablir un ordre sérieusement menacé ; elles ne songent nullement à rendre au peuple une liberté dont elles craignent qu'il ne fasse mauvais usage. Aussi, elles donnent tous leurs soins pendant ce mois de septembre, à soulager la détresse des miséreux, que la crise politique qui se double d'une crise économique, a rendue affreuse. La noblesse n'a pas plus de sympathie pour un mouvement violent, bien qu'elle soit en très grosse majorité séparatiste. Un de ses représentants les plus éminents, le Prince de Ligne, explique bien, dans ses Souvenirs, sa conduite et celle de beaucoup de nobles. « J'étais ennemi du roi Guillaume. Je voulais la séparation administrative de la Belgique d'avec la Hollande, mais non une révolution, dans la crainte d'entraîner le pays dans un de ces abîmes dont on ne sait jamais comment l'on sort et au milieu desquels le hasard seul guide les nations¹. » Aussi la noblesse se renferme dans ses châteaux et ne prend pas part aux combats.

Le clergé montre plus d'empressement ; jamais il ne contrecarre les révolutionnaires, jamais il ne les rappelle au calme. C'est surtout le clergé subalterne qui est gagné à l'opposition et il sait exciter les masses². Dans certains endroits, à Anvers et à Lierre notamment, les prêtres font tout pour mettre en mouvement les basses classes³. En Flandre, il reste sur la réserve ; il se tait, mais son silence est considéré comme une approbation de l'opposition⁴. Il est d'ailleurs de l'opposition : il n'aime pas la Hollande protestante et n'a pas oublié les tracasseries dont il a été l'objet. Son attitude est logique et la phrase d'un abbé orangiste, Moens, « Tout le monde a pu remarquer, à la révolte de septembre, que le clergé aurait pu montrer plus de sympathie pour la monarchie des Pays-Bas⁵ », est touchante de candeur. Toutefois, le clergé ne se jette pas tête baissée dans la mêlée. Avant les victoires de septembre, il reste assez calme. Les dangers d'une révolution n'échappent pas aux prêtres réfléchis. Les Quatre Glorieuses ne sont pas loin et elles ont été anticléricales. Ce n'est pas que ces prêtres redoutent que le mouvement en Belgique prenne semblable allure, mais la crainte d'un retour à la France, solution redoutée pour le lendemain d'une résistance victorieuse, inquiète le clergé.

Néanmoins il a aussi ses têtes chaudes, ses patriotes fanatiques qui excitent à la révolution, tel cet abbé Janssens de Nivelles, ou ce curé d'Aywières qui, le 23 septembre, adjure Charles Rogier de rentrer à Bruxelles, tel encore cet Antoon, chapelain à Louvain, qui manœuvre un canon le 23 septembre.

Dans les campagnes des environs de Bruxelles, des prêtres bénissent les rebelles, qui partent au combat⁶ et font prier pour le succès de la lutte⁷. Certains d'entre eux même courent à Bruxelles⁸. Mais la participation active de l'ensemble du clergé à la régénération de la Belgique est du mois d'octobre. Il s'est rallié sur-le-champ⁹ et, par l'influence énorme qu'il possédait, a contribué largement au succès d'une révolution « qu'il pouvait se reprocher de ne pas avoir suffisamment secondée dans ses premiers mouvements¹⁰ ». Le clergé, la noblesse et la bourgeoisie, dans leur ensemble, attendent les événements ; ils laissent à une minorité, qui compte d'ailleurs des représentants de toutes classes sociales, la tâche formidable de résister à l'armée. Mais parmi les censitaires, il n'y a pas que des sympathisants ; la bourgeoisie compte bon nombre d'industriels et de commerçants qui sont orangistes par intérêt, nullement par sentiment, et qui rendent difficile la tâche des patriotes. En cela, ils sont aidés par des régences restées fidèles à leur devoir. On a exagéré la faiblesse du pouvoir civil en septembre 1830 en Belgique. Sans doute, dans quelques villes, le bourgmestre et les échevins ont très vite cédé ; encore ces villes sont-elles rares, et il y a bien des exemples de régences qui s'acharnèrent à maintenir la fidélité à Guillaume. Des parquets, par ailleurs, ne sont pas restés inactifs.

Comme on le voit, la tâche des insurgés n'était pas très aisée, et la timidité des modérés ne peut pas leur être imputée à crime. D'ailleurs une fois la victoire acquise, le fossé entre modérés et révolutionnaires se comble. Les premiers étaient Belges aussi, mais il leur manquait l'audace et surtout la confiance.

Les révolutionnaires sont donc peu nombreux. Ce sont des hommes d'action, des impulsifs.

A Bruxelles ce furent des journaliers et des artisans, assistés de quelques rentiers, qui prirent l'initiative de la résistance armée ; dès le lendemain, de la Wallonie accoururent des journaliers, des mineurs, des serruriers, guidés par des grognards de Napoléon, ainsi que par quelques industriels patriotes.

La présence de ces bourgeois, si peu nombreux furent-ils, suffit pour démolir une thèse, échafaudée hasardeusement, qui ne veut voir dans la révolution de 1830 qu'une insurrection prolétarienne.

A Bruxelles, le fabricant Bonnel équipe ses ouvriers, les nourrit, les conduit aux barricades ; de Charleroi, de Dorlodot arrive à la tête de ses verriers ; James Hodson et ses fileurs accourent de Verviers à Liège.

Il n'y a pas de révolte des journaliers contre les patrons ; pourvu que les bourgeois soient prêts à marcher, le peuple ne demande qu'à unir ses efforts à ceux de ses maîtres. Mais sitôt que la bourgeoisie montre des tendances modérées, le peuple s'irrite. Car le peuple n'aime pas le « Hollandais », il est le tyran, le maître abhorré, et c'est sur lui qu'il rejette tous ses malheurs.

Le peuple des grandes villes, qui souffre du ralentissement des affaires et qui manque de pain, désire chasser le « Hollandais ». Il croit qu'une fois libre, il sera plus heureux.

C'est une insurrection nationale, non un soulèvement social. Si le peuple qui criait famine, avait été poussé par des préoccupations purement matérielles, s'il n'avait pas eu la haine du Hollandais, il aurait profité à Bruxelles, des journées troubles des 19, 20, 21, 22 septembre pour se jeter sur les propriétés des bourgeois et des riches. Il n'en a rien fait, alors que rien ne l'en empêchait¹¹. Les mineurs du pays de Charleroi, les verriers et tous les journaliers, s'ils avaient répondu à l'appel de la faim et au désir d'assouvir des ressentiments de classe, n'auraient pas gagné Bruxelles, conduits par leurs patrons, pour satisfaire leurs appétits. Ils l'auraient fait sur place en pillant les demeures patriciennes. Il reste cependant que des soucis matériels ont aigri le peuple et que la situation déplorable du prolétariat en 1830 a eu ses répercussions sur les événements politiques d'août et de septembre.

Sans le peuple, on serait toujours resté dans la légalité. Comme il n'a pas peur d'un recours à la violence, il ne voit pas tous les obstacles qui s'opposent à la victoire et il se jette dans la lutte. A Bruxelles, il est avec les extrémistes de la Réunion Centrale ; en province, c'est lui qui mène l'assaut contre toutes les forteresses. Sans doute, il est poussé par l'instinct national, mais la faim qui le tourmente l'excite aussi.

Là où il a du travail, il reste bien plus calme. A Gand, il ne bouge pas¹², à Saint-Nicolas non plus, mais à Tournai où l'exploitation des carrières est arrêtée, son exaltation redouble. Le malheur du peuple est bien une des causes profondes de la Révolution. Sa misère l'a poussé à la révolte, mais il se serait résigné à son sort lamentable, s'il n'avait pas eu des sentiments patriotiques confus, mais vivaces. Il déteste cordialement le Hollandais qui est l'agent de la tyrannie royale et la pensée que l'armée « hollandaise », — telle lui apparaît l'armée royale —, pourrait faire peser une domination tyrannique sur le pays lui est intolérable¹³. C'est avec une énergie farouche et désespérée que le Marollien a arrêté l'armée aux Portes de sa ville ; c'est avec la même énergie patriotique que les gens de Pierreuse ont fait l'investissement de la citadelle de Liège et qu'à Namur les habitants des quartiers populaires ont repoussé l'ennemi dans la forteresse.

Le combattant de septembre veut délivrer son pays du régime « hollandais ». Certains auteurs prétendent qu'il ne souhaitait se libérer de la domination « hollandaise » que pour se mettre sous la domination française. Le mouvement de septembre est un mouvement francophile

dirigé par des Français et qui n'a réussi que grâce à l'appui de la France : voilà leur théorie qui paraît séduisante au premier abord. Les Quatre Glorieuses auraient surexcité le peuple belge qui, ainsi préparé, a répondu le 25 et le 26 août avec empressement aux belles paroles des agents secrets des sociétés républicaines parisiennes ; ces agents qui ont vu d'un très mauvais œil la direction imposée au mouvement par la bourgeoisie ont continué leurs menées sourdes et ont poussé le peuple aux solutions extrêmes. Ce sont eux qui inspirent les clubs avancés comme la Réunion Centrale, et aux jours de l'attaque, seuls, ce sont eux qui restent au poste, alors que les chefs belges prennent la fuite. C'est à eux qu'on doit le triomphe du Parc, mais une fois celui-ci assuré, une fois le Gouvernement Provisoire constitué, les chefs revenus de Valenciennes les auraient chassés de leur position et auraient donné à l'insurrection une allure nationale.

Ces auteurs ajoutent que, seule des grandes puissances européennes, la France était favorable à la Révolution belge et que c'est à son appui et à ses secours que la Belgique doit son indépendance. Parmi ces écrivains il y a à la fois des pannéerlandais, refusant au concept « nation belge » toute valeur et des Français chauvins, qui aiment à croire que rien ne s'est fait sans eux. Leur théorie ne résiste pas à un examen critique sérieux.

Sans doute la Révolution de Juillet a causé en Belgique de l'agitation et il est incontestable que des agents secrets français se sont remués. A Bruxelles, ils ont dû jouer un rôle les 24 et 25 août, rôle bien difficile sinon impossible à caractériser : ils ont réussi à faire arborer à l'hôtel de ville le drapeau bleu-blanc-rouge, mais la faveur populaire les a très vite quittés et, sans aucune difficulté, un Ducpétiaux remplace le drapeau français par les couleurs noir-jaune-rouge. En Wallonie, fin août, Verviers et le pays de Franchimont manifestent seuls des sympathies pour la France, mais là aussi on abandonne très vite les couleurs françaises pour les anciennes couleurs verviétoises ou liégeoises. Le fait d'ailleurs que les couleurs françaises sont arborées là où l'on a pillé les fabriques, et où le mouvement a pris un caractère prolétarien très marqué n'est pas qu'une simple coïncidence.

Les drapeaux français qu'on a arborés à Bruxelles et à Verviers, pendant quelques heures, le 26 août, et la Marseillaise que le peuple a clamée ne constituent pas des indices d'une sympathie profonde : le drapeau tricolore c'est l'emblème de la révolte ; la Marseillaise, en 1830, c'est l'hymne révolutionnaire de tous les prolétaires soulevés. A Aix-la-Chapelle aussi, il y a des émeutes fin août ; on y arbore aussi le drapeau tricolore français, on y chante aussi la *Marseillaise*. Ce fut d'ailleurs en entonnant ce chant que les tisserands anglais manifestèrent leur sympathie pour le mouvement révolutionnaire parisien et traduisirent les aspirations de leur classe.

Ainsi donc les agents français à Bruxelles n'ont pas trouvé l'accueil qu'ils espéraient.

Une fois la bourgeoisie à la tête de l'opposition, elle lui imprime une direction nettement nationale, bien que modérée. La volonté nationale apparaît dans les envois d'adresses des régences au roi : aussi bien de Bruges que de Tournai, de Louvain que de Verviers, de Courtrai que de Mons. Les ultras ne sont pas plus francophiles. C'est un des leurs, Lesbroussart, qui écrit le 9 septembre à de Potter : « Les journaux du Nord rabâchent constamment que nous voulons devenir Français, tandis que la volonté contraire n'a jamais été plus généralement, plus fortement manifestée¹⁴. » Aussi une fois les modérés dépassés par ces extrémistes, ceux-ci n'impriment pas au mouvement une direction différente : « Le but du plus grand nombre des membres de la Réunion Centrale est l'affranchissement de la Belgique sous une même dynastie.¹⁵ » La position des patriotes à l'égard de la France est admirablement marquée dans

une brochure répandue en septembre dans Bruxelles, *Le Petit Catéchisme du Citoyen Belge en septembre 1830*. A l'affirmation des Hollandais qui accusent les Belges de nourrir le regret et le désir de la domination française, *Le Patriote* répond : « C'est une calomnie absurde autant qu'odieuse. — Prouvez l'absurdité ! — Un désir de cette nature ne saurait avoir que deux causes, que deux motifs : les intérêts matériels, les affections. Bruxelles, une des capitales du Royaume, jusqu'ici résidence royale, pouvait envier à La Haye sa Haute Cour, plusieurs centres d'administration, mais tombe-t-il sous les sens que Bruxelles désirât redevenir simple chef-lieu d'un département français ? Anvers appartenant à une puissance nécessairement protégée par l'Angleterre ne voit-il pas son commerce plus en sûreté que s'il devenait port de France ; que s'il faisait partie de cette France, dont (à part quelques trêves) les rois des mers seront toujours les mortels ennemis ? La mesure que met dans sa conduite présente la métropole de notre commerce intérieur démontre assez que celui-ci est loin d'espérer l'occasion d'un envahissement étranger¹⁶. »

Autre grief contre les Français : « L'un de nos principaux griefs contre la suprématie hollandaise est le monopole des emplois lucratifs : les Français l'ont-ils moins exercé chez nous ? Suppose-t-on que nous l'ayons oublié ou bien que nous ayons la naïve confiance qu'ils en agiraient cette fois avec plus de désintéressement¹⁷ ? ».

Quant aux affections réciproques, on les exagère. « Entre les Français et les Belges, il existe bien moins de sympathie que l'irréflexion ne croit en apercevoir : et d'abord quant à la religion, incrédules pour plus des nonante-neuf centièmes, ils traitent de superstition notre christianisme de bonne foi ; une tournure d'esprit tout autre les rend insensibles à notre genre de mérite, leur en donne un qui nous manque et dont leur vanité se prévaut sans ménagement, il n'est pas jusqu'aux habitudes les plus indifférentes de notre population flamande, dont plusieurs ne soient pour le français un objet de blâme, de dédain et presque de dégoût¹⁸. »

En Wallonie, on pensait différemment ; la France y jouissait certes de plus de sympathie, mais ce n'est pas cette sympathie qui conduit à Bruxelles les volontaires de Bogier, les mineurs de Charleroi, les Tournaisiens. Ces gens n'ont qu'un but : délivrer leur patrie de la « domination hollandaise ». Dans la masse belge en septembre 1830, il n'y a pas de goût marqué pour la réunion avec la France : « les Belges n'ont aucune envie de se donner à la France », et ils ne veulent de secours français qu'au cas d'une intervention prussienne en faveur de Guillaume 1^{er}. « Si la lutte vient à s'engager entre la nation hollandaise et la nation belge, seuls nous la soutiendrons aussi longtemps que notre adversaire se présentera seul au combat : nous nous penserions déshonorés d'introduire un tiers dans cette espèce de champ clos ; mais nous ne verrions ni honte, ni félonie, à opposer le coq à l'aigle si ce dernier intervenait dans la querelle des deux lions » et on considérerait « comme une calamité très grande » ce recours à la France, mais « de beaucoup préférable encore à l'horreur de voir les Hollandais rentrer chez nous en maîtres châtiés des esclaves¹⁹ ».

Officiellement d'ailleurs, il ne viendra pas de secours français. Louis-Philippe craint trop la guerre pour intervenir et il résiste aux excitations de l'extrême-gauche²⁰ ; il n'y a donc que les républicains français pour aider les révolutionnaires belges. Aussi bien, c'est sur les secours soi-disant formidables envoyés par les « Amis du peuple » que se porte toute l'attention des historiens qui veulent voir dans les journées de septembre une victoire française. Eh bien ! ces secours arrivèrent trop tard, alors que les Hollandais avaient quitté le Parc. A. Paris, les associations secrètes sont nombreuses ; leurs dehors mystérieux ajoutent à leur prestige et à leur importance. Ce seraient ces clubs républicains qui auraient inondé la Belgique de leurs émissaires et rendu les plus grands services à la cause révolutionnaire. Effectivement, ces clubs

se sont intéressés au mouvement belge. « La Révolution belge trouva en France les esprits disposés à la servir », mais ces hommes de gauche qui sont les plus favorables au soulèvement, ont à s'occuper d'abord de leur propre pays, où le gouvernement de Louis-Philippe n'est pas le gouvernement de leur rêve. Toutefois, ils se groupent en sociétés populaires « destinées à favoriser et à soutenir toutes les tentatives d'affranchissement politique des nations circonvoisines, convaincus qu'ils sont que le seul moyen de garantir l'existence du nouvel état de choses en France est de l'environner d'une ceinture de peuples libres retrempés au principe de juillet²¹ », mais, ayant à se défendre sur place contre des ennemis intérieurs, ils ne songent pas à se lancer dans une aventure étrangère avant d'être renseignés sur les chances de succès qu'elle comporte. Ils attendent les événements ; ceux-ci ne se déroulent pas comme ils le désireraient : la bourgeoisie belge a pris la direction de l'opposition et elle a le souci de la légalité. Ils ne partiront pour Bruxelles que plus tard, lorsque « enfin les journées de septembre viendront donner à la révolution brabançonne une physionomie plus franche et plus nettement dessinée. Les sociétés populaires parisiennes se hâteront alors d'envoyer des secours en Belgique. La société des Amis du peuple enverra un bataillon tout organisé et celle des « 27, 28, 29 » qui était naissante, se trouvera presque dissoute par le départ précipité d'une grande partie de ses membres²² ».

Les Belges de Paris ne secoururent pas non plus leurs frères de Bruxelles avant le début d'octobre. La présence parmi eux de de Potier et de Bartels les avaient gagnés à la cause révolutionnaire ; mais plusieurs jours s'écoulèrent avant qu'ils passent à l'action. Les exilés participèrent bien à des banquets, mais n'y prirent aucune résolution d'ordre pratique.

Ils décident enfin de se constituer en club. Ils tiennent une première réunion le 17 septembre ; le lendemain, ils se réunissent à nouveau et chargent de Potter de s'entendre avec Gendebien sur l'itinéraire et les instructions que doivent suivre les volontaires belges de Paris. Les discussions des deux leaders qui ne sont d'accord sur rien, retardent l'envoi de cette expédition jusqu'à la fin du mois²³.

L'avant-garde de cette compagnie « La légion belge de Paris » arrivera à Bruxelles le 1^{er} octobre. Elle compte 90 volontaires *belges* commandés par Zeghers²⁴.

Ces volontaires, s'ils sont domiciliés en France, sont néanmoins des Belges, et il en est de même de la compagnie de 50 hommes avec laquelle Feyerick vient de Lille à Bruxelles, où il arrive après les Journées²⁵. Les secours de la France n'ont donc pas déterminé la victoire du Parc. D'ailleurs il y avait peu de Français à Bruxelles avant les journées de combat. Beaucoup de réfugiés ont regagné Paris après les Quatre Glorieuses²⁶, et Sieyès, Merlin, Barrère et 18 autres proscrits quittèrent Bruxelles le 10 septembre²⁷. Quant à Valazeé, envoyé extraordinaire chargé d'annoncer au roi Guillaume l'avènement du roi Louis-Philippe, il est fort peu sympathique aux révolutionnaires. Reste Mellinet. C'est vraiment le seul Français qui ait joué un rôle important à Bruxelles. Encore est-ce à sa compétence militaire qu'on a fait appel et, le 24 septembre, quand il s'est présenté à l'hôtel de ville pour obtenir sans doute une place de dirigeant, Rogier l'a rapidement congédié²⁸. Il y a bien encore deux aventuriers, Grégoire et le vicomte de Culhat, mais ils auraient participé à toute révolution, et ils auraient vendu leur âme au diable.

Le rôle des Français a donc été exagéré. Cartwright, qui, le 2 octobre, écrit à Lord Aberdeen : « Les Français n'ont pas été si nombreux, mais leur expérience militaire et leur exemple a beaucoup contribué à la victoire des rebelles²⁹ », se trompe, parce qu'il considère comme Français un Bouchez, accouru de Fleurus, un Parent, qui est de Tongres, et qu'il ne sait pas que

Chazal s'est enfui à Valenciennes. Ce n'est pas, parce que don Juan van Halen est espagnol, que la Révolution de 1830 en Belgique est espagnole ; ce n'est pas parce que Mellinet a commandé l'artillerie bruxelloise les 25 et 26 septembre (les deux jours précédents il ne s'est pas battu) que la Révolution de 1830 est française.

Si l'on a toujours exagéré ce rôle des Français en septembre 1830, cela tient à un jugement simpliste. La Révolution ne pouvait profiter qu'à la France, car tous les bons esprits ne pensaient jamais que la Belgique obtiendrait la reconnaissance de son indépendance : c'est donc la France qui a suscité des émeutes³⁰. Cela tient aussi à une erreur d'information des historiens : la réserve prudente des républicains français en septembre n'a pas été remarquée. Ces hommes de parti très bien informés par de Potter et Bartels des dissensions intestines qui rongent les Belges, au courant des querelles des chefs, du manque d'unité dans l'opposition, ne veulent pas risquer une aventure sans profit, et ils ne partiront qu'à la fin du mois, quand la victoire du Parc permet tous les espoirs.

La victoire du Parc, qui soulève tout le pays et qui assure le triomphe de la révolution, est bien une victoire belge.

Nous avons déjà indiqué les causes de l'échec de la démonstration de Frédéric « in opposition to all human foresight³¹ ». Elles sont surtout d'ordre militaire : les erreurs grossières de l'état-major ont provoqué la retraite, et c'est la défection de l'armée qui entraîne la capitulation de toutes les places fortes. Il apparaît donc bien qu'il faut chercher la cause du succès de la Révolution dans la médiocrité, pour ne pas dire la nullité des chefs de l'armée et dans la mauvaise organisation de celle-ci. Incontestablement, avec une armée forte, avec ses Suisses renvoyés depuis deux ans, Frédéric l'aurait emporté à Bruxelles ; avec des troupes disciplinées, avec de vrais soldats, les commandants de place n'auraient jamais capitulé et l'insurrection aurait avorté.

La défection des troupes rallie tous les esprits à la Révolution. Les révolutionnaires n'étaient qu'une poignée, mais une fois l'armée en retraite à Bruxelles, ils trouvent des concours nombreux. Le clergé marche à fond, intervient auprès des classes dirigeantes, fournit des ressources³². La noblesse presque tout entière suit. Le mouvement devient unanime et l'exaltation patriotique est portée à son comble³³.

L'effet des journées de septembre en Hollande fut foudroyant. Pendant plusieurs jours, on n'avait reçu de Belgique que des nouvelles incertaines, qui agitèrent les esprits. On s'attendait à une victoire rapide, aussi l'on gronde et l'on critique le gouvernement³⁴. Le 28 septembre, la nouvelle du désastre parvient à La Haye où elle provoque de l'abattement. Le découragement envahit tous les milieux³⁵.

Cependant d'heure en heure la situation apparaît plus grave ; les places fortes avec leur immense matériel de guerre sont aux mains des rebelles. Ne faudra-t-il pas défendre le sol patrial ?

La réserve de la milice est convoquée ; on organise des corps de volontaires, on prend des mesures de défense, mais l'esprit public reste abattu³⁶. Il faut attendre quelques jours avant qu'un revirement se produise et que le peuple Hollandais se redresse.

L'incompatibilité de caractère et la divergence d'aspirations des deux peuples, juxtaposés par la volonté des traités, expliquent donc bien la Révolution de 1830.

Le ralliement rapide de l'immense majorité du peuple belge au Gouvernement Provisoire, démontre l'intensité du sentiment national³⁷.

Notes

1 PRINCE DE LIGNE, *Souvenirs et Portraits, 1830-1856*, publiés avec une introduction et des notes par Félicien LEURIDANT, Bruxelles, 1930, pp. 52-53.

2 « Il n'est pas rare d'entendre dire encore à la campagne que si le roi Guillaume était resté encore deux ans en Belgique, il aurait fait fermer toutes les églises catholiques. » (Abbé MOENS, *Considérations sur la Révolution belge de 1833*, Liège, I, 256.)

3 Bergmann à Van Maanen, 29 août. (*Gedenkstukken, 1830-1840*, IV ; 66.)

4 Van Doorn à Van Maanen. Audenarde. (*Gedenkstukken, 1830-1840*, IV ; 161.)

5 MOENS, *op. cit.*, 258.

6 BUFFIN, *op. cit.*, I, 84. Mémoires Chazal.

7 KIST, *De Belgen voor, gedurende en na den opstand*, Rotterdam, 1832 ; 139.

8 Rey à Louis, 30 septembre. (*Gedenkstukken, 1830-1840*, II ; 32.)

9 « Geestelijkheid verklaarde zich in het algemeen niet tegen de revolutie » dans un cahier de notes, intitulé : *Gebeurtenissen te begin-nen met het wonderlijk en door oproer bekend jaar 1830* et qui a pour auteur Gérard Scheynen, né à Neesthuizen en 1806, décédé vicaire à Weert en 1836 (Exposition historique de 1830. Prêt de M. Scheynen).

10 BARTELS, *op. cit.*, p. 241.

11 Il y a un relevé *complet* des pillages commis en Belgique depuis le 25 août 1830 jusqu'en 1831. Pendant les journées qui vont du 19 septembre au 23 septembre, il n'y eut pas la moindre déprédation à Bruxelles et pourtant le peuple était le maître. (Archives Générales du Royaume. Papiers relatifs à l'exécution de la loi du 1^{er} mai 1842 sur les dommages causés par la Révolution belge. Dossier de la ville de Bruxelles n° 25.)

12 Cf. ci-dessus, p. 219. Cependant l'arrêt du travail dans certaines fabriques à la fin de septembre joint à la nouvelle de la victoire de Bruxelles provoque à Gand certains désordres.

13 Les chansons sont caractéristiques de cet état d'esprit. Supplément aux *Esquisses Historiques*, 260-268 et P.R.O.-F.O. 238-19 : lettre de H. Lytton Bulwer à Aberdeen, Gand, 29 septembre 1830 : « *There is a decided animosity throughout this country towards Holland ; I have not in any part of it, heard a wish expressed for French Interference or assistance. The contest is the Belgian against the Dutch and the enthusiasm which animates it is every instant increasing.* »

14 JUSTE, *La Révolution Belge de 1830*, II, 181.

15 JUSTE, *op. cit.*, II, 197. Réponse de Gendebien aux questions contenues au procès-verbal de la Réunion Belge à Paris dans la séance du 18 septembre 1830.

[16](#) PARIDAENS, *Petit Catéchisme du Citoyen belge en septembre 1830*. Bruxelles 1830, pp. 5-6.

[17](#) PARIDAENS, *Petit Catéchisme du Citoyen belge en septembre 1830*, Bruxelles 1830 ; 5-6. Un rapport du 22 août 1830 du 1^{er} avocat général près de la Cour de Bruxelles, faisant fonction de procureur général, au Ministre de la Justice est exactement dans le même ton. « Weinige in ons land Fransch gezind zijn... ; eene vereeniging aan Frankrijk (bijzon-derlijke sedert de laatsle veranderingen) is tegenstrijdig met de belangen van onzen adel, van onze priesters, van onzen koophandel. » *Ge-denkstukken*, IX, t. 2, p. 859.

[18](#) PARIDAENS, *Petit Catéchisme du Citoyen belge en septembre 1830*, Bruxelles 1830 ; 5-6. Un rapport du 22 août 1830 du 1^{er} avocat général près de la Cour de Bruxelles, faisant fonction de procureur général, au Ministre de la Justice est exactement dans le même ton. « Weinige in ons land Fransch gezind zijn... ; eene vereeniging aan Frankrijk (bijzon-derlijke sedert de laatsle veranderingen) is tegenstrijdig met de belangen van onzen adel, van onze priesters, van onzen koophandel. » *Ge-denkstukken*, IX, t. 2, p. 859.

[19](#) PARIDAENS, *Petit Catéchisme du Citoyen belge en septembre 1830*, 6.

[20](#) Sur l'attitude de la France au début de la Révolution belge, lire l'article du chanoine DE LANNOY, dans le numéro du 15 juillet 1929 de la *Revue Générale*, CXXII, p. 21 et de GUICHEN, *La Révolution de juillet 1830 et l'Europe*, Paris 1916, pp. 167 et s. La politique de non-intervention du gouvernement français apparaît clairement dans les instructions du comte Molé au marquis de la Moussaye, en date du 29 août 1830. *Gedenkstukken*, X, 2, p. 3, ainsi que dans les lettres du ministre de la guerre aux gouverneurs militaires et du ministre de l'intérieur aux préfets des circonscriptions et départements voisins de la Belgique, 2 et 30 septembre 1830. *Arch. Aff. Etr. Paris*, Correspondance politique, Belgique 187, C. Le ministre des Pays-Bas à Paris, Robert Fagel, a la plus entière confiance dans la sincérité du gouvernement français. Il craint seulement qu'il ne soit débordé par les avancés ; mais lorsque son ministre Verstolk van Soelen, erronément renseigné par un particulier sur des secours importants que les clubs parisiens se disposeraient à envoyer en Belgique, lui demande des informations précises sur ces préparatifs, très franchement Fagel réduit ces manœuvres à leur juste proportion. (Voir lettre du 25 septembre 1830 publiée en appendice R.A. *Buiten-landsche Zaken*, 648-649-651. Voir aussi lettre de Bagot à Aberdeen, P.R.O. F.O. 37/169.)

[21](#) Pétition aux sénateurs et représentants de Belgique par le vicomte DE PONTÉCOULANT, 1835 ; 80-81.

[22](#) *Ibidem.*
Gabriel PERREUX, *AUX temps des sociétés secrètes. La propagande républicaine au début de la monarchie de juillet 1830-1835*, Paris, Hachette, 1931, XLII, p. 398. L'auteur ne renseigne qu'un club, « Aide-toi, le ciel t'aidera », qui se soit intéressé en septembre 1830 à la Belgique.

[23](#) D'Herbigny, écrivain politique français à la solde de Guillaume I^{er}, en relations constantes avec les autorités militaires et judiciaires françaises à Lille, renseigne La Haye sur le peu d'entente des exilés belges et sur la vanité de leurs efforts. Le découragement qui s'empare de de Potter au 23 septembre, déjà connu par JUSTE, op. cit., t. II, p. 120, est singulièrement confirmé. R.A. *Buitenlandsche Zaken*, 648-649-651.

[24](#) Courrier des Pays-Bas, 3 octobre 1830.

Un passage des Documents historiques sur la révolution belge, de BARTELS est en contradiction avec ce que nous avançons ici : « Au club de Payelle, tous les Belges de bonne volonté se réunissent. Un comité insurrectionnel fut formé sous la présidence de de Potter ; les autres membres du bureau étaient Tielemans, Zeghers, Renoz, L. Plaisant, Morival, etc.. « Nonobstant les nouvelles décourageantes que ne cessaient de nous adresser nos amis de Bruxelles, l'ardeur des braves ouvriers était admirable. Tous les jours, 10 à 12 se mettaient en route pour le Hainaut à l'aide d'offrandes que nous ne parvenions pas sans peine à obtenir de nos compatriotes plus riches, souvent aussi sans un sol en poche. Je dois citer parmi les plus déterminés, Hebbelynck, Zeghers et Morival, tous trois maintenant capitaines d'infanterie, qui entrèrent en Belgique à la tête des premières colonnes, dix à douze jours avant les combats de Bruxelles. » BARTELS, op. cit., pp. 230-231.

Bartels se trompe. Il suffit de lire le procès-verbal de la séance du 18 septembre 1830 de la Réunion belge de Paris qui est bien « le comité insurrectionnel » dont parle Bartels dans JUSTE : La révolution belge de 1830, II, 194-196, pour savoir qu'aucun départ de volontaires n'a eu lieu à pareille date, ainsi que l'affirme Bartels ; au surplus, Zeghers, « un des premiers partis de Paris » (liste des décorés de la croix de fer, Moniteur belge, 16 avril 1835), et d'après Bartels, entré en Belgique 10 à 12 jours avant les journées, n'arrive à Bruxelles que le 1^{er} octobre (Courrier des Pays-Bas, 3 octobre 1830). Une lettre de Teste, ministre de Louis-Philippe, datée de Paris, 30 septembre à Charles Rogier confirme nos assertions : « Membre du comité directeur de la société « Aide-toi », je suis aussi du Comité spécial qui a pour but de vous faire parvenir des secours en hommes et en armes. Je suis en communication avec vos braves compatriotes Thielemans et Vanderlind (sic) qui sont ici. Nous espérons sous peu de jours vous envoyer quelques-uns de nos braves. » A.G.R. Papiers Rogier, n° 43.

Le registre indiquant les noms, prénoms, lieux de naissance, domicile des personnes qui ont été transportées et soignées pendant les journées de septembre 1830 dans les hôpitaux et ambulances de Bruxelles et les listes de prétendants ou de proposés à la croix de fer ne contiennent pas le nom de dix Français qui se soient distingués pendant les journées. Les Français dont il est fait mention dans ces dossiers se sont distingués dans le courant d'octobre.

[25](#) M.R.A. O. 480 dossiers 1 et 2. Pétitions de Feyerick au ministre de la guerre et au comte Van der Meere chef de l'état-major, du 9 et du 17 octobre 1830.

[26](#) Prosper POULLET. *Relation inédite sur les début de la Révolution belge de 1830. (Revue Générale de Belgique, LXVI, lettre de Mier à Metternich, 1^{er} août. — Gedenkstukken, 1825-1830, I, 336. Lettre de Mier à Metternich, 1^{er} août ; du même, lettre du 3 août.)*

[27](#) VAN DER MEERE, *Mémoires*, 151.

[28](#) « Humble demande de service que vient me faire le général Mellinet — Refusé — vous pouvez rentrer en France. » Notes et souvenirs de Rogier A.G.R. Papiers de Rogier 112 C.

[29](#) *Gedenkstukken, 1830-1840, I, 86.*

[30](#) Le gouvernement hollandais d'ailleurs a toujours insisté sur le rôle que des Français auraient joué dans les événements révolutionnaires, pour obtenir l'intervention des puissances. Les instructions que le ministre des affaires étrangères Verstolk transmet à Falck, ambassadeur à Londres, le 28 septembre, sont significatives de cette politique. Le thème est celui-ci : tout ce qui se passe en Belgique ne peut pas être considéré à part des événements français. A Paris on

a recruté des insurgés belges ; à Bruxelles il y avait des officiers et des soldats français. 28 septembre 1830, *Gedenkstukken, 1830-1840*, IV, 184.

[31](#) *London Times*, 6 octobre. Lettre de Beaumont. Adventures of 2 Americans in the siege of Brussels, appendice ; 44.

[32](#) BARTELS, *op. cit.*, 241.

[33](#) « Au 1^{er} octobre il y a dans toutes les têtes une exaltation patriotique dont aucun autre pays peut-être n'offrirait l'exemple dans les mêmes circonstances : « Mort aux Hollandais » est le mot de ralliement. La rupture entre les deux peuples est irrévocable », Staedtler, lettre du 1^{er} octobre. BUFFIN, *Documents*, 205. « Le mouvement national est vraiment admirable », BUFFIN, *op. cit.*, p. 216.

[34](#) Van der Duyn à Van der Capellen, 27 septembre 1836. *Gedenk-stukken. 1830-1840*, IV, 178-179 et le rapport du directeur de la Police à Amsterdam Wiselius au Procureur-général à La Haye, R.A. *Justitie, geheim*, 27 septembre 1830.

[35](#) Ampt, commissaire de police de La Haye à Van Maanen, 6 octobre 1830. *Gedenkstukken, 1830-1840*, IV, 210-211.

[36](#) *Ibidem*.

[37](#) Ce sentiment s'élève à l'héroïsme chez les volontaires. Voici une lettre qui témoigne de l'énergie farouche de ceux-là. Le 24 septembre Gillain de Namur, où il est brasseur, écrit à ses parents :

« Bruxelles, vendredi. »

CHERS PARENTS, » Jeudi, jour mémorable, où les Belges seront immortalisés. J'ai échappé aux plus grands dangers ; une petite blessure seulement très légère ; mais cela n'est rien et ne m'empêche pas d'agir et de me battre. Je suis décidé de mourir plutôt que de céder à ces lâches hollandais. Nous vainquerons (*sic*). Les renforts nous arrivent de toutes parts et peut-être aujourd'hui nous serons maître de tous les régiments que nous combattons. Nous avons une grande quantité de braves qui sont morts pour défendre leur liberté. Mais en revanche nous avons fait un massacre des jenfoutres qui veulent nous enchaîner. Peut-être que ce soir nous serons maître du Parc ; mon courage ne se ralentira pas et si je dois mourir consolez-vous et vous direz que votre fils est mort pour la liberté.

» Adieu, je vole au combat.

» Je vous écrirai, si j'échappe, dimanche ou lundi. » Adieu ne vous mettez pas en peine. » Ayez du courage nous vainquerons.

» Je vous embrasse tous. » M.R.A. 0. 21, lettre d'Isidore Gillain de Namur à M. Gillain, brasseur à Namur. Original.

© Presses universitaires de Liège, 1934

Conditions d'utilisation : <http://www.openedition.org/6540>

Cette publication numérique est issue d'un traitement automatique par reconnaissance optique de caractères.

[Chapitre III. La bourgeoisie et le peuple bruxellois](#)

[Chapitre V. Les opérations militaires](#)